

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XV-1977. N° 4 (octobre-décembre)

Le XXX^e anniversaire de la République
L'indépendance roumaine — aspects politiques
et culturels
Economie et politique au XX^e siècle

EDITURA ACADEMIEI
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

Comité de rédaction

M. BERZA — membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — *rédacteur en chef*; ALEXANDRU DUȚU — *rédacteur en chef adjoint*; EM. CONDURACHI, A. ROSETTI, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; H. MIHĂESCU, COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; AL. ELIAN, VALENTIN GEORGESCU, FR. PALL, MIHAI POP, EUGEN STĂNESCU

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à ILEXIM, Export-Import (Presă), P. O. Box 136 — 137, télex 11226, str. 13 Decembrie n° 3, București—România ou à ses représentants à l'étranger.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, Bucarest, sectorul 1, str. I. C. Frimu, 9, téléphone 50 75 25, pour la REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES.

Les articles seront remis dactylographiés en trois exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25 — 30 pages dactylographiées pour les articles et de 5—8 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, București, 71021 — România

REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XV

1977

N° 4

SOMMAIRE

Le XXX^e anniversaire de la République

GHEORGHE I. IONIȚĂ, L'instauration du régime républicain en Roumanie et son écho international	603
CRISTIAN POIȘTEANU, Permanent Features of Romanian Diplomacy	633
ELISABETA PETREANU, La Roumanie et les relations interbalkaniques dans la période d'après-guerre	643

L'Indépendance roumaine — aspects politiques et culturels

ALEXANDRU DUȚU, Die Entwicklung der rumänischen Kultur in der zweiten Hälfte des 19. Jhs.	669
BARBARA JELAVICH (Bloomington), The Great Power Protectorate and Romanian National Development, 1856—1877	681
LUCIA TAFTĂ, Les Roumains et la lutte pour la libération nationale des peuples balkaniques	695
CONSTANTIN PRICOP, 1877, événement historique — réalité littéraire	707
VICTORIA FRÂNCU, La participation de la Roumanie et de la Serbie à la guerre de 1877 reflétée dans le roman de Sofia Nădejde: «La tragédie des Obrénovitch»	719
DOINA ELENA FĂGET, Bibliographies historiques roumaines et étrangères des pays sud-est européens concernant les années 1875—1878	725

Economie et politique au XX^e siècle

GELCU MAKSUTOVICI, La solidarité du peuple roumain avec la lutte du peuple albanais pour l'indépendance (1877—1912)	737
ANGELO TAMBORRA (Roma), Nascita dell'Italia industriale e mondo balcanico dal 1900 al 1914	751
ȘERBAN RĂDULESCU-ZONER, L'évolution des rapports entre la Roumanie et la Triple Alliance durant la crise bosniaque	765

Chronique

ANCA IANCU, Echos de l'Institut des Etudes Sud-Est Européennes de Bucarest (juillet 1976 — juin 1977)	783
---	-----

Comptes rendus

DIMITRIE CANTEMIR, Sistemul sau întocmirea religiei muhamedane (<i>C. Göllner</i>); ION PETRICĂ, Confluente literare româno-polone (a doua jumătate a secolului al XIX-lea) (<i>Andrei Pippidi</i>); La littérature des peuples slaves et balkaniques de la fin du XIX ^e siècle — début du XX ^e . Le réalisme et les autres courants (<i>Anca Irina Ionescu</i>); Sub semnul prieteniei frățești româno-bulgare. Sub semnul prieteniei frățești româno-iugoslave (<i>Ștefan Vlăcu</i>); La lutte antifasciste de libé- ration nationale du peuple albanais. Documents principaux, 1941—1944 (<i>Nicolae Dascălu</i>)	787
Notices bibliographiques.	797
Table des matières, tome XV (1977)	815

L'INSTAURATION DU RÉGIME RÉPUBLICAIN EN ROUMANIE ET SON ÉCHO INTERNATIONAL

GHEORGHE I. IONIȚĂ

Il y aura bientôt trois décennies depuis l'instauration, le 30 Décembre 1947, de la République Populaire Roumaine, moment cardinal de l'histoire nationale du pays. « Toute la période allant du 23 Août à la fin de 1947, est-il montré dans le Programme du Parti Communiste Roumain adopté au XI^e Congrès du Parti, — se caractérise par de grands combats révolutionnaires qui ont conduit à la réalisation de profondes transformations sociales, à l'accomplissement d'une politique nationale de parfaite égalité en droits entre les nationalités, à une série de réformes économiques et sociales en faveur des masses populaires »¹.

Pendant ces années, s'est déroulée une intense activité de reconstruction de l'économie nationale, l'accomplissement de la réforme agraire et d'autres réformes structurelles à caractère démocratique révolutionnaire ; l'on a agi en vue d'une importance accrue du rôle de la classe ouvrière et de sa participation directe à la direction de l'activité des entreprises. Cette étape a marqué l'accomplissement de la révolution populaire démocratique, l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans, l'engagement du peuple roumain dans la voie de l'édification libre de son avenir.

Pendant toutes ces grandes luttes des classes et tous ces mouvements révolutionnaires de masse, le Parti Communiste Roumain s'est affirmé comme la force politique la plus importante de la Roumanie, accomplissant sa mission d'organisateur et de dirigeant de la classe ouvrière, des larges masses populaires qu'il a conduit à la victoire.

La transformation de la Roumanie de monarchie constitutionnelle en république populaire, le 30 Décembre 1947, a une double signification pour le peuple roumain. D'une part, cet acte historique a mis fin à la monarchie — institution anachronique qui, pendant presque huit décennies, a représenté la domination politique de la bourgeoisie et des grands propriétaires terriens, avec toutes ses conséquences néfastes pour les masses populaires. D'autre part, la proclamation de la République Populaire Roumaine a marqué — grâce aux conditions historiques concrètes où elle s'est accomplie — un bond qualitatif quant à l'essence de l'Etat — la conclusion du processus de conquête du pouvoir d'Etat par la classe

¹ *Programme du Parti Communiste Roumain d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et d'avance de la Roumanie vers le communisme*, Editura Meridiane, Bucarest, 1975, p. 52.

ouvrière alliée à la paysannerie ouvrière et aux autres catégories de travailleurs.

Les pages de l'histoire de la Roumanie conservent d'une façon indélébile la réalité, à savoir, qu'au courant de l'année 1947, suite aux transformations révolutionnaires démocratiques accomplies jusqu'alors, le rapport des forces entre les classes a changé de fond en comble en faveur de la classe ouvrière et des autres travailleurs. Le Parti Communiste était devenu le parti politique le plus grand et influent, et l'unification des socio-démocrates avec les communistes dans le cadre d'un parti unique, marxiste-léniniste, était entrée dans la phase de sa réalisation pratique. En même temps, s'est accrue — dans le cadre de l'alliance entre les ouvriers et les paysans — le rôle dirigeant de la classe ouvrière, tandis que dans les rangs de la paysannerie se déroulait le processus de délimitation de ses catégories sociales fondamentales, intéressées d'une manière objective dans l'avance, aux côtés du prolétariat, vers la révolution socialiste. Les éléments bourgeois des villages ont été graduellement éloignés de la direction du *Frontul Plugarilor* (Front des laboureurs) — organisation révolutionnaire de la paysannerie —, des coopératives d'approvisionnement et de vente, et des banques populaires.

Suite aux transformations révolutionnaires survenues en Roumanie après le 23 Août 1944, les principaux partis bourgeois réactionnaires ont disparu de la vie politique.

Parallèlement aux succès marqués par les forces ouvrières et paysannes, au développement toujours plus évident de la révolution vers le socialisme, s'est accrue l'opposition des représentants de la bourgeoisie au Gouvernement. En 1947, ils essayèrent d'amener le gouvernement à renoncer à la politique de limitation des positions occupées par les capitalistes dans l'économie du pays et aux mesures restrictives envers les partis politiques réactionnaires ; ils s'opposèrent aussi à l'introduction du contrôle d'Etat sur l'activité des entreprises particulières. Toutes ces actions montraient que la collaboration des forces révolutionnaires ouvrières-paysannes avec les représentants de ce groupement ne pouvait plus continuer. Par la suite, le 5 novembre, l'Assemblée des Députés adopta une motion de défiance envers Gheorghe Tătărescu qui occupait les fonctions de vice-président du gouvernement et titulaire du ministère des Affaires Etrangères. Le lendemain, tous les quatre ministres, auxquels s'ajoutèrent deux secrétaires d'Etat sympatisants de Tătărescu, ont démissionné. Le 7 novembre ont été nommés dans les postes vacants les représentants du Parti Communiste Roumain (aux ministères des Affaires Etrangères, des Finances), du Parti Social-Démocrate (au ministère des Travaux publics) et du *Frontul plugarilor* (au ministère des Cultes).

Le renvoi des représentants du Parti National Libéral du gouvernement G. Tătărescu signifia en même temps l'élimination des éléments qui continuaient de soutenir ouvertement le régime monarchique² et

² Dans un exposé qu'il fit devant le Comité Central du Parti National Libéral, en août 1947, G. Tătărescu soulignait : « Notre nation ne pourra progresser sans la monarchie », — et que la royauté représentait « l'établissement fondamental de l'Etat roumain », dans « Drapelul » du 17 août 1947.

qui — à la faveur des positions qu'ils détenaient — auraient pu en entraîner son abolition. D'ailleurs, en décembre 1947, la nouvelle direction du Parti National Libéral, ayant à sa tête P. Bejan, lequel avait commencé à réorganiser ce parti, n'a plus inscrit dans le programme qu'elle adopta le principe de l'appui à la monarchie³.

A la fin de 1947, la monarchie se trouvait, en fait, isolée. Les forces sociales-politiques des classes exploiteuses, elles-même affaiblies, n'étaient plus en état de la soutenir efficacement. La non-concordance entre le contenu réel du pouvoir politique et la forme d'organisation de l'Etat s'était accentuée. Dans cette conjoncture, le Parti Communiste Roumain, exprimant la volonté des larges masses des villes et villages à établi comme objectif immédiat l'abolition de la monarchie. En même temps s'est intensifiée la large diffusion de l'idée de régime de démocratie populaire — action vivement exprimée dans la presse du parti.

Le rapport des forces socio-politiques étant nettement favorable à la classe ouvrière et à ses alliés, le Parti Communiste a pris une série de mesures à même d'assurer l'abolition de la monarchie par la voie pacifique. Le 24 décembre 1947, le Parti Communiste prit la direction de l'armée par la nomination de Emil Bodnaraş dans la fonction de ministre de la Défense Nationale⁴. On procéda, sur la base du plan élaboré par le Parti Communiste⁵, à une série de mesures de prévision et de vigilance. On a assurée la défense des points stratégiques dans la Capitale de la Roumanie et en province, dans les ministères et les institutions centrales, celle des dignitaires et des dirigeants politiques ; la garde militaire du palais royal fut remplacée par d'autres unités militaires, etc.

Au matin du 30 décembre 1947, le dr Petru Groza, président du Conseil des Ministres, et Gh. Gheorghiu-Dej, secrétaire général du Comité Central du Parti Communiste Roumain, ont eu une entrevue avec le roi auquel ils ont demandé d'abdiquer. Ils firent voir au roi que dans les conditions du rapport des forces existant à l'intérieur du pays, la proclamation de la république populaire était devenue une nécessité objective, une exigence impérieuse des larges masses populaires, que toute opposition aurait échoué⁶.

On l'informa aussi qu'il lui serait offerte la possibilité de quitter librement le pays, avec tous les membres de la famille royale, avec sa suite et une partie de ses biens. En conclusion de l'entrevue, on présenta au roi l'acte d'abdication. D'abord, le roi refusa d'y apposer sa signature et demanda 48 heures pour réfléchir. Il lui fut accordé 30 minutes. S'étant retiré dans une autre chambre, il lut l'acte d'abdication avec deux de

³ « Drapelul », n° 900 du 23 décembre 1947.

⁴ « Monitorul Oficial » (Le Moniteur officiel), 1^{re} partie, n° 298 du 24 décembre 1947, p. 351, Décret royal du 23 décembre 1947.

⁵ « Archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain », fonds n° 103, dossier n° 8014, f. 1, Esquisse du plan de mesures pour les 29 et 30 décembre 1947.

⁶ Gh. Gheorghiu-Dej, *Expunere făcută la şedinţa solemnă a M.A.N., cu prilejul celei de a XV-a aniversări a Republicii Populare Române* (Exposé présenté dans la séance solennelle du ministère de la Défense Nationale, à l'occasion du XV^e anniversaire de la République Populaire Roumaine), Editura politică, Bucarest, 1962.

ses personnes de confiance (le maréchal du palais et son secrétaire personnel). Dans l'acte d'abdication étaient indiqués d'une manière réaliste les principaux motifs qui imposaient l'abolition de la monarchie. « Dans la vie de l'Etat roumain — y était-il affirmé — se sont produites ces dernières années de profondes mutations politiques, économiques et sociales qui ont engendré de nouveaux rapports entre les principaux facteurs de la vie de l'Etat.

De nos jours, ces rapports ne correspondent plus aux conditions établies dans le Pacte fondamental — la Constitution du pays — qui exigent un changement urgent et fondamental »⁷.

Selon les relations du biographe du roi Mihai — Arthur Gould Lee —, à ce moment-là quelques variantes lui vinrent à l'esprit pour pouvoir maintenir son trône. Ainsi, il eut l'idée de faire appel à l'armée, mais il n'était pas sûr qu'elle pourrait le soutenir. Il pensa ensuite à tenter d'arrêter Petru Groza et Gh. Gheorghiu-Dej, ou encore à recourir au secours des Etats-Unis de l'Amérique, de l'Angleterre — mais tout ceci ne lui sembla pas possible car Petru Groza autant que Gh. Gheorghiu-Dej étaient membres du gouvernement, du même gouvernement qui avait été élu par le pays et reconnu par les Grandes Puissances ⁸.

Devant la grande influence que le gouvernement exerçait parmi les larges masses des villes et des villages, devant son attitude ferme, le roi comprit que toute opposition était vouée à l'échec et signa l'acte d'abdication, annonçant qu'il désirait quitter le pays.

Pendant l'après-midi de la même journée, le Conseil des Ministres prit acte de l'abdication du roi et adopta la Proclamation au peuple.

« L'histoire enregistrera une liquidation de la monarchie sans secousses, telle que nos ennemis ne l'aurait peut-être pas désirée — déclarait Petru Groza au cours de la séance du Conseil des Ministres. Pour employer une expression de la reine-mère, le peuple a aujourd'hui divorcé — décemment et élégamment — de la monarchie... Je veux que l'on sache partout — et ceci est très important — que tout s'est passé sagement, au moment opportun... nous allons de l'avant dans notre voie, avec un minimum de secousses et un maximum de profit »⁹.

Les postes de radio ont immédiatement transmis le texte de l'acte d'abdication et la Proclamation du gouvernement « La monarchie — était-il montré dans la proclamation — était une entrave dans la voie du développement du pays vers un régime de démocratie populaire à même d'assurer aux ouvriers le bien-être matériel et culturel, d'assurer l'indépendance et la souveraineté de l'Etat roumain. L'abolition de la monarchie ouvre à notre démocratie les perspectives nouvelles de grandioses réalisations »¹⁰.

Le soir du même jour, à 19 h., l'Assemblée des Députés, réunie sous la présidence du distingué lettré Mihail Sadoveanu, sanctionna l'abolition de la monarchie et décida la transformation de la Roumanie en

⁷ Proclamaarea Republicii Populare Române (Proclamation de la République Populaire Roumaine), Bucarest, 1948, p. 4-5.

⁸ Arthur Gould Lee, *Crown Against Sickle*, London, 1959.

⁹ « Archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain », fonds n° 103, dossier n° 9082, f. 1-6, Sténogramme de la séance du Conseil des Ministres du 30 décembre 1947.

¹⁰ « România liberă » du 2 janvier 1948.

République Populaire. La loi constitutionnelle de la République votée à cette occasion précisait que le pouvoir législatif serait exercé par l'Assemblée des Députés jusqu'à l'élection de l'Assemblée législative qui allait décider de la nouvelle Constitution de la République Populaire Roumaine, et le pouvoir exécutif — par un Présidium formé de cinq membres élus à l'unanimité par l'Assemblée des Députés. Ont été élus dans le Présidium de la République, sur la proposition du gouvernement : C. I. Parhon, Mihail Sadoveanu, Ștefan Voitec, Gheorghe Stere, Ion Niculi.

La proclamation de la République Populaire Roumaine a signifié non seulement le changement de la forme d'Etat, mais aussi un bond qualitatif accompli dans le concept du pouvoir. L'abdication du roi — dernier représentant des classes exploiteuses au gouvernement de l'Etat — a mis fin au processus révolutionnaire de conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière alliée à la paysannerie laborieuse et aux autres travailleurs. Par son caractère de classe, par ses tâches, ses formes d'organisation et ses méthodes d'activité, l'Etat démocratique-populaire roumain est devenu dès le moment de la proclamation de la République, un Etat de type socialiste.

L'abolition de la monarchie et la proclamation de la République Populaire Roumaine — moment d'une importance particulière du développement de la révolution populaire de la Roumanie, qui a marqué la conclusion du processus de conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière alliée à la paysannerie et aux autres catégories de travailleurs —, a joui de l'adhésion unanime des masses populaires. Les manifestations des masses, témoignant de l'immense joie que leur causait cet acte historique — organisées dès le premier jour de la proclamation de la république populaire et poursuivies, à travers tout le pays, durant plus d'un mois —, sont une preuve incontestable de l'isolement total de la monarchie, du fait que son abolition correspondait aux intérêts et aspirations du peuple roumain tout entier, à sa volonté de s'affranchir de toute exploitation et oppression, d'édifier un nouvel ordre social. L'adhésion enthousiaste de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intellectualité, de l'armée, de tous les travailleurs, sans différence de nationalité, à la république populaire, leur décision inébranlable de la défendre et de la consolider témoignaient d'une conscience révolutionnaire élevée et d'une maturité politique avancée ; leur attachement et leur confiance dans la politique révolutionnaire-patriotique du Parti Communiste Roumain faisaient preuve d'une profonde compréhension des impératifs de l'histoire.

Dès l'après-midi du 30 décembre 1947, les masses populaires, l'opinion publique ont été informées sur les grands événements qui avaient eu lieu. L'édition spéciale du quotidien « Scinteia » annonçait la nouvelle de l'abolition de la monarchie, et les postes de radio — après avoir préparé leurs auditeurs sur la transmission d'un important communiqué — ont transmis le texte de l'Acte d'abdication et celui de la Proclamation adressée par le gouvernement au peuple. Le lendemain, 31 décembre, dans son numéro spécial du Nouvel An, « Scinteia » publia en fac-similé l'Acte d'abdication signé par l'ex-roi Mihai, la Proclamation du gouvernement, la composition du Présidium de la République Populaire Roumaine et du nouveau gouvernement, la loi qui consacrait la transformation de l'Etat roumain en république populaire, un reportage sur le déroulement des

travaux de la séance de l'Assemblée des Députés le 30 décembre 1947, ainsi qu'un ample éditorial intitulé « Pour la République Populaire vers de nouvelles réalisations ».

Les premiers numéros des périodiques « Libertatea », « România liberă », « Frontul Plugarilor », « Națiunea », etc. — parus après le 30 décembre 1947 — étaient d'une teneur similaire.

Les messages prononcés aux postes de radio le lendemain après l'instauration de la République et à la veille du Nouvel An par le Dr Petru Groza, au nom du gouvernement, et par le savant Dr Constantin I. Parhon, de la part du Présidium de la République Populaire Roumaine, ont mis en évidence cet événement mémorable inscrit sur le livre d'or du peuple roumain, par les larges masses populaires.

Le message du Présidium de la République Populaire Roumaine soulignait que la nouvelle forme d'Etat — la République populaire — a ouvert largement la voie de l'accomplissement de toutes les aspirations créatrices du peuple roumain, des nouvelles conquêtes démocratiques dans les domaines économique, politique et social, de l'élévation du niveau de vie des travailleurs. « Nul obstacle n'existe plus dans la voie du développement complet de la démocratie populaire, vouée à assurer à tous ceux qui œuvrent de leurs bras et de leur intelligence, dans les villes et les villages, le bien-être matériel et spirituel qui constitue la garantie de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays — était-il montré dans le message. Des réalisations grandioses nous attendent dans l'année qui s'ouvre. Tout dépend maintenant uniquement de notre travail et de notre adresse, de l'amour que nous vouons au peuple et à notre République populaire, du dévouement de chacun d'entre nous pour le progrès du pays ».

La nouvelle de l'abolition de la monarchie et de la proclamation de la République Populaire Roumaine provoqua une explosion d'enthousiasme dans les masses populaires qui dès le soir du 30 décembre manifestèrent sous diverses formes leurs sentiments de profonde joie et de satisfaction. Dans les villes et les villages, dans les usines et les fabriques, dans les entreprises et les institutions, partout, d'amples manifestations, des meetings et des assemblées ont eu lieu, auxquels ont participé des centaines de milliers de citoyens. Dans les rues et les places publiques, les manifestations ont revêtu l'aspect d'impressionnantes festivités populaires.

A Bucarest, des dizaines de milliers d'ouvriers, militaires, étudiants, élèves, femmes, jeunes gens et personnes âgées se sont réunis Place du Palais, devant la gare du Nord, aux usines « Malaxa » et « Grivitza », à « Bariera Vergului », dans les quartiers Ferentari et Dudești-Cioplea, sur les places Unirii, Bucureștii Noi, Obor et 7 Noiembrie, chantant et scandant des mots d'ordre, dansant dans la ronde. Pendant ces journées historiques résonnèrent dans les rues de la capitale, jusque tard dans la nuit, des mots d'ordre incitant au combat : « Ouvriers, paysans, soldats, défendez la République ! », « Vive la République roumaine ! », « Travaillons, combattons, défendons la République ! », « Ouvriers, soldats, paysans, nous sommes tous des républicains ! ».

Dans ces relations sur le déroulement de la démonstration devant le palais royal, le journal « Scînteia » relevait que « l'enthousiasme et la joie avaient jailli plus ardemment et plus impétueusement que jamais », et

des rondes, autour desquelles tournaient d'autres rondes encore, plus larges, gagnaient la masse des manifestants¹¹. Le Nouvel An, une immense foule qui s'était rassemblée sur la même place entraînait dans l'ancien palais — après avoir salué par des ovations les membres du Présidium de la République Populaire Roumaine — par les portes largement ouvertes afin de le visiter. Dans la même atmosphère festive se sont déroulées dans les quartiers de Bucarest Ferentari et Rahova des manifestations auxquelles participèrent des ouvriers et ouvrières des fabriques des alentours, ainsi que d'autres catégories de travailleurs. Ni la neige, ni le gel qui après la tombée du soir s'étaient intensifiés — notait « Scinteia » — n'ont pu empêcher leur enthousiasme et leurs manifestations de sympathie pour la nouvelle forme d'Etat — la République Populaire¹².

L'acte historique du 30 Décembre 1947 produisit une vive effervescence non seulement dans les rues et sur les places de la Capitale, mais aussi dans les usines et les fabriques, dans les entreprises et les institutions. Dans ce cadre ont eu lieu pendant ces jours inoubliables d'amples meetings à l'occasion desquels ont été lus l'Acte d'abdication du roi et la Proclamation du gouvernement au peuple. Ainsi, au meeting qui a eu lieu aux Ateliers « Grivitza » de Bucarest, plus de 12 000 cheminots ont exprimé en même temps que leur adhésion unanime à l'acte d'instauration de la République, leur dévouement envers les gouvernements et le Présidium de la République Populaire Roumaine ainsi que « leur ferme volonté de reconstruction du pays »¹³. A leur tour, les ouvriers de Malaxa, dont le nombre dépassait 4 500, ont reçu la nouvelle de l'abolition de la monarchie et la Proclamation du gouvernement avec des applaudissements et des ovations prolongés¹⁴.

Des manifestations enthousiastes d'adhésion à l'égard de la République ont eu lieu pendant ces jours-là dans les capitales départementales, dans les municipales, dans tous les centres ouvriers. A Cluj, Arad, Braşov, Alba Iulia, Ploieşti, Iassy, Bacău, Buzău, Craiova, Petroşani, Oradea, Turnu-Măgurele, Focşani, Mediaş, Cîmpulung-Muscel, Făgăraş, Timişoara, Tulcea, Sibiu, Călăraşi, Brăila, Galaţi, Turda, Buhuşi, Caracal, Tîrgu-Jiu, Constanţa, Sighişoara¹⁵ et dans de nombreuses autres localités, la population s'est rassemblée devant les résidences du Parti Communiste Roumain, les mairies et les préfectures pour saluer la proclamation de la république populaire. Au cours des réunions qui se sont tenues, ont pris la parole les représentants du Parti Communiste Roumain, du Parti Social Démocrate, du Front des Ouvriers, du Parti National Populaire, les préfets des départements ou les maires des villes respectives, les représentants de l'armée, etc.

Le lendemain de la proclamation de la République, à partir de 11 heures, les travailleurs de toutes les entreprises et institutions de Iassy — depuis les ouvriers des Ateliers ferroviaires-Nicolina jusqu'au corps enseignant —, manifestèrent leur attachement à la République Populaire Rou-

¹¹ « Scinteia », n° 1011 du 2 janvier 1948.

¹² « Scinteia », n° 1012 du 4 janvier 1948.

¹³ « Scinteia », n° 1011 du 2 janvier 1948; « Naţiunea », n° 530 du 3 janvier 1948.

¹⁴ « Scinteia », n° 1011 du 2 janvier 1948.

¹⁵ « Archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain », fonds n° 1, dossier n° 243, f. 68.

maine et au gouvernement, s'engageant à défendre les conquêtes de la démocratie populaire et la marche en avant du peuple roumain¹⁶. Selon ce que transmettait le correspondant du journal « Scînteia », « après que la nouvelle de l'abdication du roi a été communiquée à la radio, la population de la ville, — ouvriers, fonctionnaires, paysans des alentours, jeunes et vieillards, ont manifesté dans les rues de la ville, saluant ainsi la naissance de la jeune République Populaire Roumaine »¹⁷. A Galatzi, dès le soir du 30 décembre 1947, de grands groupes d'ouvriers ont traversé la ville en chantant et acclamant la république. Le lendemain, des meetings se sont tenus dans toutes les entreprises, institutions et quartiers de la ville. Par la suite, malgré le temps défavorable, d'immenses colonnes de travailleurs ont manifesté dans les rues, où ils dansèrent dans les rondes¹⁸. A l'aube du 31 décembre 1947, — écrivait le journal de Sibiu « România viitoare » (La Roumanie future) —, les citoyens de la ville ont tenu à manifester leur satisfaction et leur joie à l'égard de l'acte historique de la proclamation de la République Populaire Roumaine. Malgré le gel qu'il faisait, les rues de la ville étaient bondées de gens qui commentaient avec une joie évidente le grand événement. Vers midi, s'y ajoutèrent des colonnes d'ouvriers « sortis de fabriques et d'usines pour fêter l'action préparée par tant de sacrifices et d'efforts »¹⁹. Les 15 000 citoyens de Sibiu se sont réunis sur la place de la ville dans le cadre d'un meeting grandiose, pour y saluer la nouvelle forme d'Etat²⁰. Nombre de grands meetings de masse ont eu lieu, à l'occasion de la proclamation de la République Populaire Roumaine, dans le bassin carbonifère de la Vallée du Jiu, surtout à Petroșani et à Lupeni²¹. À l'entreprise « Sadul » du département de Gorj, après la communication faite à la radio dans l'après-midi du 30 décembre 1947, 40 ouvriers dirigés par les communistes ont formé un corps de garde qui est resté durant la nuit dans l'enceinte de la fabrique, pendant qu'un commandement unique, constitué *ad hoc*, prit la direction des manifestations de solidarité avec l'action de proclamation de la République.

On peut relever comme un trait caractéristique de la profonde effervescence révolutionnaire de ces jours-là le fait que les manifestations qui se déclenchaient en diverses localités revêtaient souvent, spontanément, le caractère de manifestations de masses qui entraînaient l'immense majorité de la population.

La volonté inébranlable des larges masses d'ouvriers de consacrer toutes leurs forces à la défense, au développement et au progrès de la république populaire ressort aussi du grand nombre de lettres et télégrammes d'adhésions adressés au Comité Central du Parti Communiste Roumain, à l'Assemblée des Députés et au Présidium de la République Populaire Roumaine par les employés du pétrole de Prahova, par les

¹⁶ « Scînteia », n° 1011, du 2 janvier 1948.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid.

¹⁹ « România viitoare » du 4 janvier 1948.

²⁰ « Archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain », fonds n° 1, dossier n° 243, f. 24. Rapport d'activité du Comité départemental du Parti Communiste Roumain de Sibiu, pour le mois de décembre 1947.

²¹ Loc. cit., dossier n° 248, f. 230, Rapport d'activité du Comité départemental du P.C.R. de Valea Jiului, du 1^{er} décembre au 31 décembre 1947.

métallurgistes de Reșița, les miniers de Petrița, par les collectifs d'ouvriers de nombreuses entreprises, telles que : « Tăbăcăria națională », « Gralex », « La fabrique de tricotages », « Venus », « Wolf », « Lemaitre », « Talpa », « Métallo-chimiques », « Mociornița », « S.E.T. », « Apertura », « Les Ateliers du Fort Bragadiru », « Banloc », les typographies « Vremea », « Unirea », « Viața literară » et beaucoup d'autres encore ²².

Des lettres et télégrammes ont été aussi envoyés au Présidium de la République Populaire Roumaine par le Comité Exécutif de la Confédération Générale du Travail, le Comité Central de l'Union de la Jeunesse Ouvrière, le Comité du syndicat des journalistes professionnels de Bucarest, la Commission centrale de préparation pour la création de l'organisation unique de femmes de la Roumanie, le corps enseignant de la Polytechnique de Bucarest et d'autres institutions d'enseignement supérieur, officiers, sous-officiers et soldats du grand état-major et des unités militaires, marins de la motonave « Transilvania », de nombreux collectifs de travailleurs de diverses organisations, entreprises et institutions.

La teneur des milliers de lettres et télégrammes est particulièrement significative pour illustrer l'état d'esprit des masses du peuple ouvrier tout entier. Il témoigne de la confiance inébranlable des masses populaires envers la direction du parti et de l'Etat, la profonde compréhension de l'importance et des conséquences de l'acte historique du 30 décembre 1947 pour les destinées de la Roumanie. « Désormais — écrivaient les ouvriers de la Filature roumaine de coton — notre peuple à la tête duquel se trouve la classe ouvrière — pourra se développer en toute liberté dans la voie de la démocratie populaire, du progrès et du socialisme. Nous nous engageons à travailler le plus consciencieusement possible, à accroître la production de notre filature, à dépasser le programme fixé, conscients qu'ainsi la vie des travailleurs sera améliorée »²³. « Nous vous assurons, chers camarades — écrivaient dans le télégramme adressé au Comité Central du Parti Communiste Roumain les ouvriers du chantier de Giulvăz — que nous, qui travaillons à la frontière ouest de la République, serons à vos côtés jusqu'au sacrifice suprême, pour le développement de la démocratie roumaine »²⁴. A leur tour, les ouvriers et fonctionnaires de l'entreprise bucarestoise « Venus » saluaient avec la plus grande joie la proclamation de la République Populaire Roumaine, conscients que cet acte « ouvrait la route vers la libération du peuple roumain de l'exploitation. L'abolition de la monarchie et l'instauration de la République Populaire — était-il souligné dans la motion — assurent au peuple roumain la continuation, avec plus de fermeté, du combat pour le parachèvement de la démocratie, pour le bien-être de ceux qui travaillent »²⁵. Les habitants du département de Sibiu employèrent dans la motion qu'ils adoptèrent, des paroles exprimant leur adhésion totale à l'acte du 30 décembre 1947 : « Les citoyens du municipe et du département de Sibiu tiennent à assurer le Présidium et le Gouvernement de la République de leur entier dévoue-

²² « Scnteia », n° 1013 du 5 janvier 1948.

²³ « Scnteia », n° 1011 du 2 janvier 1948.

²⁴ « Scnteia », n° 1019 du 14 janvier 1948.

²⁵ « Națiunea », n° 532 du 5 janvier 1948.

ment et attachement, et qu'ils sont décidés de combattre acharnement pour l'accomplissement des grands desiderata de la jeune république ».

On peut relever comme un trait distinctif des innombrables actes d'adhésion à la proclamation de la république populaire, le fait qu'ils ont représenté en même temps la forme d'action unie, de ferme combat, dans le cadre du même front, de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, de l'intellectualité, de tous les travailleurs, pour le développement continu du processus révolutionnaire.

Parmi les nombreuses manifestations d'adhésion à l'acte du 30 décembre, qui se sont déroulées à travers tout le pays, il vaut mentionner les appels vigoureux adressés aux travailleurs par toute une série d'organisations de masse dont la Confédération Générale du Travail et la Fédération Nationale de la Jeunesse Démocrate.

Les jours qui ont suivi l'abolition de la monarchie et la proclamation de la république populaire, le Comité Exécutif de la Confédération Générale du Travail adressa un appel enthousiaste à la lutte et au travail à tous les ouvriers organisés en syndicats. « La consolidation de notre jeune république populaire — était-il souligné dans l'appel —, le développement de notre régime vers le socialisme dépendent de notre décision de combattre pour l'accroissement continu de la production, pour la reconstruction du pays, de notre vigilance à défendre les droits et libertés que nous aurons acquis, contre les ennemis de l'extérieur et de l'intérieur du pays »²⁶. Le Comité Exécutif de la Confédération Générale du Travail stimulait les ouvriers, techniciens et ingénieurs des fabriques et des usines — des bassins carbonifères et des exploitations pétrolières, des chantiers et labours, des bureaux et laboratoires, à faire preuve de leur amour et leur dévouement pour la République, par leur contribution à l'accroissement de la production et au renforcement de la discipline du travail. « Montrons à tout le monde — concluait l'Appel — que notre peuple, maître enfin de ses destinées, est capable de renverser tous les obstacles pour édifier un heureux avenir ».

Un vibrant appel fut adressé ces jours-là au peuple tout entier, surtout à la jeune génération, par la Fédération Nationale de la Jeunesse Démocrate. « Nous sommes fiers — disait l'Appel — que notre jeunesse, ayant à sa tête la jeunesse ouvrière, ait contribué par son œuvre et son combat, aux côtés de toutes les forces populaires dirigées par le parti de la classe ouvrière à l'accomplissement de cette grandiose victoire »²⁷. L'Appel ébauchait à la fois la perspective que cet acte historique ouvrait à la jeunesse et au peuple entier : « La République est nôtre. Par elle, une ère nouvelle s'ouvre dans notre vie : l'ère grandiose de la liberté complète, du développement d'une nouvelle vie dans notre chère patrie — l'ère d'une société sans exploitation de l'homme par l'homme ». Mettant en évidence les charges multiples auxquelles les jeunes ouvriers, paysans, étudiants et militaires étaient confrontés, l'Appel concluait par un vibrant encouragement au travail créateur qu'il adressait à tous les fils du peuple roumain et aux nationalités cohabitantes : « Faisons vrombir nos fabriques et nos labours, frémir nos universités, écoles, casernes sous l'action éner-

²⁶ « Scînteia », n° 1011 du 2 janvier 1948.

²⁷ « Tînărul muncitor », du 8 janvier 1948.

gique, sous l'effet de l'élan créateur des millions de jeunes affranchis des chaînes de la monarchie exploiteuse »²⁸.

Le même enthousiasme et les mêmes manifestations de solidarité envers l'acte d'instauration de la république populaire étaient exprimés par les nombreuses lettres envoyées aux organes de la presse centrale et locale par les travailleurs de diverses professions et œuvrant les coins les plus différents du pays. Elles témoignaient de l'émotion et de la joie qui animaient leurs auteurs et leurs proches lorsque la radio ou l'édition spéciale du quotidien « Scinteia » leur annonçait ce grandiose événement ; elles exprimaient les sentiments d'adhésion à l'égard de la nouvelle forme d'Etat et la décision de poursuivre fermement la voie d'édification de la société socialiste. « Le soir de la même journée — relatait l'ouvrier bucarestois Cuză Ion — pendant que je me trouvais au syndicat "Lemn-Forrestier" (Bois forestier), on annonça pendant une séance la nouvelle de l'instauration de la République... Les uns ont acclamé le Parti Communiste Roumain, d'autres, la Confédération Générale du Travail, d'autres encore le Parti Unique Ouvrier, et tous, la République Populaire Roumaine. Un observateur moins enthousiaste qui aurait été témoin de cette manifestation spontanée aurait bien compris que ce n'était là que l'explosion de joie d'hommes qui voient que les fruits de leur travail quotidien commencent à se montrer. Une voix entonna l'Internationale et tous ceux qui étaient réunis dans la salle s'y rejoignirent en chantant comme ils ne l'avaient jamais fait »²⁹. Dans une autre lettre, Elena Ursu, employée à « Creditul Urban » (Crédit Urbain), soulignait que la république populaire est plus proche de l'âme de ceux qui ont l'expérience des difficultés de la vie et que « elle nous procurera la tranquillité, la paix, le redressement économique, et nous rendra possible de jouir des résultats de notre travail »³⁰. A son tour, l'ouvrière de l'industrie textile Ioana Țuțu encourageait ses camarades de travail à augmenter leurs efforts dans le processus de production, afin d'apporter ainsi leur contribution à la consolidation de la république populaire : « Travaillons tous ensemble, camarades ; nos pas doivent être aujourd'hui plus assurés que jamais, plus décidés, car la terre que nous foulons est dès maintenant nôtre. Notre pays nous appartient maintenant. Serrons nos rangs et clamons comme au premier jour : Vive notre pays ! Vive la République Populaire Roumaine ! ».

L'abolition de la monarchie et la proclamation de la République Populaire Roumaine suscita un puissant écho dans les villages. Les organisations locales du Parti Communiste Roumain et du Front des Ouvriers s'organisèrent de nombreuses réunions dans les centres d'arrondissements, dans les communes et les villages où les masses paysannes exprimèrent par vive voix, par des lettres, motions et télégrammes leur enthousiasme et leur adhésion à la proclamation de la République Populaire Roumaine. Ainsi, les paysans laborieux de la commune de Crizbov, département de Brașov se sont réunis pour rendre « hommage à la république et aux dirigeants du peuple pour l'acte important accompli le 30 Décembre 1947 —

²⁸ Ibid.

²⁹ « Scinteia », n° 1022 du 17 janvier 1948.

³⁰ Ibid.

acte qu'ils considéraient salutaire dans la voie vers le mieux »³¹. Des assemblées similaires eurent lieu ces jours-là dans les communes de Monar et de Gledin — département de Năsăud ; Cergăul Mare — département Tîrnava Mică ; Golda de Jos — département d'Alba, et d'autres communes encore ³².

Dans les villages du département de Dolj, sur les anciens domaines de la Couronne de Sadova et de Segarcea, les paysans travailleurs exprimèrent au cours de meetings leur joie d'avoir échappé à l'exploitation du plus grand propriétaire terrien du pays, en faisant brûler sur le bûcher, de manière symbolique, le portrait du roi. Les paysans travailleurs des anciennes propriétés de la Couronne, du département de Neamț, témoignèrent eux aussi de leur grand enthousiasme et de leur adhésion à l'acte d'abolition de la monarchie. Ils chargèrent leur représentant dans l'Assemblée des Députés — Ion Tomescu — d'y exprimer « leurs vifs remerciements et leur profonde reconnaissance pour l'abolition de la monarchie »³³.

La ferme décision de la paysannerie ouvrière de joindre ses efforts à ceux du peuple roumain tout entier en vue du développement et de la consolidation de la nouvelle forme d'Etat était exprimée aussi par les centaines de lettres et télégrammes envoyés quotidiennement à l'adresse de la rédaction du journal « Frontul Plugarilor » ; les signataires prenaient l'engagement « de mener à bonne fin l'œuvre de reconstruction du pays, de combattre pour écarter les derniers restes réactionnaires et d'édifier un pays libre, une patrie où les fruits de leur labeur ne leur soient plus arrachés par une poignée de propriétaires de terres, de spéculants et banquiers — comme par le passé »³⁴.

Une place à part dans le cadre des manifestations occasionnées par l'acte de proclamation de la République Populaire Roumaine a été occupée par la grandiose réunion de Deva, le 8 janvier 1948, à laquelle participèrent des dizaines de milliers de paysans de différentes parties du pays. Convoquée d'abord pour l'anniversaire de 15 ans depuis la création du « Front des Laboureurs », elle s'est ensuite transformée en une impressionnante manifestation de sympathie et d'adhésion des masses paysannes à l'égard de la proclamation de la république populaire, et s'est terminée par l'engagement solennel des participants de travailler et de combattre de toutes leurs forces pour la consolidation du régime démocrate, de la République Populaire Roumaine. Petru Groza déclarait, à la fin du discours qu'il adressa aux masses paysannes, participantes à la réunion : « Rentrez chez vous en emportant le mot d'ordre : 'Vive la République Populaire Roumaine' — que vous devrez diffuser dans toutes les maisons et dans tous les cœurs »³⁵.

La proclamation de la république populaire a produit un vif enthousiasme et confiance dans l'avenir parmi les rangs des militaires — pour la plupart fils d'ouvriers et de paysans. Dans une atmosphère solennelle

³¹ « Scnteia », n° 1010 du 5 janvier 1948.

³² « Scnteia », n° 1019 du 14 janvier 1948 ; « Frontul Plugarilor », n° 861 du 8 janvier 1948.

³³ « Scnteia », n° 1031 din 29 janvier 1948.

³⁴ « Frontul Plugarilor », n° 861 du 8 janvier 1948.

³⁵ Gh. I. Ioniță, Gh. Tuțui, *Frontul Plugarilor, 1933-1953*, Bucarest, 1970, p. 261.

l'armée entière prononça le serment envers la République populaire et le peuple roumain. Commencée au soir du 30 Décembre 1947, après la proclamation de la République Populaire Roumaine — lorsque les cadres supérieurs de l'armée prononcèrent le serment de fidélité — cette action se poursuivit jusqu'au matin du jour suivant, dans toutes les unités et les formations militaires du pays ³⁶. Les militaires s'engageaient — dans leurs nombreux télégrammes et lettres d'adhésion adoptés au cours des diverses assemblées — à défendre la république populaire, l'indépendance et la souveraineté nationale, les conquêtes révolutionnaires des travailleurs. Ainsi, le 31 décembre 1947, après avoir prêté serment, les militaires de la garnison de Iassy rassemblés sur le stade de Copou, adoptèrent une lettre où il était montré : « Nous, soldats, sous-officiers, commandants, fonctionnaires civils et officiers de la garnison de Iassy, réunis aujourd'hui pour prêter serment de fidélité envers la République Populaire Roumaine et son gouvernement, nous prenons l'engagement d'observer fidèlement le vœu que nous avons formé de défendre en toute circonstance la République Populaire Roumaine, ses droits, son autonomie, son indépendance et sa souveraineté nationale »³⁷. Les soldats et les sous-officiers du Régiment A. A.—Braşov exprimèrent eux aussi leur entière adhésion et leur dévouement envers la République populaire dans la lettre qu'ils adressèrent au Présidium de la République Populaire Roumaine et au gouvernement du pays : « Nous nous déclarons solidaires avec l'action qui vient d'être accomplie, nous vous souhaitons la solution plénière des charges importantes auxquelles vous êtes confrontés et nous vous assurons de l'appui inconditionné et de notre dévouement envers la République Populaire Roumaine »³⁸. L'abolition de la monarchie — était-il souligné dans le Rapport du Comité départemental de Hunedoara du Parti Communiste Roumain du 7 janvier 1947, « a été considérée avec satisfaction par l'armée. Les combattants du Régiment de Grăniceri de Deva ont prêté serment en relevant leur poing »³⁹.

Le fait que dès la proclamation de la République Populaire Roumaine l'armée entière ait prêté serment de fidélité — dans une atmosphère d'enthousiasme — envers la nouvelle forme d'Etat, s'engageant à défendre les conquêtes des travailleurs, l'indépendance et la souveraineté nationale, reflétait l'établissement de relations étroites entre l'armée et le peuple, l'identification des militaires, en général, de la plupart des officiers avec les idéaux d'autonomie, de justice et d'indépendance des masses populaires.

L'état d'esprit de la population, la manière dont les larges masses des villes et des villages ont reçu la nouvelle de l'abolition de la monarchie ressortent d'une manière prégnante de la série des rapports d'activité des préfets, ainsi que des bulletins informatifs des préfectures pour le mois de décembre 1947. « L'accomplissement de cet acte historique — soulignait le rapport de la préfecture du département de Tîrnava-Mică — a conduit à des manifestations spontanées d'enthousiasme de la part de la

³⁶ « Frontul Plugarilor », n° 804 du 12 janvier 1947.

³⁷ « Scinteia », n° 1011 du 2 janvier 1948.

³⁸ Ibid.

³⁹ « Archives du Comité Central du Parti Communiste Roumain », fonds n° 1, dossier n° 248, f. 226.

population dans tous les centres urbains et les principaux centres ruraux du département »⁴⁰. Le rapport de la préfecture du département d'Ilfov, envoyé au ministère de l'Intérieur renfermait des considérations similaires : il y était montré que la population de ce département s'était rendu compte de l'anachronisme qui persistait encore par suite de la tolérance de l'institution monarchique, expression de la mentalité et des intérêts des anciennes conceptions de directions, d'accaparement des biens matériels, mentalité étrangère à l'âme et aux aspirations du peuple travailleur des villes et des villages ». En référence aux commentaires qui se faisaient entendre dans les villages à propos de l'abdication du roi Mihai, de l'abolition de la monarchie et de la proclamation de la république, le rapport mentionnait : « Dans les appréciations faites par la population rurale on peut remarquer la critique à l'égard de l'institution, autant que de la personne qui la représentait »⁴¹ — et il concluait que tout le monde voyait dans le changement intervenu le 30 Décembre une victoire du régime démocratique et du Parti Communiste Roumain ⁴².

En ce qui concerne l'attitude de l'intellectualité attachée au peuple à l'égard de la proclamation de la République, l'érudit lettré George Călinescu écrivait pendant les premiers jours qui ont suivi l'événement d'importance historique — se faisant l'écho des sentiments et des pensées des hommes de science et de culture aux vues avancées : « Dans la situation où se trouve la Roumanie, un pouvoir exécutif émanant du peuple est l'instrument le plus sûr, puisque le peuple ne se trompe jamais.

Mihail Sadoveanu, chantre d'Etienne le Grand et érudit nourrissant son esprit de la lecture des chroniques, ne se montrera guère un guide dépourvu de perspectives, — de même, d'ailleurs, que le Présidium, le Gouvernement et le Parlement du Pays.

En avant, donc, sans hésitation, œuvrons au renforcement de la jeune institution. République veut dire *res-publica*, chose publique ; il nous revient donc, dorénavant une part de responsabilité dans l'action d'édification du pays. Notre mot d'ordre est aujourd'hui : « Soyons aux côtés de la patrie, servons la RES-PUBLICA ! »⁴³.

Dans le climat général d'enthousiasme populaire, l'acte d'instauration de la République Populaire Roumaine a eu aussi l'adhésion de l'Eglise, de ses chefs. Le patriarche Nicodim montrait, se référant aux obligations du clergé et des paroissiens de servir la nouvelle forme d'Etat : « Je vous rappelle ces devoirs qui nous incombent à nous tous, citoyens de la République Populaire Roumaine, de répondre à tous ses appels, sachant que sa puissance et sa gloire se reflètent sur chacun de ses fils »⁴⁴.

L'ampleur et la multitude des manifestations d'adhésion à l'égard de l'instauration de la République Populaire Roumaine constituent un puissant témoignage du caractère profondément démocratique et populaire de ce grandiose acte d'histoire nationale. Elles témoignent de l'inconsistance des estimations faites par certains ouvrages parus à l'étranger sur la

⁴⁰ « Les Archives d'Etat de Bucarest », Fonds M.A.I., dossier n° 32/1947, f. 2.

⁴¹ Ibid., f. 47.

⁴² Ibid., f. 18.

⁴³ « Națiunea », n° 531 du 4 janvier 1948.

⁴⁴ « Frontul Plugarilor », n° 860 du 6 janvier 1948.

monarchie en général, et surtout dissipent les mistifications et spéculations concernant la conjoncture politique où a eu lieu son abolition. Ainsi, dans son *Crown against Sickle. The Story of King Michael of Rumania*, paru à Londres, Arthur Gould Lee exagère jusqu'à déformer totalement la réalité historique, le rôle du roi dans la vie de l'Etat et l'influence exercée par la monarchie sur certaines catégories de citoyens⁴⁵. Le même subjectivisme et caractère apologétique se laissent voir dans le livre de Ghiță Ionescu, *Communism in Rumania, 1944—1962*⁴⁶.

L'ignorance de certaines sources d'information et documentation et l'emploi unilatéral que l'on fait d'autres, la conception et les méthodes de recherche ainsi que les intérêts politiques des auteurs, expliquent pourquoi l'on a éliminé des ouvrages mentionnés, et d'autres encore⁴⁷, le facteur décisif ayant conduit à cet acte — les actions des masses populaires.

La teneur et l'orientation générale de ces ouvrages témoignent soit de l'incapacité, soit des idées préconçues, tendancieuses de leurs auteurs dans l'approche et l'établissement scientifique et objectif des rapports réels de causalité, le sens de l'évolution des événements historiques après le 23 Août 1944, ainsi que le poids et la dynamique des forces motrices durant cette période en Roumanie. D'autres ouvrages parus à l'étranger, également non-marxistes, offrent, à côté d'un certain nombre de carences et d'erreurs, des estimations qui retiennent l'attention. Ainsi, par exemple, *L'Histoire générale des civilisations* (parue sous la direction de Maurice Crouzet), relève au sujet de la situation politique existant en 1947 en Roumanie, Albanie, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Pologne et Hongrie, que dans tous ces pays « les partis communistes exerçaient une force d'attraction considérable »⁴⁸.

L'atmosphère de parfaite adhésion des larges masses des villes et des villages à l'égard de l'acte de proclamation de la République Populaire Roumaine — adhésion exprimée des jours de suite sous les formes les plus différentes au cours d'assemblées et de meetings, de festivités à caractère populaire, dans les lettres et télégrammes adressés au Comité Central du Parti Communiste Roumain, au Gouvernement, au Présidium de la République Populaire Roumaine, à l'Assemblée des Députés ont dès le début assuré la solidité de la nouvelle forme de gouvernement. Dans les conditions de l'appui populaire et de la décision des ouvriers de contribuer chacun à son lieu de travail à sa défense et à sa consolidation, la République Populaire Roumaine est devenue, en tant que l'Etat nouveau de la classe

⁴⁵ Arthur Gould Lee est venu en Roumanie au mois de septembre 1944; il a travaillé dans le cadre de la Commission alliée de contrôle — organisme international constitué des représentants de l'U.R.S.S., des E.U.A. et de la Grande-Bretagne, en vue de l'application des prévisions de la Convention d'armistice entre la Roumanie et les Nations Unies, signée à Moscou le 12 septembre 1944. Durant l'étape où il travailla en Roumanie, Arthur Gould Lee rencontra souvent l'ex-roi Mihai et des personnes de son entourage, et après le 30 décembre 1947, il publia l'esquisse biographique sous le titre mentionné ci-haut.

⁴⁶ London, 1964.

⁴⁷ François Fejtő, *Histoire des démocraties populaires*, Paris, 1952; H. Prost, *Destin de la Roumanie*, Paris, 1954; Laszlo Naghi, *Démocraties populaires. Du bloc soviétique au communisme des patries*, Paris, 1968.

⁴⁸ Maurice Crouzet, *Histoire générale des civilisations*, Tome VII : *L'Epoque contemporaine*, Presses Universitaires de France, Paris, 1967, p. 485.

ouvrière, un puissant instrument qui, sous la direction du parti communiste, a assuré la défense et le développement des conquêtes révolutionnaires, démocratiques des larges masses populaires, la direction et l'organisation active du processus de construction du nouveau régime social. A son tour, la république populaire, instaurée il y a 30 ans comme forme d'Etat du pouvoir de la classe ouvrière, alliée à la paysannerie laborieuse et à l'intellectualité attachée au peuple a représenté le cadre politique et juridique où se sont affirmées les immenses forces créatrices du peuple roumain, son application et son intelligence.

L'abolition de la monarchie et la proclamation de la République Populaire Roumaine — apogée de profondes transformations révolutionnaires qui ont eu lieu en Roumanie après la victoire de l'insurrection nationale antifasciste armée du 23 Août 1944 — a trouvé un large et puissant écho au-delà des frontières. L'opinion publique progressiste et démocratique internationale salua avec enthousiasme cet événement qu'elle considérait non seulement comme une victoire du peuple roumain, mais aussi comme un succès remporté par les forces de la paix et de la démocratie du monde entier. L'entrée de la République Populaire Roumaine dans le système mondial socialiste en formation s'inscrivait dans le flux des transformations qui avaient lieu sur la carte politique du monde, se caractérisant par l'affirmation toujours plus puissante dans la vie internationale des forces révolutionnaires et progressistes. Si la Roumanie avait fait dans le passé l'expérience amère de la dépendance et de la domination étrangère, après le 30 Décembre 1947, dans les conditions de l'engrenage du pays dans la voie de la construction socialiste, de la conquête de la pleine liberté, le peuple roumain peut affirmer sans restriction ses idéals de paix et d'amitié entre les peuples. Evidemment, le rôle de notre pays dans le concert des nations n'apparaissait pas seulement comme le résultat de l'acte d'abolition de la monarchie et de proclamation de la république populaire. Il avait sa source dans nos traditions progressistes, de profondes racines dans le passé de combat pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté nationale de notre peuple et, surtout, dans les transformations novatrices qui marquèrent dès les premières années après la guerre, l'inscription de la Roumanie sur l'orbite de l'évolution sociale moderne, et dont la suite a été l'acte même du 30 Décembre 1947.

Comme il était naturel, l'acte accompli le 30 Décembre 1947 par le peuple roumain a été salué avec un enthousiasme tout particulier par les peuples qui pendant l'étape antérieure avaient accompli des transformations socio-politiques semblables et qui y ont vu une contribution importante au renforcement et à la consolidation du socialisme dans le monde. Des messages fraternels ont été envoyés ces jours-là par les pays socialistes européens — l'U.R.S.S., la Bulgarie, la Yougoslavie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Albanie. Ils donnaient tous une haute appréciation à la transformation de la Roumanie en République Populaire et exprimaient la joie de voir le peuple roumain s'engager fermement dans la voie de la vraie démocratie, de la construction socialiste.

« Le peuple roumain a accueilli avec la plus grande satisfaction la nouvelle de la transformation du royaume roumain en République Populaire. Le pays entier, de Bucarest à Iassy et de Constantza à Arad est animé par un enthousiasme sans précédent. Des milliers de travailleurs

saluent cordialement aux meetings et manifestations, par des lettres et télégrammes, cette décision historique » — écrivait le journal soviétique « Pravda », à propos de l'enthousiasme indescriptible des masses populaires de la Roumanie à la nouvelle de l'abolition de la monarchie et de la proclamation de la république. Par la suite, on apprécia que la liquidation du régime monarchique et la proclamation de la République Populaire Roumaine ont marqué le début d'une nouvelle étape dans l'histoire du pays — étape pendant laquelle la Roumanie a acquis la possibilité de réaliser une politique indépendante, de nouer avec les autres Etats des relations conformes aux intérêts réels du peuple roumain. Mettant en évidence la signification internationale de cet événement, « Pravda » mentionnait : « Les succès remportés par le peuple roumain prouvent à nouveau au monde entier la force vitale illimitée de ce nouveau type d'Etat — la République Populaire où le pouvoir appartient au peuple, et la force dirigeante est représentée par la classe ouvrière »⁴⁹.

Un salut cordial a été adressé à la jeunesse ouvrière de la Roumanie par la jeunesse soviétique. Ainsi, le Comité Antifasciste de la Jeunesse Soviétique adressa à la Fédération Nationale de la Jeunesse Démocrate de la Roumanie un télégramme, où il félicitait « la jeunesse démocrate de la Roumanie à l'occasion de la proclamation de la République Populaire Roumaine » — exprimant sa confiance dans l'avenir heureux de la Roumanie et de la jeunesse roumaine : « Nous sommes sûrs — était-il écrit dans le télégramme — qu'une voie nouvelle s'ouvre à votre pays et à votre jeunesse, où de nouvelles réalisations et de nouveaux succès vous attendent. Le télégramme se terminait par le souhait : « Vive la République Populaire Roumaine ! »⁵⁰

De la République Populaire de Bulgarie, Gheorghii Dimitrov adressa au Dr Petru Groza un télégramme de félicitation où il montrait que « l'événement historique » de la proclamation de la République Populaire Roumaine a produit « de la joie et de l'enthousiasme » dans les rangs du peuple bulgare⁵¹. Ce chaleureux message a été renouvelé par le dirigeant de l'Etat bulgare à l'occasion de la visite qu'il rendit en Roumanie au cours du mois de janvier 1948. « En mettant le pied sur la terre fraternelle de la Roumanie — montrait le premier ministre bulgare dans son discours tenu le 13 janvier 1948 à Giurgiu — la première parole que je veux prononcer, au nom du peuple bulgare et de sa délégation, est un salut amical et fraternel à l'occasion de la proclamation de la Roumanie, République Populaire ». Se référant aux sentiments de chaude sympathie éprouvés par le peuple bulgare à la nouvelle de cette grande victoire obtenue par le peuple roumain, Gheorghii Dimitrov déclarait : « . . . Cet événement historique non seulement assure le développement progressiste de notre pays, mais aplanit définitivement le chemin de l'édification de notre amitié traditionnelle à l'échelle d'une alliance fraternelle indestructible pour la paix, la démocratie et le progrès du peuple roumain. Dès maintenant il devient possible de nouer plus facilement et solidement des relations d'amitié réciproque,

⁴⁹ « Scinteia » du 7 janvier 1948.

⁵⁰ Ibid.

⁵¹ Ibid.

fraternelle et cordiale entre la République Populaire Roumaine et la République Populaire de Bulgarie, entre le peuple roumain et le peuple bulgare »⁵².

La proclamation de la République Populaire Roumaine a été saluée aussi par la Jeunesse Populaire de Bulgarie⁵³, par l'Association de l'amitié roumano-bulgare⁵⁴, par l'Union des Ecrivains de Bulgarie⁵⁵ et par nombre de collectifs des travailleurs.

En exprimant de la part du peuple yougoslave, et en son propre nom, des félicitations au gouvernement du Dr Petru Groza à l'occasion de la proclamation de la République Populaire Roumaine, le maréchal Iosip Broz Tito, président du gouvernement de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie souhaitait « à la jeune République Populaire du peuple roumain ami, le plus grand succès et la prospérité »⁵⁶. A son tour, le président du Présidium de l'Assemblée Populaire de Yougoslavie, Ioan Ribar, envoyait au président du Présidium de la République Populaire Roumaine, C. I. Parhon « les plus cordiales et sincères félicitations à l'occasion de la proclamation de la République Populaire Roumaine », en souhaitant en même temps au peuple roumain « l'affermissement du régime vraiment démocratique déjà constitué et la poursuite de la lutte aux côtés des autres peuples épris de liberté en vue de la reconstruction à l'intérieur du pays et la réalisation de la paix dans le monde »⁵⁷. La double signification au plan interne et international de l'acte du 30 Décembre 1947 est relevée aussi par le télégramme de félicitation adressée du ministre de l'extérieur de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie à son homologue roumain. « Cet événement historique — disait le télégramme — va consolider le pouvoir démocratique en Roumanie et lui permettre de lutter plus efficacement aux côtés du peuple épris de liberté et d'amitié, pour l'affermissement et pour la reconstruction du pays, de même que pour la réalisation de la paix dans le monde »⁵⁸.

La « Borba », et la « Politika », organes de presse yougoslaves, publièrent d'amples reportages et articles consacrés au jour du 30 Décembre, et des commentaires détaillés sur l'importance de cet événement. Ainsi, « Borba » écrivait que la proclamation de la République Populaire Roumaine « représentait la victoire des forces démocratiques dans la lutte pour la reconstruction du pays et l'affermissement de la démocratie », estimant que « l'œuvre de l'aventurier Carol est pour toujours disparue, ainsi que l'action des intrigues ourdies par les ennemis du peuple roumain aidés par la monarchie »⁵⁹. En procédant à l'analyse des conditions où a été

⁵² « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds du ministère de la Propagande Nationale (que nous allons citer dans la suite : M.P.N.), Presse externe, dossier n° 256, f. 95.

⁵³ « România liberă » du 7 janvier 1948.

⁵⁴ « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds M.P.N., Presse interne, dossier n° 256, f. 21.

⁵⁵ « Flacăra », 1^{ère} année, n° 3 du 18 janvier 1948, p. 8.

⁵⁶ « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds M.P.N., Presse interne, dossier n° 256, f. 5.

⁵⁷ Ibid., f. 39.

⁵⁸ « Scinteia » du 4 janvier 1948.

⁵⁹ Ibid.

proclamée la république, le même journal mettait en évidence le fait que l'abdication du roi a été « une conséquence logique et inévitable des mutations survenues dans la vie étatique et sociale du peuple roumain »⁶⁰. En repoussant les informations calomnieuses de certains organes de la presse réactionnaire des pays capitalistes, le journal « Politika » montrait que l'Occident regrettait la monarchie seulement pour le fait que les impérialistes, les sociétés pétrolières et le capital international perdaient, par le départ du roi Mihai, leurs derniers espoirs de reprendre leurs positions en Roumanie. Le journal soulignait que « tous les démocrates de tous les pays saluaient l'instauration de la République Populaire Roumaine »⁶¹.

Un puissant écho a eu l'acte de proclamation de la République Populaire Roumaine dans l'opinion publique de Tchécoslovaquie. Le premier ministre Klement Gottwald envoya au peuple roumain les meilleurs souhaits, en déclarant que la proclamation de la République Populaire Roumaine constituait un événement important dans l'évolution de la vie politique internationale grâce à laquelle « le front des démocraties populaires se trouvait affermi au seuil du nouvel an »⁶².

De nombreuses entreprises de Tchécoslovaquie, institutions, collectifs de travail, organisations de masse et sociales exprimèrent dans leurs messages cordiaux leurs sentiments de profonde amitié et d'estime pour la grande victoire gagnée par le peuple roumain dans la voie de l'édification de la nouvelle société socialiste. Pareils télégrammes ont été reçus aussi de la part des ouvriers des usines « Skoda », de l'Organisation de la Jeunesse Tchécoslovaque, de l'organisation communiste de l'industrie d'avions de Prague, du Comité d'entreprise de l'Industrie nationalisée « Koh-I-Noor », etc. « Nous, ouvriers de la fabrique d'Etat Skoda de Smichov — écrivait ce télégramme envoyé par le collectif de l'entreprise Skoda — avons appris avec bonheur que votre peuple a passé à l'instauration de la République. Nous nous réjouissons de cette décision d'autant plus que nous savons qu'ainsi vous aurez renforcé le front des républiques démocrates du centre de l'Europe. Les rapports d'amitié qui ont toujours existé (entre les peuples roumain et tchécoslovaque — n.n. — G.I.I.) se sont affermis encore davantage et vont constituer la garantie pour l'assurance de la paix que nos deux peuples désirent. Nous vous envoyons donc, à cette occasion, notre salut cordial, et vous prions aussi de transmettre à votre peuple nos meilleurs vœux de prospérité, de vie heureuse et de paix dans la jeune République »⁶³. Dans le télégramme du Comité de l'entreprise de l'industrie nationalisée « Ceskomoravska Koblen Danek » de Prague on appréciait : « En faisant ce pas votre République entre dans les rangs des pays avancés qui combattent pour la démocratie et pour la paix mondiale... Cette décision de votre peuple a été reçue avec joie par les ouvriers de notre entreprise »⁶⁴. Des télégrammes similaires ont été envoyés aussi par le Conseil de l'entreprise et par l'organisation

⁶⁰ « România liberă » du 4 janvier 1948.

⁶¹ Ibid.

⁶² « Scinteia » du 4 janvier 1948.

⁶³ « Archives d'Etat », « Archives centrales », fonds M.P.N., Presse interne, dossier n° 256, f. 42.

⁶⁴ Ibid.

syndicale de l'entreprise populaire «Meiopta» ainsi que par le personnel de la Société tchécoslovaque de radiodiffusion ⁶⁵.

A leur tour, les postes de radio polonais ont largement commenté et expliqué à l'opinion publique les circonstances où a eu lieu en Roumanie l'acte historique du 30 Décembre 1947, ainsi que ses profondes significations internes et internationales. Dans ce contexte s'inscrit aussi le discours radiodiffusé prononcé par l'ambassadeur roumain à Varsovie, sur l'invitation de la rédaction de politique extérieure de la radiodiffusion polonaise, où le diplomate roumain a relevé, entre autres, la joie éprouvée par le peuple roumain à la nouvelle de l'abolition de la monarchie, acte qui ouvrait «largement la voie aux réalisations de la nouvelle démocratie»⁶⁶.

La presse polonaise — dont nous allons mentionner les journaux «Glos Ludu», «Glos Pracy», «Zycie Warszawa», — réservait des colonnes entières au grandiose événement qui avait eu lieu en Roumanie. Tout en montrant que l'institution monarchique était devenue une force hostile aux transformations préconisées par le Parti Communiste Roumain et le Gouvernement démocratique populaire, un frein dans le développement et le progrès de l'Etat roumain, l'organe de la presse des communistes polonais, le journal «Glos Ludu» de Varsovie, soulignait que «la monarchie a été un anachronisme historique souvent très dangereux»⁶⁷ — la cour royale étant l'un des piliers de la réaction interne⁶⁸. La liquidation du régime monarchique — appréciait «Glos Ludu» — «a été le résultat des mutations démocratiques qui avaient eu lieu dans le pays»⁶⁹. Le journal mettait en évidence les formes et méthodes nouvelles employées par le Parti Communiste Roumain, suite aux conditions concrètes existantes en Roumanie, les appréciant comme une contribution importante au développement des thèses théoriques du socialisme scientifique concernant la prise du pouvoir d'Etat par la classe ouvrière. «C'est justement l'exemple roumain — mentionnait le journal mentionné ci-dessus — qui confirme le mieux la vérité de la thèse énoncée par le mouvement ouvrier international contemporain sur la possibilité de l'évolution pacifique vers le socialisme dans le cadre de la démocratie populaire»⁷⁰.

De Budapest, l'Association de l'amitié hongroise-roumaine salua avec enthousiasme la proclamation de la République Populaire Roumaine, exprimant sa confiance et sa satisfaction de ce que «les peuples roumain et hongrois vont de l'avant étroitement unis, dans la voie de la paix et du progrès»⁷¹. D'une manière pareille, le ministre ad-intérim des Affaires Etrangères hongrois envoya à son homologue roumain, au nom du peuple hongrois, un télégramme de félicitations, où il exprimait en même temps la conviction que les relations entre les deux pays se développeraient

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ «Archives d'Etat», «Archives centrales d'histoire», fonds M.P.N., Presse interne, dossier n° 256, f. 24.

⁶⁷ «Glos Ludu» du 8 janvier 1948.

⁶⁸ «Scinteia» du 7 janvier 1948.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ «Glos Ludu» du 8 janvier 1948.

⁷¹ «Archives d'Etat», «Archives centrales d'histoire», fonds M.P.N., dossier n° 256, f. 47.

continuellement à l'avenir, dans l'intérêt des deux peuples, de la démocratie de cette partie de l'Europe et de la paix dans le monde entier ⁷².

En commentant la proclamation de la République Populaire Roumaine, le journal «Szabad-Nép» de Budapest soulignait dans ses pages que «la liquidation de la monarchie et la transformation de la Roumanie en république démocrate rend la démocratie roumaine plus puissante et le contact avec les pays danubiens plus étroit». Par la suite, le journal appréciait l'abolition de la monarchie comme «un grand succès de la démocratie roumaine» ⁷³.

La proclamation de la République Populaire Roumaine a été amplement commentée aussi par les autres organes de la presse centrale et locale de la République Populaire Hongroise, qui exprimaient leur opinion affirmant que l'acte du 30 Décembre 1947 avait créé une base solide au développement ascendant, fructueux d'une collaboration multilatérale entre les deux peuples et Etats voisins et amis, unis par l'idéal commun de la construction du socialisme.

Les journaux albanais, dont nous allons rappeler «Zëri i Popullit», organe du Comité Central du Parti Ouvrier d'Albanie, «Puna», «Bashkimi» ont publié dans leurs pages des nouvelles et commentaires sur les événements de la Roumanie, et leur signification interne et internationale. «Nous saluons avec une grande admiration et sympathie la nouvelle République Populaire Roumaine, sûrs qu'au cours des années qui vont suivre l'amitié qui unit nos peuples sera approfondie encore davantage» ⁷⁴ — soulignait le journal «Bashkimi» de Tirana.

De nombreux messages de félicitation ont été reçus à l'occasion de la proclamation de la République Populaire Roumaine aussi de la part de quelques partis communistes et ouvriers des pays capitalistes; leurs organes de presse informèrent amplement les lecteurs sur l'historique victoire obtenue par la classe ouvrière de Roumanie, par tout le peuple roumain sur la voie de la construction d'un avenir heureux. Ainsi, le secrétaire général du Parti Communiste Français, Maurice Thorez, envoya au nom des communistes et des forces démocratiques françaises «les plus vives félicitations à l'occasion de la proclamation de la République Populaire Roumaine», accompagnées des «meilleurs vœux pour la liberté, le progrès et la prospérité» de la Roumanie ⁷⁵. En soulignant l'importance internationale de cet événement dans le discours qu'il prononça au VI^e Congrès du Parti Communiste Italien, en janvier 1948, Maurice Thorez montra que l'acte accompli par le peuple roumain, ainsi que d'autres succès importants obtenus par les autres pays socialistes «ont suscité un vent favorable qui enfla les voiles du mouvement ouvrier-démocrate, entraînant le monde vers un accomplissement plus rapide du socialisme et du communisme» ⁷⁶. À son tour Jacques Duclos, personnalité marquante de la direction du

⁷² Ibid.

⁷³ «România liberă» du 5 janvier 1948.

⁷⁴ «Scinteia» du 7 janvier 1948.

⁷⁵ «Archives d'Etat», «Archives centrales d'histoire», fonds M.P.N., Presse interne, dossier n^o 256, f. 3. Le télégramme est adressé au ministre de la Roumanie à Paris, le 1^{er} janvier 1948.

⁷⁶ «Scinteia» du 12 janvier 1948.

Parti Communiste Français faisait ressortir que l'acte de proclamation de la République Populaire Roumaine a été précédé de toute une série d'événements qui avaient démontré indéniablement aux masses populaires la complicité des cercles politiques réactionnaires du pays — à la tête desquels il y avait le roi — avec les cercles impérialistes des pays occidentaux. Mais toutes ces manœuvres secrètes des forces réactionnaires internes et externes — montrait Jacques Duclos — se sont heurtées à la volonté ferme du peuple roumain qui renvoya le roi Mihai lequel était devenu « le serviteur d'intérêts contraires à ceux de la Roumanie démocrate » et instaura la République, expression de la volonté et des intérêts vitaux du peuple ⁷⁷.

L'organe de presse du Parti Communiste Français « L'Humanité » accordait une large place à l'événement de la proclamation de la République Populaire Roumaine, faisant ressortir tant la signification interne de cet acte, que sa signification internationale. Ainsi dans un ample article intitulé « Le roi Mihai abdique. En Roumanie a été proclamé la république populaire », paru dans le numéro du 31 décembre, il était écrit : « Il était évident que les profondes mutations politiques et sociales qui ont eu lieu en Roumanie conduiront à l'abolition de la monarchie, incompatible avec le plein développement de la démocratie populaire... Les événements qui se sont déroulés hier à Bucarest démontrent la fermeté et la volonté unanime du peuple »⁷⁸. Le même numéro publiait l'éditorial « La République populaire proclamée en Roumanie », où étaient reproduits des fragments de la proclamation du gouvernement présidé par Petru Groza. En même temps, le journal faisait connaître au peuple roumain le salut des forces démocratiques et progressistes de la France en soulignant le fait que pour les Français, l'acte de proclamation de la République Populaire Roumaine constituait un double motif de satisfaction. « D'abord, était-il montré dans l'article, l'évolution vers la démocratie d'un peuple qui, par le passé, s'est montré l'un des amis les plus sûrs de la France ; secondement, le progrès d'un régime populaire qui a l'admiration des ouvriers de notre pays ». L'article se terminait par le salut des communistes français adressé « à la République la plus jeune d'Europe, au peuple roumain qui chaque jour affermit tant son indépendance que sa souveraineté »⁷⁹. Pierre Courtade, rédacteur de politique extérieure du même journal, appréciait à son tour la proclamation de la République Populaire Roumaine comme un pas important sur la voie de la consolidation des relations traditionnelles d'amitié roumano-française. « Qu'il me soit permis — écrivait-il — de dire à cette occasion combien l'amitié de votre jeune république nous est précieuse et de quelle joie nous avons accueilli son instauration »⁸⁰. Dans plusieurs de ses numéros du début du mois de janvier 1948, « L'Humanité » publia des nouvelles et commentaires sur l'écho de la proclamation de la République Populaire Roumaine parmi les rangs des forces démocratiques du monde, et sur l'enthousiasme manifesté par le peuple roumain dans les réunions qui ont eu lieu ce jour-là sur tout le

⁷⁷ « Démocratie Nouvelle », n° 3, mars 1948, p. 18.

⁷⁸ « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds M.P.N., Presse externe, dossier n° 105.

⁷⁹ Ibid., dossier n° 98, f. 2.

⁸⁰ « Scinteia » du 25 janvier 1948.

territoire du pays. Est suggestif dans cet ordre d'idées l'article publié par l'organe central des communistes français dans son numero du 1^{er} janvier 1948, intitulé «La victoire de la République en Roumanie. Ainsi finit l'année avec un bilan positif pour les forces de la démocratie dans le monde» : «La veille du dernier jour de 1947 — montrait l'article — une nouvelle république est née en Roumanie. A elle-même, cette victoire résume toutes les autres victoires remportées au cours d'une année dont le bilan est positif et dont les réactionnaires ont justement raison de dire que pour eux c'était une 'triste année' »⁸¹.

La proclamation de la république en Roumanie a été saluée aussi par d'autres publications ouvrières et démocratiques de France, parmi lesquelles rappelons «Le Populaire» — organe central du Parti socialiste —, le «Travailleur Alpin», la «Voix du Peuple».

De la tribune du VI^e Congrès du Parti Communiste Italien (4—9 janvier 1948) — où l'apparition de la délégation du Parti Communiste Roumain a été accueillie par des ovations et des applaudissements, pendant que l'on scandait : «Vive la jeune République Populaire Roumaine!» —, Palmiro Togliatti, le secrétaire général du Parti Communiste Italien, après avoir adressé un salut cordial au peuple roumain déclara : «Nous avons poursuivi et nous poursuivons toujours avec attention et admiration le travail et le combat des communistes et des travailleurs roumains pour le renouveau démocratique de leur pays, pour une Roumanie libre, indépendante, progressiste et heureuse». Le salut adressé par Palmiro Togliatti s'achevait par le souhait : «Vive la République Populaire Roumaine!». «Vive le peuple roumain, maître de sa destinée!»⁸². Le journal «L'Unità» — l'organe central du Parti Communiste Italien — salua à son tour la proclamation de la République Populaire Roumaine⁸³, et l'hebdomadaire «Vie Nuove», dirigé par Luigi Longo, publia sur une page entière dédiée à la Roumanie une ample analyse de l'évolution du processus révolutionnaire en Roumanie, qui avait conduit à la proclamation de la république⁸⁴. Sous le titre «La Roumanie. La plus jeune république d'Europe vient de naître», la revue «Il Calendario del Popolo», soulignait que la monarchie était devenue une force hostile aux transformations novatrices où s'était engraîné le peuple roumain sous la direction du Parti Communiste Roumain, appréciant que cette ancienne institution avait démontré, «indéniablement qu'elle ne pouvait plus faire face aux événements et qu'elle était entrée en conflit direct avec les organes constitutionnels qui représentaient la volonté du peuple». En même temps étaient mises en évidence les importantes mutations éprouvées par la société roumaine dans l'étape qui a suivi la proclamation de la République Populaire Roumaine⁸⁵.

⁸¹ L'article a été écrit en réponse au matériel paru quelques jours avant dans le quotidien «Le Figaro», sous le titre «1947: Triste année», signé par André François-Poncet. L'auteur — un politicien bourgeois et diplomate français de renom — y affirmait que le bilan de cette année était négatif.

⁸² «Scinteia» du 23 janvier 1948.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ «Il Calendario del Popolo», IV^e année, n^o 51, décembre 1948.

En commentant l'acte d'abdication du roi et la proclamation de la République Populaire Roumaine, le rédacteur diplomatique du journal «Daily Worker» — organe central du Parti Communiste de la Grande-Bretagne — soulignait que «le développement démocratique du pays a eu pour effet que la monarchie est devenue une institution périmée, puisqu'elle continua d'exister en Roumanie après que celle-ci a cessé d'être un pays... dominé et exploité par les sociétés pétrolières étrangères, ainsi que par les profiteurs locaux. Cette abdication représente un renversement de tous les plans ourdis à l'Occident par ceux qui ont essayé d'employer la monarchie comme un instrument dirigé contre le peuple, après la libération de la Roumanie»⁸⁶.

En Autriche, le journal «Volksstimme», organe central du Parti Communiste d'Autriche mettait en évidence que «avec l'abdication du roi disparaissait en Roumanie la dynastie des Hohenzollern-Sigmaringen qui dominait le pays depuis 1866 et qui continuait une politique d'asservissement des masses»⁸⁷.

Au nom de la classe ouvrière espagnole, Dolores Ibarruri, dans un article publié dans la revue «Nuestra Bandera» — l'organe théorique du Parti Communiste d'Espagne — salua cordialement l'acte du 30 Décembre 1947, relevant en même temps le caractère spécifique de la révolution populaire-démocratique de la Roumanie, au cours de laquelle l'ancien appareil d'Etat n'a pas été aboli d'emblée, «mais a subi des modifications profondes par suite de luttes quotidiennes, et s'est transformé continuellement, en évoluant vers des formes toujours plus avancées, vers le socialisme»⁸⁸.

Un salut cordial et des vœux de prospérité à l'occasion de l'événement historique survenu dans la vie de notre peuple a été adressé au nom des ouvriers d'Espagne par l'Union Générale des Ouvriers Espagnols. «En ces moments où la Roumanie est devenue République et le peuple roumain entreprend de nouvelles actions orientées vers la liberté de la démocratie et le progrès — était-il montré dans le message — nous vous envoyons un salut fraternel en vous priant de le transmettre à tous les ouvriers roumains». Dans la suite, après avoir relevé la contribution du peuple roumain à la consolidation des forces de la démocratie et du progrès dans le monde entier, à l'appui de la lutte du peuple espagnol pour la liberté et la démocratie, le message concluait : «Nous sommes pleinement assurés que cette lutte sera soutenue avec fermeté par la solidarité du peuple roumain qui, étant maintenant sur le chemin des conquêtes, saura trouver la voie menant à la consolidation de ses institutions démocratiques et de la fraternité avec les autres peuples balkaniques — ce qui constitue une promesse pour de nouvelles conquêtes en vue de la paix et de la solidarité internationale»⁸⁹.

La presse communiste et démocratique belge accorda, à son tour, une grande importance à l'événement du 30 Décembre 1947. «Le drapeau

⁸⁶ «România liberă», du 4 janvier 1948.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ «Nuestra Bandera», du janvier—février 1948.

⁸⁹ «Scinteia», du 29 janvier 1948.

rouge », organe central du parti communiste de Belgique a pris attitude contre les spéculations émises par la presse bourgeoise réactionnaire qui diffusait des nouvelles calomnieuses à l'adresse de notre pays. Par les articles : « Le peuple souverain en Roumanie » et « Comment a réalisé le peuple roumain la République populaire » publiés dans ses numéros du 3, respectivement 7 janvier 1948, le journal des communistes belges expliquait aux masses travailleuses de Belgique, à l'opinion publique du pays, les véritables causes de l'abdication du roi Mihai, la manière dont elle s'est passée, ainsi que les conséquences et l'importance de l'apparition d'une nouvelle république populaire sur la carte politique de l'Europe. L'idée sur laquelle reposent ces articles est que l'instauration de la république a été l'aboutissement de « l'unité et du travail du peuple roumain qui ont transformé le pays des institutions semiféodales dans un Etat démocratique d'où sont chassés les trustmen, les grands propriétaires et tous ceux qui ont placé la Roumanie sous l'exploitation du capital étranger... Aujourd'hui, le peuple roumain est pleinement souverain et la voie vers l'épanouissement de la démocratie populaire est libre »⁹⁰.

La presse internationale, les postes de radio, les agences d'information, etc. des pays les plus divers du monde, de différentes orientations et nuances politiques ont consacré d'amples commentaires à l'important acte qui a eu lieu en Roumanie le 30 Décembre 1947. Les commentaires sur cet événement survenu dans la vie du peuple roumain ont revêtu une large gamme d'attitudes, en fonction des tendances politiques que représentaient les divers organes de la presse. Il est pourtant significatif que la grande majorité des commentaires, répondant au mouvement novateur de la contemporanéité ont apprécié convenablement l'apparition sur la carte de l'Europe d'une nouvelle république démocratique-populaire, facteur important pour la promotion des idéaux de paix, de liberté et de démocratie.

Cet événement a connu un ample et profond écho en France, qui au cours de son histoire avait apporté une importante contribution à l'enrichissement du trésor de la pensée républicaine, en général, à la cristallisation et à l'affirmation puissante de l'idée et du combat menés pour la république et où les traditions de solidarité des forces progressistes des deux pays étaient toujours vivantes. Il était donc naturel que la proclamation de la République en Roumanie ait un large écho non seulement dans les rangs des forces révolutionnaires de ce pays, mais aussi dans les larges cercles de l'opinion publique française.

Il est significatif que la forme supérieure de république, au profond contenu populaire, démocratique, réalisée par le peuple roumain sous la direction du Parti Communiste Roumain a été considérée comme un exemple vers lequel aspirent les forces progressistes, démocratiques, le peuple français tout entier, qui, au cours de l'histoire a mené de lourds combats pour la réalisation d'une société dépourvue d'exploitation. « Si la révolution de '48 a jadis inspiré les plus généreux et enthousiastes parmi vos révolutionnaires — montrait en ce sens la journaliste française Andrée Viollis dans une déclaration accordée au journal « Scinteia » —, aujourd'hui c'est à la France de demander des leçons à votre jeune république populaire.

⁹⁰ « Le drapeau rouge » du 2 janvier 1948.

D'un seul bond grandiose elle dépasse sa sœur aînée et s'élançait vers l'avenir avec une force et une audace qui s'imposent à notre admiration »⁹¹.

L'écho de la proclamation de la République Populaire Roumaine se fait entendre en France dans les nombreux organes de la presse bourgeoise qui ont fourni aux lecteurs bon nombre d'informations concernant le déroulement des événements survenus le 30 Décembre 1947 en Roumanie, cependant qu'ils relevaient dans leurs commentaires, d'une manière ou d'une autre, la signification internationale de la proclamation de la République Populaire Roumaine. Dans sa quasi-unanimité cette presse, autant dans la capitale qu'en province, consacra de nombreuses colonnes à la publication de l'acte d'abdication du roi et à la proclamation qui consacra l'instauration de la République Populaire Roumaine, en faisant des commentaires plus ou moins amples concernant cet acte historique de notre peuple. Les organes de la presse de grand tirage, tel : « Le Monde », « Le Figaro », « Combat », « L'Intransigeant », « Franc-tireur », « France Soir », et d'autres encore, au tirage plus réduit, ont présenté à l'opinion publique française de nombreux renseignements et commentaires sur les événements antérieurs à l'abolition de la monarchie et à la proclamation de la république sur la signification de ces actes dans le contexte national et international, et sur les conclusions qui se dégageaient du mouvement révolutionnaire ascendant dans lequel s'était engrené, de toutes ses forces, le peuple roumain ⁹². Il est à retenir que certains de ces organes de presse, bien que n'étant pas d'accord avec le contenu du nouveau pouvoir d'Etat instauré en Roumanie après la proclamation de la république démocratique populaire estimèrent justifiée l'abolition de l'institution monarchique qui constituait l'apanage de temps révolus. Ainsi, le journal « Le Monde », dans son numéro du 1^{er} janvier 1948, concluait ainsi son ample éditorial intitulé « A Bucarest a été proclamée la République Populaire Roumaine », où il faisait connaître à ses lecteurs l'acte d'abdication du roi et le texte de la Proclamation du gouvernement roumain ; « le maintien de la monarchie en Roumanie était une anomalie » ⁹³. En revenant sur les événements de la Roumanie, le même journal analysait dans ses numéros des 2 et 3 janvier, et aussi dans un article du 8 janvier 1948, l'attitude des divers partis de la Roumanie à l'égard de la proclamation de la république, en relevant leur position envers la nouvelle forme d'Etat ⁹⁴. Les numéros des 11 et 12 janvier du même journal appelaient l'attention de l'opinion française sur le déroulement des événements de la Roumanie ; ils publièrent ainsi la composition du Présidium de la Grande Assemblée Nationale avec de brèves données biographiques de ses membres à la tête desquels il y avait C. I. Parhon.

Parmi les informations et commentaires publiés par certains organes de la presse française — en premier lieu ceux d'orientation progressiste — sur l'événement survenu le 30 Décembre 1947 en Roumanie, une place à

⁹¹ « Scinteia » du 21 janvier 1948.

⁹² « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds M.P.N., dossier n° 107, f. 37, 156, 158, 167.

⁹³ « Le Monde » du 1^{er} janvier 1948.

⁹⁴ « Le Monde » du 8 janvier 1948, l'article intitulé « Après l'abdication du roi de la Roumanie ».

part était tenue par ceux qui analysaient, sous ses multiples aspects, les causes de l'abdication du monarque. En général, on relevait le fait que cette abdication avait été déterminée par l'incompatibilité de l'institution de la monarchie avec le pouls des profondes mutations socio-politiques de la Roumanie, par les machinations auxquelles avait eu recours le roi, aidé par les cercles oppositionnistes internes et externes, qui n'étaient pas d'accord avec le déroulement des événements dans la direction voulue par l'immense majorité du peuple roumain ⁹⁵.

Une signification particulière revêtait dans le contexte des relations traditionnelles d'amitié entre la France républicaine et la Roumanie la puissante adhésion exprimée par les cercles démocratiques français à l'acte qui avait consacré l'engrenage du peuple roumain dans l'œuvre d'édification de la forme supérieure d'Etat : la république démocratique populaire. Ainsi, dans l'article intitulé « La Roumanie 1948 » paru dans le journal « L'Ordre de Paris » il était écrit : « La Roumanie qui nous est si chère se trouve en pleine révolution. Une révolution qui ébranle autant que toutes les autres révolutions qui ont ébranlé avant elle d'autres nations encore. Cette révolution a engendré un gouvernement qui a, en premier lieu, la volonté de vivre et de faire vivre ceux dont dépend son sort, les ouvriers et les paysans qui constituent la majorité du peuple roumain et pour lesquels il est fier de combattre... Le moment historique que vit la Roumanie est — toutes proportions gardées et compte tenu du temps et du lieu — semblable au moment historique que la France a vécu en 1792... »⁹⁶ Toujours en vue de mettre en évidence l'importance de l'abolition de la monarchie par le peuple roumain, « Parallèle 50 », soulignait dans l'article intitulé d'une manière suggestive « Une couronne tombe, un peuple se relève », que l'institution monarchique « n'avait rien de commun avec le peuple roumain. Elle était et restait toujours absolument étrangère au peuple, constituant dans le pays un élément tout à fait artificiel, symbolisant et soutenant la pression du capitalisme étranger... Maintenant, la Roumanie peut enfin s'adjoindre à la famille des nations libres qui édifient une vie nouvelle... Une chose est sûre : la Roumanie ne sera plus jamais un royaume et le pétrole roumain n'appartiendra plus qu'au peuple roumain »⁹⁷. Georges Soria appréciait dans son éditorial « La République Roumaine fait ses premiers pas » — publié dans « Ce Soir » — que la monarchie « était devenue un vrai anachronisme... une institution antidiluvienne ». En exprimant les sentiments de satisfaction éprouvés par le peuple français à l'égard de cette action progressiste, le même auteur concluait : « La République roumaine est née et, en tant que républicains, ce fait nous réjouit... Nous félicitons les Roumains à cette occasion. C'est un joli cadeau pour le Nouvel An... Et maintenant, que la Roumanie est une république, resserrons nos relations avec la France républicaine »⁹⁸. La revue « Regards » publiait les échos qui étaient parvenus en France de la grande satisfaction éprouvée par le peuple roumain à la suite de l'acte historique accompli le 30 Décembre 1947 : « De Bucarest se

⁹⁵ Voir entre autre « Ce soir » du 1^{er} janvier 1948, « Nouvelle République » du 31 décembre 1947.

⁹⁶ « L'Ordre de Paris » du 13 janvier 1948.

⁹⁷ « Parallèle 50 », du 31 janvier 1948, Paris.

⁹⁸ « Ce soir » du 1^{er} janvier 1948.

font entendre dans le monde les échos d'une joie que seul un peuple libre peut connaître : la République Populaire Roumaine est née »⁹⁹.

L'acte accompli le 30 Décembre 1947 en Roumanie éveilla un profond intérêt aussi en Angleterre. Il fut enregistré et vivement commenté, en premier lieu par les postes de radio B.B.C., dès la veille du 31 décembre. Celui-ci constatait dans un commentaire du 4 janvier 1948 que d'abdication du roi Mihai marquait une étape importante dans l'évolution politique de la Roumanie »¹⁰⁰. En publiant les appréciations d'un porte-parole du ministère de l'Extérieur de la Grande-Bretagne, l'Associated Press se voyait contrainte de reconnaître le fait que dès l'instauration du gouvernement dirigé par le Dr Petru Groza il était évident que le roi ne pourrait régner plus longtemps « à côté des communistes qui gouvernaient le peuple »¹⁰¹. Le rédacteur diplomatique de l'agence Reuter exprimait à son tour son opinion que l'acte d'abdication du roi « aura de graves conséquences politiques sur l'évolution interne de la Roumanie »¹⁰².

La presse anglaise manifesta elle aussi de l'intérêt à l'égard de l'acte accompli le 30 Décembre 1947 en Roumanie, en publiant là-dessus de nombreux commentaires qui reflétaient un large éventail d'attitudes, en fonction de la position politique de l'organe de presse respectif. Les grands quotidiens anglais : « Times », « Daily Herald », « Daily Mail », « News Chronicle », « Manchester Guardian », « Daily Telegraph », « Daily Graphic », « Sunday Observer », « The Economist », etc., ainsi que les revues comme « New Statesman and Nations », « East Europe », etc. ont suivi de près l'évolution des événements survenus en Roumanie à la fin de 1947 — début de 1948, en accordant une attention toute particulière à l'analyse des causes ayant déterminé l'abolition de la monarchie et à la proclamation de la République Populaire Roumaine. Quant à la manière dont a eu lieu l'évincement du roi, certains organes de la presse tâchaient d'adopter l'opinion qu'elle se serait produite par la contrainte¹⁰³ ; d'autres considéraient que le roi avait renoncé volontiers à ses prérogatives, suite à la nouvelle situation politique qui était survenue dans le pays. D'ailleurs, les journaux « The Economist », « Daily Telegraph », « Daily Mail », etc. écrivaient que l'abdication avait été obtenue par la contrainte ; en échange, « Manchester Guardian », « Daily Graphic », « Times », etc. appréciaient que « ...pour notre temps, le maintien de la monarchie en Roumanie serait une anomalie historique »¹⁰⁴ et que « l'abdication du roi Mihai est la conséquence de l'évolution sociale et politique de la Roumanie », du fait que le système monarchique « est devenu un obstacle sur le chemin du peuple roumain engagé dans la voie d'une démocratie progressive »¹⁰⁵. La majorité de la presse britannique se vit obligée de reconnaître que l'abdication du roi Mihai I^{er}, que la bourgeoisie réactionnaire anglaise « regrettait sincèrement » — comme écrivait le « Daily Mail » du 31 décembre 1947 — était une conséquence logique du fait que dans le pays avait déjà été instauré

⁹⁹ « Regards » du 9 janvier 1948, l'article « Une république populaire est née ».

¹⁰⁰ « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds M.P.N., dossier n° 127,

f. 29.

¹⁰¹ Ibid., f. 49.

¹⁰² Ibid., f. 98.

¹⁰³ Ibid., f. 233, 245, 246.

¹⁰⁴ Ibid., dossier n° 264, f. 267.

¹⁰⁵ Ibid.

un gouvernement appuyé par le peuple, à la tête duquel se trouvaient les communistes. Sans doute, les voix hostiles à l'adresse du régime démocratique-populaire instauré en Roumanie ne manquaient pas des commentateurs de la presse, non plus que les spéculations malveillantes des officieux d'orientation pro-monarchique, de nature à contribuer à empirer les relations existantes entre la Roumanie et la Grande-Bretagne ; pourtant l'on considérait que l'évolution des événements en Roumanie « n'aura aucune influence sur les relations entre les deux pays »¹⁰⁶.

La Radiodiffusion suisse communiqua elle aussi, avec des commentaires les événements du 30 décembre 1947. Ainsi, la radio de Berne montra dans son émission du 2 janvier 1948 la conjoncture de la proclamation de la république, en appréciant que « après l'installation du gouvernement Groza, le roi non seulement ne gouvernait plus — ce qui était naturel —, mais il ne régnait plus, en sorte que l'abdication n'a plus constitué une surprise pour personne »¹⁰⁷. Les pages des journaux « La Suisse », « La Tribune de Genève », « Journal de Genève », « Gazette de Lausanne », « Basler Nachrichten », « Die Tat », « Vaterland », « Dernière Nouvelle », etc. publièrent de nombreuses nouvelles sur l'acte d'abdication du roi et la proclamation de la République. En commentant l'évolution des événements ayant conduit à l'abolition de la monarchie le journal « La Suisse » écrivait dans son numéro du 31 décembre 1947 que la situation du roi en Roumanie avait été résolue à l'avance. « La monarchie était irréconciliable avec le nouveau régime — écrivait le journal mentionné — la rupture devait se produire d'autant plus que le pouvoir du roi avait cessé il y a trois ans déjà... »¹⁰⁸. A son tour, la gazette « Basler Nachrichten », appréciait que par l'abolition de l'institution monarchique et la proclamation de la république « l'ancienne Roumanie était morte et une nouvelle Roumanie venait de naître »¹⁰⁹.

En Belgique, de nombreux organes de presse parmi lesquels « La Nation Belge », « La libre Belgique », « La Métropole », « Le Peuple », « La Dernière Heure », « Le Soir », etc. publièrent des fragments du texte de la proclamation du gouvernement roumain et divers détails sur la manière dont avait eu lieu l'abdication du roi. Sous le titre « Le roi Mihai a abdiqué, la Roumanie constitue dorénavant une république démocratique-populaire », « La Nation Belge », par exemple, considérait que ces deux événements de la vie du peuple roumain étaient devenus irréductibles à partir du moment où tous les leviers de direction avaient passé aux mains des masses populaires, dirigées par les communistes¹¹⁰.

La suppression de l'institution monarchique et la proclamation de la république populaire dans notre pays ont été enregistrées aussi par les organes de la presse d'Allemagne, qui ont présenté de nombreuses données et appréciations sur ces deux événements. Le journal berlinois « Deutschlands Stimme », se référant à quelques aspects ayant contribué à la destitution du roi appréciait que « sous l'influence de cette classe de boyards qui avaient perdu leurs positions, Mihai avait commencé à hésiter, tendant

¹⁰⁶ « Daily Telegraph » du 2 janvier 1948.

¹⁰⁷ « Archives d'Etat », « Archives centrales d'histoire », fonds M.P.N., dossier 127, f. 38.

¹⁰⁸ Ibid., f. 19.

¹⁰⁹ Ibid., f. 38.

¹¹⁰ « La Nation Belge » du 30 décembre 1947.

à se rapprocher de l'Occident, tandis que le peuple s'engageait à édifier sur les ruines du passé un Etat nouveau... »¹¹¹. À son tour, le quotidien « *Tägliche Rundschau* » montrait que « en Roumanie se poursuivait un processus d'évolution toujours plus intense et plus profond... »¹¹².

La presse italienne enregistra elle aussi le moment de l'abolition de l'institution monarchique et de la proclamation de la République Populaire Roumaine. Le journal « *La Republica* », se référant au mouvement novateur qui avait compris la région est de l'Europe, concluait que « 1947 a été l'an de l'écroulement des monarchies »¹¹³. Le quotidien « *Roma-Napoli* » appréciait, entre autres, dans un article intitulé « *La République roumaine* » que « la Roumanie ne perdait rien par le départ du dernier représentant de la dynastie Hohenzollern-Sigmaringen qui a provoqué toute une série de scandals et de délits »¹¹⁴. Nombre d'informations et de reportages sur ce thème ont été publiés aussi par « *Il Messaggero* », « *Il Giornale d'Italia* », « *Giornale della Sera* », « *L'Umanità* » (Milano), « *La Voce Republican* », « *Il Giornale delle Emilia* » (Bologna), etc.

L'abolition du régime monarchique en Roumanie ainsi que la proclamation de la république populaire suscitèrent un puissant écho aussi en d'autres pays du monde : L'Autriche, la Suède, la Norvège, la Finlande, la Grèce, la Turquie, le Luxembourg, l'Espagne, le Portugal, les U.S.A., l'Algérie, le Congo, etc. Divers organes influents de la presse de ces pays apprécièrent parfois avec lucidité et de manière réaliste l'importance et la signification sur le plan interne et international des événements historiques qui avaient eu lieu le 30 Décembre 1947 en Roumanie.

Mais, en même temps, la presse bourgeoise attachée aux cercles monarchiques et réactionnaires, bien que fournissant souvent certaines informations véridiques n'hésitèrent pas à dénigrer le nouveau régime du pays, à faire des spéculations tendancieuses en marge de ces événements historiques. Afin d'induire en erreur l'opinion publique sur ce qu'avait été réalisé en Roumanie par l'acte historique du 30 Décembre 1947, la presse bourgeoise réactionnaire a émis des considérations sur un ton hostile, quant à la conjoncture interne et internationale où a eu lieu l'acte de proclamation de la République Populaire Roumaine et aux causes et à la modalité de sa réalisation, aux informations les plus fantaisistes sur « l'arrêt de l'ex-roi » ou sur le conflit qui était intervenu entre le roi et le gouvernement sur le thème du mariage de Mihai, etc.

De la multitude des manifestations qui ont marqué au delà des frontières l'écho du grandiose événement survenu dans la vie du peuple roumain, nous n'avons choisi naturellement qu'un petit nombre. Mais ce sont là autant de témoignages éloquentes qui confèrent de la dimension et de la force à la profonde signification qu'a revêtue la remarquable victoire obtenue par notre peuple sous la direction du Parti Communiste Roumain, dans la mémorable journée du 30 Décembre 1947, lorsque le pays entier a franchi un nouvel échelon de son histoire, en exprimant sa volonté ferme de marcher inébranlablement dans la voie du progrès, de l'édification du nouveau régime socialiste.

¹¹¹ « *Deutschlands Stimme* » du 30 décembre 1947.

¹¹² « *Tägliche Rundschau* » du 1^{er} août 1948.

¹¹³ « *La Republica* » du 2 janvier 1948.

¹¹⁴ « *Roma-Napoli* » du 8 janvier 1948.

PERMANENT FEATURES OF ROMANIAN DIPLOMACY

CRISTIAN POPIȘTEANU

In Romania the republican ideal is characteristic of both the practice of the state's life and of modern political thinking. As testified by history, the 18th, 19th and 20th centuries have witnessed the birth, crystalization, assertion, experimentation and accomplishment of the Romanian republican concept. Quite a number of studies have emphasized its interrelatedness with the great European pro-republican movements and trends in thinking and have pointed to the coming upon the Romanian historical stage of democratic, progressive, and revolutionary ideas, projects and programmes, and of their concrete forms of manifestation in moments of upheaval, when, in one form or another, the establishment of a republican state was either anticipated or in embryo : for example in 1848, the revolutionary ruling in Wallachia and the republic of Avram Iancu in "Țara Moșilor" in Transylvania.

However, the purpose of this brief survey is not to approach the coordinates underlying the republican ideal, nor to show how it has evolved from thought to practice, nor to underline the specific nature of the Romanian concept. Our aim is to underline the prevalent features of the Romanian actions and conceptions for the defence of national interests abroad — which can be traced all along the history of Romania. In other words, our goal is to make better known the roots and all the facets of the force and vitality having prompted and guided the Romanian diplomacy in the recent 30 years, that is Romania's republican history.

Romania's contemporary diplomacy conceived and based on a wide democratic outlook, on a permanent dialogue conducted by the decision makers with the people has been verified and endorsed by the very capacity of orientation in the international arena, which is widely acknowledged, by the great prestige and high esteem Romania enjoys abroad, by the provision of such peaceful conditions that guarantee the steady and legitimate development of the Romanian society, and last but not least, by our country's contribution to peace and security throughout the world.

If we are to bring into sharp focus the salient elements of the present-day concept and practice of the Romanian diplomacy, we must first highlight its long-standing traditions. Flashing back our diplomatic annals, their most conclusive elements for Romanians, we cannot but have in sight, paraphrasing the chronicler's words — the present and the future in the very past.

Both older and newer research works testify the broad relations handled by the Getae and Dacians, with what at the time was Europe —

the Greek, Macedonian, and Roman world and, later, with the migratory peoples.

After the withdrawal of the Roman army and administration from Dacia at the end of the 3rd century A.D., diplomatic relations took the form of economic, military, political, religious and cultural ties maintained with the Byzantine Empire — on the Danube, in Dobrudja, and on the Black Sea — of commercial relations, through the agency of the latter, which were kept with more remote countries, or of direct relations with the migratory peoples, who successively crossed our country's territories.

According to Dimitrie Cantemir, historical republican ideas stroke roots in the "Three Romanian republics" existing before the foundation of mediaeval Moldavia, and which are illustrative of these types of political and social units.

The continuity of the economic, military and political relations handled at the time is obvious though they took up new moulds, once the first pre-feudal and feudal Romanian political units took shape — already in the 9th century in Transylvania and from the 10th to the 14th centuries in Dobrudja, Banat, Maramureș, Wallachia and Moldavia, when such notions as suzerainty and protection emerged, when new diplomatic formulas for political and military alliances were defined, when Europe on the whole, the South-Eastern area included, was characterized by a new statal configuration. Romania's first political and commercial partners were Hungary, Poland, the Tartars' Khanate in Northern Crimea, the Bulgarian kingdoms of Vidin and Trnovo, Serbia, the Byzantine Empire, the Italian republics (and from among them particularly Venice and Genoa), the papal state, and the Ottoman Empire. In the period ranging from the 16th to the 18th centuries Romania's relations were extended both to Central and Western Europe, including Austria, France, Britain, Germany, the Netherlands, the Scandinavian countries, Spain, and to the East including the newly rising power — Russia.

All along these centuries the Romanian diplomacy made it its main concern to stave off the expansion of the neighbouring powers (which will subsequently turn into great empires) to the Romanian territories, to safeguard the very entity of the state and to ensure the continuity of the Romanian life within the respective political units. And by doing so, by making original contributions and good use of all the factors of the historical background in that long eventful epoch, the Romanian diplomacy achieved a feat of strength, that is, it preserved for both Moldavia and Wallachia the attributes of a large domestic and foreign autonomy, which was practically tantamount to an independent self-relying policy and, consequently, made a name for itself in Europe. It is the Romanian diplomacy which largely extracted the Romanian territory from under foreign occupation so that the Romanian countries could subsequently become genuine centres of national renaissance for a number of Balkan states.

The Romanians waged hundreds of heroic battles for preserving their forefathers' land, language and creed, which went hand in hand with diplomatic actions aiming at sheltering the Romanian countries from the scourge of wars and foreign occupation, as testified by the relevant international treaties of paramount importance which were signed: 18 in the 14th century; 125 in the 15th century; 88 in the 16th century;

81 in the 17th century ; 65 in the 18th century and 438 in the 19th century and the first two decades of the 20th century.

Mention should be made of the *sui generis* diplomatic instruments, later designated as "Capitulations", which expressed the historical reality of the complex relations established between Wallachia and Moldavia and the Ottoman Empire, and which laid down the juridical and political status by which the Romanian countries survived. As Marx put it, the text of these capitulations showed that "The Danubian Principalities are two sovereign states, under the Porte's suzerainty, to which they pay tribute, on condition that the Porte defends them against every outside enemy no matter who they were and did not interfere, in any form whatever, in their domestic affairs". One of the domains untouched by Capitulations was that of foreign policy : it was the acknowledged right of the Romanian Princes to make peace or war, to conduct the country's relations with other states.

Therefore, the international relations kept up by the Romanian countries during the Middle Ages were of wide scope : hundreds and hundreds of contacts, missions, and treaties bear testimony in this respect. Moreover, the Romanian political thinking enhanced the European civilization in the 16th century through *The Teachings of Neagoe Basarab to his son, Theodosius*, a monumental epoch-making document of Romanian political and diplomatic experience, a compendium of the art of negotiations and of the science of state affairs. Neagoe Basarab's wise teachings on the use of peaceful means in inter-state relations, his strong urges to caution, reason and moderation were prompted by the necessity of safeguarding the liberty of his state, for which he also envisaged the possibility of a defence war.

The Romanian countries' international relations throughout the Middle Ages were illuminated by the grand accomplishment of Michael the Brave, who became "Prince of Wallachia, Transylvania and the whole Moldavia", for the first time rebuilt together, 377 years ago, under his rule. Michael the Brave's diplomacy is remarkable by a particular capacity of initiative and high flexibility, he was realistic in negotiations, prompt in actions, and envisaged an integration into the ever-changing European scene by the numerous understandings and agreements concluded in the service of the liberty of the Romanian countries. The dominant feature of his foreign policy was his anti-Ottoman attitude and fight, which made him enter into complex treaties and agreements with the Habsburg Empire, maintain relations with the kingdom of Poland, the Tsar of Moscow, the Duke of Tuscany, and conduct discussions with the Porte on several occasions. Michael the Brave bequeathed us many diplomatic deeds issued by his chancellor's office. Moreover, he marked one of the most representative moments of summit level diplomacy of the feudal epoch by his journey to Prague in 1601 where he imposed himself by the logic of the presentation of his political memorandum emphasizing the services rendered to the "Holy League".

The picture of the Romanian principalities' international relations should be completed by the no less numerous reciprocal understandings and agreements for inter-assistance and support in the fighting for a common cause, the provisions for an independent, self-relying existence, for

joint military efforts and, diplomatically, for the rejection of any foreign domination. In the 17th century alone, 12 such treaties of alliance were signed between the Romanian principalities.

The many dangers facing the Romanian countries made it imperative for them to adjust to a multilateral diplomatic orientation in keeping with the play of forces they had to counterpoise. Against this background, special mention should be made of the consistent policy pursued by the Romanian rulers, who spared no effort and did their best to maintain an almost uninterrupted diplomatic offensive in order to preserve the country from the alteration of its statal identity.

Significant diplomatic documents have been preserved from Mircea the Old, who realizing the immensity of the Ottoman attack on the Balkan peninsula, organized a sharp military rebuff accompanied by a commensurate diplomatic strategy : his alliance treaties concluded on an equal basis with Poland and Hungary. Confronted with the overwhelming superiority of the Ottoman armies, Mircea (who had also signed the first Capitulation with Bayazid I in 1393 at Nikopol), concluded a treaty with Mehmet by which he ensured Wallachia's autonomy, preserved her political, civil, religious, military institutions and secured for an independent foreign policy. For almost half a century, Stephen the Great initiated a number of political and diplomatic actions, inspired by the conception according to which Moldavia was a European entity, which he masterfully expounded immediately after the battle of Vaslui in the circular letter of January 25, 1475, sent to all the European Christian monarchs. He established relations with Wallachia and Transylvania, with his neighbours, Poland and Hungary, and with Kara Kayunlu, the Turkman sultanate of Persia and, by kinship, with the Princes of Kiev and Moscow. Stephen the Great also found a diplomatic solution to his relations with the Porte : in exchange of a tribute he was to pay annually, Moldavia remained independent and her essential institutions were preserved.

No less important in the Romanian diplomatic annals are the contributions of the Transylvanian Princes G. Rakoczi I and G. Rakoczi II ; the initiative taken by Dimitrie Cantemir in 1711 to conclude the treaty of Lutsk with Peter the Great, Russia's tsar, on the basis of full equality in rights and reciprocal respect for the rights and interests of both Moldavia and the Russian Empire.

In the 19th century, the Romanian countries looked behind on five centuries of diplomatic experience, in which they had stood up against the Ottoman Empire and other interferences, whether military or of any kind. It was high time for the Romanian countries, which had been always present in the European international policy, to open a new diplomatic chapter.

It is in the programmes and the governing of the 1848 revolution in the three Romanian countries that lies the origin of the Romanian modern diplomacy : all the programmes of the Romanian revolutionists included not only fundamental objectives of a bourgeois democratic nature but international issues as well, such as the Union of Moldavia and Wallachia into a single Romanian state, the winning and recognition of complete independence, the Union of Transylvania with the country and the accomplishment of the single Romanian national state. The Romanian people

animated by the enlightened 1848 patriots and revolutionists fulfilled most of these goals in only three decades — 1848—1878.

It should be noted that the number and scope of these three decades' diplomatic actions and initiatives were really prodigious, and illustrated the strategy used to impose the Romanians' rights in international life. A traditional diplomacy, yet innovating in its contents and methods, was used. Everything was put at stake and placed in the service of the ideal of a unified and independent Romania, equal in rights to the other European nations.

Making use of the contradictions existing between the Great Powers to obtain the international recognition of the rights of Romanians, the 1848 generation of statesmen devoted itself particularly to the fulfilment of one task, more imperious than any other: the Union. As the guaranteeing powers could not reach any agreement in connection with the claims of Romanians, the national diplomacy initiated an unprecedented move: the election of the same Prince, Alexandru Ioan Cuza, both in Moldavia and Wallachia, which faced Europe with a *fait accompli*.

The 1860—1862 period witnessed a laborious diplomatic activity carried out to obtain the recognition of the complete Union and, later, the Romanians multiplied their efforts in the European foreign policy spheres to integrate the modern state into the international circuit.

The opening of diplomatic missions in almost all the main European capitals, the signing of numerous bilateral and multilateral international conventions, the reorganization of the Foreign Affairs Ministry, the secularization of monastery estates, the support given to the struggle of the South-Eastern European peoples for national liberation, the trend towards new developments in the relations with the Ottoman Empire — all these actions aimed at consolidating the international status of Romania and, likewise, at winning her complete independence. The latter was sanctioned by the victory won in the Russian-Romanian-Turkish war of 1877—1878.

The recognition by the Berlin Congress of Romania's independence was followed by a period of a few years of official notifications by most of the countries in Europe, Asia, Africa and America. The independent Romanian state, which, in the 1848 fighters' vision was meant to be "an avenue of peace in the Lower Danube Reaches" was characterized by a wise foreign policy outlook. Vasile Alecsandri, one of the Romanian foremost writers and diplomatist of the period, voiced the Romanians' wishes on 27 December 1885: "to enjoy the rights obtained by great sacrifices; to develop their own material and intellectual wealth, to maintain friendly relations with all the countries, whether big or small."

The winning of Romania's complete state independence paved the way towards the fulfilment of another centuries-old desideratum of the Romanians: the accomplishment of the single national state by the union of Transylvania to her mother country. This desideratum of paramount social and national importance, fulfilled by the will firmly expressed by the broad masses of people on December 1, 1918, was the first reason which prompted Romania to enter the agreements and understandings that marked her entry into the First World War on the side of the Entente. The Versailles peace Conference only played the role of internationally

sanctioning and recognizing the 1918 union. In the years between the two world wars the Romanian diplomacy resorted to a system of alliances which could ensure for Romania the status quo after the signing of the Versailles treaties. Aiming at consolidating her new international status while maintaining her territorial integrity, Romania joined the general system for peace and security embodied by the League of Nations, adhered to the Briand-Kellog pact, to the Convention defining the aggressor and to such defensive security and cooperation regional pacts as the Little Entente and the Balkan Entente, seconded by bilateral treaties signed with the Great Powers, particularly with Britain and France. The Romanian diplomacy, represented by Nicolae Titulescu, Take Ionescu, I. Gh. Duca, V. V. Pella, Grigore Gafencu, Armand Călinescu, did not hesitate to initiate or take part in far-reaching actions aiming at safeguarding and strengthening the peace and security of all nations. Romania, an active participant in the negotiations for disarmament, consistently encouraged any proposal or measure aiming at the limitation of armament.

The interwar Romanian diplomacy devoted itself to building up a collective security system, clearsightedly realizing the impending dangers to peace brought about by Nazi Germany and the constant promotion of the policy carried on by the revisionist states. The international annals bear testimony to the Romanians' permanent opposition to the fascist aggressions — which ranged from pointblank protests (against the failing Directorate of Italy, Germany, France and Britain on Europe of March 1933) to the efforts made to establish a bloc of neutral Balkan states, from the draft pact of Romanian-Russian mutual assistance of 1936 to the flat refusal of the Romanian government to participate in the division of the Czechoslovak territories and the assistance granted to the Polish government and people in September 1939.

The presence of German troops on the territory left to the country after the Vienna Diktat of 30 August 1940, the expansion of the fascist military dictatorship and the alliances concluded with the Axis powers drove Romania into the Hitlerite war, against the will of the Romanian people.

In a Europe and a world where international relations had been witnessing disintegration and dissolution, in which the idea underlying the Romanian diplomacy of "the strength of right" had been definitely superseded by "the right of might", the Romanian people proved its will and insurrectional diplomacy in which, this time, all the national forces, from communist and social democrats to the king and bourgeois parties took part, and concentrated its determination in a resounding historic deed : the anti-imperialist and anti-fascist national insurrection of August 1944, a crucial move both for the national and international destinies of Romania.

The Peace Conference held after the Second World War, almost three decades after the Versailles Conference, established a new postwar situation for a number of countries.

In the particularly difficult period of the preparations and elaboration of the peace treaty, the Romanian government under Dr. Petru Groza made internationally known the principled and objective situation

of Romania who, after the August 1944 armed insurrection, had engaged all her military and economic potentials in the anti-Hitlerite coalition in the second part of the war waged in Europe.

Romania's delegation to the Peace Conference held in Paris spared no effort to have the legitimate claims of the Romanian people acknowledged. Despite the difficulties raised and although Romania's status of co-belligerent was not recognized, the Romanian delegation, supported in numerous problems by the delegation of USSR, Czechoslovakia, France and of other countries obtained the Conference's confirmation that Romania "had actively participated in the war against Germany", the repeal of the Vienna Diktat and the pledge by the Allied and Associated Powers of supporting Romania's application to membership in the United Nations Organization.

The political and diplomatic struggle waged by Romania for a just and equitable peace treaty, was in fact her first postwar international manifestation by which she made known her realities, preoccupations and orientations, while claiming the recognition of her rights for having contributed to the defeat of the Nazi armies and the victorious conclusion of the war in Europe.

In the years of the new socialist history of Romania coinciding with the history of the republic, Romania's foreign policy has been fully adjusted to a new course: the Romanian community has embarked upon the road leading to the fulfilment of the Romanian people's ideals of liberty, independence and sovereignty, of social and national justice.

Under the newly created conditions, Romania's foreign policy has been far-reaching and has constantly served the vital national interests of her own people while responding to the aspirations of mankind as a whole. Romania's international implications have been viewed and looked upon within the framework of her exercising the inalienable right to act as a sovereign state with full and equal rights.

It should be noted that underlying Romania's foreign policy have been such great principles as full equality in rights, observance of national sovereignty and independence, non-interference in the domestic affairs of other countries and reciprocal advantages, non-recourse to force and the threat with force in interstate relations, which she has been firmly implementing each day and in any circumstance, as these principles have been considered to be the only ones compatible with the building up of a genuine, durable and faithful détente, with the promotion of collaboration, the safeguarding of peace and the guarantee of international security. Here is what President Nicolae Ceaușescu stated with respect to these principles: "We consider that, to a certain extent, these principles are for today's human community, for the relations of collaboration the world over what air and water are for man's existence. Could we possibly give up water and air? This would mean to give up life. No, we cannot give up these principles; they are the very condition of our independent and free life, of the independent and free life of all the nations all over the world."

The steady promotion of Romania's relations with the other countries throughout the world (today Romania enlists 129 partners in the political and diplomatic sphere and upwards of 140 in the cultural and economic

domains) points to the correctness of the Romanian viewpoint, according to which collaboration and friendship with all the peoples serve both mutual interests and the necessities of international peace and security. This is the background against which we must view Romania's consistent policy aiming at developing collaboration relations with the socialist countries, with the developing countries, with the non-aligned countries, with all countries, regardless of their social system, and her active participation in the international division of labour and the world exchange of values. Furthermore, the initiatives taken, the proposals put forward and the activities carried out along more than two decades by the Romanian diplomacy within the United Nations, have often made it possible for this international forum to reach a consensus and find solutions to numerous problems on its agenda.

To conclude we can say that the Romanian diplomacy, animated by a wide-scope revolutionary vision, has been constant to fundamental truths, for in any circumstance in which peace and security have been violated or touched upon in one part or another of the world, socialist Romania has taken a firm attitude against aggressive acts and demonstrations of force, has taken initiatives or has joined the other states in actions aiming at putting an end to military conflicts, winding up hotbeds of tension and anxiety, and at politically regulating the existing controversial issues among states. Practically speaking, at present there is no international problem of general interest in which Romania should not have formulated her attitude and, consequently, should not have carried out steady and perseverent activities with a view to identifying solutions, many times most original ones, meant to serve the interests and fulfil the aspirations of all peoples and thus secure the international peace and collaboration.

It is noteworthy that general disarmament, an issue of vital importance for the progress and peace of the whole mankind, has been given priority by Romanian foreign policy. Romania's global outlook on the achievement of general disarmament, above all nuclear disarmament, has prompted Romania to put forward many concrete proposals at the United Nations Organization and other international organizations with a view to limiting armament, putting an end to the arms race, mainly doing away with nuclear weapons, in order to relieve the peoples from the burden of arming — amounting to some \$ 5,000,000 million in the whole postwar period — and dispel the nightmare of a destructive nuclear war.

Likewise, the Romanian diplomacy has consistently and assiduously striven for peace, security and cooperation in Europe. Romania's great contributions all along the three phases of the first All-European Conference to a clear definition of the complex contents of the principles underlying the relations among participant states and to the establishment of measures capable of ensuring the latter's effective implementation, including real and concrete measures for military disengagement and disarming, are proof of the above statement.

According to the Romanian conception, the First Conference on Security and Cooperation in Europe was not a final point, but on the contrary, in view of the value of the Final Act, whose provisions make up a whole requiring that each of its chapters should be implemented,

it marked a historic moment opening wide vistas towards the establishment of new relations among the countries of Europe. The Belgrade Conference, for whose success Romania has been continually striving, is called upon to adopt measures which, while giving a fresh impetus, should bring to life the fundamental objectives commonly agreed upon on the occasion of the summit talks of Helsinki.

Any observer of the dynamic Romanian foreign policy carried out all along the last three decades can but notice the harmonious coincidence between the republican form of the Romanian state and its socialist content. This felicitous blend is the result of the nature of the socio-economic system which reflected itself on the diplomatic plane. After December 30, 1947 there has been in Romania full agreement between her domestic policy aiming at building up a new society and her foreign policy aiming at strengthening national independence and sovereignty, developing international cooperation, safeguarding peace and ensuring an active participation of the country in the fight waged by the anti-imperialist progressive forces the world over.

Although confronted with many international difficulties arising from the situation existing prior to 23 August 1944, some burdening clauses of the Peace Treaty signed on February 10, 1947 and the cold war, Romania has been witnessing ever since the first year she became a republic a steady development of her international relations, which have become ever more steadfast and balanced.

We are fully justified, therefore, to state that the foreign policy carried out by Romania after December 30, 1947 has been successful as testified by the wide-scope and far-reaching new orientations, the outcome of the historic options made by the Romanian people who is determined to renew his life through socialism.

LA ROUMANIE ET LES RELATIONS INTERBALKANIQUES DANS LA PÉRIODE D'APRÈS-GUERRE

ELISABETA PETREANU

« A la grande école de l'histoire — remarquait le président de la République Socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu, dans son message adressé aux participants au III-ème Congrès international d'études sud-est européennes — les peuples du Sud-Est de l'Europe ont appris que le progrès et la prospérité de chacun sont conditionnés par la connaissance, l'estime et le respect réciproque, par le large développement de leur collaboration »¹. Se trouvant dans un rapport d'interdépendance, enregistré par les chroniques, et source d'actions entrées dans l'histoire, les peuples de cette partie du monde sont sortis victorieux dans la lutte qu'ils ont dû porter pour conquérir et défendre leur indépendance et leur souveraineté nationale, chaque fois qu'ils ont coopéré et se sont aidés ². Et si dans le passé les cercles impérialistes ont cherché à cultiver la discorde et la méfiance, afin de pouvoir développer leur politique de domination et d'oppression et de poursuivre leurs intérêts, à présent les peuples de la zone balkanique ont compris que l'unique modalité de se développer, de garder leur indépendance et leur souveraineté, leur être national, de vivre en paix, est celle d'une *nouvelle orientation* — de collaboration et d'entente, d'égalité plénière et de respect réciproque, pour que tous les problèmes soient solutionnés par des traités, afin de maintenir et d'assurer la paix et la sécurité dans la zone. Les années d'après guerre ont été les années où se sont esquissés les contours d'une telle orientation. Preuve, l'évolution de la vie politique dans la zone balkanique, le développement des relations bilatérales et multilatérales, de collaboration et d'entente et, *surtout, les années de paix*.

RÉALITÉS D'APRÈS-GUERRE

Plus de 30 ans ont passé depuis la fin de la seconde guerre mondiale, guerre où presque tous les États balkaniques furent entraînés ³, et dans les Balkans la paix n'a pas été troublée. *32 années de paix*. C'est un élément qu'on ne peut pas ignorer, d'autant plus que la zone balkanique,

¹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 10, Ed. politică, București, 1974, p. 685—686.

² *Ibidem*.

³ *Marea conflagrație a secolului XX. Al doilea război mondial*, Ed. politică, București 1971, p. 135—139; 332—347.

le « baril à poudre » de l'Europe, où s'étaient allumés tant de conflits ⁴ et où, au long du temps, les grandes puissances — guidées par leur intérêt de domination — avaient délibérément promu la discorde des pays balkaniques ⁵, ni dans la période d'après guerre n'est démeurée en dehors de l'engagement militaire, de l'équipement en armements ⁶. Dans une période de moins de 20 ans, les dépenses militaires des pays balkaniques ont dépassé le double ⁷ (de 1270 millions dollars en 1957 à 3934 millions dollars en 1974)⁸, et leur valeur sur le total des dépenses mondiales, est en continue croissance de 1,2 % en 1955 à 1,6 % en 1974⁹.

Dans la période d'après-guerre, la région balkanique n'a pas perdu sa valeur militaire et stratégique pour trois des régions clés du monde : l'Europe, la Méditerranée et le Proche-Orient ¹⁰, régions à nombreux problèmes politiques, tensions et conflits de grand écho, dans l'espace géographique et politique mondial. Malgré les modifications produites dans le rapport des forces sur le plan international ¹¹, les Balkans ne sont pas sortis de la sphère d'intérêts des forces situées à leur extérieur ¹². Dans les années d'après-guerre, au-dessus de la zone balkanique sont passées les rafales de la « guerre froide » bien qu'elles n'aient pas provoqué de formes majeures d'agression ¹³, comme dans d'autres régions du monde ¹⁴, et les séquelles de la seconde guerre mondiale ont engendré, plus d'une fois, des situations critiques dans les relations de certains pays balkaniques ¹⁵. Et pourtant la paix régna dans les Balkans.

Dans les années d'après-guerre, la zone balkanique a présenté une grande diversité ¹⁶, situation objective d'où découlent intérêts et options différentes et souvent divergentes ¹⁷. Cette diversité fut approfondie par les transformations révolutionnaires qui ont eu lieu dans la période d'après-guerre dans certains Etats de cette zone.

⁴ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 6, Ed. politică, București, 1972, p. 156.

⁵ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 11, Ed. politică, București 1975, p. 682.

⁶ Sergiu Verona, *Contextul militar-politic al actualei situații în Balcani. Preliminarii și perspective*, în *Probleme ale păcii și colaborării în Balcani*, București 1975, p. 28—39. (Academia Ștefan Gheorghiu, Institutul de științe politice și de studiere a problemei naționale).

⁷ *Balcanii, zonă a păcii, cooperării și bunei vecinătăți*, Ed. politică, București, 1976, p. 9.

⁸ Sergiu Verona, *op. cit.*, p. 31.

⁹ *Balcanii, zonă a păcii*, p. 9—10.

¹⁰ *Ibidem*.

¹¹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 11, Ed. politică, București, 1975, p. 19—20.

¹² Vasile Șandru, *Rolul factorului intern în problematica cooperării în Balcani*, dans *Probleme ale păcii și colaborării în Balcani*, p. 5—6.

¹³ Georgeta Grigorova, *The Balkan policy of Socialist Bulgaria*, « Etudes balkaniques », no. 2—3, Sofia, 1974, p. 12.

¹⁴ Mircea Malița, *Teoria și practica negocierilor*, Ed. politică, București, 1972, p. 91—92.

¹⁵ Georgeta Grigorova, *op. cit.*, p. 16.

¹⁶ Sergiu Celac, *Unele considerente privind direcțiile posibile ale cercetării politice referitoare la Balcani*, dans *Probleme ale păcii și colaborării în Balcani*, p. 22.

¹⁷ Ljubomir Radovanović, *La coopération balkanique*, dans « Revue de politique internationale » no. 554, Belgrad, 1973, p. 13.

Dans les conditions créées par la défaite de l'Allemagne hitlérienne et suite à la lutte des masses populaires¹⁸ qui ont combattu, l'arme à la main, sous la direction de leurs partis communistes et ouvriers, quatre des six Etats balkaniques : l'Albanie¹⁹, la Bulgarie²⁰, la Yougoslavie²¹ et la Roumanie²² ont choisi le chemin du développement socialiste.

Les deux autres, la Grèce et la Turquie, ont continué à poursuivre le chemin capitaliste. Ce fait a déterminé une profonde division de la zone, division qui trouva son expression concrète dans la participation des Etats balkaniques à de blocs militaires et économiques différents. En 1952, la Grèce et la Turquie ont adhéré au Pacte de l'OTAN²³. Trois années plus tard, suite à la décision de la deuxième Conférence des Etats européens pour la paix et la sécurité en Europe, qui a eu lieu à Varsovie, en Mai 1955, trois des pays socialistes des Balkans : l'Albanie, la Bulgarie et la Roumanie, ont signé le Traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle²⁴ des huit pays socialistes européens, le Traité de Varsovie. La Yougoslavie est restée en dehors des blocs militaires, poursuivant une politique de non-alignement²⁵ et le 13 Septembre 1968 la République Populaire d'Albanie a communiqué sa décision de se retirer du Traité de Varsovie²⁶.

La division de la région balkanique du point de vue économique s'est concrétisée par la participation des Etats de cette zone à deux des groupes économiques d'après-guerre : le Marché commun et le Comecon. En 1949, la Bulgarie et la Roumanie sont entrées dans l'organisation économique des pays socialistes européens : le Conseil de l'Aide Economique Mutuelle CAEM²⁷. La Grèce, en 1962²⁸, et la Turquie²⁹, en 1969, sont devenues membres associés du Marché commun. La région balkanique est ainsi devenue un reflet — à échelle réduite — des grands processus qui ont eu lieu sur le plan international dans la période d'après-guerre³⁰. Et, cas unique dans le monde³¹, même à présent elle représente — toujours à échelle réduite — la configuration politique et sociale de la vie internationale, le rapport des forces mondial.

¹⁸ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 11, Ed. Politică, București, 1975, p. 562.

¹⁹ Viron Koka, *L'agression fasciste contre l'Albanie et la résistance du peuple albanais*, Tirana, 1964 ; Voir aussi : Nrdeçi Plasari, *Caractéristiques de la lutte de libération nationale du peuple albanais contre les occupants fascistes (1938—1944)*, dans *Actes du premier Congrès international des études balkaniques et sud-est européennes*, vol. 5, Academie Bulgare des Sciences, Sofia, 1970, p. 459—479.

²⁰ *Sozialisticeskata revolucija v Bălgaria, Sbornik ot istoriceskii studii*, Sofia, 1965.

²¹ *Pregled istorije saveza komunističke Jugoslavije izdavact*, Institut za izučavanje radnicikog pokreta, Beograd (Compendium de istorie al Ligii comunistilor din Jugoslavia), Ed. Libertatea, Panciova, 1965, p. 278—385.

²² *Insurecția din August 1944 și semnificația ei istorică*, Ed. militară, București, 1974.

²³ *Keesing's Contemporary Archives*, 1950—1952, March, 1—8 p. 12050.

²⁴ *Organizația Tratatului de la Varșovia, 1955—1975*, Ed. politică, București, 1972.

²⁵ Iosip Broz Tito, *Jugoslavia socialistă și politica ei*, Ed. politică, București, 1972.

²⁶ *Organizația Tratatului de la Varșovia*, p. 11.

²⁷ « Scinteia », no. 1333 du 25 janvier 1948.

²⁸ *Pentru securitate și cooperare internațională*, Vol. 1, Ed. politică, București, 1972,

p 700.

²⁹ *Ibidem*, vol. 2, p. 334.

³⁰ *Balcantii, zonă a păcii*, p. 8.

³¹ *Ibidem*.

Mais, malgré tout cela, *la paix régna dans les Balkans. 32 années de paix.*

Quels ont été les facteurs qui déterminèrent la réalisation de cette aspiration fondamentale de notre époque ?

LES VALENCES DE LA TRADITION ET DU BON VOISINAGE.

Premièrement, il faut tenir compte qu'une région est un ensemble de voisins ³² et le voisinage, malgré les différences qu'il incombe et qui peuvent provoquer des divergences, stimule en même temps le rapprochement, la connaissance, la conscience de la nécessité de donner et de recevoir ³³. Dans la société moderne, aucun Etat ne peut exister isolé, aucun Etat ne peut ignorer ses voisins. D'ici la nécessité objective de trouver les coordonnées qui permettent la cohabitation, l'entente, la collaboration, d'ici la nécessité de pratiquer la tolérance et de vivre en paix les uns avec les autres ³⁴. Cela suppose que les relations entre les Etats soient basées sur les normes de l'éthique et de la légalité ³⁵, du bon voisinage. Et le bon voisinage implique le respect des droits et des intérêts légitimes d'un autre Etat, de la dignité, de la personnalité et des traditions nationales de chaque peuple ³⁶, implique le renoncement à la force et aux menaces et le solutionnement des différends par des moyens pacifiques, à l'aide des traités ³⁷. La zone balkanique — dépassant successivement les divergences et solutionnant les problèmes litigieux — constitue un exemple ³⁸ de l'effort de trouver et de valoriser les coordonnées d'une coexistence pacifique, de fonder les relations entre les Etats sur les normes du bon voisinage. Cet effort a un fondement dans le temps : le passé historique ³⁹. Cet effort a un liant : la conscience des intérêts communs ⁴⁰.

Malgré les dissemblances qui les séparent, les peuples des Balkans — par l'action des facteurs de décision — trouvèrent plus d'une fois des modalités efficaces de s'opposer aux intérêts extérieurs, de réaliser leurs aspirations de liberté et de progrès, de vivre en paix et bonne entente. Le passé prouve cet effort par des faits qui se sont inscrits dans l'histoire ⁴¹.

³² Tudor Vianu, *Les régions culturelles dans l'histoire des civilisations et le colloque des civilisations balkaniques*, in *Actes du Colloque international des civilisations balkaniques*, Commission Nationale Roumaine pour l'UNESCO, Sinaia, 8-14 Juillet 1962, p. 11.

³³ *Ibidem*.

³⁴ A. Bolintineanu, Mîrcea Malița — *Carta ONU, Document al erei noastre*, Ed. politică, București, 1970.

³⁵ Dumitra Popescu, *Contribuții românești la definirea conceptului de bună vecinătate. Aplicabilitatea în Balcani*, dans *Probleme ale păcii și colaborării în Balcani*, p. 13-17.

³⁶ *Ibidem*.

³⁷ Ionel Cloșcă, *Despre diferențele internaționale și căile soluționării lor*, Ed. științifică, București, 1973.

³⁸ Ljubomir Radovanović — *La coopération balkanique*, « Revue de politique internationale », no. 554, Belgrade, 1973, p. 14.

³⁹ *Reprezentanțele diplomatice ale României*, vol. 1, Ed. politică, București, 1967, p. 63-100 ; 134-154 ; 256-282 ; 325-338 ; vol. 2, București, 1971, p. 51-58.

⁴⁰ George Macovescu, Prefață, *Balcanii zonă a păcii, cooperării și bunei vecinătăți*, Ed. politică, București, 1976, p. 7.

⁴¹ Cristian Popișteanu, *România și Antanta balcanică*, Ediția a 2-a Ed. politică, București, 1971. Voir aussi : Eliza Campus, *Mica Înfelegere*, Ed. științifică, București, 1968.

Le présent, par des faits qui ont assuré, dans la période d'après-guerre, 32 années de paix.

Quels ont été ces faits ?

Reprise des relations diplomatiques ⁴², élévation de la représentation au niveau d'ambassade ⁴³, normalisation des relations politiques ⁴⁴ et règlementation de certains différends économiques et financiers ⁴⁵, solutionnement des problèmes de frontières ⁴⁶ existants entre certains Etats balkaniques, constante préoccupation au sujet du statut des nationalités cohabitantes ⁴⁷ et du solutionnement positif des problèmes concernant le transfert de population ⁴⁸, tout cela a permis le rétablissement complet ⁴⁹ des rapports politiques et diplomatiques entre tous les Etats balkaniques. Après plus de 30 ans de la seconde guerre mondiale, dans les Balkans ont été liquidées presque toutes les séquelles de celle-ci, on a solutionné la majorité des problèmes litigieux et, par l'effort commun de tous les Etats, ont été créées les conditions nécessaires du développement politique et économique, d'une fructueuse bi- et multi-latérale collaboration.

Aujourd'hui, à la base des relations bilatérales des Etats de cette zone se trouve un dense réseau de traités, accords, conventions et autres instruments par lesquels les parties s'engagent réciproquement à respecter les normes des relations internationales et unir leurs efforts ⁵⁰, afin de mettre en valeur les ressources matérielles et morales dont elles disposent pour la moderne édification de leurs Etats et pour l'élévation de leurs peuples à de niveaux supérieurs de civilisation et de progrès. Ont été élaborés des projets d'avenir ⁵¹, qui donnent de la perspective ⁵² aux relations interbalkaniques et attestent que *les intérêts communs des peuples des Balkans sont au-dessous des différences qui les séparent*. Les 32 années de paix démontrent que, malgré la politique d'ingérence des grandes puissances, les discordes et les différends entre les peuples balkaniques, n'ont pas diminué les sentiments d'amitié ⁵³ ni la conscience de leurs intérêts communs. L'évolution des relations inter-balkaniques — notamment dans la dernière décennie d'après-guerre — démontre qu'il est possible que l'appartenance à des systèmes sociaux et politiques différents ne bloque pas le développement des relations normales entre les Etats, la *situation de paix* et de coopération si nécessaire à l'une des plus importantes zones politiques

⁴² Cristian Popișteanu, *Cronologie politico-diplomatică românească 1944—1974*, Ed. politică, București, 1976, Voir aussi : Georgeta Grigorova, *op. cit.*, p. 9—22.

⁴³ *Ibidem*.

⁴⁴ Gh. Colț, Ion Mielcioiu, *România și colaborarea interbalcanică*, « Lumea », no. 25/1973 p. 13.

⁴⁵ Panayotis Dertilis, *Questions économiques et financières entre la Grèce et la Bulgarie et les accords récents d'Athènes*, in *Actes du premier Congrès international des études balkaniques et sud-est européennes*, vol. 5, Académie Bulgare des Sciences, Sofia, 1970, p. 513—515.

⁴⁶ Georgeta Grigorova, p. 13—17.

⁴⁷ « Revue de politique internationale », no. 604, Belgrade, 1975, p. 13

⁴⁸ Voin Božinov, *Peaceful coexistence in the Balkans and the policy of the People's Republic of Bulgaria*, in *Actes du premier Congrès International des études balkaniques*, p. 540.

⁴⁹ George Macoveșcu, *op. cit.*, p. 10.

⁵⁰ Gh. Colț, *În interesul înțelegerii, colaborării și păcii în Balcani*, « Lumea », no. 34/1972, p. 9.

⁵¹ *Ibidem*.

⁵² Voir : *Obiective ale cooperării dintre țările balcanice*, « Lumea », no. 20/1977, p. 9.

⁵³ *Balcanii, zonă a păcii*, p. 7.

et militaire-stratégiques du monde. Les États des Balkans — États qui ont gagné leur indépendance nationale dans des circonstances particulièrement complexes, après de longs combats contre la domination et les intérêts des grandes puissances de l'époque⁵⁴ — sont bien conscients que, pour leur affirmation indépendante et le développement économique, politique et social de leurs peuples, la paix et la sécurité dans la zone leur sont indispensables⁵⁵, que l'entente et la collaboration bi- et multilatérales leur sont nécessaires de manière objective. Pendant ces années — comme appréciait le président de la République Socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu — tous les États des Balkans dans une certaine mesure ont commencé à comprendre que leur développement économique et social ne peut être assuré qu'à condition de mener une politique de collaboration réciproque⁵⁶. La confirmation de ce postulat est prouvée par les 32 années de paix d'après-guerre.

LES ACTIONS DE LA ROUMANIE POUR L'INSTAURATION DES RELATIONS DE COLLABORATION ET D'ENTENTE AVEC TOUS LES ETATS DES BALKANS

Inscrite dans l'espace géographique, politique et historique de la zone balkanique, la Roumanie a accordé une attention particulière à ses relations avec tous les États des Balkans, en vue de l'instauration dans cette zone de l'Europe d'un nouveau climat politique, du développement des rapports de confiance et bon voisinage⁵⁷. Ce fut une des orientations constantes de sa politique extérieure dans la période d'après-guerre⁵⁸.

Depuis l'été de 1947, immédiatement après la Conférence de Paix de Paris, le gouvernement roumain a entrepris de nombreuses actions pour solutionner des problèmes en suspens,⁵⁹ pour établir les relations bilatérales sur des bases principales nouvelles, sur les normes du bon voisinage⁶⁰. Le fait que, dans le passé, entre la Roumanie et la Yougoslavie n'ont jamais existé des conflits armés ou des discordes — montrait le président

⁵⁴ Ion Madoșa, *Colaborarea interbalcanică — parte integrantă a securității europene*, « Lumea », no. 20/1977, p. 8.

⁵⁵ *Ibidem*.

⁵⁶ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 6, Ed. politică, București, 1972, p. 156.

⁵⁷ *Balkanii, zonă a păcii*, p. 11.

⁵⁸ Voir : *Raportul politic al Comitetului central la Conferința Națională a P.C.R.*, « Știința », no. 357 du 20 octobre, 1945 ; *Rapoartele politice prezentate la Congresele Partidului* : *Congresul al VI-lea al P.C.R.*, « Știința », no. 1053 du 23 février 1948 ; *Congresul al VII-lea al P.C.R.*, « Știința », no. 3474 du 24 décembre et no. 3475 du 25 décembre, 1955 ; *Congresul al VIII-lea al P.C.R.*, « Știința », no. 4866 du 21 Juin 1960 ; Voir aussi les *Rapports du Comité Central aux Congrès IX, X et XI*, présentés par le Secrétaire Général du P.C.R., dans : Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvîririi construcției socialiste*, vol. 1, Ed. politică, București 1968, p. 99—101, Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 4, Ed. politică, București, 1970, p. 334—340 ; vol. 7, p. 577 ; vol. 11 p. 22—24 ; 32—33 ; Voir aussi : Gh. Gheorghiu-Dej, *Articole și Cuvîntări*, 4-ème édition, Ed. de Stat pentru literatură politică, București, 1955, p. 826 ; p. 860 ; Voir aussi : Dr. Petru Groza, *Texte alese*, Ed. Politică, București 1973, p. 419—426.

⁵⁹ *Comunicat asupra convorbirilor delegațiilor guvernamentale române și bulgare*, « Știința », no. 873, du 18 juillet 1947.

⁶⁰ *Comunicat asupra convorbirilor dintre delegațiile guvernamentale română și jugoslavă*, « Știința », no. 843 du 12 Juin 1947.

Iosip Broz Tito lors du déjeuner offert en l'honneur de la délégation roumaine qui, en Juin 1947, se trouvait à Belgrade — justifie, d'une part, la sympathie et l'intérêt avec lesquels les peuples de Yougoslavie regardent l'effort du peuple roumain dans sa lutte pour la reconstruction du pays et l'effacement des conséquences néfastes de la guerre, et d'autre part crée des conditions propices pour l'établissement de relations d'amitié, pour la collaboration politique, économique et culturelle ⁶¹. A l'occasion des entretiens de Belgrade, les représentants des deux gouvernements sont tombé d'accord sur l'organisation d'une commission mixte de collaboration économique et sur le contenu d'une convention culturelle.

Examinant les problèmes de la navigation sur le Danube, les parties ont constaté l'unité d'opinions des deux gouvernements et ont convenu d'éliminer toute difficulté provenant du régime des eaux du bassin danubien carpatique ⁶².

En vue du solutionnement intégral de ce problème, les représentants des deux gouvernements ont décidé de faire des propositions aux pays du système des eaux carpatiques et danubiennes, afin de réaliser une collaboration durable ⁶³. Poursuivant une politique identique de paix et de collaboration internationale, les représentants des deux gouvernements ont examiné les aspects de la conclusion d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle ⁶⁴. Le traité bilatéral entre la Roumanie et la Yougoslavie a été signé à Bucarest ⁶⁵ le 19 Décembre 1947. Ce pacte a constitué un moment d'une signification particulière pour l'avenir des relations des deux pays. Les parties contractantes se sont engagées à affirmer leur volonté inébranlable de réaliser une politique d'amitié ferme et durable ⁶⁶, de se consulter dans les questions internationales importantes qui concernaient les intérêts des deux pays ou la paix et la collaboration internationales, d'agir dans l'esprit de la Charte de l'O.N.U., appliquant en commun toute mesure nécessaire à la sécurité, à l'indépendance et à leur intégrité territoriale ⁶⁷.

Des tratatives destinées à contribuer au développement des rapports d'amitié et de collaboration entre la Roumanie et la Bulgarie ont eu lieu au Château Bistrița, près de Sofia, le 16—17 Juillet 1947. A cette occasion on a souligné la nécessité d'instaurer un climat d'entente et de rapprochement entre ces deux pays et peuples, fondé sur un système de liens réciproques, économiques, politiques et culturels. Constatant que toutes les questions territoriales entre la Roumanie et la Bulgarie sont réglées ⁶⁸, les représentants des deux gouvernements ont décidé d'agir conformément

⁶¹ Iosip Broz Tito, *Toast la dejunul oferit în cinstea delegației române la Belgrad*, « Știința », no. 842 du 11 Juin 1947.

⁶² *Comunicat asupra convorbirilor*, « Știința », no. 843/12 Juin, 1947.

⁶³ *Ibidem*.

⁶⁴ *Ibidem*.

⁶⁵ *Tratatul de prietenie, colaborare și ajutor mutual încheiat între Regatul României și Republica Federativă Populară Jugoslavă*. Texte intégral « Știința », no. 1006 du 21 décembre, 1947.

⁶⁶ *Ibidem*.

⁶⁷ *Ibidem*.

⁶⁸ *Comunicat asupra convorbirilor delegațiilor guvernamentale, română și bulgară*, « Știința », no. 873 du 18 juillet 1947.

au Protocole ⁶⁹ signé par les deux parties afin de continuer à régler * toutes les questions « restées non réglementées » résultant de l'application du traité de Craïova ⁷⁰. Ont été examinées aussi les mesures nécessaires pour faciliter les transports en transit et ont été abordés les problèmes concernant la conclusion d'un accord pour la livraison d'énergie électrique ⁷¹, ainsi que la construction d'un pont sur le Danube. Les représentants des deux gouvernements ont examiné la décision de leurs gouvernements d'adopter, vis-à-vis de la « question du Danube », une ligne de conduite commune ⁷² et la possibilité de conclure un Traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle. Le 14 Janvier 1948, arrivait à Bucarest une délégation gouvernementale bulgare, conduite par Gheorghii Dimitrov. La visite des représentants de la Bulgarie à Bucarest ⁷³ s'inscrivait dans le programme établi lors des tratatives du Château Bistrița. Lors des tratatives de Bucarest, les représentants des deux gouvernements ont constaté que toutes les questions existant entre la Bulgarie et la Roumanie ont été entièrement liquidées ⁷⁴ et que le Protocole de Bistrița a été exécuté dans toutes ses parties essentielles ⁷⁵. Exprimant la décision de leurs gouvernements, les deux délégations ont conclu le Traité d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle à long terme ⁷⁶, qui fut signé le 17 Janvier 1948 ⁷⁷. Dans le communiqué publié on précisait que le Traité conclu par les deux pays, ainsi que ceux conclus par eux avec la Yougoslavie, représentait une garantie pour l'intégrité territoriale des deux Etats, pour la liberté et l'indépendance des deux peuples ⁷⁸. Après la conclusion des traités bilatéraux entre la Yougoslavie et la Bulgarie ⁷⁹

⁶⁹ *Protocol privitor la lichidarea chestiunilor rămase in suspensie intre guvernul român și guvernul bulgar*, Sofia, le 16 juillet 1947, « Monitorul Oficial », no. 11/1948.

* Le 18 Octobre 1947 a été conclu le Protocole concernant la liquidation des biens ruraux bulgares situés en Dobrogea et le 19 Janvier 1947 l'Acte final concernant la liquidation des prétentions réciproques déroulant du Traité de Craïova du 7 septembre 1940, « Monitorul Oficial », no. 11/1948; voir aussi : Paraškeva Kiškilova, *Relations bulgare-roumaines après la deuxième guerre mondiale (1944—1970)*, « Etudes balkaniques », no. 2—3, Académie Bulgare des Sciences, Sofia, 1974, p. 38.

⁷⁰ *Comunicat asupra convorbirilor*.

⁷¹ *Convenția pentru furnizarea de energie electrică statului bulgar de către statul român*, Sofia, le 31 juillet 1947; *Monitorul Oficial*, no. 234/1947.

⁷² *Comunicat asupra convorbirilor*.

⁷³ « Scnteia », no. 1020 du 15 Janvier 1948.

⁷⁴ *Comunicat asupra convorbirilor*; Voir aussi : *Paraškeva Kiškilova, op. cit.*, p. 38.

⁷⁵ « Scnteia », no. 1024 du 19 Janvier 1948.

⁷⁶ « Scnteia », no. 1023 du 18 Janvier 1948.

⁷⁷ A la fin de 1970, le Traité bilatéral à long terme d'amitié, collaboration et assistance mutuelle entre la Roumanie et la Bulgarie a été renouvelé. Fondamenté sur les succès des deux peuples dans l'édification du nouvel ordre social, sur les réalisations acquises dans la collaboration roumano-bulgare et les possibilités accrues pour son extension, sur la prise en considération des changements produits dans la vie internationale, le nouveau traité devra constituer — selon ses stipulations — le cadre propice pour l'évolution ascendante de la coopération sur les plans politique, économique, militaire, technique, scientifique et culturel. La décision des deux peuples d'agir à l'avenir aussi, sur la ligne de la collaboration et de la coopération, pour leur progrès, a trouvé ainsi un reflet et un cadre juridique adéquat. Par sa ratification, le 25 janvier 1971, les relations entre la Roumanie et la Bulgarie ont été établies sur des bases durables pour une période d'environ 20 ans.

⁷⁸ « Scnteia », no. 1024 du 19 Janvier 1948.

⁷⁹ *Georgeta Grigorova, op. cit.*, p. 11.

la Roumanie et la Yougoslavie⁸⁰, la Bulgarie et l'Albanie⁸¹, le Traité bilatéral à long terme roumano-bulgare a constitué une nouvelle contribution pour la défense de la sécurité de leurs Etats, pour l'établissement d'une paix durable dans les Balkans, dans le bassin danubien et dans le monde entier⁸².

Documents à majeures significations politiques pour le nouveau cours de la vie politique d'après-guerre dans les Balkans, les Traités bilatéraux à long terme conclus par la Roumanie avec la Bulgarie et la Yougoslavie, ont créé le cadre politique et juridique pour que les relations bilatérales se déroulent dans l'esprit de l'amitié, de la collaboration, du respect réciproque, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance et de la souveraineté nationale. Sur la base et dans l'esprit de ces traités ont été conclus de nombreux accords, conventions et protocoles concernant la collaboration bilatérale dans les domaines les plus divers. Dans les années 1947—1975, entre la Roumanie et la Bulgarie ont été conclus 25 instruments de collaboration bilatérale⁸³ et entre la Yougoslavie et la Roumanie 31 instruments entre 1954—1975⁸⁴.

Bien qu'entre la Roumanie et l'Albanie, aucun traité bilatéral à long terme d'amitié, de collaboration et d'assistance mutuelle n'ait été conclu, les relations des deux pays ont connu, dans la période d'après-guerre, « une extension multilatérale »⁸⁵.

Parallèlement au développement des échanges économiques entre la Roumanie et l'Albanie, ont été conclus des accords et conventions, permettant le déroulement de la collaboration bilatérale sur des plans multiples⁸⁶.

Expression juridique des relations politiques et, en même temps, indice synthétique de l'évolution de la collaboration, les traités bilatéraux à long terme, les accords, les conventions et les protocoles conclus par la Roumanie avec la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie, relèvent la durabilité et le degré d'une complexité croissante des relations des pays socialistes de la zone balkanique. Les résultats obtenus sont la preuve concluante de la communion d'intérêts, le support matériel des relations politiques, des sentiments d'amitié et collaboration existants entre les peuples de ces pays.

Avec les deux autres Etats balkaniques — la Grèce et la Turquie — la Roumanie a cultivé des relations dans l'esprit de l'amitié et de la collaboration traditionnelle. Dans les premières années d'après-guerre, les relations avec ces pays ont été influencées par l'idée que l'appartenance à des systèmes sociaux-politiques différents, à des blocs militaires et éco-

⁸⁰ « Scinteia », no. 1006 du 21 Décembre 1947.

⁸¹ Georgeta Grigorova, *op. cit.*

⁸² « Scinteia », no. 1021 du 16 Janvier 1948.

⁸³ *Instrumente bilaterale* (Tratate, Declarații comune, Acorduri, Convenții, Protocoale), încheiate de România cu țările balcanice în perioada 1945—1975, *Aneza 1*, dans le volume *Balkanii, zonă a păcii*, p. 260—263.

⁸⁴ *Ibidem*, p. 266—276.

⁸⁵ Gh. Colț, Valeriu Tudor, *Colaborarea balcanică — preocupare de seamă în politica externă a României socialiste*, « Revista română de studii internaționale », no. 4 (14), București, 1971, p. 35.

⁸⁶ *Balkanii, zonă a păcii, Aneza 1*, p. 259—260.

nomiques différents, placerait les Etats dans des camps opposés. La Roumanie s'est située pourtant sur une position active et constructive. En 1955, analysant l'évolution de ses relations avec les pays balkaniques, la Grèce et la Turquie, le gouvernement roumain estimait qu'en ce qui concerne ses relations avec la Turquie, aucun différend ne découle des relations des deux pays ⁸⁷ et que ces relations peuvent s'améliorer tant à l'intérêt des deux pays qu'à l'intérêt de la paix dans cette partie de l'Europe ⁸⁸.

Bien que les relations diplomatiques de la Roumanie et de la Turquie aient été élevées au rang d'ambassade ⁸⁹ depuis 1946, que les instruments bilatéraux conclus avant la deuxième guerre, notamment le Traité d'amitié, non-agression, arbitrage et conciliation conclu en 1933 à Ankara, soient restés en vigueur — dans les premières années d'après-guerre les relations bilatérales n'ont pas eu une évolution normale, en concordance avec la tradition des rapports des deux pays et peuples, en concordance surtout avec les impératifs du présent, de paix et de sécurité dans la zone. La différence de régime politique — écrivait « Scinteia » en Mai 1956 — ne peut constituer une raison pour que les relations de nos pays ne se développent pas dans la tradition d'amitié et de collaboration ⁹⁰.

Quant aux relations avec la Grèce, interrompues pendant la seconde guerre mondiale, elles n'ont pas été reprises dans les premières années d'après-guerre tant à cause des orientations politiques des gouvernements qui se sont succédés en Grèce dans cette période, du climat politique influencé par la guerre froide, qu'à cause du non-solutionnement de certains différends économiques et financiers existant entre les deux pays après 1939. Dans l'atmosphère de détente survenue dans la vie internationale vers la fin de la première décennie d'après-guerre, de l'affirmation toujours plus prégnante de la coexistence pacifique comme unique alternative de la vie internationale, la Roumanie a actionné pour la normalisation de ses rapports avec la Grèce. Considérant qu'il n'y a pas de problème litigieux qui ne puisse être solutionné par la voie des pourparlers ⁹¹ et que, dans la réglementation des différends c'est de l'avenir qu'il faut tenir compte, et non du passé, la Roumanie a pris l'initiative ⁹² de solutionner les problèmes en suspens, afin de rétablir les relations diplomatiques et développer les anciens rapports économiques et culturels qui ont existé entre la Roumanie et la Grèce ⁹³. En 1956, donnant cours à des actions antérieures ⁹⁴, le gouvernement roumain a invité le gouvernement grec de commencer les pourparlers en vue de normaliser les relations des deux pays. L'action du gouvernement roumain se fondait sur la tradition des relations de collaboration gréco-roumaines, sur les possibilités d'une collaboration fructueuse due au rapprochement géographique, aux intérêts communs des deux peuples de vivre en paix et bonne intelligence. Dans l'histoire des

⁸⁷ Gh. Gheorghiu-Dej, *Articole și cuvintări*, 4-ème Edition, Editura de Stat pentru Literatură Politică, București, 1955, p. 826.

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ Cristian Popișteanu, *Cronologie politico-diplomatică*, p. 85.

⁹⁰ « Scinteia », no. 3534 du 14 Mai 1956.

⁹¹ Grigore Preoteasa, *Texte social-politice*, Editura politică, București, 1974, p. 318.

⁹² *Ibidem*.

⁹³ Gh. Gheorghiu-Dej, *op. cit.*, p. 826.

⁹⁴ « Scinteia », no. 3537 du 16 Mai 1956.

relations gréco-roumaines, l'inexistence des rapports diplomatiques et de collaboration était considérée situation anormale — conséquence de la guerre froide. Dans l'effort de normaliser les relations des deux pays, la position de la Roumanie était d'une valeur principale, partant de la conviction ferme que la différence des systèmes social-politiques entre les Etats ne peut constituer un obstacle à leur coexistence pacifique⁹⁵.

La Roumanie — écrivait « Scinteia » — fonde invariablement ses relations avec les Etats d'ordre social différent sur les principes du respect de la souveraineté nationale et de l'égalité en droits entre tous les Etats, de la non-agression et du solutionnement pacifique des différends⁹⁶.

Dans cet esprit ont commencé à Athènes, le 14 Mai 1956, les négociations gréco-roumaines. N'aboutissant pas à une solution immédiate⁹⁷, elles ont été reprises en août 1956. Le 25 Août à Athènes⁹⁸ a été signé l'Accord concernant la réglementation des problèmes économiques restés en suspens entre les deux pays⁹⁹, et la Déclaration commune¹⁰⁰ concernant la reprise des relations diplomatiques. Le 11 janvier 1957, l'ambassadeur de Grèce à Bucarest présentait ses lettres de créance¹⁰¹. En décembre 1957, étaient signés à Bucarest les premiers contrats d'après-guerre pour livraison de marchandises entre la Roumanie et la Grèce¹⁰².

LES PROPOSITIONS DE LA ROUMANIE POUR LA TRANSFORMATION DES BALKANS EN ZONE DE PAIX ET DE COLLABORATION MULTILATÉRALE

Par la normalisation des relations avec la Grèce et l'affirmation de l'intérêt pour le développement des relations traditionnelles avec la Turquie, par l'activité intense visant le développement des relations bilatérales dans le domaine politique, économique et culturel avec les autres Etats des Balkans — la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie — à la fin de 1956, la Roumanie avait des relations diplomatiques normales avec tous les Etats balkaniques. Ce fait a permis au gouvernement roumain d'initier certaines actions destinées à promouvoir les relations de bon voisinage, de collaboration et d'entente entre tous les Etats balkaniques, pour l'édification de la sécurité et de la paix dans la zone.

Le 10 septembre 1957, le gouvernement roumain a adressé à tous les Etats balkaniques — l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Yougoslavie et la Turquie — des messages où étaient exposées ses considérations sur la nécessité d'instaurer des relations de collaboration pacifique multilatérale¹⁰³

⁹⁵ *În interesul normalizării relațiilor dintre România și Grecia*; dans « Scinteia », no. 3537 du 16 Mai 1956.

⁹⁶ *Ibidem*.

⁹⁷ « Scinteia », no. 3672 du 11 Août 1956.

⁹⁸ « Scinteia », no. 3684 du 26 Août 1956.

⁹⁹ *Acord privind reglementarea chestiunilor economice în suspensie după anul 1939*, Athènes, le 25 Août 1956, « Monitorul Oficial », no. 14/1957.

¹⁰⁰ *Ibidem*, « Scinteia », du 26 Août 1956.

¹⁰¹ « Scinteia », no. 3801 du 12 Janvier 1957.

¹⁰² « Scinteia », no. 4080 du 6 Décembre 1957.

¹⁰³ *Propunerile Guvernului Republicii Populare Române cu privire la transformarea regiunii Balcanilor într-o zonă a înțelegerii și păcii, denuclearizate și fără arme nucleare, Culegere de documente și alte materiale* (Ministerul Afacerilor Externe, vol. 1, I-erc partie, p. 1-21), 1957-1960.

dans les Balkans. A l'étape actuelle de développement économique et culturel des pays balkaniques — montrait le message du gouvernement roumain — les possibilités d'affermir et étendre leurs rapports peuvent trouver, selon notre avis, une large sphère de réalisation¹⁰⁴. Faisant aux pays balkaniques la proposition d'une collaboration multilatérale, le gouvernement roumain n'ignorait pas qu'entre certains Etats des Balkans existaient en 1957, des problèmes en suspens et des litiges¹⁰⁵. Selon l'opinion du gouvernement roumain, ce fait ne devait pas entraver l'effort d'aboutir à une collaboration¹⁰⁶. Au contraire, l'acceptation de la proposition roumaine aurait créé une atmosphère favorable aux rapports de bon voisinage et de coopération pacifique entre tous les Etats des Balkans, nécessaires au développement des relations économiques, multilatérales, entre eux¹⁰⁷, à l'intensification des échanges commerciaux, au développement et à l'utilisation réciproquement avantageuse des transports maritimes, aériens et ferroviaires¹⁰⁸. Les rapports des pays balkaniques dans le domaine culturel, les visites réciproques, les échanges d'expérience technique scientifique, le tourisme etc., pouvaient être élargis, ce qui, dans la conception du gouvernement roumain, mènerait à une connaissance et un rapprochement meilleurs, au renforcement de l'entente, l'estime et l'amitié réciproque.

Partant de ces considérations, le gouvernement roumain précisait que « les intérêts fondamentaux des peuples balkaniques montrent la nécessité de réaliser une large collaboration collective »¹⁰⁹.

Afin d'examiner en commun les multiples voies et possibilités de collaboration collective, le gouvernement roumain proposait la réunion — au cours de l'année 1957 — d'une Conférence des chefs de gouvernement de tous les Etats balkaniques, offrant à cette Conférence l'hospitalité de la capitale roumaine. Selon le point de vue roumain, la Conférence devait examiner — et décider en conséquence —¹¹⁰ les problèmes concernant la paix dans les Balkans : non-agression, résolution pacifique des litiges, développement des relations économiques et culturelles, des contacts au niveau gouvernemental, etc. Pour que cette collaboration ait un caractère durable, le gouvernement roumain proposait la réalisation d'un accord collectif des Etats balkaniques, fondé sur l'égalité en droits, le respect réciproque de la souveraineté, et la non-ingérence. Dans la conception du gouvernement roumain, la réalisation d'un accord collectif dans les Balkans ne devait pas être une réédition des formules essayées dans la période d'entre les deux guerres. Au contraire. Dans son message, le gouvernement roumain voulait souligner que l'entente des pays balkaniques n'était pas destinée à devenir « un bloc opposé à d'autres

¹⁰⁴ *Ibidem*, p. 2.

¹⁰⁵ Au sujet du procès de normalisation des relations entre la Bulgarie, la Grèce et la Turquie. Voir : Georgeta Grigorova, *The Balkan policy*, op. cit., p. 16 ; Voin Božinov, *Peaceful coexistence in the Balkans*, p. 540 ; Blagoj Vasiliev, *Les relations économiques et culturelles de la République Populaire de Bulgarie avec la Grèce et la Turquie dans la période de 1961—1965*, Actes du premier Congrès international des études balkaniques, p. 522.

¹⁰⁶ *Propunerile Guvernului R. P. Române*.

¹⁰⁷ *Ibidem*.

¹⁰⁸ *Ibidem*.

¹⁰⁹ *Ibidem*.

¹¹⁰ *Ibidem*.

Etats du dehors, ni une entrave au développement de l'amitié de ces Etats avec les autres Etats ne faisant pas partie de l'entente régionale des pays balkaniques »¹¹¹. La réalisation — au cadre de la zone balkanique — d'une collaboration dans l'esprit de la proposition roumaine, venait au devant de l'idée que l'appartenance à des systèmes social-politiques et à des blocs militaires différents ne devait pas affecter le développement des relations normales entre les Etats, que l'organisation d'une collaboration similaire sur un plan plus large, européen, était possible, ainsi que la création, en perspective, d'un système de sécurité général-européenne.

La proposition du gouvernement roumain n'a pas réuni l'accord unanime des pays balkaniques — respectivement de la Grèce et de la Turquie¹¹². Dans sa réponse, le Président du Conseil des Ministres de Grèce, Constantin Caramanlis, relevait que le gouvernement royal partageait entièrement la satisfaction du gouvernement roumain au sujet de l'établissement de relations cordiales entre la Grèce et la Roumanie. Le Premier grec appréciait que, grâce à la bonne volonté manifestée par les deux parties, à la tradition de sincère amitié qui unit les peuples roumain et grec, des progrès importants ont été réalisés, dans un rythme accéléré, vers le renforcement des relations de confiance entre les deux pays, et que son gouvernement partage pleinement les idées exprimées par le premier Ministre roumain au sujet de la nécessité d'assurer la paix dans la zone balkanique.

« Il est tout à fait naturel — précisait la réponse du gouvernement grec — que ces sentiments animent notamment les peuples balkaniques, dont la plupart, comme le peuple grec par exemple, ont été mis à dure épreuve dans ces dernières décennies »¹¹³.

Malgré tout cela, le gouvernement grec exprimait sa réserve quant à la proposition du gouvernement roumain, montrant que, tant qu'il y avait entre la Grèce et certains Etats balkaniques des différends créés pendant la guerre, ou engendrés par celle-ci, la présence du gouvernement grec à une Conférence ayant pour but la réglementation des relations de nature organique et permanente ne pouvait être efficace. Il estimait nécessaire une étape préparatoire, concrétisée par l'effort de régler tous les problèmes litigieux. L'omission d'une telle étape — considérait le gouvernement grec — en 1957 vouerait à l'échec une réunion inter-balkanique. Ce qui compte — disait le message de réponse adressé au gouvernement roumain — c'est la manifestation effective d'un esprit de bonne foi par la réglementation satisfaisante des différends mentionnés et la création d'un climat de sincère confiance, par les efforts de tout le monde¹¹⁴. La réunion d'une conférence dans l'esprit de la proposition du gouvernement roumain ne trouvera son utilité — considérait le gouvernement d'Athènes — qu'après la création de telles prémisses.

L'initiative roumaine, par son caractère et son contenu, a attiré l'attention des gouvernements concernés et de l'opinion publique des pays

¹¹¹ *Ibidem*.

¹¹² *Propunerile guvernului Republicii Populare Române* vol. 1, II-ème partie, p. 117—119, 1957—1960.

¹¹³ *Ibidem*, p. 118.

¹¹⁴ *Ibidem*.

respectifs sur les problèmes majeurs, issus des exigences objectives de leurs rapports internationaux ¹¹⁵.

L'automne de la même année, présentant à la XII-ème session de l'Assemblée Générale de l'O.N.U. le contenu de la proposition roumaine au sujet de la zone balkanique, le ministre des Affaires étrangères de Roumanie mettait en évidence le fait que la Roumanie envisageait d'apporter sa contribution à l'édification de la sécurité et de la paix non seulement dans les Balkans, mais dans l'Europe entière. Car l'importance et la valeur de la proposition roumaine dépassaient son cadre, apparemment régional.

En effet, aucune région, aucun continent ne peut se considérer à l'abri lors d'un conflit de proportions globales; de même, les tensions et les guerres locales mettent en péril la paix de l'humanité, risquant de dégénérer dans une conflagration généralisée ¹¹⁶. D'ici, l'interdépendance entre la sécurité régionale et la sécurité générale. Présentant dans ce contexte l'initiative roumaine au sujet de la zone balkanique, le ministre des affaires étrangères roumain montrait que la réalisation d'un accord sur le plan régional pouvait contribuer à la réalisation d'un accord plus large, et premièrement à l'organisation d'une collaboration européenne qui constitue une garantie de la sécurité et de la paix de tous les Etats de ce continent ¹¹⁷.

L'attitude réservée des gouvernements de la Grèce et de la Turquie n'a pas diminué l'intérêt et la constance du gouvernement roumain d'entreprendre de nouvelles actions visant l'amélioration des relations interbalkaniques. L'été de 1959, inquiété par les mesures prises par le commandement de l'OTAN, d'installer en Grèce des rampes de lancement pour les fusées téléguidées, le gouvernement roumain, qui entretenait avec la Grèce des relations de bon voisinage, n'a pas ignoré les actions militaires qui périlclitaient la paix et la sécurité des peuples balkaniques. Dans la Déclaration du 7 Juin 1959, le gouvernement roumain soulignait que la réalisation des plans de l'OTAN entraînait la Grèce sur une pente dangereuse, contraire aux intérêts de paix et de sécurité de tous les Etats balkaniques.

Rappelant sa proposition de 1957 — qui gardait son caractère actuel, représentant la meilleure modalité d'assurer la paix, la sécurité et la collaboration des Etats de la zone balkanique, le gouvernement roumain estimait que l'existence des différences d'opinion, des problèmes non solutionnés dans les relations bilatérales, constituait une raison pour une rencontre au niveau gouvernemental et non un obstacle ¹¹⁸. Par des efforts communs de tous les Etats balkaniques, visant l'élimination de cette zone des forces militaires étrangères, la paix et la sécurité des peuples de la zone balkanique seraient effectivement sauvegardées. A cet effet, le gouvernement roumain considérait que, lors d'une rencontre des chefs de gouvernements, pouvaient être examinées et adoptées des décisions adéquates dans les problèmes d'une collaboration multilatérale et de la

¹¹⁵ Gheorghe Colț, Valeriu Tudor, *Colaborarca balcanică*, p. 29.

¹¹⁶ Nicolae Ecobescu, Ion Voicu — *Organizațiile internaționale în politica externă a României*, dans *România în sistemul Națiunilor Unite*, Ed. politică, București, 1974, p. 39.

¹¹⁷ Ion Gheorghe Maurer, *Discurs la cea de a XII-a Sesiune a Adunării Generale ONU*, « Scinteia », no. 4020 du 27 Sept. 1957.

¹¹⁸ *Propunerile Guvernului R. P. Române*, vol. 1, I-ère partie.

conclusion d'un Traité d'entente et de sécurité collective dans la région balkanique¹¹⁹. Par ce traité, les Etats balkaniques s'engageraient à solutionner pacifiquement tout litige, à ne pas faire recours à l'agression ni aux menaces de guerre dans les rapports réciproques, à ne pas admettre le stockage d'armement atomique ou nucléaire, ni le stationnement des unités militaires équipées d'un tel armement et appartenant à des Etats au dehors de la région balkanique¹²⁰. Le fait que la Roumanie et les autres pays socialistes des Balkans (sauf la Yougoslavie) étaient membres de l'Organisation du Traité de Varsovie, et la Grèce et la Turquie membres du Pacte de l'OTAN, ne devait pas constituer, selon le gouvernement roumain, « un obstacle devant la conclusion d'un tel traité d'entente et de sécurité collective »¹²¹ dans les Balkans.

Mais, comme en 1957, ni la proposition de 1959 ne trouva pas une expression concrète. Le processus de la collaboration multilatérale dans les Balkans devait connaître d'autres formules.

L'évolution des événements internationaux, la généralisation de l'idée que la sécurité générale se trouve en étroite connexion et conditionnement avec la sécurité régionale¹²², devaient mettre en évidence la valeur des initiatives roumaines. Les années suivantes ont été les années d'une continuelle réaffirmation¹²³ des idées et de la conception du gouvernement roumain au sujet de l'entente et de la collaboration dans les Balkans, de la nécessité de transformer la zone balkanique en une zone de paix et de sécurité, conformément aux intérêts majeurs des peuples balkaniques et non selon certaines conjonctures et spéculations passagères¹²⁴.

LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS BILATÉRALES — PHASE PRIMORDIALE DE LA COLLABORATION MULTILATÉRALE

Parallèlement à la préoccupation pour le développement de la collaboration multilatérale dans les Balkans — même si ses propositions de 1957 et 1959 ne se sont pas concrétisées dans des actions immédiates, au niveau gouvernemental — la Roumanie a accordé une attention particulière au développement de ses relations bilatérales avec tous les Etats de la zone balkanique. Elle a constamment agi pour l'extension de la collaboration multilatérale avec tous les pays socialistes des Balkans, pour l'intensification des relations avec l'Albanie, la Bulgarie, la Yougoslavie. Dans les années d'après-guerre, se sont élargis les échanges économiques, culturels et scientifiques avec la République Populaire d'Albanie à l'intérêt des deux peuples, dans l'esprit de l'amitié traditionnelle de la Roumanie et de l'Albanie. Parlant de l'ancienneté des liens albano-roumains, lors de la présentation de ses lettres de créance au Président de la République Socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu,

¹¹⁹ *Ibidem*, p. 26.

¹²⁰ *Ibidem*.

¹²¹ *Ibidem*.

¹²² Nicolae Ecobescu, Ion Voicu, *op. cit.*, p. 39.

¹²³ Gheorghe Colț, Valeriu Tudor, *op. cit.*, p. 30.

¹²⁴ *Ibidem*.

l'ambassadeur de l'Albanie à Bucarest appréciait qu'entre le peuple roumain et le peuple albanais existe une ancienne amitié, affermie dans la lutte menée par les deux peuples pour la liberté, l'indépendance nationale et le progrès, exprimant en même temps sa conviction que cette amitié se développera aussi à l'avenir pour le bien commun des deux peuples¹²⁵. Une ampleur accrue ont connu les rapports de la Roumanie et de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Bulgarie, ce qui a été très important non seulement pour la Roumanie, pour sa position et pour son prestige, mais aussi pour l'évolution des relations interbalkaniques dans leur ensemble. Il est évident — et l'expérience l'a largement prouvé — que les rapports bilatéraux exigent pour le succès de leur développement un climat d'entente et de quiétude constructive dans le monde environnant¹²⁶. Les Etats engagés dans une telle collaboration deviennent nécessairement intéressés de manière vitale à ce que les évolutions environnantes n'entravent pas la réalisation des objectifs communs proposés. « Alors que l'incendie est chez le voisin, personne ne peut rester indifférent ».¹²⁷ Le phénomène objectif des interdépendances trouve ainsi un terrain propice¹²⁸, surtout dans les zones où le rapprochement géographique et la tradition historique constituent des prémisses objectives de la collaboration et de l'entente. Dans les Balkans, le développement des relations bilatérales a constitué « une phase bénéfique »¹²⁹ pour l'évolution des relations multilatérales. Aujourd'hui on peut affirmer avec certitude que sans les actions entreprises dans les premières années d'après-guerre par certains Etats balkaniques pour la reprise des relations diplomatiques, pour la normalisation des relations économiques et politiques, sans le développement connu par les relations bilatérales — notamment après 1964—1965 — lorsqu'ont été normalisées les relations de la Bulgarie avec la Grèce et la Turquie,¹³⁰ et plus tard les relations de la Grèce avec l'Albanie¹³¹, de l'Albanie avec la Yougoslavie¹³², ne serait pas possible l'ouverture vers la collaboration multilatérale, marquée par les projets communs¹³³ sur le plan économique et technique, par les actions ou les points de vue communs sur le plan politique, affirmés dans les forums internationaux du monde d'après-guerre : l'Organisation des Nations Unies¹³⁴, la Conférence général-européenne de Helsinki¹³⁵.

¹²⁵ « Scinteia », no. 10608 du 28 Septembre 1976.

¹²⁶ George Serafin, *Condiții și perspective favorabile colaborării interbalcanice*, « Lumea », no. 35/1975 p. 6.

¹²⁷ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, Editura politică, București, 1975, vol. 11, p. 288.

¹²⁸ George Serafin, *op. cit.*

¹²⁹ *Ibidem*.

¹³⁰ Georgeta Grigoroava, *The Balkan policy*, p. 16—18. Voir aussi : Voin Božinov, *Peaceful coexistence in the Balkans*, p. 540—541.

¹³¹ *Balkanii, zonă a păcii*, p. 10.

¹³² *Ibidem*, voir aussi : Gh. Colț, Ion Mielcioiu, *România și colaborarea interbalcanică*, « Lumea », no. 25, București, 1970, p. 12—13.

¹³³ Ion Madoșa, *Colaborarea interbalcanică*, « Lumea », no. 20, București, 1977, p. 9.

¹³⁴ Gh. Colț, *Tendințe actuale în dezvoltarea colaborării interbalcanice*, « Lumea », no. 16/1971, p. 8.

¹³⁵ *Sub semnul prieteniei frățești româno-bulgare*, Ed. politică, București, 1977, p. 159 ; *Sub semnul prieteniei frățești româno-juugoslave*, Ed. politică, București, 1977, p. 125 ; Voir aussi : Iosif Broz Tito, *Interviu acordat ziarului grec « Kathimerini »*, Mai 1976, reproduit dans « Lumea », No. 20/1976, p. 26.

Dans l'évolution positive des relations interbalkaniques d'après-guerre, les pays socialistes ont eu un rôle de premier rang. Ils ont constitué un facteur stabilisateur du bon voisinage et de la coopération dans la zone¹³⁶, un facteur qui influence les cours des relations interbalkaniques. D'ailleurs, les 32 années de paix de la zone balkanique de la période d'après-guerre sont dues en grande mesure — sinon entièrement — à l'existence, et aux actions des pays socialistes de cette région. Se fondant sur le nouveau régime social, sur les aspirations fondamentales de leurs peuples, sur la volonté d'agir fermement sur la voie du socialisme, de la paix et du progrès¹³⁷, les pays socialistes des Balkans ont instauré un nouveau type de relations — des relations de collaboration, d'égalité et de respect réciproque, au service de la défense et de la réalisation des intérêts de leurs peuples. Les contacts bilatéraux périodiques entre les dirigeants des Etats socialistes balkaniques — Nicolae Ceaușescu, Iosip Broz Tito¹³⁸, Teodor Jivkov¹³⁹, — les rencontres d'autres représentants des gouvernements de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Bulgarie, des organisations sociales de la Roumanie et de l'Albanie¹⁴⁰, les entretiens et les traités portés sous le signe de l'estime et du respect réciproque — actions finalisées par des décisions et des accords communs suivis de projets et d'options communes, ont constitué des contributions concrètes tant à l'édification du socialisme dans chaque Etat qu'à l'instauration d'un climat de collaboration et d'entente, de paix et de sécurité, si nécessaire à toute la région balkanique. La construction en commun de certains objectifs de grande importance pour leur économie — comme le Pont sur le Danube, dans la zone Giurgiu-Russe — réalisation de la collaboration roumano-bulgare — le complexe hydroénergétique et de transport sur le Danube, les Portes de Fer, fruit de la collaboration roumano-yougoslave, ont prouvé la valeur des rapports de collaboration entre les pays socialistes de la zone balkanique. Considérée le plus grand objectif économique construit en collaboration par deux pays socialistes¹⁴¹, l'Hydrocentrale des Portes de Fer représente non seulement un modèle¹⁴² d'organiser la coopération entre deux pays et peuples, mais aussi l'expression des rapports de type nouveau¹⁴³, fondés sur le respect de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de l'égalité en droits, de la non-ingérence et de l'avantage réciproque. Les nouveaux projets de la collaboration bilatérale des pays socialistes balkaniques : les Portes de Fer II¹⁴⁴ (en collaboration roumano-yougoslave), le Complexe hydrotechnique Turnu Măgurele — Nicopol¹⁴⁵,

¹³⁶ Gh. Colț, Valeriu Tudor, *op. cit.*, p. 34.

¹³⁷ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, 1971, vol. 5, p. 220.

¹³⁸ Voir : *Sub semnul prieteniei frățești româno-jugoslave*.

¹³⁹ Voir aussi : *Sub semnul prieteniei frățești româno-bulgare*.

¹⁴⁰ « Lumea », No. 16/1971, p. 8.

¹⁴¹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 7, Editura politică, București, 1972, p. 317.

¹⁴² *Ibidem*.

¹⁴³ *Ibidem*.

¹⁴⁴ « Scinteia », No. 10597 du 15 Septembre 1976. Voir aussi : *Sub semnul prieteniei frățești româno-jugoslave*, p. 293.

¹⁴⁵ « Scinteia », No. 10557 du 30 Juillet 1976.

ou le grand objectif industriel à profil complexe que sera l'Entreprise de Construction mécaniques et d'Outillages Lourds de Giurgiu-Russe¹⁴⁶ (en collaboration roumano-bulgare), prouvent la durabilité et surtout la perspective des relations de collaboration entre les pays socialistes des Balkans. A la fin de 1976, lors de l'inauguration des travaux de construction du futur Complexe industriel de Giurgiu-Russe, le président du Conseil d'Etat de la R.P. de Bulgarie mettait en évidence le fait que la nouvelle entreprise sera un nouveau jalon de l'amitié roumano-bulgare « qui vient de l'histoire et va vers l'avenir de nos fils, de nos petits-fils, de nos arrière petits-fils »¹⁴⁷.

Parallèlement au développement des relations économiques bilatérales et conformément aux accords à long terme de collaboration économique, technique et scientifique¹⁴⁸, dans les années d'après-guerre, une ampleur particulière ont connu les échanges sur le plan littéraire, artistique, touristique, ainsi que la collaboration dans le domaine des transports internationaux routiers, des transports aériens, des services postaux, de l'assistance juridique et consulaire¹⁴⁹.

Dans le domaine de la politique internationale, les Etats socialistes des Balkans — notamment la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie — collaborent étroitement tant en Europe, que sur le plan mondial, dans des organismes internationaux — entre eux existant un degré d'accord qu'on a déjà remarqué¹⁵⁰ — pour l'instauration d'un nouvel ordre international, de nouveaux rapports entre les Etats. Par toute leur activité, déroulée sur le plan international, les pays socialistes des Balkans démontrent que « l'unique base saine sur laquelle peuvent être bâties, dans le monde contemporain, les relations entre pays et peuples est constituée par les principes de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de la non-ingérence, du respect des droits de chaque peuple de décider son propre sort, de choisir son mode d'existence selon sa propre volonté »¹⁵¹.

Fidèle à l'un des principes fondamentaux de sa politique extérieure, celui de développer les relations d'entente et de collaboration, de bon voisinage, avec tous les Etats quel que soit leur ordre social — la Roumanie a accordé une attention particulière à ses relations avec les deux autres Etats balkaniques : la Grèce et la Turquie. « Nous — disait le président de la République Socialiste de Roumanie — nous partons du fait que les différences d'ordre historique, national et surtout les différences d'ordre social en général, ne doivent pas constituer un obstacle à la collaboration des pays balkaniques »¹⁵².

¹⁴⁶ *Ibidem*.

¹⁴⁷ *Cuvîntarea tov. Todor Jivkov la mitingul prieteniei româno-bulgare la 10 Dec. 1976*, dans le volume *Sub semnul prieteniei frățești*, p. 247.

¹⁴⁸ *Anexa 1, Instrumente bilaterale*, dans le volume : *Balcarii zonă a păcii*, p.259—264 ; 266 270.

¹⁴⁹ *Ibidem*.

¹⁵⁰ Nicolae Șteflea, *Statete balcanice în cadrul Adunării Generale ONU*, dans *Probleme ale păcii și colaborării în Balcani*, p. 40—50.

¹⁵¹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvîșirii construcției socialiste*, vol. 2, Ed. politică, București, 1968, p. 97—98.

¹⁵² Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 12, Ed. politică, București, 1976, p. 183.

Grâce à ses actions sur le plan politique et diplomatique¹⁵³ pour le développement des bonnes relations avec tous les Etats balkaniques, la Roumanie entretient à présent des rapports d'amitié et de fructueuse collaboration bilatérale avec tous les Etats des Balkans¹⁵⁴. Elle a réglé de manière réciproquement avantageuse les problèmes litigieux et les arriérés de ses rapports avec tous les voisins balkaniques, l'attention des facteurs responsables étant dirigée vers des problèmes de substance, d'intérêt actuel et de perspective¹⁵⁵. La Roumanie n'a effectivement nul différend, avec aucun Etat balkanique¹⁵⁶, étant l'unique pays des Balkans à ne pas avoir des problèmes ouverts de nature politique¹⁵⁷ avec ses voisins. Ce fait a assuré à la Roumanie une position extrêmement favorable¹⁵⁸ à la promotion des initiatives visant le développement des relations bi- et multilatérales dans la zone balkanique.

Donc, dès 1956, la Roumanie a repris ses relations avec la Grèce, liquidant les problèmes litigieux et instaurant des relations normales, bien avant d'autres Etats de cette zone. Avec la Turquie, elle n'a pas eu de problèmes litigieux¹⁵⁹ dans la période d'après-guerre. Malgré tout cela, les relations de la Roumanie avec la Grèce et la Turquie n'ont connu un réel développement qu'au début de la troisième décennie d'après-guerre. Le phénomène objectif des interdépendances¹⁶⁰ a prouvé toute son importance. Il a fallu un climat nouveau dans la vie internationale, le début d'un processus de détente, l'affirmation de la coexistence pacifique comme unique alternative positive de la vie internationale, pour que, dans les Balkans aussi, se produise ce que certains auteurs ont nommé « le dégel ». Il a fallu de même que les relations de certains Etats balkaniques — tel Bulgarie—Grèce, Bulgarie—Turquie, Turquie—Albanie, Albanie—Yougoslavie — entrent dans leur circuit normal et que dans l'atmosphère politique de la zone balkanique survienne un changement. En 1966, une délégation gouvernementale roumaine, conduite par le président du Conseil des Ministres de la R. S. de Roumanie, a visité la Turquie¹⁶¹ dans la période 25—31 juillet, et la Grèce dans la période 31 août — 3 septembre. Lors du dîner offert en l'honneur des hôtes roumains, le président du Conseil des Ministres de la Turquie¹⁶² appréciait que la présence en Turquie de la délégation gouvernementale roumaine prouvait que les relations des deux pays ont enregistré « un développement positif »¹⁶³. En 1966, le gouverne-

¹⁵³ Voir : Cristian Popișteanu, *Cronologie politico-diplomatică*.

¹⁵⁴ *Balcantii, zonă a păcii*, p. 10.

¹⁵⁵ Gh. Colț, Valeriu Tudor, *op. cit.* p. 35.

¹⁵⁶ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 4, Ed. politică, București, 1970, p. 30.

¹⁵⁷ Sergiu Celac, *op. cit.* p. 24.

¹⁵⁸ Silviu Brucan, *Tipologia conflictelor între țările balcanice dans Probleme ale păcii și colaborării în Balcanii*, p. 18.

¹⁵⁹ *Mesașul președintelui Consiliului de Miniștri al Republicii Populare Române, adresat președintelui Consiliului de Miniștri al Turciei, Culegere de documente și alte materiale*, vol. 1, I-ère partie, Ministerul Afacerilor Externe, p. 17.

¹⁶⁰ George Serafin, *op. cit.*

¹⁶¹ *Pentru securitate și cooperare internațională*, vol. 2, Ed. politică, București, 1972, p. 335—354.

¹⁶² *Ibidem*, vol. 1, p. 701—730.

¹⁶³ *Ibidem*, *op. cit.* vol. 2, p. 339.

ment ture exprimait son désir de maintenir et de développer¹⁶⁴ les meilleures relations avec la Roumanie, convaincu qu'ainsi on agit non seulement à l'intérêt des deux peuples, mais qu'on contribue aussi à « la paix et la stabilité » de la région balkanique et du monde¹⁶⁵. D'autre part, la collaboration utile¹⁶⁶ entre les deux pays dans le domaine du commerce, de l'économie, du tourisme et des transports, constituait un bon auspice pour l'avenir des relations des deux pays.¹⁶⁷ Lors de la première rencontre au niveau gouvernemental d'après-guerre a été souligné le fait qu'entre la Roumanie et la Turquie n'existait aucun différend et que, même si les représentants des deux gouvernements ne partageaient pas toujours les mêmes points de vue sur les problèmes mondiaux¹⁶⁸, cela ne devait pas constituer un obstacle au développement de leurs relations bilatérales. Dans le communiqué publié, on précisait que les parties signataires ont exprimé le souhait de leurs gouvernements, de développer les relations de bon voisinage sur la base des principes de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale, de l'égalité en droits et de la non-ingérence¹⁶⁹.

Cette même année 1966, Athènes recevait pour la première fois après la guerre la visite d'une délégation gouvernementale roumaine. La rencontre des représentants des deux peuples a occasionné l'évocation « du passé glorieux des relations gréco-roumaines »¹⁷⁰. Entre le royaume de Grèce et la République Socialiste de Roumanie, montrait le Premier grec lors du dîner offert en l'honneur de la délégation roumaine, il n'est pas suffisant d'évoquer « la continuité des liens traditionnels d'amitié entre les deux peuples »¹⁷¹. La Grèce — qui a trop souffert pour ne pas avoir acquis l'expérience de ce que signifie la guerre, quelle qu'elle soit¹⁷² — se déclare pour la paix, avec justice, détente internationale, entente réciproque et coopération de tous les pays. Restant fidèle aux principes de la Charte O.N.U. et à ses alliances, la Grèce se montrait prête à développer — sur la base de l'avantage réciproque — les relations économiques, commerciales, scientifiques et culturelles, avec tous les pays, quel que soit leur régime social, à condition que le principe de la non-ingérence soit strictement respecté¹⁷³. La Grèce et la Roumanie « pouvant donner et prendre de manière réciproque »¹⁷⁴ soit dans le domaine matériel soit dans celui spirituel, étaient capables de contribuer à la consolidation de la paix dans cette région du monde¹⁷⁵.

¹⁶⁴ *Ibidem.*

¹⁶⁵ *Ibidem.*

¹⁶⁶ *Ibidem.*

¹⁶⁷ *Ibidem.*

¹⁶⁸ *Ibidem.*

¹⁶⁹ *Comunicat asupra vizitei in Turcia a delegației guvernamentale române condusă de președintele Consiliului de Miniștri al R. S. României, Ion Gheorghe Maurer, dans le volume : Pentru securitate și cooperare, vol. 2, p. 353—354.*

¹⁷⁰ *Pentru securitate și cooperare, vol. I, p. 704.*

¹⁷¹ *Ibidem.*

¹⁷² *Ibidem, p. 705.*

¹⁷³ *Ibidem.*

¹⁷⁴ *Ibidem.*

¹⁷⁵ *Ibidem.*

Le communiqué publié exprimait la décision des deux Etats lesquels — aspirant à une paix durable dans cette région, comme dans le monde entier — étaient décidés à poursuivre leurs efforts pour développer les relations de collaboration entre tous les Etats balkaniques¹⁷⁶.

A l'occasion des pourparlers portés à Ankara et Athènes pendant l'été et l'automne de 1966, ont été conclus plusieurs accords, conventions et protocoles¹⁷⁷ qui « inaugurerent une nouvelle étape »¹⁷⁸ dans les relations bilatérales de ces pays, les plaçant sur de bases solides et leur donnant une perspective nouvelle. Les rencontres au niveau des chefs d'Etat ont donné de nouvelles directions de développement aux relations bilatérales de la Roumanie avec la Grèce et la Turquie. Au printemps de 1969, la Turquie a reçu la visite du président du Conseil d'Etat de la République Socialiste de Roumanie, Nicolae Ceaușescu. Lors du dîner offert en son honneur, relevant l'existence des prémisses favorables au développement des libres échanges d'opinions, à la découverte des modalités nécessaires pour étendre sur des plans multilatéraux la collaboration des deux Etats, le président de la Roumanie appréciait que « ces dernières années les relations de nos pays sont devenues plus actives »¹⁷⁹. L'évolution positive des relations de la Roumanie et la Turquie venait au devant des intérêts des deux peuples, ayant en même temps une importance internationale, étant donné que l'une des modalités primordiales pour l'instauration d'une atmosphère politique saine — disait le président de la Roumanie — était le développement de rapports normaux entre les Etats, quel que soit leur régime politique. L'histoire — disait le président Nicolae Ceaușescu — nous apprend à mener une vie en paix. Nous, les hommes politiques avons le devoir et la responsabilité devant nos peuples de lutter pour l'édification de l'histoire d'aujourd'hui et de demain, qui doit être l'histoire de l'amitié et de la collaboration de nos peuples¹⁸⁰. Ce n'est pas la force agressive — soulignait le président de la Roumanie — mais la raison qui doit prévaloir devant le monde contemporain¹⁸¹. La rencontre au sommet d'Ankara — ainsi que celles de 1970¹⁸² et 1975¹⁸³ de Bucarest, lors des visites des chefs du gouvernement turc — a constitué la preuve que dans la zone balkanique c'était la raison qui prévalait sur la force agressive, la collaboration et la confiance, non la réticence et la suspicion.

En Mai 1975, Bucarest a reçu la visite du président du Conseil des Ministres de la République Hellène, Constantin Caramănliș. Appréciant que les peuples roumain et grec « entretiennent des rapports d'amitié et de collaboration millénaire »¹⁸⁴, le président de la République Socialiste de Roumanie, montrait que les deux peuples ont toujours collaboré

¹⁷⁶ *Ibidem*, p. 720.

¹⁷⁷ *Anexa 1, Instrumente bilaterale*, dans le volume : *Balcantii, zonă a păcii*, p.264—266 ; 271—272.

¹⁷⁸ Ion Gheorghe Maurer, *Interviu acordat unei delegații oficiale de ziaristi greci*, dans « *Scinteia* » du 28 Octobre 1966.

¹⁷⁹ *Pentru securitate și cooperare internațională*, vol. 2, p. 392.

¹⁸⁰ *Ibidem*, p. 391—392.

¹⁸¹ *Ibidem*, p. 393.

¹⁸² *Pentru securitate și cooperare*, vol. 2, p. 428—458.

¹⁸³ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 11, Ed. politică București, 1975, p. 1048—1049 ; 1080—1081.

¹⁸⁴ *Ibidem*, p. 682—683.

pacifiquement, ont vécu en bons voisins et se sont entraïdés dans des moments historiques difficiles. En 1975 — se basant sur l'évolution positive que les relations de collaboration des deux pays avaient connu dans la décennie qui s'était écoulée après les premières rencontres gouvernementales — le président de la Roumanie affirmait qu'il existait des conditions pour que les traditions de l'amitié roumano-hellène se développent sur un plan supérieur¹⁸⁵. Selon son opinion, la visite du Premier hellène à Bucarest devait marquer un grand pas en avant¹⁸⁶ tant pour le développement des relations bilatérales entre la Roumanie et la Grèce, que pour leur coopération politique sur l'arène mondiale. La visite du Premier hellène à Bucarest s'inscrivait dans la période bénéfique post-Helsinki, période qui, sur le plan des relations interbalkaniques, s'est concrétisée par une intensification significative des contacts entre les facteurs politiques¹⁸⁷ ayant les plus hautes responsabilités, par une préoccupation commune des Etats¹⁸⁸ de la région d'élargir les sphères de leur collaboration bi- et multilatérale.

En Mars 1976, Athènes a reçu la visite du Président Nicolae Ceaușescu. Au déjeuner offert en son honneur par le premier ministre de la République Hellène, le Président roumain a relevé le cours ascendant des relations roumano-hellènes, précisant qu'après la visite du Premier Caramanlis à Bucarest, la collaboration des deux pays avait acquis de « nouvelles dimensions »¹⁸⁹. Aux tratatives d'Athènes on est arrivé à la conclusion qu'il y a encore de grandes possibilités et perspectives¹⁹⁰ pour le développement de cette collaboration et que les deux gouvernements doivent agir afin d'étendre la collaboration roumano-hellène aussi dans le domaine de la collaboration dans les Balkans¹⁹¹. Les documents bilatéraux signés à Athènes dans le domaine de la collaboration économique, commerciale, industrielle et technique-scientifique ont donné aux relations bilatérales roumano-hellènes une base juridique stable. A la cérémonie de signature des documents officiels, le Président de la Roumanie, Nicolae Ceaușescu, a remarqué la volonté commune des représentants des deux pays et peuples à faire tout le possible pour étendre cette collaboration, précisant que les pourparlers et les entretiens d'Athènes ont mis en évidence « les bons commencements qui existent d'étendre la coopération dans les Balkans »¹⁹², les deux pays étant décidés d'agir à l'avenir aussi dans cette direction.

Dans l'évolution de la collaboration roumano-hellène, de la coopération dans les Balkans, les échanges de vues au sommet, de Mars 1976 à Athènes, ont constitué un moment nouveau, à profondes significations pour la perspective de la collaboration multilatérale dans la zone balkanique.

¹⁸⁵ *Ibidem.*

¹⁸⁶ *Ibidem.*

¹⁸⁷ Ion Madoșă, op. cit. p. 9.

¹⁸⁸ Mihajlo Javorski, *La coopération yougoslavo-grecque*, dans « Revue de politique internationale », No. 643, Beograd, 1977.

¹⁸⁹ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 12, Ed. politică, București, 1976, p. 497.

¹⁹⁰ *Ibidem.*

¹⁹¹ *Ibidem.*

¹⁹² *Ibidem*, p. 504 — 505.

NOUVELLES PERSPECTIVES DE LA COLLABORATION MULTILATÉRALE

Par de nombreux documents de parti et d'Etat, ainsi que par ses actions concrètes, la Roumanie a continué d'affirmer sa *ligne politique active* dans les Balkans. Elle a poursuivi l'évolution des rapports interbalkaniques dans leur ensemble, appréciant les efforts des gouvernements de la Bulgarie¹⁹³, de la Grèce et de la Turquie pour normaliser leurs relations et a considéré le rétablissement des relations gréco-albanaises, ainsi que le développement des relations entre la Yougoslavie, l'Albanie et la Grèce comme des pas concrets sur la voie de l'amélioration des rapports entre tous les pays balkaniques¹⁹⁴. Cette situation — soulignait le président Nicolae Ceaușescu dans l'interview accordée au journaliste italien Enzo Bettiza de « Corriere della Sera » — crée des conditions favorables pour aborder, avec une meilleure perspective de réalisation, un accord balkanique. Dans les conditions créées par l'évolution positive des rapports interbalkaniques, le Président de la Roumanie considérait que le temps est venu « de passer des déclarations générales aux actions concrètes »¹⁹⁵, et proposait la création d'un organisme qui aide à impulser les échanges et l'organisation de la coopération dans la production¹⁹⁶.

A l'été de 1972, ainsi qu'au printemps de 1973, la Roumanie a renouvelé ses propositions de transformer les Balkans en une zone de paix et de collaboration multilatérale. Dans le contexte des rapports balkaniques du début de la quatrième décennie d'après-guerre, la Roumanie a apprécié utile de passer à la préparation d'une rencontre entre les représentants des pays balkaniques où serait discutée la transformation des Balkans en une zone sans armes atomiques, sans bases militaires, rencontre qui aboutisse à une entente sous forme de déclarations ou accords¹⁹⁷, au sujet des bases de la collaboration économique politique et culturelle-scientifique. Par cette proposition, la Roumanie anticipait — de 3 ans environ — la première réunion d'après-guerre au niveau gouvernemental dans les Balkans, qui devait avoir lieu à Athènes en l'hiver de 1976. Compte tenu de la complexité d'une rencontre au sommet, la Roumanie entrevoyait la nécessité de certains préparatifs¹⁹⁸, qui facilitent le caractère de travail de la prochaine réunion, l'obtention de résultats concrets.

L'été de 1975 à Helsinki a eu lieu la rencontre au sommet de tous les Etats européens, des Etats-Unis et du Canada — rencontre unique dans l'histoire¹⁹⁹, qui a discuté non pas les conditions de la paix afin d'achever une guerre, mais les conditions nécessaires au renforcement des bases

¹⁹³ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvîșirii construcției socialiste*, vol. 2. Ld. politică, București, 1968, p. 242.

¹⁹⁴ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 6, Editura Politică, București, 1972, p. 583.

¹⁹⁵ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 7, Ed. politică, București, 1973, p. 577.

¹⁹⁶ *Ibidem*.

¹⁹⁷ *Ibidem*.

¹⁹⁸ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 8, Editura politică, București 1973, p. 659.

¹⁹⁹ Kurt Waldheim, *Cuvintare la ședința din 30 Iulie*, dans le volume *Conferința pentru securitate și cooperare în Europa* Ed. politică, București, 1975, p. 38.

de la paix, afin de promouvoir « un dynamique état de paix »²⁰⁰. A Helsinki, les représentants des Etats balkaniques ont abordé les problèmes de la paix et de la coopération dans les Balkans, relevant la nécessité des actions concrètes * pour la réalisation d'une collaboration multilatérale afin que la zone balkanique soit une zone de l'entente et du bon voisinage. A la tribune de cette Conférence, la Roumanie a prouvé la constance de sa politique balkanique visant la transformation des Balkans — partie intégrante du raffermissement de la sécurité continentale — en une zone de collaboration et de paix ²⁰¹.

Au cours des rencontres bilatérales qui ont eu lieu pendant la Conférence ²⁰², les représentants des Etats balkaniques sont tombés d'accord que parallèlement au développement des relations bilatérales, pour le développement de la collaboration interbalkanique serait nécessaire une rencontre sur le plan multilatéral ²⁰³.

En septembre, le Premier hellène, Constantin Caramanlis, a invité tous les Etats balkaniques ²⁰⁴ à participer à une conférence qui discute l'un des problèmes les plus importants de la collaboration interbalkanique, la coopération économique. Appréciant cette conférence comme « un exemple de mise en pratique des principes et des objectifs convenus à Helsinki »²⁰⁵, le Président de la Roumanie a salué l'initiative du Premier Constantin Caramanlis, déclarant que la Roumanie est prête à participer à une telle rencontre, au jour et au lieu qui seront établis par consensus des Etats participants, et de faire tous les efforts pour le bon déroulement et le succès de celle-ci ²⁰⁶.

La réunion, à laquelle ont participé les ministres adjoints du planing économique des pays balkaniques, a eu lieu à Athènes entre 26 janvier — 5 février 1976. Ce fut la première réunion gouvernementale balkanique d'après-guerre et elle est entrée dans les annales des relations interbalkaniques d'après-guerre, comme la Conférence balkanique pour la coopération économique. Son objet : l'identification des possibilités nouvelles et des formes de coopération économique et technique multilatérale

²⁰⁰ *Ibidem*.

* Le 10 Nov. 1975, à Ossimo-Italie, a été signé la Traité bilatéral à long terme entre la Yougoslavie et l'Italie, ainsi qu'une série d'accords concernant la réglementation des problèmes litigieux et le développement des relations économiques et culturelles des deux pays. Par les Accords d'Ossimo ont été définitivement réglés les problèmes de frontière maritime et terrestre entre la Yougoslavie et l'Italie, et liquidés tous les problèmes ouverts, conséquences de la 2-ème guerre mondiale, étant ainsi solutionné — 30 ans après la seconde guerre, le problème du Triest « nœud gordien » des rapports yougoslavo-italiens. Conclue dans l'atmosphère de détente et de coopération post-Helsinki, les Accords d'Ossimo ont donné une nouvelle perspective aux rapports bilatéraux yougoslavo-italiens, contribuant à la réalisation, dans les Balkans, d'un climat de détente et de collaboration multilatérale. (Voir : Mitja Ribičič, *Les Accords d'Ossimo*, « Revue de politique internationale », No. 647, Belgrade, 1977, p. 1—4 ; Voir : Miso Pavicévić, *Un nouveau chapitre dans les relations yougoslavo-italiennes*, *loc. cit.* p. 4—6).

²⁰¹ Nicolae Ceaușescu, *Cuvîntare la ședința din 1 August 1975*, dans le volume : *Conferința pentru securitate și cooperare în Europa*.

²⁰² *Sub semnul prieteniei frățești româno-jugoslave*, p. 125—127 ; *Sub semnul prieteniei româno-bulgare*, p. 159.

²⁰³ « Lumea », No. 20/1977, p. 26.

²⁰⁴ « Scînteia », No. 10301, 3 Octobre 1975.

²⁰⁵ Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilaterale dezvoltate*, vol. 12, Ed. politică, București, 1976, p. 5—6.

²⁰⁶ *Ibidem*.

dans des domaines d'intérêt commun pour tous les Etats participants ²⁰⁷. Les représentants de la Bulgarie, la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie ont débattu en séance de travail des aspects importants de la collaboration économique multilatérale entre les pays respectifs, y compris certains secteurs de base comme : l'énergie, les transports, les télécommunications, la chimie, le tourisme, l'hydroéconomie, la protection du milieu environnant, la santé publique — secteurs qui, selon l'avis du représentant grec, se prêtent à une discussion multilatérale et présentent des possibilités de solutionnement satisfaisant pour tous les Etats balkaniques ²⁰⁸.

Les formes de coopération envisagées lors de la réunion d'Athènes, ainsi que les projets d'avenir (plus de 120 propositions furent faites), ont concrétisé la perspective de la coopération interbalkanique multilatérale. La Conférence d'Athènes a été la première tentative d'appliquer, à échelle régionale, les décisions adoptées par la Conférence général-européenne de Helsinki. Déroulée selon les principes de procédure démocratique consacrés par la Conférence de Helsinki, la réunion d'Athènes a été une réunion d'Etats égaux en droits, indépendants et souverains ²⁰⁹. Elle a constitué un progrès, dans l'esprit de la Conférence de Helsinki, vers le surpassement de certains problèmes qui existent encore dans la zone balkanique, en conformité aux intérêts des peuples de cette partie du monde. La Conférence d'Athènes a été la première manifestation à réunir les représentants de tous les Etats balkaniques et, comme écrivait le journal «Avghi», à ne pas être dirigée contre les intérêts d'un pays balkanique ni animée par les buts d'un bloc ²¹⁰. La Conférence balkanique pour la coopération économique d'Athènes a été *une réunion des Etats balkaniques, à l'intérêt des peuples balkaniques*.

Moment important dans un processus et non conséquence d'une conjoncture, la réunion d'Athènes a été la preuve que le développement d'une collaboration multilatérale dans les Balkans est possible, que la transformation de la zone balkanique en une zone de paix et de collaboration ne restera pas un simple souhait.

Mais *l'édification de la zone balkanique comme zone de l'entente et du bon voisinage est* — comme le montre la rétrospective des relations interbalkaniques d'après-guerre — *un processus de durée. Sa finalisation positive sollicite une œuvre collective, de continuité*. Cela suppose le développement et l'approfondissement des résultats déjà obtenus, par de nouvelles initiatives, mesures et actions qui permettent l'amélioration continue de l'atmosphère de cette région, la résolution des problèmes qui empient encore sur les relations de collaboration des pays balkaniques.

Issu de la conscience des intérêts communs des peuples balkaniques, fondé sur le passé et axé sur l'avenir, ce processus se déroule sous les plus nobles auspices : le besoin de paix et de bonne entente des peuples de cette partie du monde.

²⁰⁷ Ion Badea, *Largi posibilități pentru dezvoltarea cooperării economice în Balcani*, dans «Lumea», No. 6/1976, p. 4.

²⁰⁸ *Ibidem*.

²⁰⁹ *Ibidem*.

²¹⁰ «Lumea», No. 6/1976, p. 5.

DIE ENTWICKLUNG DER RUMÄNISCHEN KULTUR IN DER ZWEITEN HÄLFTE DES 19. JHS.

ALEXANDRU DUȚU

Montag, den 9. Mai 1877 hatte sich die Bevölkerung aus Bukarest um das Parlamentsgebäude versammelt. Schon seit etlichen Wochen standen die am Donäuufer gelegenen rumänischen Dörfer und Städte unter türkischem Kanonenfeuer, Kanonen die mit Geschützen von Schiffen versorgt wurden die unter österreichischer Flagge standen; auch wurden die rumänischen Siedlungen von türkischen Detachaments angegriffen. Hoch oben auf den Mauern standen Menschen, voller Neugierde, mit an die Fensterscheiben fest gepreßten Nasen. Ein Infanterie-Detachament sicherte die Ordnung.

Um 1 Uhr erklärte C. A. Rosetti, der Präsident der Abgeordneten-Kammer die Sitzung als eröffnet und gab dem Abgeordneten Fleva das Wort, der eine Interpellation an die Regierung richtete. Es antwortete Außenminister Mihail Kogălniceanu, der zeigte daß die rumänische Regierung den Frieden gewünscht hat, daß aber die osmanischen Angriffe immer blutiger werden; er stimmte dem Vorschlag des Abgeordneten Fleva zu, daß der Neutralitätszustand aufgehoben wrde. Darauf erhob sich C. A. Rosetti und erklärte, daß es unter solchen Umständen angebracht wäre, daß die Abstimmungen offen verlaufen. Man ging zur der Abstimmung über und im Saal erklang beinahe ein einstimmiges „FÜR“; von 81 Abgeordneten, hielten sich zwei zurück, 79 gaben ihr „JA“-Wort. So wurde über die Erklärung abgestimmt, durch die der Kriegszustand zwischen Rumänien und der Türkei beschlossen und die Unabhängigkeit Rumäniens ausgerufen wurde. „In Amerika hätte ein ähnlicher Zustand Whisky-Wellen bewogen, in Frankreich oder Italien hätten die Teilnehmer *Carmagnola* getanzt und hätten geweint; hier aber verhielten sich diese Menschen mit würdevoller Ruhe“. Mit diesen Worten schloß Carroll Tevis, Korrespondent an der „The New York Times“ seinen aus Bukarest gesandten Bericht, den Enthusiasmus der Bukarester verzeichnend, als sie den Entschluß des Parlaments erfahren hatten¹.

Das Echo des Unabhängigkeitskrieges war so kräftig, daß es in allen Formen des geistigen Lebens seinen Widerhall fand: in der Kunst, Philosophie, Geschichte, Literatur²; es war in alle Schichten der Mentalität

¹ Siehe die Fragmente reproduziert von Cornelia Bodea in „Revue des études sud-est européennes“, 1977, 3.

² Vgl. *Arta și literatura în stujba independenței naționale*, Bukarest, Editura Academiei RSR, 1977.

eingedrungen. Über den Aufopferungsgeist der Militäranführer und der Regierenden sprechen z. B. die kurzgefaßten Memoiren Alexandru Cernats, Kommandant der rumänischen Armee, die in Bulgarien gekämpft hat, bis zu dem Zeitpunkt, als die rumänischen Truppen in Plewna eingedrungen waren, die Kapitulation des osmanischen Strategen Osman Pascha entgegennehmend. Nach der Niederlage vom 30. August, obwohl die Rumänen 4 000 Mann verloren hatten, gelang es General Cernat den Zaren Alexander II. zu überzeugen, die Belagerung Plewnas nicht aufzuheben; doch vermerkt der Verfasser der Memoiren, war die angenommene Verantwortung sehr groß, da bei uns „in Rumänien, die Anführer der Armee laut Verfassung den Kammern gegenüber über alle ohne Resultat gelittenen Menschenverluste verantwortlich sind und deswegen sind wir verpflichtet umsichtiger und vorsichtiger zu sein“³.

Über diesen Wert berichten auch die Briefe die der Sohn C.A. Rosettis, Vintilă an seine Familie sandte; auch er hatte am Krieg teilgenommen, als Freiwilliger und es war ihm gelungen unmittelbar das Streben der Soldaten kennen zu lernen, ihren Enthusiasmus mit dem sie ihr Leben opferten, damit die Zuhausegebliebenen eine glücklichere Zukunft erfahren⁴. Was die Haltung der Bauern anbelangt, erfahren wir einiges aus der Chronik die der Pfarrer Enache Ioan Stoica aus der Gemeinde Siliștea Crucii (Kreis Dolj) auf die Seiten eines *Neuen Testaments* niedergeschrieben hat, an eine Stelle also in die von alten Zeiten her die grundlegendsten Ereignisse aus dem Leben einer Familie oder Sippschaft vermerkt wurden. Der Autor der Chronik, Ștefan Cotigescu vermißt es auch nicht zu unterstreichen, daß eine gewisse Stadt aus Bulgarien eigentlich zum zweiten Mal befreit wurde, da ja Mihail der Tapfere sie schon einmal, zwei Jahrhunderte früher der Unterjochung entrissen hatte⁵.

Ausländische Korrespondenten berichten ihrerseits sowohl über den Wert der rumänischen Armee die sich seit langem nicht mehr auf den Schlachtfeldern behauptet hatte, als auch über die Entschlossenheit der Bewohner der rumänischen Städte und Dörfer den Kampf bis zu Ende zu führen, um endgültig die fremde Unterdrückung abzuschütteln und die Pforten einer neuen Ära im Leben des rumänischen Volkes zu öffnen. Zahlreich waren im Inneren die Freuden- und Enthusiasmusausdrücke, aber immer herrschte die den höchsten Entschlüssen entsprossene Ruhe.

Dank der Presse, Konferenzen, Bücher usw. hatten es die Rumänen verstanden, was für ein langer und mühevoller Weg sie bis zur Ausrufung der Unabhängigkeit gebracht hatte. Geschichtsschreiber und Schriftsteller hatten ihnen über die Siege Stefan des Großen und Vlad des Pfähleres gesprochen, in dem Zeitpunkt in dem die Balkanvölker von dem Eroberer Konstantinopels unterjocht wurden, über Mihail den Tapferen der alle Rumänen um 1600 in einen einzigen Staat vereinigt hatte und dessen Statue sich im Herzen der Hauptstadt erhob, zwischen zwei Kanonen die 1877 von den Türken genommen wurden. Maler, wie Theodor Aman, wiedergaben in ihren Werken die Helden des Volkes, Chroniken-Ausgaben

³ Alexandru Cernat, *Memorii. Campania 1877—1878*, Bukarest, Editura Militară, 1976.

⁴ Vintilă C. A. Rosetti, *Scrisori de pe frontul războiului din '77*, „Manuscriptum“, VII (1976), 2—4, VIII(1977), 1.

⁵ Nestor Vornicescu, *O cronică a războiului pentru independență*, Bukarest, 1976.

erinnerten an eine glänzende Herrschaft, so wie es die von Constantin Brâncoveanu gewesen war, der so zahlreiche Schrift- und Baudenkmäler im Balkan und im nahen Osten unterstützt hatte. Andere Schriften-Ausgaben brachten erneut ans Licht Schriftgelehrte von europäischem Ruf, wie es Dimitrie Cantemir gewesen war. Besonders traten Schriftsteller hervor die an der Revolution von 1848 in der Moldau, Transsilvanien und Muntenien teilgenommen hatten; sie verurteilten das Jahrhundert der „Finsternis“, der Phanarioten, die versucht hatten die rumänische Kultur von der europäischen Zivilisation fernzuhalten, um sie in dem Banne eines dem Fortschritt feindlich gesinnten Orients zu halten. Die Generation die sich in der ersten Hälfte des XIX. Jh. behauptete vereinte ständig den Patriotismus mit dem Fortschritt der sich notwendigerweise in der Zivilisation durchsetzte; während der Revolution von 1848, die in Muntenien einen denkwürdigen Erfolg hatte, da sie das Prinzipat unter die Kontrolle einer revolutionären Regierung gebracht hatte (eine Tatsache die leider oft der Aufmerksamkeit der Geschichtsschreiber entrinnt, die gewohnt sind nur die großen Reiche in Betracht zu ziehen), treten einige Begriffe immer häufiger in den Proklamationen und Dokumenten auf; es handelt sich um „Vaterland“, „Fortschritt“, „Zivilisation“ und selbstverständlich um das „Volk“ und die „Nation“⁶.

Es ist außerdem aufschlußreich, daß für die Geschichte der Mentalitäten der Begriff „politie“ aus dem Griechischen über das Byzantinische im Sinne von „Zivilität“ und „politisches Leben“ nun verlassen wird um dem neuen Schlüsselwort „Zivilisation“ einen Platz einzuräumen⁷. Und all dies in einer Zeit in der in der deutschen Kultur die Diskussion um die Begriffe „Kultur“ und „Geist“ vorherrscht. Nicht nur diese Anzeichen, aber auch andere, tiefere Umwandlungen in der Mentalität sprechen über die merkbaren Verschiebungen die um die Mitte des vorhergehenden Jahrhunderts in der rumänischen Kultur stattfanden und die Folgen auf das kulturelle Leben der zweiten Hälfte des Jahrhunderts hatten, die durch das großartige Ereignis der Unabhängigkeit gekennzeichnet war. Die Umwandlung findet in einer Zeitspanne statt, in der neue Elemente auftreten, nicht nur in den Werken der Denker und Künstler, die mit ihrer außergewöhnlichen Empfindsamkeit aufzeichnen, sondern auch im Alltagsleben der europäischen Völker. Überall ist sich der Mensch bewußt geworden, daß Zeit und Raum auch andere als die altherbestimmten Dimensionen einnehmen können. Mit Recht, konnte deswegen behauptet werden, daß im 19. Jh. die „unbewegliche“, durch natürliche Zyklen und Phänomene geregelte Geschichte ein Ende gefunden hat⁸.

Die Uhr dringt in das Haus des Menschen ein, sie findet ihren Platz im Gehrock, sie richtet ihm seine Schritte ein, sie reißt ihn aus dem althergebrachten Rhythmus, aus der vom Sonnengang unterworfenen Existenz. Der Raum sieht nicht mehr grenzenlos aus: das Schiff „Savannah“ durchzieht um 1819 die Distanz zwischen Savannah-Liverpool in 30 Tagen, mit 1830 angefangen findet ein regelmäßiger Eisenbahnverker zwischen

⁶ Über diesen Aspekt siehe Alexandru Duşu, *Romanian Humanists and European Culture*, Bukarest, Editura Academiei RSR, 1977.

⁷ Vgl. Klaus Bochmann, in „Synthesis“, Bukarest, IV, 1977.

⁸ Emmanuel Le Roy Ladurie, *L'histoire immobile*, „Annales“, 1974, 3, S. 673–692.

Liverpool und Manchester statt. Die Kommunikationen erfahren wahrhaftige Fortschritte : von 1840 tritt das Morse-System in Gang. Der Handel und das Bankwesen erfahren ihren Aufschwung, Fortschritte im Hygiene-Wesen führen zu einer demographischen Revolution : um 1815 gibt es 150 Millionen Europäer, 1850 steigt die Zahl auf 266 Millionen, besonders weil die Kindersterblichkeit abnimmt. Aber das Phänomen, das am besten die große Verschiebung im sozial-politischen Bereich erklärt ist die Industrialisierung die in England, Frankreich und Belgien noch vor 1848 beginnt, sich dann in Deutschland und Rußland fortsetzt, und dann in die südost-europäischen Staaten in der zweiten Hälfte des Jahrhunderts eindringt⁹. Im Habsburger-Reich ist die wirtschaftliche Entwicklung ungleichmäßig, wobei die östlich gelegenen Teile viel weniger in den Industrialisierungsprozeß miteinbegriffen sind ; 1846 treten in Transsilvanien mit Dampfkraft angetriebene Walzwerke bei Reşița in Gang, andererseits beginnt man um 1882 die Eisenhüttenwerke von Hunedoara zu erbauen. Das Erbe des alten Regims ist in den Vereinigten Fürstentümern noch schwerer zu ertragen ; der Handel erfährt einen gewissen Aufschwung erst nachdem das osmanische Monopol eingestellt wird, nach dem Frieden von Adrianopol (1829). Somit wird die Landwirtschaft gefördert, die neuen Errungenschaften der Technik führen zu einem systematischen und anhaltendem Interesse. 1857 erhebt Teodor Mehedințeanu in Ploiești die erste Erdölraffinerie, mit einer aus Hamburg gebrachten Ausstattung. Zahlreiche Konzessionen werden englischen, französischen, österreichischen und deutschen Gesellschaften gemacht, damit man so schnell als möglich in einen europäischen Rhythmus eintreten kann.

Die Erschaffung des modernen Staates dominiert die seitens der rumänischen Gesellschaft gemachten Anstrengungen zur Festigung und Vollendung des nationalen Staates : nachdem 1848 der Zoll zwischen der Moldau und Muntenien aufgehoben wurde, kam es dazu, daß am 24. Januar 1859 sowohl in der Moldau als auch in Muntenien der gleiche Herrscher gewählt wurde, in der Gestalt des Oberst Alexandru Ioan Cuza ; so hatte man die Vereinigung vollbracht die von den Großmächten an der Friedenskonferenz von Paris 1856 nicht gewünscht worden war. Aber diese Vereinigung benötigte einer Festigung auf zwei Ebenen : durch innere Reformen und durch diplomatische Handlungen im Äußeren. Auf innerer Ebene wurde eine einheitliche Regierung der Vereinigten Fürstentümer eingesetzt und ein Parlament mit zwei Kammern, in Bukarest das 1862 zur Hauptstadt des Landes ausgerufen worden war ; die Agrarreform wurde 1864 gesetzmäßig durchgeführt, laut Reform wurde der Frondienst (*clacă*) aufgelöst und die Bauern erhielten Boden, auch wenn dieses entgegen der starren Widersetzung der Bojarenschaft geschah. Es wurden administrative Maßnahmen getroffen und die Teilnahme der Bürger an den Wahlen wurde erweitert. Auf auswärtiger Ebene wurde die Anerkennung Cuzas seitens der Hohen Pforte erzielt, die sich widersetzt hatte die Doppelwahl von 1859 anzuerkennen ; auch gesellten sich nun die Vereinigten Fürstentümern zu verschiedenen Abkommen, z. B. im Telgraf- und Postwesen. März 1863 eröffneten sie die erste diplomatische

⁹ Vgl. Jacques Godechot, *Les Révolutions de 1848*, Paris, Albin Michel, 1971. Siehe auch *La révolution industrielle dans le Sud-Est européen, XIX s.*, Sofia, Institut d'études balkaniques, 1976.

Agentur in Belgrad, eine andere Agentur im Mai 1872 in Berlin, indem sie immer mehr ihre Freiheit zu Initiativen behaupteten. 1875 entschlossen sich die bulgarischen revolutionären Komitees, die auf rumänischem Territorium eine intensive Tätigkeit ausübten, wo sie auch zahlreiche Zeitungsredaktionen gegründet hatten, in Bukarest den allgemeinen Aufstand gegen die osmanische Herrschaft zu entfesseln. Am 9. Mai 1877, als *de jure* die Staatsunabhängigkeit Rumäniens ausgerufen wurde, stützte sich diese auf eine *de facto* errungene Unabhängigkeit, die durch Handlungen voller Takt und Zähheit erzielt worden war¹⁰.

In diesem Jahrhundert, in dem der politische Wert an erste Stelle tritt, zirkulierten schnell die demokratischen, republikanischen, sozialistischen Ideen durch Europa. Alecu Russo, z. B., der sich in Wien, im Hause der Brüder Hurmuzachi befand, Kämpfer für die Rechte der Rumänen aus der Bukowina, wurde 1836 verhaftet, wegen seiner konspirativen Tätigkeit; gelegentlich dieses Ereignisses machte er eine sinnvolle Deklaration: „da ich in der Schweiz erzogen bin, so sind meine Ansichten mehr zum Republikanismus geneigt, als für die Monarchie“¹¹. Nicht nur der Kontakt zu den demokratischen Kreisen aus den Abendländern bewog eine solche Orientierung, die auch von zahlreichen Revolutionären von 1848 geteilt wurde, sondern insbesondere die soziale und politische Struktur die augenfällig nicht mehr dem Rhythmus des modernen Lebens entsprach. Das Schwergewicht das weiterhin in der Regierung des Landes von den Großgrundbesitzern gehalten wurde, nachdem sie in ihrer Eigenwilligkeit die Reformen Cuzas blockiert hatten, und besonders das Rural-Gesetz, wie auch die Geschwindigkeit mit der manchmal sogar das Bürgertum skrupellos ihr Kapital durchsetzte, förderten die Aneignung der sozialistischen Ideen; Vintilă, Sohn C.A. Rosettis schrieb, daß er erhoffe der Unabhängigkeitskrieg werde weit die Pforten den demokratischen Reformen eröffnen¹². Eine ähnliche Reaktion treffen wir auch bei den Intellektuellen aus Transsilvanien an: so erscheint 1871 in der Zeitschrift „Familia“, in Pest, zum ersten Mal in rumänischer Sprache ein Artikel über Karl Marx. Auch werden marxistische Texte veröffentlicht und kommentiert in den Zeitschriften aus Bukarest, so „Emanciparea“, 1883 gegründet, wie auch in „Revista socială“ die seit 1884 im Iaşi erschien. Die Schriften Constantin Dobrogeanu-Ghereas erfreuten sich eines breiten Hörerkreises. Diese Strömungen festigten sich nach 1893, als im April der Kongreß zur Gründung der Sozial-Demokratischen Arbeiterpartei aus Rumänien stattfand. Es wurden systematische Kontakte zu den demokratischen Bewegungen aus anderen europäischen Staaten festgelegt und mit der Arbeiter-Internationale; an dem Pariser Kongreß der zweiten Internationale von 1889 nahm eine rumänische Delegation teil, in deren

¹⁰ Leonid Boicu, *Geneza chestiunii române ca problemă internațională*, Iaşi, Editura Junimea, 1975.

¹¹ Ion Radu Mircea, *Un pașoptist român în închisorile Vienei*, „Manuscriptum“, VII (1976), 2, S. 70.

¹² Vintilă C. A. Rosetti, *op. cit.*, S. 129.

Reihen sich auch der berühmte rumänische Wissenschaftler Emil Racoviță befand¹³.

Die Vorläufer der demokratischen Ideen brachten voller Kraft die Phänomene in den Vordergrund, die die Bildung sozialer Verbindungen gehemmt hatten, Verbindungen die auch auf Äquität und Achtung der Menschenwürde fußen, so sehr dringend in der Behauptung der neuen politischen Einheit die sich im Nationalstaat kristallisiert sehen wollte. Zwei grundlegende Probleme standen in Mitten der Debatten der Intellektuellen. Die erste bezog sich auf das Verhältnis Tradition—Innovation, in einem sozialen Kontext betrachtet : während im Stadtmilieu die Neuerungen oft die Kapriolen der Mode annahmen, blieben im Dorfmilieu die geistigen althergebrachten Haltungen unalteriert. Die Kluft zwischen Dorf und Stadt stellte das wichtigste Debattenthema für die Strömung des „Sămănătorism“ dar, wie auch für die Strömung des „Poporanism“. Als 1906, die erste Nummer der Zeitschrift von hohem Ruf „Viața românească“ in Iași erschien, behauptete eingehend der Leitartikel, daß sich in der rumänischen Gesellschaft zwei Kulturen gebildet hätten, eine die die Kultur des Abendlandes nachahmt und eine andere die „reiner den rumänischen Geist“ im Dorfmilieu versorgt¹⁴. Ein Jahr später entflammte der große Bauernaufstand von 1907. Das zweite Problem bezog sich auf das Verhältnis zwischen dem autochtonen Fonds und den aus den okzidentalen Kulturen angeerbten Formen. Dieser Problemkreis wurde von Titu Maiorescu eröffnet, und erstreckt sich beinahe bis zu den heutigen Tagen, durch die Versuche die gemacht wurden das „rumänische Spezifikum“¹⁵ anhand positivistischer Koordinaten zu umschreiben.

Sowohl die Forderungen die sich aus der Erbauung des rumänischen modernen Staates in einem raschen Rhythmus ergaben, als auch die Folgen des Phänomens der „romantischen Wiedergewinnung“¹⁶ begünstigten vielsagend die Zuwendung zu „Modellen“ von europäischem Prestige. Sowohl im Rechtswesen als auch in Kunst und Literatur wurde dem französischen „Modell“ eine bevorzugte Stellung entgegengebracht. Die Vorliebe für die französischen Werke stammte aus einer Zeit in der sich mehrere „Modelle“ im „absolutistischen Europa“ individualisiert hatten¹⁷. Die Orientierung wurde durch das Prestige des revolutionären Frankreichs und der „großen Nation“ verstärkt ; auch stammte ein Großteil der Gefühlsladung aus der entgegenkommenden Haltung Frankreichs gegenüber dem Kampf der Rumänen für die Vereinigung und Unabhängigkeit. Nicht klein war auch das Maß, das die Gegenreaktion den Grenz-Reichen gegenüber auslöste, gegen ihre expansionistische Politik im Balkan, ver-

¹³ Vgl. Damian Hurezeanu, *L'histoire moderne de la Roumanie dans la perspective du processus historique européen* in *Nouvelles études d'histoire*, B.V, Bukarest, Editura Academiei RSR, 1975, S. 141—158.

¹⁴ Siehe *Presa literară românească*, ediție de I. Hangiu, Bukarest, Editura pentru literatură, 1968, B. II, S. 129—131.

¹⁵ Vgl. Klaus Heitmann, *Das „rumänische Phänomen“. Die Frage des nationalen Spezifikums in der Selbstbesinnung der rumänischen Kultur seit 1900*, „Südost-Forschungen“, XXIX(1970), S. 171—236.

¹⁶ Vgl. Alexandru Duțu, *Sinteză și originalitate în cultura română*, Bukarest, Editura enciclopedică română, 1972.

¹⁷ Vgl. Robert Mandrou, *L'Europe „absolutiste“*, Paris, Fayard, 1977 (in deutscher Sprache: *Staatsräson und Vernunft, 1649—1775*, Propyläen Verlag, 1976, „Geschichte Europas“, Band 3).

härtet durch den „Dreikaiserbund“ — der Bund von 1872 zwischen Österreich-Ungarn, Rußland und Deutschland — und durch die Kaiserliga von 1881, die nicht ein langes Leben hatte¹⁸.

Das französische „Modell“ führte zu einer Nachahmung ohne Inhalt, die sich meistens in den uninspirierten Denkmal-Restaurationen bemerkbar machte. Aber es hat auch die Akzentuierung der romanischen Züge gefördert in einer Kultur die der levantischen Mode des 18. Jh. ausgesetzt war; die autochtone Tradition, von starker intellektueller Densität hat je wie vor eine vorwiegende Rolle gespielt. Wie Emanuel Turczynski hervorgehoben hat „die Kräfte der autochtonen Bevölkerungsschichten haben durch ihr Beharrungsvermögen und durch die Anpassungsfähigkeit an die osmanische Fremdherrschaft viele Elemente bewahrt, die nur nominell orientalisiert worden waren. Die europäischen Kultureinflüsse haben dann zuerst den Völkern des Donau- und Karpatenraumes und später auch denen des Balkans den Weg zu europäischen Lebens- und Gesellschaftsformen angezeigt und maßgeblich dazu beigetragen, daß die „Europäisierung“ wenigstens dem äußeren Anschein nach schnell vorangetrieben wurde, ohne daß jedoch die Geisteshaltung und die Gefühlswelt in gleichem Maße verwestlicht werden konnten. Die starke metaphysische Orientierung der Völker, Volksgruppen und Volksstämme, offenbar eine Folge der byzantinischen Geisteskultur des hohen und späten Mittelalters, stand einem solchen Vorgang im Wege. Die Prozesse der „Okzidentalierung“ und „Entorientalisierung“ sind noch zu wenig untersucht, um die Frage beantworten zu können, ob nicht auch die west- und mitteleuropäischen Wirkkomponenten des Nationalismus vielfach primär äußerlich rezipiert wurden und dann, ähnlich wie im Bereich der Volkskulturen, jene dynamische und „schöpferische Umgestaltung“ einsetzte, die für die Völker Südosteuropas besonders charakteristisch zu sein scheint“¹⁹.

Diese wesentlichen Aspekte im Auge behaltend, können wir zur Schlußfolgerung gelangen, daß die Umwandlungen aus der alltäglichen Existenz uns hinführen, das rumänische Beispiel in die erste der zwei Strömungen die die europäische Geschichte des 19. Jh. durchzieht einzurahmen, in die Strömung die durch die Kette der Revolutionen von 1776, 1789 und dann bis 1848 ausgelöst wurde und von der behauptet wurde, sie sei der „Frühling der Nationen“, die zur Bildung der nationalen Staaten geführt hat. Es ist die Strömung die auf intellektueller Ebene von der Entdeckung der nationalen Identität dominiert war und die Vereinigung dieser mit dem Begriff der Unabhängigkeit²⁰. Diese Strömung durchzieht Deutschland und Italien, den ganzen europäischen Süd-Osten mit bemerkbaren Ergebnissen, und für das Zentrum Europas mit spürbaren Ergebnissen im 2. Jahrzehnt des 20. Jhs. Die zweite Strömung präkonisiert die Eingliederung der Völkerschaften in kaiserliche Gefüge und führte im 19. Jh. und in den ersten Jahren des folgenden Jahrhunderts zur Umformung der alten Kaiserreiche, so wie sie auch die stark industrialisierten

¹⁸ Siehe M. S. Anderson, *The Great Powers and the Near East, 1774—1923. Documents of Modern History*, Edward Arnold, 1970, S. 113—115: *The League of the Three Emperors*.

¹⁹ Emmanuel Turczynski, *Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumänischen Nationsbildung*, Düsseldorf, Schwann, 1976, S. 28.

²⁰ H. Hearder, *Europe in the Nineteenth Century, 1830—1880*, Longman, 1966, S. 43.

Staaten dazu geführt hatte, Kolonien in anderen Erdteilen zu erobern; diese Strömung hat zur Bildung des Glaubens der „monarchischen Solidarität“ und zu den Ligas zwischen den Kaisern geführt ²¹.

Die Wesenszüge des rumänischen Geistesleben aus der zweiten Hälfte des 19. Jh. näher verfolgend, beobachten wir, daß sich die nationale Identität anhand eines kulturellen Rahmens durchsetzt, der nicht mehr dem des vorhergehenden Jahrhunderts gleich steht. Wir beziehen uns hier auf die neuen Institutionen, die in den Vereinigten Fürstentümern ins Leben gerufen wurden; als Folge der Vereinigung entstehen: 1860 die Universität zu Iași, 1864 die Universität zu Bukarest, die rumänische literarische Gesellschaft (*Societatea literară română*) die sich 1866 in die Rumänische Akademie umwandelt, das Athenäum, 1865 gegründet, das zu einer wahrhaften Volks-Universität geworden war ²². Zur gleichen Zeit wurde in Sibiu 1861 die „*Asociațiunea transilvană pentru literatura română și cultura poporului român*“ (ASTRA) ins Leben gerufen; diese Gesellschaft, die eine fruchtbare Tätigkeit in Transsilvanien ausübte und die Unternehmen von nationaler Wichtigkeit förderte, wie die „Rumänische Enzyklopädie“ von C. Diaconovici (3 B., 1898–1904) ²³.

Diese Institutionen haben zur Vervielfältigung der intellektuellen Beschäftigungen geführt. Diese Vervielfältigung der Beschäftigungen war umso bemerkbarer, je mehr sie als Folge einer Distanzierung von einem noch homogenen Denkschema auftrat. Aber gegenüber der ersten Vervielfältigung der intellektuellen Beschäftigungen, im rumänischen Humanismus des 17. Jhs., und der zweiten, im Zeitalter der Aufklärung, hat diese dritte Vervielfältigung die Opposition akzeptiert die von der vereinigenden Denkweise aus der rumänischen Kultur umgangen war, da sie nicht verstanden hatte die Natur vom Menschen und die Kultur vom alltäglichen Leben zu trennen. Die dritte Vervielfältigung trat auf, durch die Aneignung des von A. Comte, J. S. Mill oder Wilhelm Wundt gemachten Unterschieds zwischen den Naturwissenschaften und den humanistischen Wissenschaften ²⁴. Eine solche Opposition war in der älteren rumänischen Kultur nicht erschienen, teilweise auch wegen dem Fehlen eines Konfliktes zwischen *sacerdotium* und *regnum* ²⁵. Die ältere Homogenität des Schrifttums, der figurativen Sprache, der mündlichen Übertragung wurde nicht mehr im Auge behalten ²⁶.

Die humanistischen Wissenschaften wurden immer aufmerksamer auf die Errungenschaften die von den Naturwissenschaften verzeichnet wurden, besonders nach dem Wiederhall der Werke Darwins vom 1859.

²¹ Siehe auch A. J. P. Taylor, *The Struggle for Mastery in Europe, 1848–1918*, Oxford University Press, 1971, S. XX.

²² Ion Zamfirescu, Virgil Căndea, V. Moga, *Ateneul român*, Bukarest, Editura științifică și enciclopedică, 1976; siehe auch Dan Berindei, *Die Vorläufer der Rumänischen Akademie der Wissenschaften in Wissenschaftspolitik in Mittel- und Osteuropa*, Berlin, Verlag Ulrich Camen, 1976, S. 174–186.

²³ V. Curticăpeanu, *Die rumänische Kulturbewegung in der österreichisch-ungarischen Monarchie*, Bukarest, Editura Academiei RSR, 1966.

²⁴ Siehe Julien Freund, *Les théories des sciences humaines*, Paris, PUF, 1973.

²⁵ Unser Artikel *L'humanisme et l'évolution des rapports culturels européens aux XVII^e–XVIII^e siècles*, „Revue Roumaine d'Histoire“, 1977, 1.

²⁶ Vgl. Wilhelm Nyssen, *Bildgesang der Erde. Außenfresken der Moldauklöster in Rumänien*, Trier, Paulinus Verlag, 1977.

Eine wichtige Rolle in der rumänischen Kultur spielten auch die „Societatea română de științe“ (Wissenschaftliche rumänische Gesellschaft) 1862 gegründet und die „Societatea de științe naturale“ (Gesellschaft für Naturwissenschaften) die 1865 ins Leben gerufen wurde. Die in diese Richtungen gemachten Bemühungen haben ausgezeichnete Ergebnisse geboten, wenn wir den Widerhall in Betracht ziehen, den auf europäischer Ebene die Arbeiten des Physikers Iacob Teclu, des Arztes Victor Babeș verzeichnet haben; Babeș veröffentlicht 1885 die erste bakteriologische Arbeit in der Welt. Emil Racoviță nahm zwischen 1897–1899 an der Südpol-Expedition des Schiffes „Belgica“ teil, an Seite von R. Amundsen. All dies vollzieht sich nach jahrzehntelangem Schweigen der Rumänen auf diesen Ebenen des geistigen Lebens. Die humanistischen Wissenschaften behielten auch weiterhin eine gewichtige Stellung im Rahmen der Rumänischen Akademie, wo der Erforschung der Sprache und der Geschichte ein nationaler Vorrang gesichert wurde²⁷. Die rumänischen Beiträge, die sich auf einer breiten Front erstreckten, verfolgten eine Antwort den Menschen des 19. Jhs. zu geben, die die Anwesenheit der Nationen in Abhängigkeit von ihren Beitrag zur „universellen Kultur“ verzeichneten. Ein bedeutender Schritt in diese Richtung wurde 1867 getan, als Rumänien, obwohl es noch nicht ein unabhängiger Staat war, zu der Pariser Ausstellung zugelassen wurde; dieser Schritt eröffnete einen Weg des Sich-Behaupten. Er festigte die Überzeugung der Kulturträger, wie die Alexandru Odobescus, der zum Kommissar Rumäniens an der Ausstellung ernannt wurde, daß „Rumänien so reich an Naturprodukten, so originell in seinem von den romanischen Kolonisten Daziens geerbten und mit Heiligkeit bewahrten nationalen Genie, eine besondere Aufmerksamkeit im Rahmen der Staaten Europas auf sich lenken wird“²⁸.

Die Fächer die für die Entwicklung der „universellen Kultur“ wetteiferten, trugen zur Festigung der nationalen Solidarität in allen europäischen Staaten bei. Die Hauptstellung nahmen aber die Kunst und Literatur ein; sie waren berufen das menschliche Wesen zu erforschen, sie sollten die Welt wieder aufbauen in Bezug auf die Ideale der Zeit. Als Folge der großen romantischen Verschiebung, als das „Moment der Wahrheit“ sein Prestige gegenüber der menschlichen Ratio verloren hatte, und als die Kunst der Erinnerung nicht mehr mit der „schaffenden“ Phantasie Schritt halten konnte²⁹, hat das Imaginäre Funktionen erhalten, die es bis dahin nie gehabt hatte. Das Imaginäre nahm an der Bildung einer neuen Weltanschauung und Vision über Mensch teil — und dadurch an der Gründung einer neuen Solidarität — all dies anhand philosophischer Bauten und besonders durch schöngeistige Literatur und Kunst.

Die Literatur bietet der nationalen Solidarität neue Ausgangspunkte, sowohl durch den Roman, der in dieser Zeitspanne die europäische Literatur beherrschte, indem er die Beschäftigung für das Geschehnis, für die Dynamik der Existenz widerspiegelte, als auch durch die Poesie

²⁷ Fernand Braudel, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1969, S. 98–99.

²⁸ Alexandru Odobescu, *Opere*, B. II, Bukarest, Editura Academiei RSR, 1967, S. 318.

²⁹ D. Arasse, *Ars Memoriae et symboles visuels: la critique de l'imagination et la fin de la Renaissance in Symboles de la Renaissance*, Paris, Presse de l'Ecole normale supérieure, 1976, S. 57–73.

die die Geister mobilisierte und leichter die Herzen der Menschen in Angriff nahm. Von einer großen Verschiedenheit, reiht sich die rumänische Poesie der sozial-politischen Problematik ein; sie räumt dem nationalen Ideal einen Platz ein durch Coşbucs Verse, die dazu beitragen, daß in der rumänischen Kultur „der Grenzler-Geist“³⁰ widerhallt, durch Alecsandris Poesie die über das Antlitz des Rumänen von allher sprach und der im ganzen Lande als „König der Poesie“ anerkannt war, aber besonders durch die tiefgreifende Synthese dessen der aus der Moldau entsproß, ganz Transsilvanien durchstreifte und in Bukarest wirkte, nachdem er sich an den Idealen der in Wien studierenden Rumänen und der deutschen Philosophie in Berlin gelobt hatte, Mihail Eminescu³¹.

Auch spielen nun die Institutionen eine nationale Rolle: die Akademie die in ihre Reihen Gelehrte aus Transsilvanien bringt; die Gesellschaft „Junimea“ die durch ihre Zeitschrift „Convorbiri literare“ die Rolle einer höchsten Instanz spielt, für all das was in rumänischer Sprache erscheint. Hinzu kommen noch andere Zeitschriften wie „Familia“ — schon erwähnt — herausgegeben von Iosif Vulcan, in deren Blättern 1866 Mihail Eminescu sein literarisches Debüt verzeichnet, und noch zahlreiche andere Blätter aus Bukarest und Iaşi in denen ihre Anerkennung als Schriftsteller zahlreiche Siebenbürger fanden, wie Octavian Goga, Ion Slavici oder Lucian Blaga. Letzterer verzeichnet in seinen Memoiren die Ergriffenheit mit welcher die Jünglinge erwarteten eine Rezension ihrer Beiträge in den Zeitschriften aus dem „Land“ zu finden³². Die einheitliche Sprache und die gemeinsam abgelegte Tätigkeit verstärkten die nationale Kultur, indem sie beide Hänge der Karpaten umfaßten; wenn noch in den vorhergehenden Jahrhunderten das Buch in einer allen verständlich geschriebenen Sprache in die Dörfer der Maramureş und der Dobrudscha, nach Oltenien und in die Bukovina eindrang, und somit ein einheitliches Bewußtsein über feudale Grenzen hinweg festigte, so treffen wir nunmehr auf eine Tätigkeit die in Gemeinsamkeit durchgeführt wird und die Grenze entlang des Karpaten-Bogens mißachtet.

Als 1871, die Gesellschaft der „Rumänischen Studenten“ von Wien aus die Feier von Putna organisiert, hatte dieses Ereignis einen starken Widerhall in allen von Rumänen bewohnten Teilen des Landes. Die Siebenbürger die 1848 erklärt hatten, daß sie sich mit dem „Lande“ vereinen möchten, anerkennen in Bukarest die Hauptstadt der Rumänen. Die kaiserliche Autorität hat dazu beigetragen, daß das Bild Wiens, in dem sich derjenige befand der den Mißbrauch der ungarischen Adligen hätte beugen können, immer verschwommener erschien; und dies durch die dargebotene Wankelmütigkeit gegenüber den Forderungen der Anerkennung der „rumänischen Nation, Glaubensbekenntnis und Sprache“, wie auch durch die Maßnahmen die dem „Ausgleich“ im Jahr 1867 folg-

³⁰ Nicolae Iorga, *Istoria literaturii româneşti. Introducere sintetică*, Bukarest, Pavel Suru, 1929, S. 198.

³¹ Zoe Dumitrescu-Buşulenga, *Eminescu — cultură şi creaţie*, Bukarest, Editura Eminescu, 1977; Constantin Noica, *Eminescu sau gânduri despre omul deplin al culturii româneşti*, Bukarest, Editura Eminescu, 1975; Eugen Todoran, George Ivascu u.a. in „Synthesis“, Bukarest, II 1975.

³² Lucian Blaga, *Hronicul şi cîntecul vîrstelor*, Bukarest, Editura tineretului, 1965, S. 105.

ten³³ und durch die Repressionen gegen die Verfasser des „Memorandums“ von 1894. Die Koalition der österreichischen Aristokratie mit der magyarschen wurde für alle Nationalitäten des Kaiserreiches gefährlich; unter diesen Bedingungen kam es 1876 zur Gründung der sächsischen Partei und zur Bildung der Streit-Komitees der unterdrückten Nationen, wie die von 1895. Das Sinnbild Daziens hatte in den rumänischen Geistern eine erhöhte Anziehungskraft errungen; zahlreich waren 1877 die siebenbürgischen Freiwilligen die ins „Land“ übergingen um am Krieg teilzunehmen, Geldspenden und andere Hilfen wurden in über 340 Siedlungen aus Transsilvanien gesammelt³⁴.

Die neuen Institutionen und die neuen Schriften haben einen Menschen gebildet, der fähig war sich für einen politischen Kampf einzusetzen „der Patriot“ der die Gemüter in der Zeit der Aufklärung beherrscht hatte tritt nun dem „Bürger“ seinen Platz ab, der den Kampf für soziale Rechte mit dem für nationale Rechte vereinbart hat³⁵. Aber gerade diese Abstammung, wie auch die Idee der Persönlichkeit die in der vereinigenden Denkweise erhalten wurde erklären die Haltung der Rumänen gegenüber anderen Nationen. Es mangelt den Texten dieser Zeitspanne nicht an solchen die neben „Wacht am Rhein“ stehen könnten oder neben Alfred de Mussets Antwort; in dem Augenblick wo das „Moment Wahrheit“ aus dem Bewußtsein zu verschwinden beginnt, verschiebt sich das „Zentrum der Welt“ allmählich der neuen, nationalen Einheiten hinzu. Aber als eine lebende Kraft, tief in die Realitäten verankert, hat die Nation eine neue Gruppe naturverbundener Solidaritäten ans Licht gebracht. Diese Solidaritäten, im Falle eines Volkes, das während seinem ganzen Schicksal, sich in einem ununterbrochenen Kontakt befand mit Völkern die einen ähnlichen Kampf wie seinen austrugen, könnten nicht einseitig sein. Und dieses besonders wegen den Kräften die nicht nachahmten sondern sich aus den fremden „Modellen“ Elemente aneigneten, mit Vorliebe die demokratischen Ideen.

Exemplarisch erscheint uns somit in der Entwicklung der rumänischen Kultur in dem Jahrzehnt der Erschaffung des modernen nationalen Staates die Öffnung den fremden Erfahrungen entgegen, gleichzeitig mit dem Hang zu den eigenen Traditionen: das Bild Europas das sich mit dem Bild Daziens verschmelzt. Dieses Verhältnis sollte auch die rumänische Haltung in Transsilvanien bestimmen, nach der Durchführung der Vereinigung, als die mitwohnenden Nationalitäten gemeinsam mit dem rumänischen Volk sich an den Wohltaten „der Zivilisation und Kultur“ zu erfreuen begannen. Der Lauf der Zeit ist aber belehrend auch für das intime Verhältnis im Rahmen des rumänischen nationalen Bewußtseins: Vereinigung — Unabhängigkeit — Vereinigung.

³³ Keith Hitchins, *Studii privind istoria modernă a Transilvaniei*, Cluj-Napoca, Editura Dacia, 1970; Idem, *The Nationality Problem in Austria-Hungary. The Reports of Alexander Vaida to Archduke Franz Ferdinand's Chancellery in Studien zur Geschichte Osteuropas*, B. 18, 1974, 188 S. und Alan Milwards Kommentare in „Revue des études sud-est européennes“, 1977, 2, S. 402—403: „seen in the Romanian mirror the whole continent itself appears in a perspective as yet unfamiliar“.

³⁴ Vladimir Diculescu, *The Romanians of Transylvania and the War of 1877—1878*, „Revue des études sud-est européennes“, 1977, 1, S. 3—23.

³⁵ Siehe unsere „komparatistische Übersicht“: *Die Bildung des Philosophen und des Patrioten in Wissenschaftspolitik in Mittel- und Osteuropa*, S. 97—113.

THE GREAT POWER PROTECTORATE AND ROMANIAN NATIONAL DEVELOPMENT 1856—1877

BARBARA JELAVICH
(Bloomington)

The Romanian declaration of independence in May, 1877 and the subsequent confirmation in the Treaty of Berlin not only removed Ottoman political control, but also ended the special position in Romanian affairs enjoyed by the great powers through the protectorate established in 1856 and through the rights gained in previous treaties with the Ottoman Empire in regard to commerce and consular jurisdiction.¹ Romanian national development had previously been affected by the fact that domestic affairs until 1864 and international relations until 1877 were subject to the final judgment of the six powers signatory to the Treaty of Paris as well as to that of the Porte. Legally no changes could be made in the basic political organization of the state or in its relations with other nations without consultation with the protectors and the sovereign power. Although this condition certainly limited Romanian actions, it also provided a degree of protection for a weak state in a strategically dangerous position during a period of rapid national advancement, but extreme vulnerability to outside intervention. The protectorate for a period did prevent any single power, or group of powers, from dominating the country, and it did keep the Porte from regaining any of the rights lost in the years preceding 1856.

This study will examine the role of the protecting powers in Romanian political life from 1856 to 1877 with a view to determining the contribution made to, or the hindrance offered by, the actions of each of the protectors, or the six collectively, to Romanian national interests. The question will be viewed exclusively from the standpoint of the advancement of the Romanian position, not from that of any individual great power or of Europe collectively. The subject will be discussed in relation to the six major political changes which occurred in the period under discussion and which, because of the European treaty system, compelled the great powers to concern themselves with Romanian affairs: (1.) the organization of new regimes in the Principalities, 1857, 1858; (2.) the double election of Alexander Cuza, 1858, 1859; (3.) the legislative and administrative unification, 1862, 1863; (4.) the constitutional change of 1864; (5.) the accession of a foreign prince, 1866, and (6.) the Balkan crisis of

¹ This study is based on research done by the author previously on Romanian diplomatic history from 1848 to 1878. No attempt will be made here to footnote individual statements or to discuss the literature in the field, which has been amply covered in other publications.

1875—1878. The great powers were also deeply involved in other issues, as, for instance, the fate of the Dedicated Monasteries, the limitation of consular jurisdiction, and the Romanian right to mint coins, award national decorations, and negotiate treaties directly with other states, but the basic questions here were similar to those involved in the major controversies.

According to the terms of the Treaty of Paris of 1856 the Danubian Principalities remained, as before, under the suzerainty of the Ottoman Empire, but a protectorate of six signatory powers — Austria, Britain, France, Piedmont, Prussia and Russia — replaced the exclusive Russian control that had lasted from 1826 to 1854. Thereafter these nations stood between the Christian provinces and their theoretical overlord. However, by this time Ottoman rule had become more of a nuisance and a hindrance to further development than a crushing burden. The Ottoman leaders had long abandoned any real hope of regaining direct influence in these lands, but they did wish to preserve them as a buffer against, in particular, Russia, and as a shield to protect their domain south of the Danube which they did intend to preserve. The rights which they retained in the Principalities were significant, but they certainly did not permit the Porte to determine the direction of Romanian internal life, unless the support of the great powers was assured. The Ottoman government still collected a tribute and was supposed to control the foreign relations for the entire empire. The payment was, nevertheless, nominal and the Principalities kept in direct touch with outside powers through special missions and in the 1870s through official agencies. The chief hindrance to Ottoman intervention after 1856 lay in the fact that the Porte had no means of enforcing its decisions due not only to the existence of the protectorate, but also because of the stipulations of Article XXVII of the Treaty of Paris, which stated :

„Si le repos antérieur des Principautés se trouvait menacé ou compromis, la Sublime Porte s'entendra avec les autres Puissances Contractantes sur les mesures à prendre pour maintenir ou rétablir l'ordre légal. Une intervention armée ne pourra avoir lieu sans un accord préalable entre ces Puissances.”²

Since this paragraph was interpreted to mean that *all* of the protectors had to assent to an Ottoman intervention, such an action was rendered almost impossible. Repeated attempts were made by the Porte to alter this limitation.

After 1856 Ottoman rule was, of course, further circumscribed by the privileges of the protectors. What the protectorship actually involved, or should have involved, is not easy to define. The first major modern international protectorate had been established in the three-power con-

² Great Britain. Foreign Office. *British and Foreign State Papers, 1855—56* (London, 1865), XLVI, p. 16. Article VIII of the Convention of August, 1858 pertained to the same question and stated in part : “La Cour Suzeraine combinera avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire, en cas d'agression extérieure ; et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les Cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre, s'il venait à être compromis.” *State Papers, 1857—1858* (London, 1866), XLVIII, p. 72.

trol of Greece after 1830.³ Here France, Britain and Russia had assumed the responsibility of setting up the first Greek government and naming the ruler. The purpose of the interference was to establish a stable government, to prevent a further decomposition of the Ottoman Empire, and to preserve the balance of power by assuring that no one state dominated the new government. The purpose of the protectorate for the Principalities can be regarded as roughly parallel. However, the Treaty of Paris contained a major internal contradiction. The protectorate by its very nature involved interference in Ottoman internal affairs, yet in Article IX the signatories specifically declared that they did not have the right "to interfere, either collectively or separately, in the relations of His Majesty, the Sultan, with his subjects, nor in the internal administration of his empire." The lack of clarity on what a protectorship should involve, the confusion over the relationship of the great powers to the Ottoman subject people, and the basic disagreement on the Romanian position in the empire between the Romanian leaders and the Porte gave, in fact, the Principalities more freedom of action. The Romanian position was in theory regulated by the European treaty system, but the agreements involved contained so many internal contradictions and stipulations subject to alternate interpretations that in themselves they offered no major barrier to national advancement.

The first interference of the protectors came at the Congress of Paris. With the defeat of Russia not only was her exclusive protectorship ended, but it was clear that the Organic Statutes, which had previously regulated Romanian internal affairs, would have to be revised or abolished. This reorganization involved a redefinition of the relationship of the two provinces and the nomination of new princes. The decisions would obviously be made by the protecting powers, including Russia, and the Porte, but these states were deeply divided on the issue. In order not to delay the conclusion of the peace, the powers agreed that before deciding the Romanian question they would consult the wishes of the inhabitants. This formula allowed more time for further negotiations among the governments.

A solution satisfactory to the protectors was not easy to reach since their basic interests on the lower Danube conflicted. Before discussing their positions, it must be emphasized that for each state Romanian affairs were secondary. All were more concerned with the national struggles in central Europe and Italy and with the wider issues involved in the Eastern Question. For the future of the Principalities the attitude of two powers, France and Russia, was to be decisive. Austria, of course, also had a major interest in area, but at the critical moments her government was distracted over the parallel struggle with Piedmont and Prussia over control in Italy and Germany, matters of far greater significance for Vienna.

³ On the question of protectorates see Barbara Jelavich, "Balkan Nations under European Protectorship," *Actes du premier congrès international des études balkaniques et sud-est européennes* (Sofia, 1969), pp. 397–408, and Charles and Barbara Jelavich, "The Danubian Principalities and Bulgaria under Russian Protectorship," *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, October, 1961, pp. 349–366.

Of the protectors France enjoyed the most favorable position in the Principalities and was the power which gave the strongest support to Romanian interests. The French actions were not altruistic; the state had much to gain from a link with Bucharest. Romanian national leadership had its base in the revolutions of 1848; it looked to France and French civilization for inspiration. A liberal-national victory would thus assure France of a friend and a secure base for her eastern policy. The Russian attitude was to be influenced by almost directly opposite considerations. In the past the basis of Russian support had been the conservative elements and the Orthodox church, at least some sections of which were Russophile. Not only was the new leadership not composed of Russian partisans, but its victory could make the Principalities a bastion of liberal-national revolt, which could in turn affect Russian internal conditions and the national minorities, in particular the Poles. As before the Romanian lands held extreme strategic significance for Russia in that they blocked the road to Constantinople and to direct access to the Balkan Slavic peoples among whom the Russian government believed that it held a real influence. The Russian leaders could thus not be indifferent to events in Bucharest.

Despite their basically opposing interests Russia and France did work for a while together on Romanian issues. After 1856 the major Russian aim was the breaking of the Treaty of Paris, in particular the Black Sea clauses. The state was also in a period of internal reform and retrenchment in foreign policy. Fearing isolation at this time the Russian government saw France as its only possible partner. Cooperation with Paris also served to divide that nation from its Crimean ally, Britain, and to isolate further Austria.

The most consistent position on Romanian affairs was held by the Habsburg Empire. Because of its fear of the effect of a successful Romanian national movement on Transylvania, this government supported the maintenance of Ottoman control over the Principalities and it tried to hinder where possible Romanian advances. However, Austrian opposition was largely nullified by the enmity which the other major powers felt toward Vienna, because of Habsburg actions during the Crimean War, and by the necessity of dealing with Italian, German and Hungarian moves. In contrast to the Habsburg Empire, the most wavering and inconsistent position was adopted by Great Britain. In theory a defender of the Ottoman Empire and the Treaty of Paris, that government, nevertheless, felt some compulsion not to follow a policy directly in conflict with Romanian opinion or against liberal, constitutional regimes. In general, British connections with the Principalities were weak; British statesmen disapproved of successive Romanian governments and administrations which they regarded as corrupt and unstable.

The two remaining protectors, Piedmont and Prussia, could not at first play a major role because of their preoccupation with their own national movements. Although usually in favor of Romanian national objectives, both governments naturally subordinated Romanian interests to their own. For instance, Piedmont, like France, was willing to attempt to persuade the Habsburg Monarchy to trade Venetia for Moldavia and Walla-

chia. Nevertheless, in the 1860s both states in the conferences held concerning Romanian questions voted in favor of the Principalities and thus assured France of a majority in the discussions among the protectors.

As can be seen, in the first years after the Congress of Paris the balance of opinion was favorable. France, Russia, Prussia and Piedmont were opposed with determination only by Austria, who backed the Porte. This state, however was soon joined by Britain. The division was shown in the discussions which now took place over the future organization of the Principalities. As in Greece in 1830 the great powers were to make the final decisions; assemblies were to be elected in both Principalities, but their opinions were only to be advisory. In the negotiations among the protectors after 1856 France, as in the congress of Paris, backed by Russia, Prussia and Piedmont, supported the Romanian national program. Austria, as could be expected, stood with the Porte. Although Britain had previously agreed with France, that government now shifted. The clear wish of the political leadership of the Principalities was for unification and a foreign prince, the program of 1848. Since the achievement of this goal would mark a weakening of the Ottoman Empire, the British government now opposed it. The strengthening and maintenance of the Porte as a barrier against Russia had been the prime aim of the Crimean War. The protectors were thus divided four against two on the issue of the organization of the Principalities. The crisis between them came over the fraudulent vote in Moldavia in July, 1857. France, Russia, Sardinia and Piedmont withdrew their ambassadors from Constantinople when the Porte did not immediately annul the election. Unwilling to break the Crimean alliance and the link with Britain, the French government backed down and accepted the British insistence on the continued separation of the Principalities in return for new elections in Moldavia. Thus despite the strongly expressed wishes of the assemblies elected in both Wallachia and Moldavia for union and a foreign prince, the protecting powers and the Porte agreed in August, 1858 to a statute which provided for a separate organization and native princes with only a weak Central Commission connecting the two Principalities. The first effect of the protectorate was therefore to block Romanian national development. The agreement of August, 1858 did little more than reestablish the political framework of the Organic Statutes, but without the Russian protectorate. The new regulation was formulated without the direct participation of the Romanian assemblies or the political leaders. In contrast, the Organic Statutes had been drawn up with Romanian cooperation and could be altered by native assemblies.

The second stage in Romanian political development after the Crimean War, the double election of Alexander Cuza, was to have a quite different result. This action, carried through by the liberal-national leadership, broke the spirit if not the letter of the August convention. It also inaugurated the policy of the *fait accompli* to be used by subsequent Romanian regimes. Now, as later, the powers were presented with a measure which violated previous understandings, but which it would be in fact quite difficult to reverse due both to the division among the protectors and the impossible problem of the enforcement of an adverse deci-

sion. Again, France backed by Sardinia and Prussia, gave strong support to the Romanian position. Russia too joined this alignment primarily because of the desire to remain with France and to block Austria. The sharpest opposition came, of course, from Austria and the Porte. The British government found itself in the difficult position of opposing the union, but of being unable to see how it could be reversed. It was clear that only an outside military intervention, that is, the entrance of Ottoman troops into the country, would be effective. The unanimous agreement of the protectors, required by Article XXVII, would obviously be impossible to obtain.

The position of all of the powers was profoundly affected by the outbreak of war in April, 1859 between Austria and France over Italy. The subsequent Habsburg defeat also deprived the Porte of its principal supporter. The protecting powers and the Porte finally agreed on a compromise solution — the personal union was recognized, but only for the reign of Cuza. Despite this limitation the protectorate did in this instance operate to the Romanian advantage. The division between the powers and the French support allowed a national advance and precluded an Ottoman intervention against an action which not only broke the treaties, but which weakened the Ottoman position in the Principalities.

Although the Ottoman opposition had been strong on the question of the double election, the Porte adopted a different attitude toward the third issue — the administrative and legislative union. Cuza soon found that the political framework of the state was too complex; he thus sought to unify the legislatures and administrations of the two provinces. He also wished to introduce a new electoral law which would widen the franchise and thus increase the base of his support. He wisely did not resort to the policy of the *fait accompli*, but turned instead to France and the Porte and then to all of the protectors. He was able to win the approval not only of France, but also of Britain and the Porte. Although the Ottoman government still disapproved of any Romanian national advances, it recognized that it could not count on sufficient support from the protectors to block the action. Austria, still fearful of Romanian gains, was in a weak position because of her Italian and German preoccupations. Of the powers, the Russian government raised the most questions. Many of its objections were valid. Emphasizing questions of procedure, the Russian representatives argued that since a full unification of the Principalities involved an alteration of international agreements, a regular conference should be held and the powers should face the consequences of their actions. The hesitant Russian attitude reflected a change in the Russian relations with France. Little had been gained from the alignment and French sponsorship of European national movements aroused increasing apprehension. Nevertheless, despite such misgivings the Russian government could not remain in an isolated position. In December, 1861 the powers accepted the legislative and administrative unification, but again only for the reign of Cuza. Once more the protectorship had at least not hindered Romanian advances.

Despite his successful accomplishment of full unification Cuza found it difficult to govern under the August convention and to counter the

constant intrigues of the conservative-dominated legislature. He thus desired to change the constitutional framework to limit the power of the assembly and to increase his own authority. He also sought to widen the franchise to bring in groups who could be expected to support his policies. Again the prince turned to the Porte and the protecting powers. Although the question was discussed, nothing was done. The conflict between Cuza and the assembly finally came to a crisis over the question of peasant reform. In May, 1864 the prince used the army to dismiss an extraordinary session of the legislature. He announced that a new assembly would be elected and a revised electoral law prepared. Until then he would rule by decree. A plebiscite was held and his actions were approved by a vote of 682, 621 to 1,307. This *coup d'état* was bound to provoke a reaction from the protectors. It marked the most flagrant violation of the treaties and the principles of international control that had yet occurred. The prince's moves had no legal basis and they were a defiance of the powers. Nevertheless, the protectors did nothing. Although the French government had not supported Cuza's original proposals to alter his government, it became again the spokesman for Romanian interests. Recognizing that the powers would not permit armed intervention, the Porte was also willing to acquiesce. It was now less concerned about the internal affairs of the Principalities than about their relations with other states. Both Britain and Austria opposed the *coup*, but neither was in a position to act. Moreover, since the Polish revolt of 1863 both Britain and the Habsburg Morarchy were working more closely with France.

The strongest negative reaction came from Russia. Under the leadership of Prince Michael Gorchakov this government shifted its position sharply from that of 1856. Influenced by the Polish revolt and the subsequent worsening of relations with France, the Russian government was now willing to consider both the fall of Cuza and the reestablishment of two separate Principalities. The full significance of the establishment of a unified Romanian state, close to France and a center of liberal-national propaganda, was clear. The Russian government also strongly opposed some of Cuza's internal measures, such as those directed against the Dedicated Monasteries and his attempts to limit the influence of the conservative elements in the state, which were more likely to be Russian partisans. However, as before, the Russian government found itself isolated. It pressed the Porte to act, but the Ottoman Empire needed the full agreement of all of the protectors. Finally, Russia too had to accept Cuza's *coup*.

The agreement reached in June, 1864 had great importance for the future. Of principal significance was the statement in the preamble that :

“Quoique les Principautés-Unies puissent désormais modifier ou changer les lois qui régissent leur administration intérieure, avec le concours légal de tous les Pouvoirs établis et sans aucune intervention, il est néanmoins bien entendu que cette faculté ne saurait s'étendre aux liens qui unissent les Principautés à l'Empire ottoman ni aux traités en vigueur entre la Porte et les autres Puissances, qui sont et demeurent également obligatoires pour lesdites Principautés.”⁴

⁴ *Documents diplomatiques, 1864* (Paris, 1865), p. 94.

The right of the Principalities to regulate their internal affairs without the direct interference of the protectors thus received explicit recognition, although indirectly and with the obvious limitations. Although Cuza was not to remain long in power, this statement by the protectors did represent a positive achievement for the Romanian national cause.

Despite his immense services to the state, Cuza's position steadily weakened. He won enemies on both the right and left within the country and he managed to alienate all of the protectors, including France. His overthrow in February, 1866 was a surprise to no power. However, the situation now became extremely dangerous for Romanian and it brought about the fifth major intervention by the protectors. Romanian union was now in fact in danger. According to the agreements made between the protectors, the unification was only to last for the reign of Cuza; the Principalities should then separate. Romanian internal affairs, it appeared, were thus once more to be determined by the powers. The Porte, of course, called for the immediate application of the treaties and wished a conference to be held in Constantinople on the question. Again the protectors were divided. France remained the chief defender of Romanian union; Russia now assumed the role of the leading supporter of separation. The union under Cuza, in Russian eyes, had turned the Principalities into a center of revolutionary unrest and its government had pursued policies contrary to Russian interests. Not only was it believed that separation was the best policy for Russia, but Gorchakov seems personally to have believed that such an act would win favor in the country, particularly in Moldavia. He did not believe a foreign prince could be found; separation would be preferred to union under a native ruler. Although holding these opinions, the Russian government which could not act directly against a Christian nation, wished the Porte to take the leadership in enforcing the division of the state.

The policies of the other protectors were naturally dependent on their interests elsewhere. Prussia was primarily concerned with German affairs, Piedmont with the acquisition of Venetia. At this time France and Italy were consulting on the possible exchange of that province for Moldavia and Wallachia, a bargain which Vienna would not accept. Both Austria and Britain, for reasons of their own, did not want to pursue policies in opposition to France, whose favorable position toward the Principalities remained firm.

The lack of a common front among the protectors and the Porte greatly benefitted the provisional government which assumed power in Bucharest after the fall of Cuza. Acting on the assumption that it had the right to regulate internal affairs, it proceeded to seek a foreign prince to rule over the united Principalities. First, Philip of Flanders was chosen. When he refused, Charles of Hohenzollern-Sigmaringen became the candidate. This action was a direct challenge to the protectors, whose representatives were meeting in Paris. Previously, most powers, Russia in particular, had not been apprehensive about the possibility of a foreign prince since it was believed that a suitable candidate could not be found who would accept the throne. Charles had the great advantage that he was not only a Hohenzollern, but he had similar family connections with France. He was able to obtain the indirect support of both powers.

Charles' election and subsequent assumption of power was most strongly opposed by the Porte, Russia and Austria, all of whom were willing to accept an Ottoman occupation if it proved necessary. In contrast, France, Prussia, Britain and Italy united to block any real attempts to enforce the treaties. The situation became even more favorable for Romania after the Prussian victory over Austria in the summer which both weakened the Habsburg Monarchy and greatly contributed to the prestige of the Hohenzollern dynasty. With France, now for the last time, taking the lead in securing a Romanian advancement, the protectors all recognized Charles by the end of 1866. Again the powers had bowed before a *fait accompli*; the divisions among them had prevented a unified action to preserve the previous agreements.

With the union of Principalities and the foreign prince accepted on a permanent basis, the main lines of the national program of 1848 had been achieved. The next obvious step would be toward complete independence. In this first stage, considered as a whole, the system of protection can be said to have worked in the Romanian favor. The protectors, although usually in the majority opposed to a change of the status quo in the Near East in this decade, found themselves faced with the dilemma that they could not enforce their decisions except through the instrumentality of an Ottoman occupation, an action which could be blocked by the adverse decision of one power. A military intervention by either neighbor, Austria or Russia, was out of the question at this time because of general European considerations. The treaties were thus violated freely by Bucharest, but the protectors insisted on the maintenance of those agreements which limited Ottoman freedom of action. The Principalities were also fortunate in that they had a sponsor in France. Although that state often disapproved of Romanian moves and, like every other government, acted essentially in its own interests, its support in every crisis was fundamental to Romanian success.

The next ten years were not to witness similar national victories. Almost immediately the new prince encountered the same difficulties as his predecessor; his main energies had to be concentrated on internal political problems. The great powers were similarly distracted by the continuing crisis in central Europe which culminated in the Franco-Prussian War in 1870. Nevertheless, from the beginning of his reign Charles inaugurated what was intended to be a strong national policy. Both because of the popularity of the idea and because he felt personally humiliated by his position of vassalage, the prince concentrated on attempting to widen the autonomous rights of the state and to prepare for independence. He now sought the agreement of the Porte and the protectors to a series of measures in this direction. These included the right to mint coins of all denominations with a national symbol, permission to award a national decoration, the ability to make agreements with other powers directly in certain matters, and the general acceptance of the name Romania instead of the United Principalities. Charles also wanted to strengthen his army and build a railroad system, actions which could not be accomplished without foreign assistance.

Little in fact was achieved before 1870 when the state faced the dangerous situation created by the Franco-Prussian War and the Russian denunciation of the Black Sea clauses of the Treaty of Paris. In the war the most favorable Romanian protector, France, was fighting Prussia, the homeland of the prince. Romanian opinion wished for a French victory; Charles remained a Prussian supporter. The Russian action not only strengthened the position of that power in the Black Sea area, but the question of southern Bessarabia again came to the fore. Despite the obvious dangers in the European situation Charles took this inopportune moment to try to put before the protectors his difficulties in governing the country. He now wrote to the rulers of the great powers, over the head of both his own government and the Porte, to inform them that he found it impossible to govern with the constitution he had been given. He intended to resign, but he wished the government changed so that his successor would not have the same problems. The prince was thus in effect calling on the protectors to interfere in the domestic affairs of the state. This action was severely criticized by all of the powers; it was generally felt that Charles would not be able to remain in power. Despite the dangers in the situation Charles' immediate domestic problems were settled, when, after a severe domestic crisis, a conservative government under Lascar Catargiu was formed in April, 1871 which was to remain in office until 1876.

The shift in the European balance brought about by the Prussian victory was to have an enormous significance for Romania. The defeat of France temporarily removed from the international scene the one state that had consistently favored Romanian interests. Like Russia after the Crimean War the country needed a period of repose to recover: certainly no firm support could be given to further Romanian efforts to move toward independence. Equally significant was the formation of the Three Emperors' Alliance. Where previously the international scene had been dominated by shifting combinations, a stable block of the three conservative powers now dominated European affairs. Within this combination Romanian problems would be solved chiefly by Austria and Russia. Despite the dynastic connections Bismarck did not provide Charles with any real support. Thus after 1871 the balance in Europe was clearly weighed in favor of the protectors who were unlikely to encourage Romanian advancement. All three powers wished at least temporarily the maintenance of the status quo.

In addition, changes were now taking place in Constantinople which were detrimental to Romania. It was becoming increasingly clear that the empire was weakening rapidly, particularly economically. By 1875 the state was technically bankrupt. Although after 1870 France had been eliminated from the contest, Russia and Britain still contended for primary influence in Constantinople. Until this contest was settled, neither power wished another challenge to the integrity of the empire. Because of the Ottoman condition and the recognized impossibility of the Porte reestablishing real control north of the Danube, the protectorship as such offered few advantages to Bucharest. Certainly, *protection* against the Ottoman Empire was not needed. Instead, the protectors now were to

become a major problem themselves ; it remained to be seen whether the protectorate would operate to shield Romania against the actions of one or more of the powers.

Despite the unfavorable circumstances Charles continued to pursue a policy aiming at widening the autonomous rights of the state. He also established a series of diplomatic agencies in various European capitals. His greatest success was the negotiation of commercial treaties with Austria—Hungary and Russia without the intervention of the Porte. The Habsburg Monarchy, with major economic interests at stake, was particularly desirous of such an agreement. Britain, the chief opponent, preferred to maintain her advantageous arrangements with the Porte and to see them applied throughout the empire.

Given the general diplomatic situation, Romania entered the eastern crisis of 1875 to 1878 in an unfavorable position. No great power could now benefit from a sponsorship of Romanian national aims. Continental affairs were dominated by the Three Emperors' Alliance. One of the members, Austria, had consistently opposed Romanian advances. Another, Russia, saw first Serbia and then Bulgaria as a preferable client and recipient of support and favors. Like France previously in regard to the Principalities, the Russian government fully appreciated the advantages that could be gained from the successful patronage of a Balkan national movement, but the Slavic people, not the Romanians, were the obvious choice for assistance. The crisis, which began with the revolt in Bosnia-Herzegovina in 1875, also involved at first uniquely South Slav issues. The subsequent uprising in Bulgaria and the outbreak of war between the Porte and the two principalities of Serbia and Montenegro increased tensions and made the Balkans once more a center of international concern. In this situation the Romanian government was faced with difficult choices. On the one hand, there was naturally a strong feeling of sympathy for a movement of Orthodox peoples against the Ottoman rule. Romania too might benefit from the situation and seek increased rights or even independence. On the other hand, fears naturally existed that the situation would result in a disproportionate increase in the power and position of the Slavic people should they be victorious, or a Russian intervention in their behalf should they fail. The question of Russian involvement was particularly sensitive. A Russo-Turkish war would make a Russian occupation inevitable, carrying with it a threat of renewed political domination and the loss of southern Bessarabia, land gained back only in 1856. The great power protectorate had been established with a view to regulating Romanian-Ottoman relations and at first Romanian internal affairs. It was doubtful if it would shield Romania against Russia, particularly since that power was now acting in full agreement with Germany and Austria—Hungary.

At the beginning of the crisis the Catargiu government made an initial attempt to maintain a policy of neutrality. Romania was neither financially nor militarily prepared for war. A Catargiu circular despatch of January, 1876 stated that neutrality would be maintained unless it was violated by another power. If a general war broke out, Romania would cooperate with the protecting powers. This policy was strongly urged by all of the protectors, including Russia. It also had the full support of Ro-

manian opinion. The question was whether it could be maintained. This problem was to be met, not by the conservative Catargiu administration, but by succeeding Liberal governments in which Ion Bratianu and Michael Kogălniceanu were to play the leading roles. Coming to power in May, 1876 the Liberals not only had to deal with a disintegrating Balkan situation, but also with the consequences of a revolt which broke out in the Ottoman capital in May, which brought to power a group determined to reform and strengthen the empire. Although this new regime was not likely to grant concessions, the Romanian government attempted to exploit the temporary weakness of the Porte. It thus delivered to Constantinople a list of demands which, if accepted, would have given Romania virtual independence.

Meanwhile, the Russian attitude was changing. Although Gorchakov fully intended to seek a solution to the crisis through negotiation with the great powers, the losses by the Balkan allies and the rise of a wave of sympathy within Russia for their cause forced the Russian government to take some actions in their favor. The first point at issue became the passage of Russian volunteers and medical and military supplies across Romanian territory. As a vassal state and a neutral, the Romanian government was obligated to stop the transit of both men and supplies, but it in fact allowed volunteers traveling singly to pass through the country. In October a Romanian delegation which went to Livadia was presented with a request that an agreement be negotiated regulating the passage of the Russian army through Romania should war break out. It was thus clear that the Romanian government might soon be under extreme pressure to abandon the position of strict neutrality and respect for treaty stipulations which it had attempted to maintain.

What had now happened to the protectorate? The disastrous defeats suffered by Serbia and Montenegro and the atrocities committed in the suppression of the Bulgarian uprising made Russian intervention increasingly probable. Obviously Romania alone could not resist a Russian passage; such an action would turn the country into a battlefield. Yet once the Russian army entered, Romanian political freedom and the control of southern Bessarabia might be endangered. The Romanian government had no objection to a war with the Ottoman Empire or the passage of a foreign army, but it wanted the action carried through on a *European* basis. The Russian army would then enter with a European mandate. To determine the exact situation the Romanian government had sent the delegation to Livadia. At the same time Ion Ghika visited Vienna, Paris, and London. In none of these capitals could assurances be gained of real support. The French government strongly advised neutrality, but it could, of course, offer no concrete assistance. British naval strength, even if that government had been willing to give support, would, of course, have been of little use against the Russian army.

Quite obviously the protectorship had collapsed. Resistance to Russian pressure could only be offered if something like the Crimean front reformed to protect the settlement of 1856 and the territorial integrity of the Porte. Instead the balance in European diplomacy was now on the other side. In the secret treaties of Reichstadt and Budapest the Habsburg Monarchy agreed to remain neutral and to allow Russia to take southern

Bessarabia in return for Bosnian territory; Germany stood behind this bargain. Although the Romanian government did not know the terms of these arrangements, it was obvious that support would not be gained from Vienna or Berlin. The Habsburg government was to advise consistently that the Romanians allow the passage of the Russian army.

Since it was now clear that Romanian interests and integrity would not be protected by either the treaty system or the Porte, the government had no choice but to try to assure its position by negotiations with Russia. These discussions extended from the Livadia meeting to just before the outbreak of the Russo-Turkish War in April. The Russian government sought a simple agreement on passage; Romania was not to participate in the war. In contrast, the Romanian leaders insisted on a formal political agreement, including assurances on territorial integrity and political rights. The treaty partners were also to be regarded as on an equal basis. Russian reluctance to agree to these demands delayed a final settlement until the last minute. Both Russia and Romania, it should be noted, hoped that war could be avoided.

While negotiating with Russia, the Romanian government continued to seek support from the other states. Not only were no assurances gained, but the general situation continued to disintegrate. In December, 1876 the powers met at a conference at Constantinople. Although Romania as a vassal principality was not invited to participate, I. Brătianu was sent to see if he could obtain some sort of a guarantee for Romanian neutrality and political rights from the protecting powers. The main achievement of the conference concerned not Romania, but neighboring Slavic lands. The British representative Salisbury, and the Russian ambassador, N. P. Ignatiev, came to an agreement over what could be the basis for a large Bulgarian state. Moreover, not only had the Porte refused to grant any major concessions, but in December a new constitution was issued for the entire empire. Here Romania was named as a "privileged province" and placed on the same level as Serbia and Egypt. This question of status was a chief point at issue with the Porte.

With these conditions, and with no practical alternative, the negotiations were brought to a conclusion with Russia. The final agreement, signed on April 4/16, fulfilled the Romanian demand for a formal political agreement with assurances on territorial integrity and political rights. The entrance of the Russian army into Romania on April 12/24 marked the commencement of the Russo-Turkish War, but Romania remained technically at peace. This impossible situation was altered when the Romanian chamber declared a state of war and then independence on May 9/21. Although this independence still had to receive the assent of the powers, the Romanian government henceforth conducted its affairs as a sovereign state and not a vassal principality.

Independence, of course, brought to an end both the Ottoman sovereignty and the European protection. The question remains of the exact role which the protectorate played in Romanian development. As previously emphasized, the institution had been established primarily to protect the interests of the great powers and to assure a balance of influence in the area. However, as we have seen, at least in the 1860s, when the diplo-

matic constellation was favorable, the protectorate had functioned to the advantage of Romanian national development. Certainly, the great power cover did allow the Romanian government a period in which to establish a stable government and to prepare the basis for a modern state. Moves towards unity and independence were made without the necessity of war or a major revolutionary movement. It is to be doubted whether these successes could have been achieved so easily without the "umbrella" of the European protectorate, given the negative attitude of the Porte, Austria and Russia toward some aspects of the Romanian national program.

The breakdown of the protectorate by 1877 made the Romanian assumption of freedom of action and the declaration of independence inevitable. The revolutionary government in Constantinople appeared determined to strengthen, not loosen, the bonds of empire. The powers were obviously no longer willing or able to maintain the treaties or assure Romanian interests. An independent government, free to make alliances and agreements unhampered by outside ties or treaty limitations, was now best able to make decisions ensuring the future of the country.

⁵ A comment should be made on the use of the word "protector". According to the terms of the Treaty of Paris all of the contracting parties became protecting powers, including the Ottoman Empire. In fact, major contradictions existed between the position of the Porte as the suzerain power and as a protector. In most diplomatic correspondence of the time the term protector, or guarantor, is usually used to refer to the six European powers, not to the suzerain. This usage has been adopted here.

LES ROUMAINS ET LA LUTTE POUR LA LIBÉRATION NATIONALE DES PEUPLES BALKANIQUES

LUCIA TAFTĂ

Les réalités sociales, économiques et politiques de la société roumaine, après l'année 1859, posaient avec acuité le problème de l'aboutissement du processus de constitution de l'Etat national roumain, et en premier lieu celui de son accession à une entière indépendance. Ce dernier objectif, suprême corollaire des transformations appelées à ériger le cadre d'un Etat national moderne « avait été le point de référence de l'esprit et de la pratique politique roumaine dans les préoccupations de l'opinion publique entre les années 1859—1877 »¹. Posée déjà sous le règne d'Alexandre Cuza, la question de l'indépendance devait s'imposer au cours de la suivante décennie comme une visée fondamentale des milieux politiques avancés de Roumanie pour arriver aux abords de 1877 à représenter l'aspiration unanime du peuple entier.

Les actions politiques roumaines pendant la période 1859—1877, pour la conquête de l'indépendance, ont emprunté deux principales directions : la première, menée à propre compte, marqua l'introduction, à l'intérieur, des réformes à caractère démocratique, tandis qu'en dehors des frontières, des démarches auprès des grandes puissances pour assurer à la Roumanie (nom adopté par les Principautés à partir de 1861) une participation égale à la vie internationale, par la limitation et l'abolition progressive de certaines réglementations venues de l'extérieur ; la seconde, par la voie des armes, en collaboration avec d'autres peuples, dans les circonstances intervenues sur le continent à la suite des mouvements révolutionnaires éclatés dans les empires limitrophes et l'affrontement entre les grandes puissances européennes pour étouffer les foyers des révoltes².

Dans la lutte menée contre l'exploitation et l'abolition de la suzeraineté ottomane, autant que pour la réalisation de leur unité d'Etat, les peuples de l'aire sud-danubienne, Serbes, Bulgares, Albanais et même les Grecs, trouvèrent un exemple digne à être suivi dans la politique des gou-

¹ Dan Berindei, *De la unire spre independență* (De l'Unification vers l'Indépendance), dans le volume commémoratif *România în războiul de independență* (La Roumanie pendant la guerre pour l'indépendance), Bucarest, Ed. Militară, 1977, p. 34 ; Stan Apostol, *Independența statală în gândirea și practica politică a anilor 1869—1877* (L'Indépendance d'Etat dans l'esprit et la pratique politique des années 1869—1877), « Revista de istorie », 10/1975, p. 1505.

² Stan Apostol, *op. cit.*, p. 1508 ; Nichita Adăniloie, *Cucerirea independenței naționale, incununare a aspirațiilor seculare de libertate ale poporului român* (La conquête de l'indépendance nationale, couronnement des aspirations séculaires de liberté du peuple roumain) « Revista de istorie », 4/1977, p. 586.

vernants roumains. C'est ainsi que la Roumanie devint un véritable pivot dans la tactique et la stratégie de la lutte pour l'émancipation nationale. Les peuples balkaniques engagés dans ce combat de libération, considéraient de leur intérêt de resserrer leurs liens avec les Roumains et de pouvoir compter sur leur appui, dans les conditions où ces derniers étaient entraînés dans les projets d'une insurrection européenne commune³. Aussi, vit-on Miloš Obrénovič de Serbie, revenu au pouvoir en 1859, être le premier chef d'Etat à féliciter Alexandre Cuza⁴ et son fils Michel maintenir d'étroits rapports avec ce même prince roumain, qui allait lui venir courageusement en aide en 1862, à l'occasion d'un transfert d'armes destinées aux combattants serbes⁵. De leur côté, les Roumains de Transylvanie nourrissaient de bons sentiments à l'égard de la lutte menée cette année par la Serbie et le Monténégro et « La Gazette de Transylvanie » informait ses lecteurs sur le déroulement des combats⁶.

En 1863, la Roumanie et la Serbie en appréciation des bons rapports qui existaient entre les deux pays, instituaient des agences diplomatiques dans leurs respectives capitales, Bucarest et Belgrade⁷. Le but final de ce

³ Al. Marcu, *Conspiratori și conspirații în epoca renașterii politice a României* (Conspirateurs et conspirations à l'époque de la renaissance politique de la Roumanie), Bucarest, Ed. Cartea Românească, 1930 ; Dan Berindei, *Les Principautés Roumaines Unies et la lutte de libération nationale du sud-est européen*, dans *Actes du Premier Congrès International des Études Balkaniques et Sud-Est Européennes*, t. IV (Histoire), Sofia, 1970, p. 322, 323.

⁴ N. Iorga, *Istoria statelor balcanice în epoca modernă* (Histoire des États balkaniques à l'époque moderne), Bucarest, 1912, p. 271 ; Nicolae Ciachir, *România în sud-estul Europei* (La Roumanie dans le Sud-Est de l'Europe), Bucarest, Ed. Academiei, 1968, p. 64—65 ; Nicolae Ciachir, *Contribuții la istoria relațiilor politice româno-serbe între 1875—1878* (Contributions à l'histoire des relations politiques roumano-serbes de 1875—1878), « Analele Universității București », Histoire, 1/1974, p. 67.

⁵ Al. Marcu, *Conspiratori și conspirații...*, p. 303—333 ; T. W. Riker, *Cum s-a înfăptuit România* (Comment a été constituée la Roumanie), Bucarest, 1945, p. 473 ; Constantin N. Velichi, *La Roumanie et les mouvements nationaux des Balkans*, dans *Actes du Premier Congrès...*, t. IV, p. 306—307 ; Dan Berindei, *Les Principautés Roumaines Unies et la lutte...*, dans *Actes...*, t. IV, p. 325 ; C. C. Giurescu, *Tranziția armelor sârbești prin România sub Cuza Vodă* (Le transit d'armes serbes par la Roumanie sous le prince Cuza), « Romanoslavica », 1/1965 ; Veselin Trajkov, *Le transfert par territoire roumain d'armes russes destinées à la Serbie (octobre—décembre 1862)*. *Le rôle des Bulgares*, « Études balkaniques », 2/1970, Sofia, p. 91—97 ; le convoi avait été escorté par « le colonel „serbe” Rakovski » ; Béatrice Marinescu, *Relații româno-engleze, 1848—1878* (Relations roumano-britanniques, 1848—1878), mss. à la Bibliothèque de l'Institut d'Histoire « N. Iorga », 1976, p. 280—283. Le prince Cuza avait autorisé le transfert par le territoire roumain, même au prix d'engagements à la baïonnette, ou, le cas échéant, d'une intervention de l'artillerie.

⁶ Nicolae Ciachir, *România în sud-estul Europei...*, p. 71.

⁷ *Relațiile româno-serbe în vremea lui Cuza* (Les relations roumano-serbes au temps de Cuza), dans A. D. Xenopol, *Istoria românilor din Dacia Traiană* (Histoire des Roumains de la Dacie Trajane), vol. 13, Bucarest, 1930 ; Gh. I. Brătianu, *Politica externă a lui Cuza-vodă și dezvoltarea ideii de unitate națională* (La politique extérieure du prince Cuza et l'évolution de l'idée d'unité nationale), « Revista istorică română », 1932, fasc. II—III ; R. V. Bossy, *Agenția diplomatică a României la Belgrad și legăturile politice româno-serbe sub vremea lui Cuza-Vodă* (L'agence diplomatique de Roumanie à Belgrade et les rapports politiques roumano-serbes sous le règne du prince Cuza), Bucarest, 1934 ; G. C. Florescu, *Agențiile diplomatice de la București și Belgrad 1863—1866. Contribuții la studiul relațiilor politice româno-serbe* (Les agences diplomatiques de Bucarest et de Belgrade. Contributions à l'étude des relations politiques roumano-serbes), « Romanoslavica », 11, 1965 ; Nicolae Ciachir, *Aspecte concernant les relations politiques roumano-serbes entre 1863—1875*, « Balcanica », IV, Belgrade, 1974, p. 287 ; Милан Банку Успоставленне дипломатических агенција у Београда Букурешту 1863, године « Balcanica », IV, 1974, p. 293—300.

rapprochement entre Roumains et Serbes, de même que celui entre Roumains et Monténégrins était, en toute évidence, l'organisation de la lutte commune antiottomane. En 1864, Alexandre Cuza recevait un émissaire du prince Nicolas de Monténégro désireux de conclure une alliance de cette nature, tandis qu'en juillet 1865 le lieutenant-colonel Hekt se rend à Belgrade à la tête d'une mission officielle roumaine pour présenter au prince régnant les premiers types d'armes portables fabriquées dans les ateliers de l'Arsenal de Bucarest⁸.

D'autre part, les Bulgares devaient trouver en Roumanie des conditions favorables pour reprendre sur une plus large échelle et suivant une meilleure organisation la lutte pour la libération nationale, après avoir vu, en 1856⁹, ignorées à nouveau leurs velléités d'émancipation. L'historien bulgare Kosev estime que cette date marque le début de la troisième et dernière phase dans le processus pour l'affirmation de la «jeune nation bulgare» pendant laquelle ses forces intérieures et extérieures ont pu acquérir leur cohésion¹⁰. C'est en territoire roumain que s'est déroulée cette action de coordination. Son initiateur avait été le populaire héros révolutionnaire bulgare G. S. Rakovski, réfugié en 1862, en Roumanie, où à l'abri de la sollicitude tacite du prince Cuza et de quelques hommes politiques tels M. Kogălniceanu, C. A. Rosetti, il réussit à regrouper les éléments révolutionnaires et les doter d'une organisation propre à leur permettre d'engager la lutte armée. Ainsi, au cours de l'année 1864 des détachements de patriotes bulgares, conduits par Hagi Dimitri et Stoian Hr. Macedonski entreprirent des incursions au-delà du Danube pour s'attaquer aux oppresseurs turcs¹¹.

Suivant une appréciation énoncée par Mihail Kogălniceanu dans un discours de nuance panégyrique prononcé à l'occasion des funérailles

⁸ N. Ciachir, *România în sud-estul Europei* (La Roumanie dans le Sud-Est de l'Europe), p. 75—79; N. Ciachir, *Aspects concernant les relations politiques roumano-serbes entre 1863—1875...*, «Balcanica», IV, 1974, p. 287.

⁹ Par le «hatt-i-humaiun» du 6/8 février 1856 pour la réglementation des relations avec les sujets chrétiens, la Turquie avait à nouveau laissé de côté les droits politiques des Bulgares. Ces derniers ont protesté formellement par une requête dans laquelle ils réclamaient l'autonomie administrative. Ce document a été publié par G. S. Rakovski en 1861 à Bucarest sous le titre de *Voix communes bulgares pour la solution de la Question d'Orient*, voir Mazdrakova-Čavdarova, *L'opinion publique et le hatt-i-humaiun de 1856*, «Études historiques», Sofia, 1969, p. 188. Pour la teneur du hatt-i-humaiun de 1856, voir également E. Driault, *Question d'Orient*, Paris, 1912, p. 186—187.

¹⁰ Константин Косев, *Към въпроса за деистаето и взаимодействието на вътрешните и външните фактори в българското национално-освободително движение през възраждането*, dans le volume commémoratif «В чест на академик Христо А. Христов», наред. по случай 60 години от рожд., София, Издателство на Българската Академия на Науките, 1976, p. 25.

¹¹ Pour les relations roumano-bulgares à l'époque de Al. I. Cuza voir Constantin Kosev, Chr. Hristov, D. Anghelov, *Précis d'histoire de Bulgarie*, Sofia, 1952, p. 170—178; P. Constantinescu-Iași, *Studii româno-bulgare* (Études roumano-bulgares), Bucarest, 1952, p. 43—53; 121—124; Constantin N. Velichi, *La Roumanie et les mouvements nationaux...*, dans *Actes...*, IV, p. 301—310; Dan Berindei, *Les Principautés Roumaines Unies et la lutte...*, dans *Actes...*, IV, p. 324; D. M. Mineev, *Le gouvernement du prince Cuza vu par la presse bulgare de l'époque*, «Études balkaniques», Sofia, 7/1967, p. 209—217; C. Velichi, *Alexandre Jean Cuza, Georges S. Rakovski et le journal Bădușnost*, «Études balkaniques», Sofia, 3/1970, p. 96—104. Dimitar Kosev, *Г. С. Раковски за външната политика за Българското национално-освободително движение*, «Исторически преглед», 4/1971, p. 31—54; Dimitar Mineev, *Problèmes roumains reflétés dans la presse bulgare de l'époque de la renaissance nationale*, «Études balkaniques», Sofia, 2/1973, p. 49—50.

d'Alexandre I. Cuza, « au cours de son règne, la Roumanie a tenu en Europe le langage le plus écouté . . . car ce prince détenait la clef de l'Orient où rien ne s'accomplissait à son insu ou contre son gré . . . »¹².

Au cours de la décennie qui suivit le règne de Cuza, les coordonnées de la politique extérieure roumaine furent maintenues avec constance et presque tous les gouvernements qui se succédèrent depuis l'instauration de Charles de Hohenzollern jusqu'au début de la crise orientale des années 1875—1878 ont poursuivi leurs efforts en vue de l'octroi d'un nouveau statut international, et de ce fait, leur attitude doit être considéré comme un appui précieux à la cause des peuples aspirant à secouer le joug ottoman¹³. Pendant les années 1866—1867, la collaboration des Roumains avec leurs voisins de l'aire sud-danubienne avait revêtu un caractère particulier, déterminé par l'évolution des relations roumano-turques après que le prince Cuza eut été écarté du pouvoir. Une invasion ottomane pouvait, à tout moment, devenir une réalité, car la Porte avait cru deviner qu'en instaurant une monarchie étrangère, la Roumanie espérait accroître ses chances politiques sur le Continent. Aussi les relations avec la Turquie sont restées des plus tendues jusqu'à la mi-juin, lorsque commença le retrait des troupes turques et roumaines. C'est dans ces délicates conditions extérieures que les Roumains ont conclu un engagement, intitulé « La Coalition Sacrée » avec le mouvement bourgeois radical bulgare. Conjointement, on remettait les bases de la réorganisation de l'émigration bulgare en Roumanie par la création d'un Comité Central Secret Bulgare¹⁴. Du côté roumain, les négociations en vue de cette entente roumano-bulgare ont été menées par C. A. Rosetti, Gr. Serurie, C. Ciocîrlan, E. Carada. Les articles VI et VII du document en question indiquent que la Roumanie s'engage à accorder assistance aux Bulgares, même dans l'éventualité où, « par suite de circonstances imprévues, elle aurait pu accéder d'une autre manière à l'indépendance et constituer un Etat libre et souverain¹⁵ (sans devoir entrer en guerre avec la Turquie) ». En outre, l'art. IV laisse entendre que compte sera tenu de l'éventuel concours d'autres peuples opprimés par les Turcs, tels les Serbes, Monténégrins ou Albanais « qui aux côtés de

¹² Mihail Kogălniceanu, *Texte social-politice* (Textes socio-politiques), Bucarest, Ed. politică, 1967, p. 237.

¹³ Dan Berindei, *La Roumanie et les événements balkaniques des années 1875—1876*, « Revue Roumaine d'Histoire », 2/1976, p. 208, 220.

¹⁴ Ал. К. Бурмов, *Таен централен български комитет (Образование първи период от развитието му, «Исторически Преглед», 2/1960, София, p. 40—45; (Втори период от съществуването му), «Исторически Преглед», 3/1960, p. 59—84; la date exacte et la nature des relations ont été établies par Constantin M. Velichi dans *Relațiile româno-turce între februarie—iulie 1866* (Les relations roumano-turques de février à juillet 1866), « Studii », 4/1963, Bucarest, p. 847—849; voir encore, К. Косев, *Към историята на революционното движение в България през 1867—1871*, София, 1958, стр. I, Н. Кондарев, *Към въпроса на революционната движение в България през 1867—1871*, София, 1962, стр. 90; M. Enculescu, *Influența revoluției române de la 1848 asupra mișcării de eliberare bulgare* (L'influence de la révolution roumaine de 1848 sur le mouvement bulgare pour la libération), « Analele Universității București », Histoire, 1/1974, p. 197—200.*

¹⁵ C. M. Velichi, *Relațiile româno-turce . . .*, « Studii », 4/1963, Bucarest, p. 865; M. Enculescu, *op. cit.*, p. 198.

la Bulgarie aspirent à constituer des Etats autonomes et indépendants... »¹⁶.

L'idée de la conclusion d'une coalition anti-ottomane a préoccupé les esprits durant toute la période 1856—1875. Diverses initiatives se sont succédé, venant tour à tour de la part des Roumains, Serbes ou Grecs, en fonction des situations de moment créées par les conditions politiques intérieures ou extérieures intéressant ces peuples. À bref délai après son accession au trône, Charles de Hohenzollern a échangé des messages avec Michel Obrénovitch¹⁷. Le souverain roumain désirait voir sa position reconnue et confirmée par la Porte, tandis que les Serbes tâchaient d'obtenir que les garnisons turques soient retirées des forteresses qu'elles occupaient depuis le conflit de 1862.

Le projet d'une coalition antiottomane allait se consolider par l'entrée en scène d'un nouveau partenaire éventuel — la Grèce — à la suite du déclenchement de l'insurrection de l'île de Crète. Des agents grecs se rendirent au cours de l'année 1866 à Bucarest et à Belgrade, en quête de subsides pour les insurgés crétois et pour envisager la conclusion d'un traité d'alliance¹⁸. En octobre 1866, le prince Charles de Roumanie arrivait à Constantinople pour y recevoir sa consécration officielle. Vers la même époque, une délégation de Monténégrins s'était rendue de son côté dans la métropole du Bosphore pour solliciter le retrait de diverses unités militaires turques de quelques régions de leur territoire¹⁹. Dans ces conditions où deux actions parallèles s'engageaient dans la capitale ottomane, la Serbie songea le moment propice pour passer à la réalisation du projet de coalition antiottomane. C'est ainsi qu'au mois d'août 1867 a lieu à Voeslau la signature d'un accord serbo-grec²⁰, suivi en janvier 1868 d'un traité serbo-roumain conclu à Bucarest²¹. D'autre part, les Serbes avaient réussi à entraîner à leurs côtés des représentants du peuple albanais, dont les doléances furent prises en considération à l'occasion des négociations avec la Grèce²². Il en fut de même pour les Bulgares qui, au cours des dernières années avaient constitué des groupes de combattants armés pour passer en Bulgarie et amener la populace contre l'opresseur ottoman. Ces détachements étaient conduits par Panaiot Hitov, Filip Totiu, Hagi Dimitri et Stefan Caragea²³. Pour avoir encouragé le passage de ces bandes révolutionnaires, le gouvernement de Bucarest reçut de sévères protestations

¹⁶ C. M. Velichi, *Relațiile româno-turce...*, p. 859—861; N. Ciachir dans son ouvrage *România în sud-estul Europei, (1848—1878)...*, p. 82—83, indique d'ailleurs que les Serbes avaient sollicité à Craiova « l'honneur » de se faire inscrire comme volontaires dans le détachement commandé par Gh. Magheru; à Brâila également, plusieurs Grecs se sont portés volontaires.

¹⁷ N. Ciachir, *Aspecte concernant...*, p. 288.

¹⁸ Traian Ionescu-Nișcov, *La politique des alliances...*, p. 428, 431.

¹⁹ *Ibidem*, p. 428; N. Ciachir, *România în sud-estul Europei...*, p. 92.

²⁰ A. Vacalopoulos, *Histoire de la Grèce moderne...*, p. 170; Nicolas Svoronos, *Histoire de la Grèce moderne*, P.U.F., 1964, p. 69—70.

²¹ N. Ciachir, *România în sud-estul Europei...*, p. 95; *Memoriile regelui Carol I al României* (Mémoires du roi Charles I^{er} de Roumanie), IV, p. 12—13.

²² Sadulla Brestovici, *Les sources serbes relatives aux Albanais et à leur mouvement national pendant les années 70 et 80 du XIX-ème siècles*, « Études balkaniques », 4/1974, Sofia, p. 150—151.

²³ C. N. Velichi, *Relațiile româno-turce...*, p. 861; C. N. Velichi, *La Roumanie et les mouvements...* Actes IV, p. 309; M. Enculescu, *op. cit.*, p. 200—201.

de la part de la Porte, suivies de concentration de troupes au long du cours du Danube, face à la frontière roumaine.

En quête d'une voie de « temporisation » pour permettre que soit poursuivie l'œuvre d'accession à l'indépendance, ne serait-ce que par la formule de « l'individualité », on avait confié à Bucarest le pouvoir aux mains du parti conservateur qui prit ainsi la relève des efforts des gouvernements antérieurs, à partir du mois de novembre 1868²⁴, sans nullement s'écarter de l'objectif primordial à atteindre. Dans les circonstances politiques extérieures découlant du conflit franco-prussien, le groupe des conservateurs modérés dirigés par Vasile Boerescu a initié une campagne destinée à accrédi-ter l'idée que la reconnaissance de notre indépendance pouvait être acquise par la voie diplomatique, comme une conclusion à de futurs pour-parlers de paix se déroulant dans le cadre d'un congrès pareil à celui de 1856. Ce projet fut rendu public dans les colonnes du quotidien « La Presse » par ledit ministre qui détenait le portefeuille des Affaires Étrangères dans le gouvernement Catargiu²⁵.

Les peuples du sud du Danube manifestaient une attitude de sympathie et de confiance à l'égard de la position adoptée par la Roumanie dans le sens de la modification de son statut international. Dans un article paru le 20 novembre 1870 dans la gazette bulgare « Otecevtovo » et intitulé « La force militaire de la Roumanie », l'auteur recommandait aux dirigeants roumains « d'envoyer plutôt ses troupes au-delà des Balkans, chez les Turcs... ». Vers la même époque le journal « Svoboda » édité par L. Karavelov déclarait que : « Bulgares, Serbes et Roumains se proposent un même objectif : se libérer de la domination ottomane ; pour l'atteindre, ils raisonnent et agissent. Vivre en liberté constitue leur vœu commun »²⁶. La position adoptée en 1870 par Vasile Boerescu — quoique limitée par son conservatorisme — indique pourtant la justesse de l'optique des hommes politiques roumains à l'égard de la situation internationale. En appréciant qu'aucune des grandes puissances n'était en mesure, à cette époque, d'imposer une influence décisive à Constantinople, on jugeait le moment propice pour la modification du statut international de la Roumanie²⁷.

La conception d'une coalition dirigée contre la Porte — qui avait d'ailleurs provoqué la chute du cabinet Golescu en 1868 — se réactualise à partir de 1870 et on assiste à une reprise des initiatives, tantôt de la part des Monténégrins, ou des Roumains, ou enfin des Serbes dans les condi-

²⁴ Dan Berindei, *De la Unire spre Independență*, dans le volume commémoratif *România în războiul de independență*, p. 34.

²⁵ L'idée avait rencontré l'hostilité des libéraux-radicaux et en partie, celle de groupes apparentés, parce qu'elle aurait livré à nouveau la Roumanie à la discrétion des grandes puissances ; voir Dan Berindei, *De la Unire spre Independență...*, p. 35 ; Stan Apostol, *Independența statală (L'indépendance d'État)*, p. 1516—1518.

²⁶ D. Mincev, *Problèmes roumains reflétés dans la presse bulgare*, p. 54—55.

²⁷ La France avait perdu son prestige. L'Autriche-Hongrie faisait étalage de son attitude bienveillante à l'égard des populations balkaniques, pour favoriser ses propres intérêts dans certaines des provinces où elles étaient établies ; la Grande-Bretagne faisait semblant de se désintéresser des régions dépendantes de la Porte, tant que celles-ci ne dépassaient pas les limites de l'intégrité de l'Empire Ottoman, mais lorsque en 1875 la situation devint dangereuse elle manifesta une nette hostilité à l'égard des mouvements d'émancipation nationale. Voir B. Marinescu, *Relații româno-englize, 1848—1878...* p. 411.

tions découlant de la crise de 1875—1878 ²⁸. Depuis la fin de l'année 1871 jusqu'en 1874 les rapports de la Roumanie avec les Serbes se resserrent, comme au temps du règne de Cuza. Des délégations militaires serbes assistent successivement aux manœuvres des troupes roumaines au cours des années 1872—1874 ²⁹. Cette même année, le prince Milan reçoit le titre honorifique de colonel dans l'armée roumaine. Les Albanais esquissent à leur tour un rapprochement avec la Serbie, de 1872 à 1873, en vue de la lutte antiottomane ³⁰.

À l'automne de 1873, le Conseil des Ministres de Roumanie prend en discussion la proclamation de l'indépendance du pays, mais après un examen des circonstances internationales existantes, finit par juger le moment inopportun ³¹.

Soit parce qu'elles traversaient des périodes de défaillance, soit par un apparent manque d'intérêt, les grandes puissances se refusaient d'envisager une modification du statu-quo dans le Sud-Est du continent. La Grande-Bretagne était si ancrée dans cette attitude que tout au long de la crise orientale de 1875—1878, en dépit de l'opposition des personnalités politiques de la taille d'un Gladstone, elle resta inébranlable dans le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman.

L'Autriche-Hongrie et l'Allemagne avaient accueilli avec satisfaction le rapprochement opéré par la Roumanie entre les années 1872—1875 de leurs orbites, mais donnaient des preuves suffisantes qu'elles escomptaient des compensations qui n'auraient pas manqué d'inféoder, du point de vue économique et politique les pays qu'elles auraient soutenus virtuellement. Aussi, les dirigeants roumains ont-ils saisi à temps que *l'indépendance de leur pays ne pouvait lui échoir comme un don gratuit de la part des grandes puissances* et que la seule solution à entrevoir était *sa conquête par la voie des armes* ³². Dans l'ensemble des facteurs extérieurs justifiant une telle conclusion, il fallait tenir compte également des divers mouvements insurrectionnels de libération nationale qui agitaient en cette période l'Empire des sultans. Les rapports entre les dirigeants turcs et les populations sur lesquelles s'exerçait leur suzeraineté, se détérioraient de jour en jour. Les années 1871—1875 ont connu une suite de soulèvements successifs en Bulgarie, Serbie et Albanie ³³. Mais ce furent les grands mouvements révolutionnaires de 1875—1876 qui déclenchèrent la crise orientale ou qui attirèrent, plutôt, l'attention des chancelleries européennes sur cette région du globe. Dorénavant l'émancipation nationale adoptait comme ligne de conduite : « par soi-même et pour soi-même ». La lutte pour

²⁸ N. Ciachir, *România in sud-estul...*, p. 113.

²⁹ N. Ciachir, *Aspecte des relations roumano-serbes...*, p. 291; N. Ciachir, *Contribuții...*, « Analele Universității București », 1/1974, p. 68—69; Dan Berindei, *La Roumanie et les événements balkaniques de 1875—1878*, p. 219, 220.

³⁰ Sadulla Brestovici, *Les sources serbes relatives aux Albanais...*, p. 152—153.

³¹ En 1872 avait eu lieu un regroupement des grandes puissances dans « l'alliance des trois empires », voir en ce sens V. Maciu, *Mouvements nationaux et sociaux roumains au XIX^e siècle*, Edit. Academiei, Bucarest, 1971, p. 191; 206—207.

³² Dan Berindei, *De la Unire spre Independență...*, p. 36—37.

³³ Иван Унджиев, *Някой моменти от дейността на Васил Левски в края на 1872 г.*, *ibidem*, « В чест... Христо А. Христов », p. 151—162; Кирила Възвъзова-Каратеодорова, *За дейността и дължността на Атанас Узунов, във вътрешната революционна организация през 1872—1873*, *ibidem*, p. 163—174.

la libération des Serbes avait reçu une orientation plus radicale grâce à l'activité de Svetozar Marković, nettement perméable « aux idées socialistes ». Il fut l'initiateur d'une organisation révolutionnaire intérieure et élaborait un programme d'actions communes et simultanées avec les Monténégrins et les Bulgares. Vers la fin de l'année 1871 — début de l'année suivante, il avait conclu avec V. Levski un accord en vue d'un soulèvement commun. Jevrem, frère de Svetozar s'était rendu en avril 1872 en Roumanie pour mettre au point les voies concrètes d'une coopération ³⁴.

En Albanie l'agitation était à son comble, bien que des troupes ottomanes y avaient été dépêchées pour mâter les séditions. Kosta Magazinović, le représentant serbe à Constantinople écrivait, en 1875 que les Albanais se maintenaient sur les positions acquises en 1873 et 1874 et qu'à cette date ils se trouvaient en conflit déclaré avec l'Empire Ottoman : « Ils sont toujours des ennemis acharnés de l'Empire Ottoman et la Porte ne saurait les entraîner ni avec des promesses, ni de l'argent, contre leurs voisins » ³⁵.

La dégradation de la situation des populations établies dans l'aire sud-danubienne, et particulièrement dans les provinces directement soumises à l'administration turque, du fait de la majoration des impôts, du manque de vivres à la suite de deux années consécutives de sécheresse, a été à l'origine de la grande flambée révolutionnaire qui embrasa la péninsule Balkanique au cours des années 1875—1876.

Le prince Charles de Roumanie évoque dans sa correspondance la tension qui existait dans les territoires sud-danubiens et estime qu'elle amènera inévitablement « de sérieuses complications » ³⁶. Elles devaient d'ailleurs ne pas tarder à se produire au cours de l'été de 1875 lorsque les masses populaires paysannes de Herzégovine et plus tard, de Bosnie, se soulevèrent contre les féodaux ottomans. Le mouvement s'amplifia par le ralliement de volontaires arrivés de Serbie, Monténégro, Croatie, Dalmatie, Slovénie, de slavophiles de Russie ainsi que de combattants possédant une grande expérience acquise dans les luttes révolutionnaires ayant eu pour cadre les centres de l'Europe occidentale ³⁷. La sédition gagna bientôt la Bulgarie où Hristo Botev, un des promoteurs de la rébellion bulgare lançait dans le journal « *Знаме* » un appel au soulèvement de la nation : « Quel est le cœur sud-slave qui ne battra au signal de révolution ? Nous ne devons pas attendre... Nous devons nous soulever et mettre fin à nos horribles souffrances inhumaines, nous devons régler nos comptes avec le tyran, aider l'Herzégovine et nous-mêmes et montrer à la diplomatie que nous ne sommes ni bétail, ni marchandises, mais un peuple apte à la vie et au progrès » ³⁸. Estimant le moment propice, le groupe de révolutionnaires bulgares émigrés en Roumanie donna l'ordre de la mise en mouve-

³⁴ Krumka-Šarova, *Svetozar Marković (1846—1875) à l'occasion du centenaire de sa mort*, « Études balkaniques », 2/1975, Sofia, p. 14—21.

³⁵ Sadulla Brestovici, *op. cit.*, p. 156.

³⁶ *Memoriile regelui Carol I al României*, (s.a.), vol. II, p. 92.

³⁷ D. Djordjević, *Révolutions nationales des peuples balkaniques, 1804—1914*, Belgrade, 1965, p. 136 ; Nicolae Iorga, *Politica externă a regelui Carol I* (La politique extérieure du roi Charles I-er), II-e édition, Bucarest, 1923, p. 110 ; Vasile Maciu, *Mouvements nationaux et sociaux roumains au XIX-e siècle*, p. 207—208.

³⁸ Nikolaj Todorov, *Le centenaire de l'insurrection d'avril 1876*, « Études balkaniques », 1/1976, p. 8—9.

ment du soulèvement populaire contre la domination ottomane. Celui-ci éclata en effet, en septembre 1875 à Stara Zagora. Mais il manquait à l'insurrection bulgare une préparation suffisante. Des mésententes apparaissent entre les chefs rebelles, entre le groupe des anciens, représentants de la grande bourgeoisie, adeptes d'une aide venue du dehors—la Russie—et les jeunes radicaux professant des opinions différentes. Ainsi un temps précieux fut perdu en discussions stériles avec le gouvernement serbe, qui espérait de son côté une intervention tzariste pour résoudre le conflit, ce qui mit souvent en danger la vie de nombreux révolutionnaires ³⁹.

Au printemps de l'année 1876 les combats reprenaient dans un cadre mieux organisé où l'ardent patriotisme des paysans bulgares suppléait, en quelque sorte à la pénurie d'armes. Les autorités roumaines avaient soutenu d'une manière tacite les préparatifs du soulèvement bulgare de 1876, connu sous le nom de «sédition d'avril», et plus tard avait favorisé le passage au-delà du Danube de détachements constitués pour déclencher l'insurrection ⁴⁰.

Tandis que la crise que traversait l'Empire Ottoman continuait à s'aggraver par le soulèvement des Serbes et des Bulgares et par les activités du mouvement politique intérieur des «Jeunes Turcs», la Roumanie, à l'abri de son statut de neutralité adopté pour prévenir des complications politiques avec la Turquie et les autres grandes puissances européennes, s'était engagée à partir de la fin de l'année 1875 dans une série d'actions intérieures et extérieures des plus énergiques qui indiquaient clairement son inébranlable décision de conquérir son indépendance. Ainsi, le 8/20 septembre 1875 fut décrété le rappel des cadres de réserve de l'armée. Le 15/27 novembre, de la même année, le message adressé par le prince Charles aux Corps Législatifs suivi peu après par un conseil des ministres réuni le 24 novembre/6 décembre, abordaient sans équivoque la question de l'attitude que devait prendre la Roumanie «en cas de guerre en Orient» ⁴¹. Les mesures intérieures décrétées en Roumanie furent accueillies avec mécontentement par les grandes puissances et l'ambassadeur britannique à Vienne, lord Buchanan, avait exprimé son inquiétude au représentant roumain Costaforu; dans un langage assez violent et méprisant, il avait déclaré

³⁹ Veselin Trajkov, *L'insurrection d'avril 1876 en Bulgarie et les peuples balkaniques*, «Études balkaniques», Sofia, 1/1976, p. 1823; Kosev, *Précis d'histoire de Bulgarie*, Sofia, 1952, p. 189—190. C'est à peine si Hristo Botev et quelques autres révolutionnaires réussirent à s'échapper et franchir le Danube «accueillis sur le sol béni de la libre Roumanie, berceau de la renaissance politique...» de la Bulgarie. P.cf. voir Constantin N. Velichi, *Răscoala bulgară din aprilie 1876* (La sédition bulgare du mois d'avril 1876), «Revista de istorie», 1/1976, p. 377 et Zahari Stoianov, *Из записки по Българските въстания*, София, 1972, p. 41.

⁴⁰ Constantin N. Velichi, *Răscoala populară din aprilie 1876* (Le soulèvement populaire du mois d'avril 1876), p. 378; Constantin N. Velichi, *Atitudinea lui Mihail Kogălniceanu, a unor autorități românești din porturile dunărene și ale maselor populare în timpul trecerii cetii lui Hristo Botev (27 aprilie — 15 iunie 1875)* (L'attitude de Mihail Kogălniceanu, de certaines autorités roumaines des ports danubiens ainsi que des masses populaires lors du passage des détachements de Hristo Botev, 27 avril — 15 juin 1875), «Romanoslavica», IV, Bucarest, 1960; V. Maciu, *Mouvements nationaux...*, p. 221—222.

⁴¹ *Memoriile regelui Carol I*, t. I, p. 436; t. VII, p. 27; *Documente privind istoria României. Războiul pentru independență* (Documents concernant l'histoire de la Roumanie. La guerre pour l'Indépendance), I-er, vol., II-e partie; *Evenimentele premergătoare anului 1877* (Les événements antérieurs à l'année 1877), Edit. Academiei, Bucarest, 1954, p. 22—23; Dan Berindei, *De la unire spre independență...*, p. 39—40.

« que la Grande-Bretagne était intéressée dans le maintien de cet empire < = ottoman, (n.n.) >, quant à l'existence d'un nouvel Etat indépendant, peu lui importait qu'il y ait ou non, une Roumanie »⁴².

Sur le plan extérieur, Lascăr Catargiu, chef du gouvernement et en même temps ministre des Affaires Étrangères ad-interim depuis la démission de Vasile Boerescu en novembre 1875, avait adressé une note aux grandes puissances, le 4/16 Janvier 1876, pour les faire accepter la position de neutralité de la Roumanie à l'égard des mouvements insurrectionnels éclatés dans la zone européenne de l'Empire Ottoman, tout en signalant les mesures prises en ce sens sur sa frontière danubienne. Une telle acceptation aurait représenté une reconnaissance de facto d'une situation spéciale de la Roumanie, pareille à celle de la Belgique et si les puissances signataires du traité de Paris s'en portaient garantes, cela équivaldrait à une véritable reconnaissance de son indépendance. Par la même note, le gouvernement roumain se montrait désireux de connaître quelle serait l'attitude des grandes puissances en cas d'effondrement de l'Empire Ottoman⁴³.

Le document fut accueilli avec intérêt à l'étranger, mais aussi avec quelque irritation. Ainsi, le ministre Andrassy, qui était déjà intervenu dans le conflit⁴⁴ par une déclaration fort remarquée par les chancelleries et qui porte son nom, dans laquelle il préconisait des réformes libérales en faveur des populations opprimées, tout en maintenant l'intangibilité du statu-quo, exprimait sa surprise devant « ce revirement inopiné dans l'attitude politique du Cabinet de Bucarest » en ajoutant que « la note roumaine lui semblait une de ces professions de foi comminatoires du genre de celles qui précèdent une déclaration de guerre »⁴⁵.

L'attitude de l'Autriche-Hongrie exprimée en ces termes par le ministre Andrassy, corroborée avec une période d'accalmie intervenue entre temps dans les combats au sud du Danube détermina un recul des conservateurs. Après avoir été les adeptes de la reconnaissance de « l'individualité » du pays équivalant, suivant leur conception au statut de l'indépendance, et en même temps partisans des moyens pacifiques et modérés pour l'obtenir, leur longue période de gouvernement prenait fin. Désormais allait prévaloir l'opinion activement entretenue par les radicaux et partagée par l'unanimité des masses populaires, la majorité des hommes politiques et par le prince régnant lui-même, suivant laquelle il devenait impérieusement nécessaire de se préparer à conquérir l'indépendance du pays par la voie des armes.

Après un gouvernement de courte durée dirigé par I. Em. Florescu, la conduite des affaires passe le 27 avril/9 mai 1876 entre les mains de Costache Emanoil Epureanu ; dans l'équipe ministérielle c'est l'illustre homme politique Mihail Kogălniceanu qui détient le portefeuille des Affaires

⁴² Béatrice Marinescu, *Relații româno-engleze...*, p. 461–462.

⁴³ *Documente privind istoria României. Războiul...*, vol. I, II-e partie p. 64–67 ; V. Maciu, *Mouvements nationaux...*, p. 215–217 ; Dan Berindei, *De la unire spre independență* p. 41.

⁴⁴ Evangelhos Kofos, *Greece and Eastern Crisis, 1875–1878*, Thessalonique, 1975, p. 43 ; B. Marinescu, *op. cit.*, p. 459.

⁴⁵ V. Maciu, *op. cit.*, p. 217–219, d'après *Documente... Războiul pentru independență...* p. 74–75 ; 79–80.

Étrangères. Dans la déclaration-programme, tenue devant les Corps Législatifs, le chef du nouveau cabinet s'engage à « suivre une politique de paix et de respect pour les traités internationaux qui ont fixé la condition politique de la Roumanie et assurent et garantissent sa neutralité »⁴⁶ pour conclure que « la Roumanie entend défendre sa neutralité par les armes »⁴⁷. En conséquence on va procéder aussitôt à la réorganisation de l'armée, ce qui signifiait qu'on va se préparer à une confrontation militaire. Les raisons invoquées s'appuyaient sur l'évolution de la crise que traversait l'Empire Ottoman et sur l'impossibilité dans laquelle semblait se trouver la conférence de Constantinople d'y mettre fin par la voie diplomatique⁴⁸.

La solution proposée par la Porte par la constitution du 11/23 décembre 1876, ne faisait que renforcer la nécessité de conquérir l'indépendance par les armes. Le terme de « province privilégiée » sous lequel on désignait la Roumanie dans le texte constitutionnel, a provoqué une unanime indignation dans le pays qui a élevé aussitôt une vive protestation à la Porte et auprès des grandes puissances. L'armée roumaine — dont la mobilisation partielle avait été décrétée au mois de septembre 1876 — « frémissait d'impatience dans les sangles de la discipline »⁴⁹. Après divers tâtonnements diplomatiques, aussi bien à la Porte que dans les capitales européennes, et particulièrement à St. Petersbourg⁵⁰, auprès des puissances représentées à la conférence de Constantinople⁵¹, suivis d'autres contacts avec les dirigeants politiques des mouvements dans le sud-est du continent⁵², la Roumanie prenait la décision irrévocable, au printemps de l'année 1877, d'ouvrir les hostilités avec l'Empire Ottoman pour acquérir son indépendance. Ainsi, le 4/16 avril 1877, en vertu des négociations secrètes avec la Russie, qui s'étaient déroulées pendant l'automne de l'année précédente à Livadia et à Bucarest, le gouvernement accordait le droit de libre passage par le territoire roumain aux troupes tsaristes en route vers les frontières turques. Deux jours plus tard paraissait le décret de mobilisation de l'armée permanente et territoriale roumaine ainsi que de tous ses cadres de réserve⁵³. Enfin, après que le 12/24

⁴⁶ On y faisait un rapprochement intentionné entre la neutralité et l'indépendance. Voir Dan Berindei, *De la untre spre independență*, p. 41.

⁴⁷ *Idem*; voir également V. Maciu, *Mouvements...*, p. 220.

⁴⁸ Au mois de juin 1876 la Serbie et le Monténégro étaient entrés en guerre contre la Turquie. Le mémorandum roumain du 16/28 juin de la même année avait été repoussé et vivement critiqué à Constantinople et par les grandes puissances, considéré comme « un ultimatum en duc-forme », tandis qu'à Reichstadt intervenait le 26 juin/8 juillet un accord entre l'Autriche-Hongrie et la Russie pour résoudre la crise orientale, accord dont les clauses étaient défavorables aux nationalités opprimées. Voir D. Djordjević, *op. cit.*, p. 136; *Documente... Războiul...*, p. 193—194; V. Maciu, *Mouvements...*, p. 235—252; Dan Berindei, *De la untre spre independență*, p. 43—49; Béatrice Marinescu, *op. cit.*, p. 468.

⁴⁹ Lt. col. C. Căzănișteanu, col. Gh. Tudor, *Armata română în preajma războiului de independență* (L'armée roumaine à la veille de la guerre pour l'indépendance), dans le volume commémoratif *România în războiul de independență* (La Roumanie pendant la guerre pour l'Indépendance) p. 73—74.

⁵⁰ V. Maciu, *op. cit.* p. 253; N. Ciachir, *Certains aspects de l'attitude de la Roumanie envers le mouvement révolutionnaire des Balkans, 1875 — avril 1877*, dans *Actes...* t. IV, Sofia, 1970, p. 317—318.

⁵¹ V. Maciu, *op. cit.*, p. 235—252.

⁵² Il s'agissait de la Grèce qui entendait maintenir sa position de « wait and see ». Voir E. Kofos, *Greece and the Eastern Crisis*, p. 102—123.

⁵³ C. Căzănișteanu, G. G. Tudor, *Armata română...*, p. 71—74.

du même mois la Russie eut déclaré la guerre à la Turquie, déclaration justifiée par son souci de rendre la liberté aux populations slaves des territoires sud-danubiens et que les forces russes eurent franchi le fleuve, la Roumanie se trouva de facto en état de belligérance avec l'Empire Ottoman.

Devant le Parlement réuni le 9/21 mai 1877, Mihail Kogălniceanu donnait lecture d'une motion approuvée par le gouvernement, par laquelle était proclamée « l'indépendance absolue » de la Roumanie ainsi que les droits imprescriptibles de la nation d'agir souverainement et en toute liberté, sans aucune protection ou tutelle de la part d'un Etat étranger. Les actions diplomatiques des dirigeants roumains au cours de l'été de 1877 pour la reconnaissance internationale de son indépendance ont confirmé, une fois de plus, à la veille du déclenchement des hostilités, la clairvoyance de la majorité des hommes politiques du pays et de la conscience de son opinion publique qui s'étaient rendu compte que désormais, l'indépendance devait être acquise sur le champ de bataille⁵⁴. Les faits d'armes accomplis par les troupes roumaines dans les combats sanglants qui s'ensuivirent ont réussi à rétablir « d'un seul coup »... « la situation de l'Etat roumain... »⁵⁵ et celles de ses voisins méridionaux.

La collaboration permanente avec les autres nations opprimés des territoires sud-danubiens ayant à défendre une même communauté d'intérêts et l'action soutenue par notre pays pour accéder à son entière souveraineté ont eu une influence notable sur les destinées de ses partenaires et ont représenté une contribution insigne à leur affirmation en tant qu'Etats modernes. En dehors de cela, la ligne politique suivie par les dirigeants roumains à la veille de la guerre pour l'indépendance vérifiait une fois de plus le postulat suivant lequel, pour vivre libre et indépendant, il faut qu'un peuple ait une nette conscience de ses droits⁵⁶ et ne compte, en premier lieu, que sur ses propres forces.

Les lourds sacrifices consentis par les Serbes et les Bulgares dans les soulèvements des années 1875—1876, joints aux projets de la nation grecque de réaliser son entité d'Etat par une alliance avec les peuples balkaniques ont démontré à l'Europe que le processus d'émancipation nationale dans le Sud et l'Est du continent était irréversible.

L'héroïsme de ces peuples a eu raison des difficultés découlant du matériel de guerre adéquat et de munitions, des actions répressives des gouvernants ottomans ainsi que de l'attitude de réserve et d'indifférence des grandes puissances pour un changement radical de leurs destinées. C'est ainsi que les chancelleries européennes ont été obligées de prendre connaissance des sacrifices suprêmes que ces peuples se sont imposés et d'accepter en dernier, comme une nécessité inexorable, la réalisation de leurs aspirations nationales.

⁵⁴ Voir Gr. Chiriță, *Atitudinea puterilor europene față de proclamarea independenței României* (L'attitude des puissances européennes face à la proclamation d'indépendance de la Roumanie), « Revista de istorie », 4/1977, p. 673—690.

⁵⁵ Suivant l'appréciation de la gazette autrichienne « Der Osten » reproduite par le quotidien roumain « Românul » (Le Roumain) dans son numéro du 14 octobre 1877 ; voir Vasile Alexandrescu, *Opiniile străine despre armata română* (Opinions étrangères concernant l'armée roumaine), « Revista de istorie », 4/1977, p. 707.

⁵⁶ Gr. Chiriță, *Atitudinea puterilor europene...*, p. 689—690.

1877, ÉVÉNEMENT HISTORIQUE — RÉALITÉ LITTÉRAIRE

CONSTANTIN PRICOP

La guerre du peuple roumain pour la conquête de son indépendance et la littérature qui lui a été consacrée sont fréquemment traitées, à différentes occasions. Il est tout naturel du reste qu'un fait historique de cette portée, d'un si large écho, soit étudié sous maints aspects.

En réalité, la question de l'indépendance déborde de beaucoup les événements de 1877, car elle comporte un ensemble de relations complexes finalisées à cette date historique. Les aspirations de totale liberté du pays remontaient au loin, issues d'une tradition souvent mentionnée. La conquête héroïque de l'indépendance par les armes en constitue le couronnement, tout en représentant aussi un moment du développement incessant de la Roumanie. Politique, historique et écrivain, Mihail Kogălniceanu devait mettre bien en lumière ce point de vue dans son Discours à l'Assemblée des députés¹. Pour obtenir les dimensions réelles d'un tel moment, il faut le considérer avec un certain recul : c'est ainsi qu'il se révèle en tant qu'étape d'une structure définissable génétiquement comme en perpétuelle évolution. Le discours retentissant de Kogălniceanu dégage deux traits caractéristiques pour l'appréciation tout autre que symbolique de la situation, à savoir : le patriotisme et la lucidité. Kogălniceanu, l'éminent lettré et homme d'Etat roumain, a bien saisi les nécessités impérieuses du moment : « Nous devons prouver que nous sommes une nation vivante, nous devons prouver que nous nous rendons compte de notre mission, nous devons prouver que nous sommes nous aussi à même de faire des sacrifices pour conserver ce pays et ses droits au profit de nos enfants. . . »². Une telle tâche historique retombait, comme de juste, en bonne partie à la charge de la culture roumaine.

Il convient donc de noter les *implications* d'un long processus, du long trajet aboutissant aux événements de 1877, dont le retentissement s'est fait sentir à tous les échelons. Des anthologies³ ou des exégèses critiques⁴ sur la littérature le concernant ont enregistré « la participation des écrivains ». Sans essayer de les concourir dans le plan bibliographique,

¹ Mihail Kogălniceanu, Discours tenu à l'Assemblée des députés, séance du lundi, 9 mai 1877, dans *Erotica 1877*, Anthologie de Ion Roman, Ed. pentru literatură, București, 1967, p. 10.

² *Ibidem*, p. 12.

³ Voici les titres des tous derniers recueils : *Odă ostașilor români. Din poezia războiului pentru neațirnare — 1877*, Ed. Tineretului, 1967; *Erotica 1877*, déjà cité n. 1; *Imnurile neațirnării*, Anthologie avec une préface et des notes de Victor Rusu, Ed. Scrisul Românesc, Craiova, 1976.

⁴ Voir Teodor Vrăgolici, *Ecourile literare ale cuceririi independenței naționale*. Ed. Eminescu, București, 1976.

nous nous proposons d'approcher en ce qui suit la mécanique de la manière dont la littérature a abordé la réalité sociale.

Ce n'est pas facile de préciser en quelques mots les très disputés circuits de la manière dont la littérature « traite » la vie sociale ou l'histoire. On peut toutefois retenir, à titre d'axiome en quelque sorte, pour le profit de la démonstration, qu'il y a un *sens culturel* de la littérature, sens susceptible de servir dans la confrontation de la littérature avec l'histoire, et un *sens strictement littéraire*. Le premier opère notamment avec des données de contenu (attitudes, opinions, méditations, orientations thématiques, etc.), rendant possibles certaines relations. C'est le sens, à notre avis, qui donne à un livre la validation de l'histoire — c'est-à-dire qu'il lui assure son entrée et sa place dans le patrimoine culturel. L'autre sens, qui suppose des analyses appliquées, plus subtil mais plus relatif, avec des objectifs axiologiques littéraires, ne saurait être opérant dans le cas présent.

La part prise par les écrivains roumains à la haute tension du moment historique n'a rien de fortuit et ne se résume point à une simple adhésion spontanée. Elle est tantôt l'expression manifeste des convictions préexistant dans la structure intime de l'auteur, tantôt le fruit d'une initiation progressive à la suite d'une option.

Avant son volume de poèmes exaltant le courage du soldat roumain (*Cîntece de vitejie*, 1904), George Coșbuc publiait en 1899 deux volumes de prose : « Notre guerre de l'indépendance racontée à la portée de tous » (*Războiul nostru pentru neatîrnare povestit pe înțelesul tuturor*) et « L'histoire d'une couronne d'acier » (*Povestea unei coroane de oțel*)⁵. Les deux titres comportent une nette intention instructive et on peut les considérer sans se tromper comme « . . . inscrits dans la sphère de ses préoccupations en vue de l'ébauche d'une épopée nationale »⁶. Il s'ensuit que les efforts des écrivains contemporains en ce sens sont le fait d'une longue tradition.

Si le récit de « Notre guerre de l'indépendance . . . » est un essai presque exclusivement didactique, son propos étant d'initier le lecteur, quelle que en soit son ouverture intellectuelle, à la piété et l'éternel souvenir des sacrifices réclamés par le combat, l'« Histoire d'une couronne d'acier » tâche de fixer l'événement historique et d'en extraire le véritable sens. Nécessairement, certaines parties du livre sont tributaires à l'époque, au contexte socio-politique et culturel où vivait le poète. Mais le ton général est pondéré, la position du poète se dégagant à travers les hommes, les lieux et les faits qu'il décrit. Un lyrisme d'accent prophétique (« Ce qui est écrit, tu le portes marqué sur le front ; et le nom de Plevna depuis des siècles, depuis la naissance du peuple roumain, était marqué sur notre front »)⁷, ne nuit pourtant pas à la relation exacte des faits avec toute leur charge tragique. L'écrivain reproduit d'après les documents ou d'après les récits des témoins oculaires certaines paroles, certaines manifestations humaines. Rien du pathétisme léger, d'opérette : une restitution véridique, apte à permettre l'approche des situations réelles, des instants uniques quand la balance penche du côté du suprême don de soi : le commandant

⁵ George Coșbuc, *Povestea unei coroane de oțel*, N^o éd., Ed. Cartea Românească, București, s. a.

⁶ Teodor Vârgolici, *op. cit.*, p. 211.

⁷ George Coșbuc, *op. cit.* p. 70.

(il s'agit du commandant Şonţu, un héros de la guerre de 1877) interpelle ses fantassins (*dorobanţi*) : « Eh, les gars, allez-vous me laisser seul à affronter la mort ? »⁸ Le calme ancestral du soldat roumain en ces moments critiques lui confère une singulière dignité. En réponse à une question du médecin qui le soignait tout en lui demandant ce qui se passait en première ligne, un blessé disait : « Que voulez-vous qu'il se passe ! Enfer et désolation, rien d'autre que sang et fumée, mais, à part cela : tout est bien et tranquille »⁹. Il y a dans ces mots quelque chose de l'antique fermeté d'un peuple qui a passé sa vie, de génération en génération, à une croisée des chemins de l'histoire, mais il y a aussi la sagesse d'une foi inébranlable dans la victoire finale. Hommes au plein sens du terme, ces soldats saisissaient parfaitement la signification du sacrifice qu'on leur réclamait. Confrontés à chaque instant avec la mort, ils ne se laissaient pas intimider, sans s'y jeter pour autant à l'aveuglette ; sans le moindre fanatisme, en parfait équilibre moral et lucidité : « . . . mais il vaut mieux mourir quand tu te sens l'âme toute claire, parce que telle est la volonté du pays et c'est pour son bien. Les Roumains pour leur pays se sont battus ! »¹⁰. Ce n'est pas le sacrifice qui prime, mais la lutte ; pour la libération de leur pays, les Roumains pensent qu'ils pourraient se mesurer même avec la mort : « Le capitaine Bogdan : Suivez-moi, les enfants, car la mort elle-même vous craint ! »¹¹ Écrit avec une émotion retenue, plein de petites séquences révélatrices, le livre peut à juste titre représenter un moment de l'épopée nationale.

De par la nature de leurs moyens d'expression, les poètes ont été à même de réagir promptement devant l'événement de portée nationale. Toute une série d'entre eux se sont illustrés en évoquant les faits au fur et à mesure qu'ils se présentaient : George Sion, Gr. Bengescu, Barbu Delavrancea, G. Baronzi, Petre Dulfu, Iosif Vulcan et d'autres encore.

Afin de pouvoir en dégager une certaine structure, nous procéderons à une analyse thématique, nous arrêtant autant que possible pour examiner les prises de position fondamentales, imposées à l'individu par son existence, dans un contexte de haute tension.

Le Roumain n'est pas guerrier de nature, il le devient seulement quand la situation est sans issue. L'Ode à l'armée roumaine d'Alexandre Macedonski chante la paix avec toute sa douceur de vivre, mais pour bien la goûter, il faut que la vie fleurisse en liberté : si cruelle soit la guerre, elle est préférable aux fers de l'esclavage !¹²

Un autre grand poète roumain, Vasile Alecsandri met en lumière dans l'une de ses œuvres, intitulée de manière symbolique « Le Balkan et le Carpat » l'incompatibilité entre l'oppression ottomane (figurée par le Balkan dans son allégorie) et la soif de liberté des Roumains (personnifiés par les Carpates) ; ces derniers s'adressent à l'opresseur : « Ta devise, c'est *l'esclavage* — la mienne, *l'indépendance* ! »¹³. Une dernière allégorie

⁸ *Ibidem*, p. 120–121.

⁹ *Ibidem*, p. 112.

¹⁰ *Ibidem*, p. 122.

¹¹ *Ibidem*, p. 123.

¹² *Eroica 1877*, p. 25.

¹³ V. Alecsandri, *Opere*, vol. II, Poésies, textes choisis et établis par G. C. Nicolescu et Georgeta Rădulescu-Dulgheru, avec une étude introductive, des notes et des commentaires de G. C. Nicolescu, série « Scriitori români », Ed. pentru literatură, Bucureşti, 1966, p. 165.

achève cet affrontement verbal : deux aigles bataillant à mort représentent les deux forces qui se mesurent au nom de ces deux principes. Cette poésie est l'une des plus « promptes » à répondre aux événements : datée de Mircești, le 14 mai 1877, elle a été imprimée le 19 du même mois dans les pages de la gazette « Presa », ce qui prouve qu'elle donnait expression à un sentiment déjà bien ancré avant la proclamation de l'indépendance (le 9 mai 1877).

Tout le cycle poétique dédié par Alecsandri à la guerre d'indépendance sous le titre « Nos soldats » (*Ostașii noștri*) s'inspire d'un choix de petits faits, réels ou plausibles, racontés par lui. Par exemple, ses vers intitulés, « Le Sergent » : Un simple fantassin roumain allant son chemin croise en route trois bataillons russes de la garde impériale ; leur colonel l'arrête surpris de voir briller sur sa poitrine la Croix de Saint Georges et l'Étoile de la Roumanie, pour lui demander quels hauts faits a-t-il accomplis afin de s'en rendre digne ? En apprenant qu'il est l'un des braves qui se sont emparés de la redoute de Grivitzza, le colonel lui serre la main et se tourne vers ses hommes pour leur ordonner de faire les honneurs militaires au Roumain, qui part tirant péniblement sa jambe blessée. La sonorité, le rythme de ces vers, de même que pour quelques autres poésies d'Alecsandri ou de Coșbuc, les rendirent tout aussi populaires que les événements qui les ont inspirés. Cette double popularité est d'ailleurs l'un des traits caractéristiques de la littérature tirant sa substance de la guerre de 1877. Dans le même cycle, Alecsandri a donné encore, entre autres, des vers dédiés à ceux prêts à combattre pour la patrie (*Păstorii și plugarii* — Les pasteurs et les laboureurs), ou évoquant quelque épisode de la bataille (comme *Frații Jderi* — Les frères Jderi), ou bien exaltant la fierté du soldat (*Căpitanul Romano* — Le capitaine Romano). Ce sont, généralement, des narrations en vers, faciles à paraphraser.

Une mention à part méritent deux de ses poésies, intitulées du nom d'une danse paysanne roumaine très populaire ; la *hora* (« ronde »), la *Hora de la Plevna* et la *Hora de la Grivița*¹⁴. Les deux usent d'une métrique différente de la métrique livresque traditionnelle, composées dans un esprit folklorique, de sorte que leur technique s'adapte parfaitement au tempo saccadé de la bataille, avec ses assauts et ses repliements. On retrouvera cet accord entre le rythme intérieur et le sujet dans une autre poésie d'Alecsandri qui a joui d'une très grande popularité : *Penș Curcanul*, titre donné d'après le nom du personnage central. Peut-être est-ce là la raison de la large audience de cette poésie, lue et citée dans diverses occasions. Mais par ailleurs, cette versification alerte a pu être à l'origine d'une erreur d'interprétation, qui a eu parfois la tendance de croire à une guerre menée rondement, voire avec gaieté, partant d'un héroïsme immuable, sans faille. Or, la lecture attentive du texte révèle la gamme très riches de sentiments sur lesquels il joue. Le sacrifice prend sa pleine valeur justement parce que le geste brise avec l'ordinaire de la condition humaine. *Penș Curcanul* n'est guère un personnage toujours joyeux, au sacrifice facile et gratuit ; comme à n'importe lequel de ses semblables, les affres de la mort lui sont familières¹⁵. L'héroïsme n'a rien d'ordinaire ; il est justement

¹⁴ *Ibidem*, p. 174.

¹⁵ *Ibidem*, p. 168.

la défaite du quotidien grâce à un haut sentiment du devoir qui impose le sacrifice de soi. Au-delà de toute valeur littéraire, cette poésie comporte un germe de cet esprit spécifique roumain si bien mis en lumière par la ballade populaire de *Miorița* — l'agnelle quelque peu magicienne qui sent la mort rôder autour de son maître. On y constate le même équilibre secret entre l'acceptation de l'inévitable de la mort et une forme spéciale de révolte contre celle-ci. Dans sa correspondance, Alecsandri appelait « légendes » les poésies du cycle *Ostașii noștri*. C'est à juste titre, en effet, qu'elles peuvent s'inscrire parmi les légendes qui ont illustré des personnages ou des moments représentatifs de l'histoire du peuple roumain.

Comme on le voit, Alecsandri fut l'un des participants actifs à la célébration littéraire de l'événement. Le grand historien et écrivain Nicolae Iorga faisait objection à l'œuvre poétique de Vasile Alecsandri dans son histoire de la littérature roumaine ; il constatait que « . . . sa personnalité n'était pas suffisamment définie . . . (qu')il ne se reconnaissait pas l'aspiration d'innover, dans un sens fait pour demeurer immuable », d'où la conclusion que, en raison de ces traits caractéristiques. Alecsandri « était plus à même que tout autre de suivre son époque »¹⁶. Et Alecsandri « a suivi son époque » en évoquant l'histoire nationale de son pays. Iorga le jugeait du haut d'un romantisme impétueux, volcanique, novateur à l'époque. C'était le romantisme du génie de la poésie roumaine, Mihail Eminescu, qui reléguait dans l'ombre l'œuvre poétique d'Alecsandri. Mais le romantisme d'Eminescu ne saurait être séparé de son génie — c'est pourquoi la *direction* qui lui est propre est préférée à toute autre *direction*. De fait, l'option de Nicolas Iorga marque la reconnaissance en tant que tel d'un génie qui a dominé toute une époque. Elle représente aussi, par ailleurs, la cause de sa position concessive vis-à-vis d'Alecsandri : « Et, malgré tout ça, il est, sans doute, notre premier écrivain de ce temps-là »¹⁷.

Quelques traits importants de la littérature des années 1877 coïncident avec les desiderata d'un certain courant littéraire. « Le caractère prédominant de la poésie classique est, dans ses termes les plus larges, la paraphrase, le recours au lyrisme objectif, ce qui, bien entendu, n'est pas incompatible avec l'ineffable personnel »¹⁸. Et, le critique de référence de la littérature roumaine, George Călinescu, poursuit en ce sens, traitant du classique : « Il commence par visualiser le phénomène à travers un ordre moral préétabli, il est *édifié* quant aux catégories morales de l'humanité. Tout le plaisir d'un esprit classique réside dans l'absence à jamais de toute rencontre avec l'inédit, il reste toujours dans le typique »¹⁹. Les réserves d'un Iorga superposent, comme on le voit, cette façon de traiter les choses. Une définition dans le genre de celle formulée par Călinescu devient opérationnelle quand on aborde le *classique* en tant que « *catégorie de la conscience*, substratum de toutes les déterminations stylistiques et

¹⁶ Nicolae Iorga, *Istoria literaturii românești în veacul al XIX-lea — de la 1821 înainte — În legătură cu dezvoltarea culturală a neamului*, Vălenii de Munte, Neamul Românesc, 1909, vol. III (1848—66), p. 132.

¹⁷ *Ibidem*, p. 131.

¹⁸ George Călinescu, *Sensul clasicismului dans Principii de estetică*, Ed. pentru literatură, București, 1968, p. 359—361.

¹⁹ *Ibidem*.

structurales »²⁰. Tout naturellement, ces formulations du classique aboutissent à : « Là, ce n'est pas la vérité qu'il convient d'inventer, mais la proposition »²¹. Les gestes patriotiques existaient réellement et ils s'enrichissaient de l'argument de tout un passé de gloire.

À part une réalité immédiate, cette littérature de l'an 1877 devait également exprimer les catégories littéraires modernes de la conscience nationale en train de parachever leur structure²². Grâce aux circonstances, la littérature s'avérait donc apte à définir, par le truchement de la production des textes, certaines catégories littéraires.

Une autre remarque de Nicolas Iorga à propos de « l'extraordinaire virtuosité » de la poésie de George Coșbuc et même de « l'indifférence des sujets »²³ dont elle s'inspire s'applique également à certains vers du volume intitulé *Cîntece de vitejie* (Chansons héroïques), que le poète dédia à l'histoire de son pays. Aussi, cette remarque de Nicolas Iorga rejoint celle de George Călinescu, dont il a été question ci-dessus, au sujet de l'impératif de « l'invention de la proposition », de l'expression.

Par ailleurs, c'est toujours Nicolas Iorga qui, en donnant le compte rendu de ce volume de vers dans la revue « Semănătorul », porte-parole de sa doctrine littéraire, exprime une opinion positive : le poète « n'éclate pas en gestes théâtraux, comme le ferait n'importe quel citadin enflammé par l'imagination » ; il pousse au premier plan le paysan et celui-ci « apporte les pleurs des plaintes, les lamentations des mères, les soupirs des camarades de ceux qui ont disparu, et il en fait le mélange, dans une symphonie grandiose, pour célébrer les simples campagnards de son peuple, qui sont morts pour leur pays, conformément aux enseignements de leurs ancêtres »²⁴. De cette manière, Nicolas Iorga refute ceux qui prétendaient que le dernier volume du poète témoigne de l'affaiblissement de son talent. Une remarque de sociologie littéraire s'impose ici, s'appliquant même aux poèmes les moins réussis du poète. Il s'agit de la grande virtuosité de sa versification, qui a assuré à ses poésies une large audience dans tous les milieux. C'est ainsi que George Coșbuc accomplit une œuvre éducatrice, inculquant des idées patriotiques par ses poésies.

Les idées du poète sur la guerre roumaine pour l'indépendance sont résumées dans quelques épisodes, qui se répètent de différentes manières. Dans ses vers, on retrouve les situations exposées par les textes en prose déjà discutés. L'écrivain part d'un nombre de certitudes, qu'il souligne par la répétition, en usant de moyens d'expression divers : en fin de compte, la moindre signification de quelque portée est, ainsi, mise en lumière.

Une image puissante, très suggestive, qui, chez Coșbuc, est aussi une conséquence de l'expérience Eminescu et, peut-être, même de la fréquentation de Dante, dont il a traduit l'Enfer, montre les victimes,

²⁰ Adrian Marino, *Clasic* dans *Dicționar de idei literare*, vol. I, Ed. Eminescu, București, 1973, p. 291.

²¹ G. Călinescu, *op. cit.*, p. 364.

²² E. Lovinescu, *Istoria civilizației române moderne*, édition de Z. Ornea, avec étude introductive et notes, Ed. Științifică, București, 1972, p. 175.

²³ Nicolae Iorga, *Istoria literaturii românești contemporane*, vol. I (Création de la forme), (1867—1890), Adevărul, București, 1934, p. 366.

²⁴ Nicolae Iorga, « *Cîntecele de vitejie* » ale lui George Coșbuc, dans G. Coșbuc, *Opere alese* vol. II, Poésies, édition publiée par les soins de Gavril Scridon, dans la série « Scriitori români », Ed. Minerva, București, 1972, p. 458.

après leur trépas, prendre une part active à la bataille ou au développement ultérieur des événements. C'est ainsi que dans l'une de ses poésies, intitulée « Fragment épique », on assiste à la rencontre de tous les combattants roumains qui ont fait le sacrifice de leur vie pour leur pays à travers les âges²⁵. Leurs âmes, immortelles, ne cessent de hanter les lieux où « le plomb brûlant a coulé »²⁶. Eminescu, avec sa *Scrisoarea III* (Épître III), lui offre le modèle du haut personnage qui tient fièrement tête aux prétentions de l'étranger, quelque illustre qu'il soit, quand il met en cause « le pays », au nom sacré duquel tout Roumain tressaille du tréfonds de son être²⁷. Mais le ton de la poésie écrite par Coşbuc n'est pas toujours aussi grave ; parfois, il retrouve la gaieté légère des scènes de la vie rurale, avec ses rondes joyeuses, ses badinages désinvoltes, qui font passer plus facilement les moments difficiles de la guerre²⁸. Le brio de sa technique poétique permet à Coşbuc dans d'autres cas de garder le ton naturel du quotidien tout en relatant une séquence de la confrontation sans rien diminuer de la tension du poème²⁹. Ces poèmes peuvent être lus comme un récit ; fait illustré, entre autres, par celui qu'il a intitulé en roumain « Rapport (La chute de Grivitsa, le 30 août 1877) ».

La mécanique du sentiment qui, à l'ordinaire, tient un rôle dramatique dans la poésie de George Coşbuc, dans certains cas se trouve fondé, lui aussi sur les relations de l'univers rural. C'est un univers assez fermé où les liens de famille prennent une portée exceptionnelle. « L'ordre » d'un tel agencement découle des sentiments nés des liens de sang : fils et pères, frères, etc. Même l'idée nationale s'avère conçue comme une grande fraternité. La charge dramatique des poèmes est déterminée par les grandes épreuves que subissent cette sorte de liens (comme dans la poésie intitulée « Une lettre de Mousélim-Sélo »). Cependant, la gamme poétique de Coşbuc n'ignore pas les chants de la victoire — généralement, des textes supposant un support musical³⁰.

Composés après les événements, et non en même temps — comme c'était le cas des poésies d'Alecsandri — les Chansons héroïques de George Coşbuc comportent des thèmes, des images, des situations, choisis après avoir été déchantés. Par sa possibilité de procéder à une sélection, le poète a été à même de conférer à ses poésies sur l'indépendance une grande force enseignante : ce sont des leçons exemplaires, sachant user du matériel événementiel fourni par la guerre roumaine de 1877. Quant à la direction des « catégories de la conscience », cette poésie ne change rien à l'image de la littérature ébauchée ci-dessus.

Tous les grands écrivains roumains manifestent un profond sentiment national. L'expression de ce sentiment a souvent pour support un sens aigu de l'histoire. La différence entre les classiques et les romantiques de la littérature roumaine — si l'on considère ces deux directions comme des catégories de la conscience — peut se dégager aussi en abordant le problème par l'étude de la manière dont se prennent les uns et les autres

²⁵ *Ibidem*, p. 300.

²⁶ *Ibidem*, la poésie *Pe dealurile Plevnei Plevna*, p. 301.

²⁷ *Ibidem*, *Cintec*, p. 318.

²⁸ *Ibidem*, *Cintecul redutei*, p. 319.

²⁹ *Ibidem*, *Coloana de atac*, p. 325.

³⁰ *Ibidem*, *Sus inima*, p. 344.

pour traiter ce sentiment national, de la manière dont ce sentiment joue des arguments apportés par l'histoire.

Alors que les classiques partent des données concrètes de l'histoire nationale, les romantiques tâchent — avec le même pathos patriotique, sinon plus fervent encore, parfois — de nourrir ce sentiment avec la contribution d'une proto-histoire ou d'une histoire très reculée. Eminescu en est un exemple des plus éloquents. Contemporain de la guerre de 1877, il préfère restituer dans ses poésies l'époque antique des Daces ou la fresque de la vie roumaine du temps des grands voïvodes Bogdan, Dragoș, Alexandre le Bon.

Sans plus nous attarder sur la genèse des courants littéraires roumains, nous pouvons conclure toutefois à partir de la préférence des romantiques pour l'histoire ancienne, voire la proto-histoire, et le penchant des classiques en faveur des personnages nettement projetés sur l'écran de l'histoire, bien définis et d'une composition équilibrée. En adoptant ce point de départ on peut vérifier aussi les autres « images de marque » des courants reconnus par la théorie littéraire. À l'égard des classiques, répétons une fois de plus avec George Călinescu : « ce n'est pas la vérité qu'il faut inventer, mais la proposition ». Or, la littérature de l'an 1877 est une bonne occasion de délimiter ces deux tendances, car elle a été écrite dans sa majeure partie durant la période où se sont établies les principales structures de l'histoire littéraire roumaine. Les caractères « classiques » dont il a été question sont manifestes chez les écrivains qui s'inspirent de ce moment historique. On les voit tous choisir certaines situations réelles, attirés par des thèmes fondamentaux communs (la confrontation avec la mort, le sacrifice suprême par amour de la patrie, etc.), sans perdre pour autant leurs caractères personnels, tels que le reste de leurs œuvres nous les ont faits connaître.

Chez Nicolae Gane, le mobil narratif du récit intitulé du nom de son personnage central *Andrei Florea Curcanul*³¹ réside dans le conflit né entre un héroïsme dépourvu de gestes et un grand amour. Ce personnage a une identité nettement précisée : c'est le héros qui a planté le drapeau sur la redoute de Grivitsa, en le défendant au prix de sa vie. Le final est d'un réalisme frappant : une sorte de « bilan » spirituel avec, d'une part la joie de vivre, de survivre, et d'autre part une défaite intime.

Dans sa conférence donnée sous le titre de *Curcanii*³² (surnom d'un corps de troupe d'élite roumain) à l'Athénée de Bucarest, A. Odobescu poursuivait lui aussi des desiderata classiques : instruire à l'aide d'exemples mémorables. Cette fois-ci, les moyens littéraires ne s'écartent guère des sentiers battus. Une image du champ de bataille semble emprunter ses traits à quelque source de la Grèce antique : « Ne dirait-on pas, en voyant avec quelle précision, avec quelle fermeté s'alternent et se renouvellent sans cesse les lignes dispersées et très menacées des tirailleurs, qu'ils s'adonnent à leurs exercices militaires sur un champ de manœuvre, à cette différence près que tous ont le sentiment que l'œil qui passe maintenant

³¹ Nicolae Gane, *Comoara de pe Rarău*, nouvelles, édition soignée et préfacée par Ilie Dan, Minerva, București, 1971.

³² Al. Odobescu, *Curcanii* (La conquête de Rahova par les troupes roumaines en novembre 1877), Conférence donnée à l'Athénée de Bucarest le 25 mars (6 avril), dans *Opere complete*, Minerva, București, 1906.

leur revue et guette leurs erreurs est le regard farouche de la mort même, et la justice qui les attend c'est la vie, c'est l'honneur, c'est la liberté, c'est la gloire ! »³³.

Avec le roman de Duiliu Zamfirescu, *În război* (À la guerre)³⁴, ce sont les exigences de la construction épique qui prévalent, comme de juste, sur les faits réels. L'écrivain fait preuve de lucidité dans ses analyses, dépouillées de tout convenu. Il saisit avec un remarquable esprit d'observation la manière dont les hommes simples, les pauvres, prenaient connaissance de la gravité des événements³⁵. En revanche, les dialogues, dans le désir de surmonter ce que le moment a de limité, sont parfois surchargés. Mais la véritable innovation à cette étape du développement du roman réside dans l'introduction des documents (communiqués de guerre, ordres de batailles, etc.) dans la trame du récit. Ce roman — dont il n'est guère possible de pousser plus loin l'analyse maintenant — est une heureuse combinaison de l'imagination avec la réalité, de sorte que, même sans fournir l'image exacte de l'événement, il rafraîchit le souvenir de ses données essentielles.

Rien dans les Croquis de guerre (*1877, Schițe din război*)³⁶ d'Emil Gârleanu ne change l'image de son œuvre, telle qu'elle se dégage de ses autres écrits. Son « humanisme » se refuse presque à voir dans les combattants qui s'affrontent les représentants de deux armées ennemies, de deux intérêts en conflit. Pour Gârleanu, tous sont en premier lieu des hommes, des hommes ayant également droit à la fierté, à l'honneur, etc. L'un de ses petits récits, « La Sentinelle », raconte comment un soldat roumain et un turc se sont rencontrés entre les lignes et s'y sont reposés côte à côte. Un jeune Turc livre un combat héroïque et se suicide pour ne point tomber prisonnier, ce qui suscite l'exclamation suivante chez l'un de ses poursuivants, pour lequel le courage était l'apanage exclusif des Roumains : « Fameux Roumains, mes gars ! »³⁷ *Palma* (La Gifle), témoigne de la fierté audacieuse d'un Tcherkesse qui, bien que désarmé, s'était jeté à l'attaque et, parce qu'on lui avait refusé la participation à la bataille, se considérait offensé. Avec *Ticălosul* (La Canaille), l'écrivain brosse une scène de campagne, alors que « Quelques jours en août 1877 » (*Cîteva zile din august 1877*) représente un journal légèrement modifié. Plus complexe sous le rapport épique, mais plus artificielle aussi se révèle la nouvelle intitulée « Les Blessés » (*Răniții*) : trois soldats ressortissants des trois pays en conflit, après avoir combattu avec acharnement les uns contre les autres, aboutissent tous les trois sous la même tente sanitaire où ils finiront leurs jours fixant d'un regard agonisant le pâle rayon de soleil qui se glisse à travers une déchirure de la tente — image suggestive entre toutes.

De même que George Coșbuc, Mihai Sadoveanu voit dans les combattants les paysans qui ont quitté leurs travaux aux champs et leurs villages pour faire revivre les hauts faits d'armes de leurs ancêtres. Si

³³ *Ibidem*, p. 345.

³⁴ Duiliu Zamfirescu, *În război*, roman, Universala Alcalay & Co., București, s.a.

³⁵ *Ibidem*, p. 46.

³⁶ Em. Gârleanu, *1877. Schițe din război*, Socec & Co., Société Anonyme, București, 1908.

³⁷ *Ibidem*, p. 22.

Duiliu Zamfirescu choisit ses personnages d'un certain milieu, pour suivre et analyser un processus psychologique donné, Sadoveanu aime saisir de petites scènes isolées. La vie des soldats, c'est la vie difficile et monotone des paysans, menée avec stoïcisme et sans ménager, en fin de compte, les sacrifices le moment venu. Toutefois, ses « Contes de guerre » (*Povestiri din război*)³⁸ comportent encore maintes réminiscences des récits de sa jeunesse racontant les prouesses des haïdouks. C'est absolument dans cette note qu'il a écrit son *Dascălul Irimia*, cependant que dans *Mînia moșului* (La colère du vieux) il y a une teinte d'humour. Avec le récit intitulé *În spital* (À l'hôpital), on retrouve le thème d'*Andrei Florea Curcanul* : la confrontation entre les deux catégories morales classiques, le sacrifice sur le champ de bataille et l'impuissance du héros face à la passion, tout en la sachant sans espoir. *Prînzul* (Le Repas) offre une séquence de la vie du soldat en campagne, marquée par la disette, tandis que *Moara părăsită* (Le moulin abandonné) donne l'image d'un accrochage sérieux entre les deux camps. Plus proche de ce que Sadoveanu allait écrire par la suite, *Călărașul* (du nom donné à certaines unités montées de l'armée roumaine : le Cavalier) montre que la mort elle-même n'arrive pas à effacer les inégalités sociales : aux riches — les honneurs de la guerre ; pour les autres — une commémoration plus modeste. Un sujet qui ne pouvait manquer d'être traité dans ce contexte était celui de la chute de Grivitsa (*Luarea Griviței*), qui permet à l'auteur maintes évocations plastiques. Dans *Două dureri* (Deux peines), un soldat roumain, blessé à proximité de la redoute à peine conquise, se traîne d'un dernier effort, pour mourir auprès des siens. La fin, l'approche de la mort passe comme un frisson, une angoisse confuse ; l'écrivain, profondément compréhensif, se révèle aussi d'une grande pénétration : « Alors, je sentis que la mort était proche, je sentis son souffle, et un désespoir poignant, sans parole, me submergea (...) Je me rendais compte, maintenant, que, bien que seul au monde, tant de liens m'unissent quand même à chaque coin de terre où j'avais fait halte un instant, avec chaque visage entrevu seulement en passant »³⁹. Mais même les combats épuisants ont leurs « heures tranquilles » (*Ceasuri de pace*), pendant lesquelles le feu s'arrête pour qu'on enterre les morts. À ces moments, les soldats, sans armes, se regardent face à face et commencent à s'adresser quelques mots ou à faire passer des objets sans intérêt d'un camp à l'autre. Après l'accalmie, la bataille reprend, plus silencieuse, plus impétueuse, plus implacable. Ni la victoire n'arrive à mettre un terme à la souffrance. L'escorte des vainqueurs est en proie aux mêmes épreuves que les Turcs captifs du convoi, dont bon nombre tombent épuisés ; une sorte de solidarité se noue entre ces anciens combattants, née de l'épreuve du feu que tous avaient subie (*Convoiul*). Ce thème avait été traité par Gârleanu également : un jeune brigadier roumain suit les efforts d'un officier turc de se maintenir debout ; quand celui-ci perd ses dernières forces, le sous-officier lui présente son propre revolver pour lui éviter d'être mangé tout vif par les rapaces et les carnassiers. Un autre thème « classique » est mis en cause par ces deux récits, à savoir : la solidarité née des épreuves du combat, cette « initiation » des combattants.

³⁸ Mihail Sadoveanu, *Povestiri din război*, Minerva, București, 1905.

³⁹ *Ibidem*, p. 126.

Les échos de la guerre roumaine pour l'indépendance sont beaucoup plus nombreux que ceux évoqués ici. Mais dans ces pages, nous avons voulu montrer seulement que l'événement fut si percutant qu'il a contribué à fixer certaines structures littéraires, dépassant donc le stade de la simple évocation illustrative. Avec les années, quantité d'ouvrages ont été consacrés à la guerre de 1877 ⁴⁰, chacun fournissant son apport plus ou moins important à l'œuvre commémorative des luttes héroïques du peuple roumain. Notons parmi les tout derniers ouvrages la pièce de Mircea Radu Iacoban, *Reduta* (La Redoute)⁴¹, qui, partant d'une image historique exacte, introduit de nouvelles dimensions dans la littérature qui évoque l'indépendance, car elle fait entrer dans un cadre déjà bien connu les coordonnées de la conscience moderne.

En nous arrêtant ainsi à quelques œuvres représentatives, il nous a été possible de constater que, au-delà de la valeur culturelle de l'évocation d'un moment crucial de l'histoire roumaine, ces œuvres révèlent au jour des structures artistiques caractérisant la fin du XIX^e siècle et le début du siècle suivant. Leur témoignage est évident quant à la place que la guerre d'indépendance d'il y a un siècle a pu tenir dans la conscience littéraire roumaine.

⁴⁰ À part les poésies, très nombreuses, mentionnons un choix d'ouvrages en prose : Ion Pas, *Noi la 77* et *Lanțuri* (une partie du roman), ainsi que Nicolae Tăutu, *Plecat-am nouă din Vaslui*.

⁴¹ Mircea Radu Iacoban, *Reduta*, en première le 10 décembre 1976 au Théâtre National « Vasile Alecsandri » de Iași.

LA PARTICIPATION DE LA ROUMANIE ET DE LA SERBIE À LA GUERRE DE 1877 REFLÉTÉE DANS LE ROMAN DE SOFIA NĂDEJDE : « LA TRAGÉDIE DES OBRÉNOVITCH »

VICTORIA FRÂNCU

Militante distinguée du mouvement socialiste de la Roumanie, fervente adepte de l'émancipation de la femme, publiciste de marque et écrivain doué, optant sans hésitation pour l'approche de la réalité et de la vérité en littérature, Sofia Nădejde (1858—1946) est l'auteur de plusieurs volumes d'essais, de quelques pièces de théâtre et romans, d'un certain nombre de mémoires qui ont d'abord paru dans les revues et les journaux de l'époque, et ensuite en volume¹. *La tragédie des Obrénovitch* — œuvre qui se situe aux confins de la littérature d'invention et de la littérature publicitaire, et que son auteur même considère comme un roman², n'a pas eu le même sort que les autres écrits, restant oubliée dans les pages de l'« Universul » où elle fut publiée³, ce qui amena son oubli par la critique et l'histoire littéraire roumaines⁴.

La tragédie des Obrénovitch commence à paraître en même temps que les dernières séquences du roman *Passions* — œuvre du même auteur, parue à moins d'une semaine après le coup d'État de Belgrade des 28/29 mai 1903⁵, événement que Sofia Nădejde désire éclaircir, en mettant à la portée des lecteurs roumains sa « clé »⁶. Consciente à cette date-là de la détermination matérielle du phénomène social, ayant une conception

¹ G. Călinescu, *Istoria literaturii române de la origini pînă în prezent*, Bucarest, 1941, p. 482; V. Vişinescu, *Studiu introductiv* pour le livre de Sofia Nădejde, *Din chinurile vieţii*, Bucarest, 1968, p. X—XIX.

² Sofia Nădejde lui a même donné comme sous-titre « roman historique original ». Cf. « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 150.

³ XXI^e année, 1903, n^{os} 150—244; 247—253; 255—264; 266—268; 270—272; 274, 276; 278—280; 282, 284, 286; 288—289; 291; 293—294; 296; 298—301.

⁴ Sans commenter le roman, V. Vişinescu le signale dans la bibliographie afférente au volume *Din chinurile vieţii*, p. 267—268, lequel renferme une erreur insignifiante, car le roman se clôt avec le n^o 301 (et non pas 298 !).

⁵ La première séquence parut dans le n^o 150 du 4 juin 1903 du quotidien roumain mentionné. Le coup d'État des 28/29 mai 1903 a été l'aboutissement des actions organisées par un groupe d'officiers dont le principal but a été la suppression du dernier représentant de la dynastie Obrénovitch, Alexandre, et de sa femme Draga, ce qui signifia, en fait, la liquidation d'un gouvernement autocratique qui était devenu insupportable, et son remplacement sur le trône du pays avec Pierre Karadjordjevitch, appartenant à l'autre maison princière. Pendant son règne a eu lieu en Serbie un véritable revirement politique, social, économique. Cf. *Enciklopedija Jugoslavije*, vol. 5, Zagreb, 1962, p. 598—599; I. Božić, S. Ćirković, M. Ekmečić, V. Dedijer, *Istoriја Jugoslaviје*, Belgrad, 1972, p. 330.

⁶ « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 151.

avancée de la création de l'histoire par les masses, du caractère inexorable de son déroulement ⁷, l'écrivain ne cherche pas, à l'exemple des « auteurs des romans à sensation »⁸ les causes des événements ayant eu lieu à Belgrade seulement dans le comportement d'Alexandre et de Draga Obrénovič, mais bien plutôt dans la vie politique, sociale et économique de la Serbie pendant la seconde moitié du XIX-e siècle.

Le but que l'auteur a envisagé, de même que la manière de l'accomplir ont imprimé à la *Tragédie des Obrénovič* un caractère à part, une certaine structure et composition, une certaine sélection du matériel épique. Ainsi, après avoir débuté comme roman de Natalia Cheșcu, mariée en 1875 à Milan Obrénovič, le roi de la Serbie ⁹, d'une ascendance en partie identique ¹⁰, le livre de Sofia Nădejde se transforme dans une ample fresque de la société serbe à la seconde moitié du XIX-e siècle. Sur ce fond vient se projeter l'existence des derniers descendants de la dynastie mentionnée. Disposé en trois parties à étendue presque égale — dont la première expose l'histoire de la fille de boyards roumains avec le roi de la Serbie, jusqu'à la naissance en 1876 de leur fils, Alexandre ; la deuxième reprend le fil de la narration depuis l'entrée de la Roumanie et de la Serbie dans la guerre de 1877, allant jusqu'à l'abdication de Milan, en 1889 ; enfin, la troisième donne des relations sur le règne du dernier Obrénovič, brusquement interrompu en 1903 — le matériel épique est ordonné par l'écrivain sur deux plans qui s'interfèrent en permanence : l'un à caractère biographique-narratif, l'autre, épistolaire, les deux parfaitement appropriés à la tâche assumée : la révélation des causes de l'événement qui s'est passé à Belgrade, les 28/29 mai 1903. Nullement nouvelle, mais appropriée au but poursuivi, la solution épique adoptée permet, d'une part, la reconstitution des coordonnées biographiques des Obrénovič : Natalia, Milan, Alexandre, Draga et, d'autre part, la représentation d'un ample panorama de la vie serbe, réalisée dans le plan épistolaire. Construit à partir de la correspondance de Cazimir — boyard ruiné qui avait trouvé abri dans la maison de la famille Cheșcu et qui avait pressenti bien avant le dramatique

⁷ *Ibidem*, n^{os} 158, 254.

⁸ Les publications roumaines comprennent un nombre considérable de ces productions, romans, pièces de théâtre, pièces musicales, œuvres originales ou transpositions. Nous en mentionnons deux, figurant dans le chapitre « romans » : Baron de S., *Misterele curții regale din Belgrad*, dans « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 225, puis dans « Universul literar », XXI^e, anée, 1903 n^{os} 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52 ; Adrian Dorea, *Sceptru și singe sau tragedia din Belgrad*, « Munca », Bucarest, 1903. On a après mis en scène une pièce de théâtre qui a été jouée antérieurement en Allemagne et en Italie, *Regina Draga ou Drama din Belgrad*, — probablement identique à une autre écrite par I. Kraus (traduite par C. Velcescu) : *Drama singeroasă din Belgrad*. Cf. « Universul », XXI^e année, 1903, n^{os} 180, 181, 186, 190, 289, 290, 291, 292, 294, 295, 297, 301. On chanta *Cîntecul reginei Draga*, versification de P. Macri, musique de Niedermayer, arrangement de L. Stern, dans l'interprétation de Margareta Dumitrescu-Dan. Cf. « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 172.

⁹ S. Novaković, *Dvadeset godna ustavne politike u Srbiji*, Belgrade, 1912, p. 200 ; Ž. Zivanović, *Politička istorija Srbije u drugoj polovini 19. veka*, I, Belgrade, p. 318, 331 ; *ibidem*, II, p. 369 ; N. Iorga, *Histoire des Roumains et de la romanité orientale*, X, Bucarest, 1945, p. 156 ; Gral R. Rosetti, *Din corespondența inedită a Principelui Milan al Serbiei cu colonelul Gheorghe Catargi în timpul războiului din 1877—1878*, Academia română, Memoriile secțiunii istorice, III^e série, t. XVII, mem. 3, Bucarest, 1935, p. 39, note 5.

¹⁰ Celui-ci est né à Jassy, le 22 août 1854, fils de Mihail Obrénovič et de Maria Catardji, descendante d'une famille de propriétaires de domaines roumains de Moldavie. Cf. Gral R. Rosetti, *op. cit.*, p. 39 et note 2 ; « Universul », XXI^e année, 1903, n^{os} 151, 153.

dénouement du mariage de Natalia et Milan — avec Ștefan Pruncu — jeune homme amoureux de la future reine de la Serbie ; envoyé pour cette même raison dans le pays qui allait devenir sa patrie, afin d'y rassembler les arguments nécessaires à empêcher la réalisation du plan matrimonial ; resté ensuite pour y veiller à la tranquillité de sa bien-aimée et y recueillir le matériel nécessaire à une étude sur les Serbes il confia son manuscrit à Sofia Nădejde, afin de le faire publier¹¹ (il est, d'ailleurs le seul personnage littéraire du roman, une figure voltairienne, un *alter ego* de l'écrivain auquel celle-ci a transféré beaucoup de ses propres passions et traits de caractère) — le plan épistolaire est constitué comme un pendant de celui biographique-narratif, étant destiné presque à l'exclusivité à permettre des incursions dans l'histoire moderne des Serbes, des exposés sur leur politique intérieure et extérieure, sur la situation sociale et économique particulièrement difficile, car les ambitions et les efforts pour l'édification d'un pays moderne se heurtaient aux conséquences d'une occupation cinq fois centenaire.

L'une des sept épîtres qui débattent les événements marquants ayant eu lieu pendant le règne des deux Obrénovič — Milan et Alexandre — met au premier plan la participation de la Roumanie et de la Serbie à la guerre de 1877¹². Son auteur, le même Ștefan Pruncu, se retrouve sur le territoire enflammé par les combats, mais, ayant attrapé une maladie cardiaque pendant la guerre précédente (1876), il se trouvait cette fois dans la posture de correspondant d'un journal. La lettre datée d'octobre 1878, adressée de Nish au vieux Cazimir, s'ouvre sur une suite de paysages grandioses tracés au cours du passage de l'armée serbe de Belgrade vers Nish —, art dans lequel Sofia Nădejde excelle : il est spécifique de son style¹³.

La raison de l'évocation sentimentale des lieux déjà parcourus semble être double, car les images rendues par l'auteur ont le don de nous enchanter, tandis que la beauté des rivières de Sava et de Morava, et celle des forêts de Chumadia ne sauraient compenser l'état arriéré des régions, dû à l'occupation turque, que l'on voyait partout. Les villages et les villes se faisaient plus rares, à mesure où l'on avançait vers le sud — signe du faible développement ; des villes ayant une position stratégique reconnue, tel que Nish, offrent aux regards des rues étroites, tortueuses, que seule éclairait la lueur des étoiles¹⁴. Une bâtisse, car on ne saurait l'appeler monument, qui se trouvait aux alentours de Nish, témoigne de la cruauté et du désespoir dont les agresseurs se sont opposés à ceux qui revendiquaient, armes aux mains, leur droit à la liberté.

Après cet exposé de motifs si expressif, mais sombre, l'auteur nous introduit dans l'atmosphère de la Serbie épuisée par la guerre qu'elle avait

¹¹ « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 150.

¹² *Ibidem*, n^{os} 196, 197, 198, 199.

¹³ V. Vișinescu, *Studiu introductiv* au livre de Sofia Nădejde, *Din chinurile vieții*, p. XXXII—XXXIII.

¹⁴ « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 196.

perdue, celle de 1876¹⁵. On attendait fiévreusement l'évolution des événements, en sélectionnant ensuite les moments relevant de leur participation à la nouvelle confrontation des forces qui s'était déclenchée au moment du passage de la frontière de la Roumanie, le 12 avril 1877¹⁶ : l'entrée, l'engagement d'opérations, leur déroulement, les conditions de la paix de San-Stephano, les résultats du Congrès de Berlin, la pendulation de la politique extérieure entre la Russie et l'Autriche.

L'entrée en guerre de la Serbie a eu lieu, à l'opinion de l'écrivain, sous une constellation moins favorable, semblable à plusieurs points de vue à celle qui a patronné à l'engagement de la Roumanie dans la confrontation avec les Turcs. Ainsi, tandis que les esprits favorables à l'alliance immédiate et non conditionnée, présidée par la reine Natalia et Jovan Ristich, s'échauffaient, l'homme à l'esprit toujours en éveil qui a été Milan Obrenovitch scrutait sans cesse la situation de la Roumanie¹⁷, ce qui l'amena à agir prudemment. Afin de préparer les conditions de l'entrée en guerre de la Serbie, Milan se rendit à Ploiești, où il trouva le tsar Alexandre II et son quartier général. Mais il fut accueilli avec froideur¹⁸ : « La Russie n'a besoin de l'aide de personne... l'Europe tiendra compte de l'attitude pacifique de la Serbie »¹⁹. Mais, le déroulement ultérieur des opérations militaires imposa l'entrée des alliés dans la guerre. En fait, la Roumanie qui s'était engagée dans les ostilités²⁰ répondit promptement à l'appel qui lui fut adressé, envoya des troupes de l'autre côté du Danube, en participant effectivement à la conquête de la victoire. Un télégramme similaire — peut-être identique à celui lancé aux Roumains²¹ — a été remis à Milan par Epahinof, avec l'ordre du tsar de se diriger avec 30 000 combattants vers Nish. Bien que les pressions exercées par le parti conduit par la reine et Jovan Ristich fussent grandes, Milan ne pouvait oublier la leçon reçue à Ploiești de sorte que l'entrée en guerre de la Serbie eut lieu 4 jours après la chute de Plevna, le 4 décembre 1877²².

¹⁵ *Istoria reshelului din orient ou Luptele românilor, rușilor, muntenegrenilor și sîrbilor cu turcii (din 1877—78)*, d'après les publications du pays et de l'étranger. Publiée par les soins de D. Laurian, avec la collaboration de I. Manliu et D. Miron, fasc. I—IX, Bucarest, 1878, p. 2—3, 12—13; I. Božić, S. Ćirković, M. Ekmečić, V. Dedijer, *op. cit.*, p. 315, 317.

¹⁶ Voir pour l'exactitude de l'information *Istoria poporului român*, publiée par Andrei Oțetea, Bucarest, 1970, p. 287.

¹⁷ Voir N. Iorga, *Histoire...*, X, p. 216; *Istoria poporului român*, p. 288.

¹⁸ *Ibidem*.

¹⁹ « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 197. Pour plus de détails, voir Vladan Djordjević, *Srpskoturski rat. Uspomene i beleške iz 1876., 1877. i 1878. godine*, II, Belgrade, 1907, p. 23; Ž. Živanović, *Politička istorija Srbije u drugoj polovini 19. veka*, I, p. 354—355; Gral R. Rosetti, *op. cit.*, p. 44 et note 1. Mais nous sommes assuré que Milan a négocié la collaboration avec l'armée russe beaucoup avant la date de la visite rendue au tsar les 3—5 juin 1877, par l'intermédiaire de son oncle, le colonel G. Catardji, en obtenant alors un résultat favorable. Cf. Gral R. Rosetti, *op. cit.*, p. 40—44; N. Ciachir, *România în sud-estul Europei (1848—1886)*, Bucarest, 1968, p. 164—165; idem, *Istoria modernă a Serbiei*, Centre de multiplication de l'Université, Bucarest, 1974, p. 101—103.

²⁰ Voir pour une information plus détaillée, *Istoria poporului român*, p. 287—288.

²¹ N. Iorga, *Histoire...*, X, p. 232—234; *Istoria poporului român*, p. 288—289.

²² *Memoriile regelui Carol I al României*, XII, Bucarest, 1909—1912 (I—XVII), p. 36, du 4 décembre 1877; Vl. Djordjević, *op. cit.*, II, p. 49—50; Gral R. Rosetti, *op. cit.*, p. 45, note 3. St. Stanojević fait une légère erreur en plaçant cette date le 1^{er} décembre. Voir *Istoriya srpskoga naroda*, 3^e éd., Belgrade, 1926, p. 376. L'entrée en guerre de la Serbie a été fixée par N. Ciachir le 2 décembre 1877. Cf. *România în sud-estul Europei*, p. 173; *Istoria modernă a Serbiei*, p. 103.

Les combats en soi constituent le second côté de l'évocation de Sofia Nădejde. A la date mentionnée ci-dessus, Milan déclare la guerre à la Turquie, entrant en lutte avec 70 000 fantassins, 3 000 soldats de cavalerie, 250 canons, dirigeant les opérations dans trois directions, Pirot, Nish, Palanka, aux fins de protéger l'aile gauche et l'arrière du front des troupes russes, leur facilitant l'avance vers le sud. Sur tous les fronts les Serbes ont remporté des victoires : le 12 décembre, le colonel Horvatovich conquiert Ak-Palanka ²³, ensuite le général Beli-Markovich prit possession de Vranitza, où se trouvait une armée turque presque 3 fois plus nombreuse que l'armée serbe. Les 28/29 décembre ont vu tomber Nish, où avaient eu lieu les combats les plus acharnés. Le siège de la cité a été dur, car les Ottomans bombardaient intensément les positions occupées par les Serbes. Le 28 décembre, les soldats, qui avaient passé leurs Fêtes sous le feu ennemi, prirent d'assaut le fort de Goritza, opération qui décida de la victoire. Les Ottomans renversaient du haut des murailles ceux qui s'y avançaient, mais bientôt leur supériorité numérique fut annulée et Nish céda enfin :

«Le drapeau serbe flottait le lendemain au-dessus de Nish, après cinq siècles de domination, depuis que, dans la Cîmpia Mierlei, les Serbes avaient été vaincus par les Ottomans»²⁴.

L'opération de l'armée serbe continua après la conquête de Nish ; les combattants luttèrent contre l'ennemi et contre les rigueurs d'un hiver particulièrement dur. Conscient que les Grandes Puissances se disputaient les sphères d'influence, Milan Obrénoyitch fit appel à l'Autriche pour défendre les intérêts de son pays, ce qui arriva au Congrès de Berlin ²⁵, dont les décisions ont donné satisfaction au souverain. Le dénouement de la guerre a constitué une raison pour des disputes publiques, doublées de polémiques familiales car Milan montra une tendance à orienter la politique extérieure vers l'Autriche, tandis que Natalia restait fidèle à son attachement à la Russie.

L'épître de Ștefan Pruncu — alias Sofia Nădejde — au boyard Cazimir, tout comme *La Tragédie des Obrénoyitch*, une partie de l'unique roman roumain d'ampleur à traiter d'un événement qui s'est passé en Serbie, relève d'une part, les sacrifices au prix desquels a été réalisé l'idéal commun des Roumains et des Serbes, l'affranchissement de la domination ottomane et l'assurance d'un développement indépendant et, d'autre part, les divers obstacles dans la voie du développement normal de ce pays.

Douée d'un sens politique particulier et animée de l'amour de la vérité, Sofia Nădejde est un messenger généreux de la lutte du peuple serbe dont les destinées se sont souvent entrecroisées avec celles du peuple roumain — ce que l'épître consacrée à la guerre de 1877, insérée dans le roman *La tragédie des Obrénoyitch*, met en évidence.

²³ Voir VI. Djordjević, *op. cit.*, p. 65—72 ; St. Stanojević, *op. cit.*, p. 376 ; N. Ciachir, *Istoria modernă a Serbiei*, p. 103—104.

²⁴ « Universul », XXI^e année, 1903, n^o 198. Voir une description du combat chez VI. Djordjević, *op. cit.*, II, p. 161—210.

²⁵ Voir une information plus détaillée chez St. Stanojević, *op. cit.*, p. 377 ; N. Ciachir, *Istoria modernă a Serbiei*, p. 107.

BIBLIOGRAPHIES HISTORIQUES ROUMAINES ET ÉTRANGÈRES DES PAYS SUD-EST EUROPÉENS CONCERNANT LES ANNÉES 1875 — 1878

DOINA ELENA FĂGET

Vu les dimensions nationales et européennes de la crise orientale et de la guerre de 1877—1878, il était naturel qu'elles aient fixé l'intérêt d'un grand nombre de chercheurs. Comme de juste, les historiens de la péninsule Balkanique se sont attachés à l'analyse en tout premier lieu des événements vécus par leurs propres pays, chacun essayant de saisir les éléments caractéristiques, la position des gouvernements et de l'opinion publique respectifs, l'écho et la portée de leur lutte de libération nationale. Mais il convient de remarquer que tous les ouvrages importants qui traitent de la période 1875—1878 font entrer ces traits particuliers dans le contexte balkanique et européen en général, de sorte qu'ils fournissent un apport précieux à la connaissance exacte des forces impliquées dans cette conflagration.

L'abondance des ouvrages les plus divers consacrés à l'intervalle des années 1875—1878 dans le sud-est de l'Europe exigea l'élaboration de toute une série de bibliographies susceptibles de mettre à la disposition des spécialistes une documentation à la fois riche et systématisée suivant des principes unitaires.

D'une importance toute particulière pour la période et la zone concernées s'avèrent les bibliographies nationales, celles d'ordre général de même que les bibliographies spéciales. À leur origine se trouvent des considérants d'intérêt national : le besoin de donner une image aussi complète que possible des événements qui ont eu lieu pendant les années 1875—1878, période cruciale pour l'histoire des peuples sud-est européens.

BIBLIOGRAPHIES ROUMAINES

L'historiographie roumaine compte une grande quantité de livres et brochures, articles parus dans les revues spécialisées ou les périodiques de caractère socio-politique, ouvrages de vulgarisation consacrés à la guerre roumaine pour l'indépendance des années 1877—1878. Tous ces matériaux ont été systématisés par la bibliographie roumaine, qui a préparé de la sorte des instruments de travail d'une grande utilité. Il y a dans toutes les bibliographies générales roumaines à l'usage des historiens un chapitre entièrement dédié aux travaux qui traitent de la participation de la Roumanie à la guerre de 1877.

Dès les premières années du XX^e siècle, dans un discours à une séance solennelle de l'Académie Roumaine, le professeur Ioan Bogdan procédait à une analyse approfondie de l'historiographie et de ses problèmes, en offrant de la sorte à la recherche historique un très précieux guide bibliographique de la littérature historique roumaine parue jusqu'à cette date¹. Après le parachèvement de l'unité nationale, en 1919, devait paraître la première bibliographie de l'histoire des Roumains, due à T. G. Bulat². Il s'agit d'une bibliographie générale, en deux volumes avec 2460 titres d'histoire générale et politique, d'histoire du droit, d'histoire culturelle, d'histoire économique, d'histoire ecclésiastique. Un chapitre du premier volume traite des disciplines auxiliaires et le même volume englobe aussi les sources, documents, chroniques, etc.

Si le nombre des bibliographies roumaines parues dans la première moitié du XX^e siècle n'est pas grand cette lacune a été pour une bonne part comblée grâce aux ouvrages dus à C. C. Giurescu, N. Iorga, P. P. Panaitescu, N. Georgescu-Tistu, Al. Lapedatu, Ioan Lupu, Al. Boldur, etc³. Pour les années 1921—1945, il y a la précieuse série des répertoires bibliographiques élaborés par Ioachim Crăciun, le bibliographe si connu et apprécié de Cluj⁴. Ensuite, là relève appartient à l'académicien P. Constantinescu-Iași, dont la synthèse bibliographique des ouvrages de l'historiographie roumaine couvre la période 1945—1955⁵.

Mais les dix dernières années sont sans doute les plus fécondes en publication bibliographiques de grande envergure. Par exemple, successi-

¹ Ioan Bogdan, *Istoriografia română și problemele et actuale* (L'historiographie roumaine et ses problèmes actuels), București, Inst. de arte grafice C. Göbl, 1905. N. Iorga, *Despre adunarea și tipăritura izvoarelor relative la Istoria Românilor. Rolul și misiunea Academiei Române*, dans *Prinos lui A. D. Sturdza la împlinirea celor șaptezeci de ani* (À propos du recueil et l'édition des sources relatives à l'Histoire des Roumains. Le rôle et la mission de l'Académie Roumaine dans Hommage à A. D. Stourdza à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire) București, 1903, p. 1—127.

² T. G. Bulat, *Încercare de bibliografie a istoriei românilor* (Essai de bibliographie de l'histoire des Roumains), Fasc. I—II, Râmnicu-Vâlcea, 1919.

³ Pour cette période, à consulter les ouvrages suivants concernant les préoccupations de l'historiographie roumaine : C. C. Giurescu, *Considerații asupra istoriografiei românești în ultimii douăzeci de ani* (Considérations sur l'historiographie roumaine au cours des vingt dernières années), Vălenii de Munte, « Datina Românească », 1926 ; N. Iorga, *Histoire et historiens depuis cinquante ans. Méthodes, organisation et résultats du travail historique de 1878 à 1926*. Recueil publié à l'occasion du cinquantenaire de la « Revue historique », Paris, Felix Alcan, 1927, p. 320—340 ; idem, *La littérature historique roumaine 1921—1926*, Warszawa, 1928 ; idem, *La littérature historique roumaine 1927—1928*, Warszawa, 1930 ; N. Georgescu-Tistu, *Pubblicazioni storiche rumene della guerra in poi*, Firenze, Leo S. Olschki éd., 1930 ; P. P. Panaitescu, *Rumänische Geschichtsschreibung, 1918—1942*, « Süd-Ost Forschungen », 1943, Bd. VIII, p. 69—109. Al. Boldur, *Știința istorică română în ultimii douăzeci și cinci de ani. Constatări și remedii* (La science historique roumaine au cours des dernières vingt-cinq années. Remarques et remèdes), Iași, 1947.

⁴ Ioachim Crăciun, *Istoriografia română în anii 1921 și 1922. Repertoriu bibliografic* (L'historiographie roumaine pendant les années 1921 et 1922. Répertoire bibliographique), București, 1928, etc.

⁵ Petre Constantinescu-Iași, *Realizările istoriografiei române între anii 1945—1955* (Les réalisations de l'historiographie roumaine dans l'intervalle des années 1945—1955, București, 1955 ; voir aussi Paul Simionescu, *Bibliografie istorică a României pentru sec. XIX* (Bibliographie historique de la Roumanie pour le XIX^e siècle), București, 1957 ; idem, *Ghidul bibliografic de istorie medie și modernă a României* (Guide bibliographique de l'histoire médiévale et moderne de la Roumanie), publié dans « Rumanian Studies », Leyden, E. J. Brill, 1970.

vement, en 1968 et 1970, apparaissent sous l'égide de la Bibliothèque Centrale Universitaire de Bucarest deux bibliographies générales sélectives. Elles sont en étroit rapport avec le développement de l'enseignement supérieur dans le domaine de l'histoire roumaine, par conséquent destinées aux étudiants et aux jeunes chercheurs ⁶.

De grandes dimensions et conçue à partir du principe de la chronologie inverse à la date de parution, la bibliographie de Robert Deutsch réalisée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la Libération met à la disposition des lecteurs maintes données utiles ⁷.

En 1970, est inaugurée la collection « Bibliographia Historica Romaniae », qui publie à partir de 1972 la bibliographie générale des ouvrages parus au XIX^e siècle ou au XX^e siècle, mais concernant le siècle précédent, et se rapportant à la Roumanie, le pays et ses habitants, sa vie économique, politique et culturelle au siècle dernier ⁸. Cette bibliographie comprend aussi un grand nombre d'ouvrages consacrés à la guerre de 1877—1878.

À mentionner, par ailleurs, les ouvrages de caractère militaire réunis dans un volume bibliographique, publié par les Editions militaires (Editura Militară) en 1975 ⁹.

Outre ces bibliographies parues dans des volumes à part, les périodiques spécialisés ont publié de leur côté des bibliographies ou des notes et index bibliographiques englobant les livres et les articles relatifs à l'histoire de la Roumanie dans la période des années 1875—1878 ¹⁰.

L'intérêt tout particulier accordé par les historiens roumains aux événements déroulés dans leur pays à cette époque s'est concrétisé dans une suite de livres, brochures, articles et études. Ce matériel a servi de base, lors des différentes occasions jubilaires, à toute une série de bibliographies spéciales, concentrant la majorité des sources scientifiques ayant trait au thème concerné. Un premier ouvrage de ce genre a été imprimé il y a un demi-siècle, pour l'anniversaire du demi-centenaire de l'indépendance nationale de la Roumanie. L'auteur, Ioan C. Băcilă ¹¹, a enregistré

⁶ Sanda Cădea, *Istoria României. Ghid bibliografic* (Histoire de Roumanie. Guide bibliographique), București, 1968 ; *Bibliografia lucrărilor științifice ale cadrelor didactice din Universitatea București* (La bibliographie des ouvrages scientifiques des cadres enseignants de l'Université de Bucarest), Série d'Histoire, vol. I—II, București, 1970.

⁷ Robert Deutsch, *Istoriei și situația istorică din România 1944—1969* (Les historiens et la situation historique en Roumanie. 1944—1969), București, 1970. L'ouvrage englobe aussi bien les livres et articles roumains que les travaux d'histoire traduits en Roumanie dans l'intervalle 1944—1969. Seuls les titres concernant la guerre de 1877 figurent aux positions 676—725.

⁸ *Bibliografia istorică a României. II. Sec. XIX. Tom. I. Cadrul general. Țara și locuitorii* (La bibliographie historique de la Roumanie. II. XIX^e siècle. Tome I^{er}. Le cadre général. Pays et habitants), București, 1972.

⁹ *Bibliografia militară românească. Vol. I (1831—1913)* (La bibliographie militaire roumaine. I^{er} vol. 1831—1913), București, Bibliothèque Centrale du Ministère de la Défense Nationale, 1975.

¹⁰ Les périodiques ayant publié des bibliographies générales relatives à l'histoire roumaine sont les suivants : « Anuarul Institutului de istorie națională din Cluj », vol. 11, III, IV, 1923—1925 ; « Studii », 1954, VII, no. 3, p. 161—172 ; ibidem, 1956, IX, no. 4, p. 197—210 et no. 5, p. 175—183 ; ibidem, Supplément bibliographique (1948—1957), 1958 ; « Revue roumaine d'histoire », 1966, t. V, no. 3, p. 547—572 ; ibidem, 1972, t. X11, no. 4, p. 837—855 ; ibidem, 1974, t. X111, no. 1, p. 183—210 ; no. 2, p. 361—392, no. 4, p. 673—689, n^{os} 5—6, p. 289—866 ; « Revista istorică » ; « Revista istorică română » ; « Bulletin de l'Institut pour l'étude du Sud-Est européen ».

¹¹ Ioan C. Băcilă, *Bibliografia războiului pentru independență (1877—1878)* (La bibliographie de la guerre d'indépendance — 1877—1878), București, Cartea Românească, 1927.

dans cette bibliographie 242 titres de travaux historiques, d'ouvrages littéraires, manuscrits, cartes, estampes, musique¹², avec certaines informations en roumain et dans d'autres langues, ainsi que quelques brèves notes bibliographiques. Une autre bibliographie, complétant la première, paraissait en 1928, par les soins d'Anton Oprescu¹³. Cet ouvrage bibliographique se présente sous la forme d'annotations succinctes portant sur plus de 150 titres de publications roumaines et étrangères.

Au cours des décades suivantes, l'historiographie roumaine s'est enrichie de plus en plus avec des contributions qui jettent un jour nouveau sur les événements politiques et militaires, intérieurs et extérieurs, de la période précédant la guerre de 1877—78 ou contemporains à celle-ci. L'abondance de cette littérature historique exigea l'élaboration d'une nouvelle bibliographie spécialisée.

À l'occasion de l'anniversaire de 95 ans d'indépendance nationale, les Editions militaires de Bucarest ont publié, en 1972, la plus complète des bibliographies roumaines concernant la guerre de 1877, sous la signature d'Ilie Ceaușescu et de Vasile Mocanu¹⁴. L'ouvrage réunit dans les quatre sections qui le composent 1353 titres de livres et autres matériaux, parus dans les revues spécialisées ou les organes de presse, ainsi que plusieurs index d'une grande utilité pratique¹⁵. Il reproduit aussi le sommaire de la plupart des ouvrages mentionnés, afin de faciliter le travail du chercheur. De sorte que cette bibliographie est un parfait instrument de travail à la disposition des spécialistes, chercheurs, cadres enseignants, etc., tout en représentant par la même occasion un précieux apport au développement de la bibliographie scientifique roumaine.

Au cours des dernières années précédant l'anniversaire du centenaire de l'indépendance, la Bibliothèque Centrale de l'Armée a publié d'autres contributions bibliographiques sur le même thème¹⁶.

Le volume paru en 1973 compte 157 ouvrages roumains et étrangers ; enregistrés dans l'ordre alphabétique, bon nombre d'entre eux ne figurent dans aucune autre bibliographie antérieure. La plupart des titres signalés sont des travaux d'histoire militaire avec des références directes aux opérations militaires déroulées pendant les campagnes de 1877. Élaborée toujours partant du fonds de la Bibliothèque Centrale de l'Armée, la bibliographie publiée en 1976 contient 311 titres d'ouvrages d'histoire militaire ou de la littérature inspirée par l'héroïsme des troupes roumaines.

¹² Pour les manuscrits, les cartes, les estampes, l'ouvrage indique l'auteur, ainsi que l'endroit où la pièce est conservée et les coordonnées permettant de le retrouver dans les collections de l'Académie Roumaine ou aux Archives d'État.

¹³ Anton Oprescu, *Războiul pentru independență. Contribuții la bibliografia lui* (La guerre pour l'indépendance. Contributions à sa bibliographie), București. Association « Cultul Patriei », 1928 ; idem, *La bibliografia Războiului pentru Independență (1877—1878)* (Supplément/ À la bibliographie de la Guerre pour l'Indépendance), « Revista istorică », 1932, p. 34—39.

¹⁴ Ilie Ceaușescu, Vasile Mocanu, *România în războiul pentru independență națională 1877—1878. Contribuții bibliografice* (La Roumanie dans la guerre pour l'indépendance nationale 1877—1878. Contributions bibliographiques), București. Ed. Militară. 1972.

¹⁵ La quatrième partie de l'*op. cit.*, comportant : Index thématique par problèmes ; Index des auteurs ; Index des publications dépouillées pour la sélection du matériel inclus dans le volume.

¹⁶ *România în războiul pentru independență națională. 1877—1878. (La Roumanie dans la guerre pour l'indépendance nationale — 1877—1878)*. Bibliographie sélective. Ouvrages qui se trouvent à la Bibliothèque Centrale du Ministère de la Défense Nationale. București, 1973 ; voir encore *România în războiul pentru independență. Contribuții bibliografice*, București, 1976.

Enfin, il convient de ne point négliger non plus les bibliographies insérées dans les traités et les synthèses d'histoire¹⁷, ni de celles des ouvrages qui s'occupent des divers aspects de la participation roumaine à la guerre de 1877¹⁸.

Les bibliographies roumaines dont il a été question ci-dessus soulignent le rôle tout particulier de la Roumanie dans la solution de la crise orientale. Un autre côté également important mis au jour par ces ouvrages regarde les rapports d'étroite coopération dans la lutte de libération nationale noués entre les peuples du sud-est de l'Europe.

BIBLIOGRAPHIES NATIONALES DES PAYS SUD—EST EUROPÉENS

Il est tout naturel que la crise orientale avec ses implications politiques constitue un objet de continuelle étude pour l'historiographie des pays directement mis en cause, leur devenir historique étant intimement lié à la solution de cette crise. Cette étude revête, d'autre part, une inestimable valeur scientifique. Telles étant les choses, la vaste littérature historique sur les thèmes mentionnés réclama l'édition de nombreuses bibliographies nationales, appelées à aider à l'investigation aussi complète que possible des quatre années cruciales de l'histoire balkanique : 1875—1878.

ALBANIE

Chez le peuple albanais, tenu par son statut politique à l'écart des événements révolutionnaires déroulés dans les pays qui se trouvaient sous la domination de l'Empire ottoman, la lutte menée par les peuples balkaniques était considérée avec sympathie et avec le désir de lui prêter main forte dans la mesure du possible. Si la littérature albanaise ne comporte pas de grands ouvrages consacrés aux années 1875—1878, il n'en reste pas moins que la plus importante synthèse d'histoire imprimée à Tirana en 1965¹⁹ a dédié tout un chapitre à la « crise balkanique en Albanie »²⁰, avec une ample bibliographie dont l'utilité mérite d'être soulignée²¹. Il convient aussi de retenir les trois bibliographies générales d'envergure publiées en Albanie par des auteurs albanais, deux en volumes séparés²² et la troisième sous la forme d'un périodique trimestriel à partir de 1958²³.

¹⁷ *Istoria României* (Histoire de Roumanie), vol. IV, București, Ed. Academiei, 1964, p. 639—642.

¹⁸ *Asalt la redute. Eroi ai războiului pentru independență* (Assaut aux redoutes. Héros de la guerre pour l'indépendance), București, Ed. Militară, 1969, p. 217—222; voir aussi *Cronica participării armatei române la războiul pentru independență 1877—1878*, (La chronique de la participation de l'armée roumaine à la guerre pour l'indépendance, 1877—1878), București, Ed. Militară, p. 427—437.

¹⁹ *Historia e Shqipërisë. 1839—1912*, II, Tiranë, 1965.

²⁰ *Ibidem*, p. 112—127.

²¹ *Ibidem*, p. 827—853.

²² H. Grys, *Bibliographie Albanaise*, Tirana, 1938; Jup. Kastrati, *Bibliographie Shqipe* (29.XI.1944 — 31.XII.1958) (Bibliographie albanaise — 29 novembre 1944 — 31 décembre 1958), Tiranë, 1959.

²³ *Biblioteka Kombëtare. Bibliografia e Republikës Popullore të Shqipërisë* (Bibliothèque Nationale. Bibliographie de la République Populaire d'Albanie), Tiranë, 1958—1977.

BULGARIE

En 1976, le peuple bulgare fêtait le centenaire de l'insurrection anti-ottomane du mois d'avril 1876, partie intégrante de la crise orientale et point culminant de la révolution nationale bulgare. Aucun autre événement de l'histoire bulgare n'a eu un écho plus fort dans l'opinion publique européenne et même extra-européenne. Aucun autre événement de cette histoire n'a inspiré un nombre plus grand d'ouvrages de genres divers : livres, articles, études, etc.

Les réalisations de l'historiographie bulgare, notamment dans les trente dernières années, sont particulièrement nombreuses, ce qui a déterminé la rédaction d'une quantité de bibliographies générales ou spéciales. Toutes les bibliographies générales de ce pays accordent un large espace aux ouvrages qui traitent des différents aspects le développement des événements du printemps de 1876²⁴. Parmi ces bibliographies générales, dignes d'une mention à part sont les trois volumes bibliographiques parus à Sofia lors des congrès internationaux d'histoire des années 1965, 1970 et 1975²⁵. On y trouve les ouvrages des historiens bulgares (livres, articles, comptes rendus), imprimés en Bulgarie, ainsi que les ouvrages des auteurs de l'étranger édités en Bulgarie. Au sommaire du deuxième volume figurent pour la première fois les thèses de doctorat passées en Bulgarie dans l'intervalle 1965—1969²⁶. Ce même volume enregistre 150 titres de sources historiques²⁷ et 294 ouvrages traitant de l'histoire du peuple bulgare sous la domination ottomane et à l'époque de sa renaissance²⁸, avec un chapitre à part mentionnant les études bio-bibliographiques des personnalités marquantes de la période concernée²⁹. Toujours dans le cadre des bibliographies générales se placent les brèves bibliographies des traités d'histoire de Bulgarie, ainsi que les index bibliographiques des revues spécialisées.

À l'occasion de son 90^e anniversaire en 1966, la Bibliothèque Nationale de Sofia publia sous la direction de K. Văzvăzova-Karateodorova et A. Vălčeva, une vaste bibliographie de l'insurrection³⁰. À cette même

²⁴ *Bălgarski knicopis. Nacionalna bibliografija na N. R. Bălgaria, 1897—1977* (Catalogue bulgare. Bibliographie nationale de la République Populaire R. P. de Bulgarie, 1897—1977). Sofia, Nar.b-ka. • Kiril i Metodij • ; T. Cvetanov, *Bălgarska bbliografija; istoričeski pregled i dnešno sâstoianie* (Bibliographie bulgare; œuvres historiques et statut actuel), Sofia, Nauka i izkustvo, 1957 ; Z. M. Petkova, *Bibliografija na bălgarskata bibliografija 1944—1969*, (Bibliographie de la bibliographie bulgare), 1944—1969, Sofia, Nar.b-ka. • Kiril i Metodij •, 1971.

²⁵ *La science historique bulgare. 1960—1964*, t. I, Sofia, 1965 ; *ibidem*, 1965—1969, t. II, Sofia, 1970 ; *ibidem*, 1970—1974, t. III, Sofia, 1975.

²⁶ Le chapitre XV/b de l'*op. cit.*, intitulé : Domination ottomane et libération nationale, p. 403—404.

²⁷ *Ibidem*, p. 60—75.

²⁸ *Ibidem*, p. 169—196.

²⁹ *Ibidem*, p. 302—308.

³⁰ *Aprilsko vâstanie 1876 god. Preporacitelna bibliografija po slučaj 90 godišninata na vâstanteto* (L'insurrection d'avril 1876 : Guide bibliographique à l'occasion de son 90^e anniversaire), Sofia, 1966.

occasion devait également paraître la bibliographie de la guerre de 1877 — 1878 et de la libération de la Bulgarie, rédigée par L. Venkova-Ilieva ³¹.

Afin d'honorer le centenaire de l'insurrection d'avril, l'historiographie bulgare a mis à la disposition des chercheurs une nouvelle bibliographie entièrement réservée à ce thème. Paru à Sofia, en 1976 ³², ce recueil de caractère scientifique offre à ses lecteurs le tableau détaillé des ouvrages traitant du thème respectif, de divers points de vue. Des chapitres spéciaux sont consacrés à chaque moment principal de l'insurrection, ainsi qu'à l'activité des troupes de Christo Botev ³³ et de celles qui ont opéré dans d'autres zones du pays que les siennes. Les prémisses économiques, sociales et politiques, de même que les causes de l'insurrection ; les préparatifs préalables, le déclenchement et la répression du mouvement ; son écho national et international ; ses conséquences et sa portée ont constitué les lignes générales poursuivies par les différents auteurs.

À part ces amples bibliographies considérant l'ensemble des événements, les spécialistes bulgares ont fait paraître un nombre important d'ouvrages bibliographiques concernant le développement des événements des années 1877—1878 dans telle ou telle région du pays où les troupes insurrectionnelles ont opposé une résistance héroïque à l'armée ottomane ³⁴.

Très utiles aussi pour celui qui se penche sur cette étape de l'histoire bulgare se révèlent les bibliographies ou les index bibliographiques publiés soit par les périodiques spécialisés ³⁵, soit dans les mélanges d'études de caractère commémoratif ³⁶.

On peut estimer donc qu'à l'heure actuelle la bibliographie bulgare dispose d'instruments précieux pour l'étude de la lutte menée pour la renaissance nationale de la Bulgarie.

³¹ L. Venkova-Ilieva, *Rusko-turskata vojna 1877—1878 g. i osvobodzenieto na Bălgarija. Preporăčitelnă bibliografija. (Po slučaj 90-godišnja jubilej)* (La guerre russo-turque de 1877—1878 et la libération de la Bulgarie. (Guide bibliographique. À l'occasion du 90^e anniversaire), Sofija, 1968.

³² *Văzpomenatelen sbornik po slučaj stogodišnina ot aprilsko vâstanie i botevata četa 1876* (Recueil commémoratif à l'occasion du centième anniversaire de l'Insurrection d'avril et du détachement de Botev 1876), II, Sofija, 1976.

³³ À propos de la vie et de l'activité de Christo Botev et des problèmes concernant l'émigration bulgare en Roumanie, voir la bibliographie du volume de Ivan Ungiev, Cveta Ungieva. *Hristo Botev, život i delo* (Christo Botev, sa vie et son œuvre), Sofija, 1975 ; Hristo Gandev, *Aprilskoto vâstanie* (L'insurrection d'avril), 1876, Sofija, 1974, p. 208—213, etc.

³⁴ M. Kafelova, A. Pečilkov, *Srednite Rodopi v osvoboditelna rusko-turska vojna. Bibliografija* (Les Rhodopes centrales dans la guerre de libération russo-turque), Smolian, 1968 ; L. Vladočkov, *Varna i Varnenski okrăg po vreme na osmansko igo i Osvoboždenieto. Bibliografija* (Varna et le district de Varna pendant la domination ottomane et la Libération. Bibliographie) Varna, 1968 ; C. Pavlovska *Văora javaneta na IV Paneghiurski revoljuconen okrăg za Aprilskoto, vâstanie 1876* (L'armement du IV^e district révolutionnaire de Panaguouriste en vue de l'insurrection d'avril 1876) dans «Izv. na Voennoistoričeski naučno družestvo», XV, Sofija, 1973, etc.

³⁵ «Études balkaniques», «Istoričeski pregled», «Bibliotekar», etc.

³⁶ *Aprilskoto vâstanie, 1876—1966* (L'insurrection d'avril, 1876—1966), Sofija, 1966.

YUGOSLAVIE

En ce qui concerne les peuples yougoslaves, l'histoire de leur pays propose aux spécialistes un vaste champ d'investigation, riche aussi bien en ouvrages de caractère général, qu'en contributions consacrées à ses divers moments importants. Après la deuxième guerre mondiale, toutes sortes de bibliographies générales et spéciales ont été dédiées à ces ouvrages.

Particulièrement utiles et complètes s'avèrent les bibliographies éditées par séries, enregistrant les articles et les livres, ou celles consacrées aux périodiques, publiées à Belgrade depuis 1950 et, respectivement, 1955 à nos jours³⁷. Mais il convient de retenir également les bibliographies nationales des peuples yougoslaves³⁸.

L'anniversaire en 1975 de l'insurrection de Bosnie et Herzégovine a donné lieu à maintes manifestations scientifiques nationales et internationales, ainsi qu'à toute une série d'ouvrages et études spécialisés. Des historiens de prestige de Yougoslavie (V. Čubrilović, M. Ekmečić, H. Bitoski, etc.) ont fourni leur apport compétent à l'élucidation des aspects moins bien connus de l'histoire si complexe des événements de 1875—1878³⁹.

GRÈCE

Le premier pays balkanique à recouvrir son indépendance fut la Grèce, qui secoua la domination ottomane en 1830, bien qu'elle ait dû renoncer pour le moment à la libération de l'Épire et de la Thessalie, qui sont restés pour un certain temps encore incorporés à l'Empire. C'est pour les délivrer que le peuple grec prit les armes en 1853, au moment de la guerre de Crimée. Avec la rouverture de la Question orientale en 1875, la Grèce eut l'occasion de reprendre la lutte en vue de la libération de tous ses territoires sous domination étrangère, en unissant ses efforts à ceux du reste des peuples du sud-est de l'Europe. Le rôle et la place de la Grèce dans le développement de la crise orientale sont étudiés de manière approfondie par Evanghelos Kofos dans son volume récemment paru⁴⁰. D'autre part, la bibliographie de cet ouvrage de Kofos offre un intérêt spécial, par la mention qu'elle fait d'une série de documents inédits puisés aux archives grecques, françaises, anglaises, autrichiennes et yougoslaves⁴¹.

³⁷ *Bibliografija Jugoslavije. A. Društvene nauke* (Bibliographie de Yougoslavie. A. Sciences sociales), Beograd, 1950—; *Bibliografija Jugoslavije. Knjižice, brošure i muzičarije* (Bibliographie de Yougoslavie : livres, brochures et musique), Beograd, 1950.

³⁸ *Enciklopedija Jugoslavije* (Encyclopédie de Yougoslavie), vol. 1^{er}, Zagreb, 1955, p. 504—519; *Des années d'historiographie yougoslave 1945—1955*, Beograd, 1955; Sidok Jaroslav *Povjest hrvatskoga naroda g. 1860—1914* (Histoire du peuple croate 1860—1914), Zagreb, 1968 p. 333—352; *Bosansko-hercegovintian bibliografija knjiga i brošura, 1945—1951* (Bibliographie des livres et brochures sur la Bosnie-Herzégovine, 1945—1951), Sarajevo, 1953; *Savez društava istoričara Jugoslavije 1955—1965* (Union des sociétés des historiens de Yougoslavie), Beograd, 1965.

³⁹ À propos de l'insurrection de Bosnie, cf. M. Ekmečić, *Ustanak u Bosni. 1875—1878* (L'insurrection de Bosnie.), Sarajevo, 1960, etc.

⁴⁰ Evanghelos Kofos, *Greece and the Eastern Crisis, 1875—1878*, Thessalonik, 1975.

⁴¹ Idem, p. 261—268.

Il convient de noter les trois volumes grecs de bibliographie historique publiés à Athènes sur l'initiative du Comité national grec de l'Association internationale d'études du Sud-Est européen (AIÉSEE).⁴² Les trois volumes comportent les ouvrages d'histoire écrits en Grèce dans l'intervalle des années 1950—1973 et imprimés à l'occasion des congrès internationaux des études sud-est européennes de 1966, 1970 et 1974. Ces bibliographies confèrent à la recherche historique un champ très vaste, qui englobe aussi les ouvrages littéraires, philosophiques, ecclésiastiques, économiques et juridiques, de l'Antiquité à nos jours.

TURQUIE

Alors que les Balkans brûlaient du feu des révoltes rapidement multipliées, l'Empire ottoman aussi subissait les conséquences des facteurs socio-économiques et politiques qui le minaient à l'intérieur en accusant de plus en plus l'instabilité de la société turque et déterminant ainsi une nouvelle étape de son démembrement latent. La découverte des voies susceptibles de le régénérer constitua la préoccupation essentielle des Jeunes Turcs, qui préparèrent la première constitution du pays, adoptée le 23 décembre 1876. Ils ont mis en même temps les bases du premier parti politique d'opposition connu par l'histoire de l'Empire ottoman.

Toute une série de bibliographies historiques générales ont été publiées en Turquie, consacrées à la situation interne de l'Empire pendant la crise orientale et à la conjoncture internationale des années 1875—1878. Ces ouvrages n'arrivent pourtant pas à donner l'image complète de la période qui nous occupe.

Notons en tout premier lieu la bibliographie des ouvrages turcs d'histoire parue à Ankara en 1952, sous la direction d'Enver Koray⁴³ et qui couvre la période 1729—1950. Elle se compose de deux parties, la première enregistrant les écrits turcs en caractères arabes de l'intervalle 1729—1928, la seconde s'occupant de la période 1928—1950 illustrée par des contributions en turc moderne. Le volume compte 4129 titres, classés dans l'ordre alphabétique et distribués en trois chapitres : généralités, histoires des peuples étrangers et ouvrages divers. Un index alphabétique des titres et noms de personnes apporte un complément d'information très utile.

Une autre bibliographie générale est celle des publications de l'Université d'Istanbul (livres et articles), éditée depuis 1966 et couvrant la période 1933—1973 — son X^e tome a été publié en 1975⁴⁴. Le grand mérite des dix volumes déjà parus réside dans le fait qu'ils ont été élaborés conformément aux normes bibliographiques internationales, ce qui les rend facilement accessibles tout en englobant les données utiles. C'est

⁴² *Quinze ans de bibliographie historique en Grèce (1950—1964)*, Athènes, 1966 ; *Cinq ans de bibliographie historique en Grèce (1965—1969)*, Athènes, 1970 ; *Quatre ans de bibliographie historique en Grèce (1970—1973)*, Athènes, 1974.

⁴³ *Türkiye Tarih Kurumu Yayınları Bibliyografyası. 1729—1950* (Bibliographie des publications de la Société Turque d'Histoire, 1729—1950), Ankara, 1952.

⁴⁴ *Istanbul Üniversitesi Yayınları Bibliyografyası (Eserler ve Makaleler)* (Bibliographie des publications de l'Université d'Istanbul — Œuvres et périodiques), vol. I—XI, 1933—1973, Istanbul, 1966—1975.

ici qu'il convient de mentionner également la bibliographie succincte des publications de la Société turque d'histoire, parue à Ankara en 1972⁴⁵.

La série des bibliographies éditées en Turquie se trouve heureusement complétée par quelques ouvrages de la même catégorie dus à des auteurs étrangers et publiés dans différents pays (Allemagne, Autriche, Hollande, etc.), d'une importance toute particulière pour l'histoire de l'Empire ottoman. Tout à fait remarquable en ce sens s'avère le volume élaboré par H. J. Kornrumpf et Jutta Kornrumpf en 1973⁴⁶, englobant environ 7000 titres, dont la majeure partie représentent des ouvrages d'histoire, mais il y a aussi des rubriques consacrées à la religion, la philosophie, le droit, la géographie, les arts, etc. Néanmoins, cette bibliographie des époux Kornrumpf prête à quelques objections en ce qui concerne l'organisation du matériel et la partie traitant de l'histoire roumaine ; une mise au point est nécessaire : elle pourrait être faite à l'occasion d'une nouvelle édition de l'ouvrage. Mais, à part ces inconvénients, la bibliographie ottomane parue en 1973 demeure un instrument de travail essentiel pour l'étude de l'histoire ottomane et des peuples englobés des siècles durant sous la domination de la Porte.

BIBLIOGRAPHIES INTERNATIONALES CONCERNANT LE SUD-EST EUROPÉEN

La bibliographie mondiale n'a accordé au cours de la première moitié de ce siècle qu'une attention relative aux problèmes balkaniques. C'est pourquoi nous ne pouvons citer en ce sens que les huit volumes publiés par Léon Savadjian à Paris en 1931—1939⁴⁷, mentionnant les ouvrages avec des références à la zone des Balkans, de la période 1920—1938. Léon Savadjian comprend dans cette zone l'Albanie, la Bulgarie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie et la Yougoslavie.

En présentant les ouvrages qui traitent du Sud-Est européen parus après 1920 dans les langues anglaise, française, italienne et allemande, cette bibliographie se proposait d'être une source de documentation susceptible de permettre aux peuples des pays intéressés une meilleure connaissance mutuelle, tout en les faisant connus aussi de par le monde. Aussi, les huit volumes offrent l'aspect d'une véritable encyclopédie : à part les chapitres consacrés aux pays balkaniques, ils s'occupent aussi des relations interbalkaniques, mentionnant aussi certaines thèses de doctorat, les publications de la Société des Nations en rapport avec la zone concernée, de son histoire, sa civilisation ses arts et littératures.

Quoique limitée aux travaux parus dans les langues occidentales pendant une période assez courte, la bibliographie rédigée par Léon Savadjian s'avère également utile à la une recherche approfondie des événements des Balkans au cours des années 1875—1878.

⁴⁵ *Türk Tarih Kurumu Yayınları* (Publications de la Société Turque d'Histoire), Ankara, 1972.

⁴⁶ Kornrumpf, H. J., Kornrumpf Jutta, *Osmanische Bibliographie. Mit besonderer Berücksichtigung der Türkei in Europa*, Leiden, E. J. Brill, 1973.

⁴⁷ Léon Savadjian, *Bibliographie balkanique*, Paris, «Revue des Balkans», 1931—1939, 8 vol.

Après la deuxième guerre mondiale, la bibliographie européenne et américaine commence à montrer plus d'intérêt vis-à-vis des pays et des peuples du sud-est de l'Europe. Par conséquent, les ouvrages sur la lutte pour l'émancipation nationale des peuples balkaniques au XIX^e siècle, en général, et sur la crise orientale, tout particulièrement, sont mieux représentés dans la bibliographie internationale. À ce point de vue, bien accueillies par les spécialistes sont par exemple les bibliographies éditées par l'Institut des études sud-est européennes de Munich à partir de l'année 1956⁴⁸. Toutefois, leur conception de la zone sud-est européenne est différente de la nôtre, en lui englobant aussi la Slovaquie et la Hongrie. Une autre preuve éloquente de l'intérêt des scientifiques et hommes de culture en général accordé aux pays du sud-est de l'Europe réside dans la riche bibliographie annotée, que Paul L. Horecky a éditée en 1969 aux Etats-Unis⁴⁹. La première section du volume est réservée à une présentation d'ensemble de la zone sud-est européenne (Albanie, Bulgarie, Grèce, Roumanie et Yougoslavie), comportant toutes les coordonnées d'ordre géographique, peuplement, historique, politique, économique, social et culturel. Les mêmes sujets sont ensuite étudiés par pays. Enfin, chaque chapitre est doté d'un paragraphe consacré aux ouvrages de référence et aux bibliographies⁵⁰.

L'impératif de la prise de connaissance dans les plus brefs délais des nouvelles si abondantes pour toutes les branches de la science contemporaine a déterminé la fondation à Sofia en 1966 d'un Centre international de recherche scientifique et documentation, près l'Institut d'études balkaniques de l'Académie Bulgare des Sciences. La principale tâche de ce Centre est la recherche et la systématisation de l'information concernant les ouvrages dédiés au Sud-Est européen. Ces préoccupations ont trouvé expression dans la série connue et appréciée des volumes de *Bibliographie d'études balkaniques*, arrivée de nos jours à son dixième tome⁵¹. Cette bibliographie embrasse les livres et articles où sont traités différents problèmes balkaniques, ou qui s'occupent de la zone des Balkans en général ou bien de tel ou tel pays de la Péninsule, depuis le XIV^e siècle jusqu'en 1945. Rédigée en accord avec les règles internationales fixées par l'UNESCO, cette bibliographie coiffe les domaines des sciences sociales figurant dans les statuts de l'Association internationale d'études du Sud-Est européen.

Au cours des dix premières années de parution (1966—1975), cette série bibliographique a inclus dans ses pages plus de 350 ouvrages d'histoire avec de strictes références aux événements de 1875—1878 dans la région balkanique. Il convient de mentionner aussi les grands ouvrages de synthèse, traités d'histoire nationale et universelle, ainsi que les contributions aux réunions scientifiques internationales (congrès, colloques, etc.). Les titres figurent en original, avec leur traduction française — exceptant

⁴⁸ *Südosteuropa-Bibliographie*. Bd. I—IV (1945—1970), München, R. Oldenbourg, 1956—1976.

⁴⁹ *Southeastern Europe. A guide to basic publications*. Editor Paul Horecky, Chicago, The University of Chicago Press, 1969.

⁵⁰ *Ibidem*, p. 3—25 ; p. 73—80 ; p. 119—128 ; p. 213—220 ; p. 331—345 ; p. 451—475.

⁵¹ *Bibliographie d'études balkaniques*, vol. I—X, Sofia, 1966—1975.

ceux écrits dans l'une des autres langues de circuit international. L'ensemble du matériel est organisé suivant le système décimal universel. Plusieurs index l'accompagnent en le complétant : des noms de personnes, géographique et par matières, une liste des sources consultées, ce qui souligne encore mieux la qualité scientifique de la bibliographie publiée à Sofia.

La lutte antiottomane d'une part, l'éveil de la conscience nationale chez les peuples balkaniques d'autre part, ainsi que les tentatives des grandes puissances, pour trouver une solution à la crise orientale conforme à leurs propres intérêts, ont eu des conséquences d'une portée exceptionnelle pour les destinées de cette zone. Ces années de forte effervescence révolutionnaire avec de profondes significations historiques se reflètent de manière frappante dans les œuvres d'historiographie nationale, aussi bien que dans celles de l'historiographie internationale. De tels résultats, réunis et organisés selon des critères scientifiques dans toute une série de bibliographies soulignent les traits spécifiques de la lutte de libération menée par chaque peuple pour son propre compte, ainsi que le caractère généralement antiféodal et antiottoman des événements déroulés dans l'intervalle des années 1875—1878 et la commune aspiration de ces peuples à réaliser leur indépendance.

LA SOLIDARITÉ DU PEUPLE ROUMAIN AVEC LA LUTTE DU PEUPLE ALBANAIS POUR L'INDÉPENDANCE (1877—1912)

GELCU MAKSUTOVICI

Suite aux fréquents mouvements de libération nationale, au déclin économique et politique de l'Empire ottoman, aux guerres russo-turques et surtout à la grande confrontation que fut la guerre de 1877, sans oublier l'incessante ingérence des grandes puissances dans les affaires du Sud-Est européen, la seconde moitié du XIX^e siècle allait connaître de profonds changements dans la configuration politique des pays balkaniques. Cependant, ni la paix de San Stefano, ni le Congrès de Berlin n'ont prévu la création d'un État albanais souverain, malgré les grands troubles anti-ottomans qui avaient eu lieu dans ce pays au printemps de 1877. Telles étant les choses, les patriotes albanais devaient fournir une activité encore plus soutenue ; c'est ainsi qu'ils créèrent au mois de juin 1878 la *Ligue de Prizren* — la première organisation politique représentant la totalité du peuple albanais en vue de développer un combat incessant pour imposer l'Albanie en tant qu'État indépendant sur le plan politique, pour l'enseignement et la culture dans la langue nationale. Ce mouvement de libération nationale, entré dans l'histoire albanaise sous le nom de *Rilindjia Kombëtare* (La Renaissance nationale), a engagé toutes les forces du peuple. Du fait des vicissitudes traversées par leur pays, toute une série de patriotes albanais ont dû travailler pour leur cause à l'étranger ; bon nombre d'entre eux trouvèrent asile en Roumanie, qui dans la nouvelle conjoncture de son indépendance gagnée en 1877 était devenue le support actif et direct de la cause nationale albanaise.

Fondée sur certaines pièces des archives roumaines et albanaises, ainsi que sur des ouvrages spécialisés, la présente étude se propose de souligner la manière dont la Roumanie a prêté son concours au mouvement de la renaissance nationale d'Albanie, dans l'intervalle des années 1877—1912.

Au XIX^e siècle, les documents parlent de la participation d'un certain nombre d'Albanais à la révolution de Tudor Vladimirescu¹. Depuis ce moment-là, on constate l'afflux constant des patriotes albanais, venus

¹ Myslim Islami, *Naum Panajot Bredhi Veçilharzhi*, Tiranë, 1967 ; V. Papacostea, *Sur l'abécédaire albanais de Vechilhardji*, «Balcania», I Bucarest, 1938.

en terre roumaine pour travailler et poursuivre leur lutte ; ils y trouvèrent bon accueil et une aide fraternelle ².

En plein épanouissement de la renaissance nationale albanaise, quelques membres marquants de ce mouvement se rendent en Roumanie pour y jeter les bases d'une société culturelle, sous l'égide de laquelle devaient paraître des livres et des gazettes d'inspiration patriotique. Ces publications étaient également destinées aux Albanais du pays qu'à ceux de la diaspora. En ceci les protagonistes du mouvement albanais étaient les bénéficiaires de ce que la Roumanie, qui venait d'acquérir sa souveraineté, se montrait très compréhensive vis-à-vis des aspirations analogues des autres peuples.

Le pouvoir ottoman se trouvait sans cesse confronté avec l'opposition tenace et inflexible du peuple albanais. Cette attitude devait acquérir une nouvelle dimension au XIX^e siècle, avec la naissance et l'épanouissement de la bourgeoisie albanaise, issue du long processus de désorganisation du système féodal ottoman, également sensible dans les provinces albanaises. L'essor du commerce intérieur albanais devait appeler nécessairement de forts liens économiques, qui entraînèrent à leur tour un intérêt accru pour l'unité de langue et de territoire, d'où le rythme plus vif de l'éveil de la conscience nationale. Une dure oppression économique et politique, exercée des siècles durant, avait empêché le développement normal du peuple albanais, car l'Empire ottoman réprimait brutalement toute tentative d'autonomie, comme ce fut le cas des principautés féodales des Bushatash ou d'Ali Pacha Tépéléna, dans la première moitié du XIX^e siècle, lors des premiers indices annonciateurs du mouvement national. Mais les diverses initiatives nationales des autres peuples balkaniques influèrent positivement sur les Albanais. Les Albanais émigrés, dont quelques-uns avaient déjà combattu pour la liberté dans d'autres mouvements nationaux, offraient un terrain propice à l'épanouissement des idées du renouveau de leur patrie. C'est dans la diaspora qu'ont milité Naum Veqilharxhi, Zef Jubani, Vaso Pasha, Sami Frashër et d'autres idéologues du mouvement. L'histoire de la littérature albanaise note que le premier manifeste du mouvement national (1836) est l'œuvre de Veqilharxhi, qui avait participé à l'Hétairie et combattu l'arme à la main pour la révolution roumaine de 1821. Toujours dans la diaspora, chez les Albanais d'Italie, devait paraître en 1836 la première grande œuvre littéraire albanaise, *Kenget a Milosaos* (La chanson de Milosaos), publiée par De Rada ³. Après la guerre de 1877 et avec la fondation de la Ligue de Prizren, le mouvement national albanais prit un essor tout particulier, en 1878—1881. Pourtant, la défaite infligée aux Turcs n'a amélioré en rien le sort de l'Albanie. Au Congrès de Berlin la question ne fut même pas posée, car les grandes puissances ignoraient complètement ce pays, qu'elles traitaient de possession ottomane ; Bismarck niait même l'existence du peuple albanais, traitant ses territoires de « simple expression géographique »⁴. Le jour même

² N. Ciachir, G. Maksutovici, *Oraşul Bucureşti, centru de sprijin al mişcării de eliberare din Balcani (1848—1912)* (La ville de Bucarest, centre d'appui du mouvement de libération des Balkans — 1848—1912), dans «Bucureşti, V, materiale de istorie şi muzeografie», Muzeul de istorie a oraşului Bucureşti, Bucureşti, 1967.

³ *Historie e letërsisë shqipe* (Histoire de la littérature albanaise), vol. II, Tiranë, 1959, p. 13.

⁴ *Ibidem*.

de la première séance du Congrès de Berlin, c'est-à-dire le 13 juin 1878, se tenait aussi la première assemblée de la Ligue de Prizren. À la tête de celle-ci se trouvaient, tout d'abord, les grands féodaux, qui craignaient que le démembrement de l'Empire ottoman n'entraîne la perte de leurs domaines. Mais à leur côté, les représentants de la bourgeoisie intellectuelle, parmi lesquels un Abdyl Frashëri, veillaient à aiguiller la Ligue dans le sentier des aspirations nationales. Ce sont eux qui l'ont déterminée de présenter au gouvernement turc la demande d'une Albanie autonome. En 1880, la Ligue de Prizren devenait une sorte de gouvernement provisoire⁵.

En effet, la Ligue devait polariser les forces populaires albanaises, en les regroupant, au mépris des représailles sanglantes de l'armée turque ; ce sera elle qui assumera la permanente opposition face à l'opresseur. D'autre part, le mouvement national albanais a gagné du terrain et s'est fortifié grâce aux sociétés créées par les émigrés ; celles créées en Roumanie ont tenu un rôle important entre toutes.

Quand, avant la fondation de la Ligue de Prizren, l'historien albanais Ligor Mile passait la revue des objectifs du mouvement national de son pays, il les énumérait comme suit : 1) La lutte contre la domination ottomane et les réformes politico-administratives tendant à perpétuer le joug étranger ; 2) La lutte contre l'exaction fiscale (contre les nouvelles taxes imposées par l'État féodal ottoman, ainsi que contre l'exploitation féodale croissante exercée par l'État et par les grands féodaux locaux ; 3) La promotion de la langue et de la culture nationale ; 4) L'autonomie de l'Albanie toute entière, que les nombreuses demandes locales d'autonomie rendaient imminente ; 5) La lutte contre les tendances chauvines des milieux de tradition féodale ou bourgeoise des pays voisins ; 6) Les appels aux peuples balkaniques à fraterniser et collaborer tous contre le joug ottoman. Ces objectifs n'ont pas été tous inclus d'emblée dans un programme unique dès la première étape du renouveau national albanais. Néanmoins, ils ont créé les prémisses politiques nécessaires à l'étape suivante, plus organisée, préparant donc la naissance de la Ligue de Prizren, au-delà des causes extérieures qui ont conduit directement à sa parution⁶.

En Albanie, l'hostilité envers la domination ottomane existait à l'état endémique, marquée par les troubles perpétrés à travers tout le pays et qui devaient s'aggraver d'autant plus une fois achevés les travaux du Congrès de Berlin. En effet, ce grand forum international, loin de prendre position en faveur de l'indépendance du peuple albanais, a consacré une fois de plus un statu quo. Le Traité de Berlin ne comportait aucune clause concernant les droits des Albanais à la souveraineté nationale et les Protocoles de ce traité ne mentionnaient leur pays qu'en rapport avec les nouvelles frontières du Monténégro⁷. La déception des patriotes albanais, qui avaient rallié en toute sincérité les divers mouvements de libération

⁵ *Ibidem*, p. 14.

⁶ Ligor K. Mile, *Kryengritjet popullore në fillim të Rilindjessonë (1830—1877)* (Les révoltes populaires au début de notre Renaissance), Tiranë, 1962, p. 29.

⁷ Le Traité de Berlin avec les Protocoles du Congrès... (Traduction du Ministère des Affaires Étrangères) imprimés à Bucarest par les Imprimeries de l'État en 1878. Ainsi que nous l'avons noté dans le texte, les références à l'Albanie ne figurent que dans les protocoles du Congrès, p. 50, 62, 76, 78, 86, 87, etc. et toujours seulement à propos des possessions laissées à la Turquie ou liées aux débats concernant la délimitation des frontières du Monténégro. En revanche, aucune référence relative aux droits du peuple albanais.

nationale des autres peuples balkaniques, était indicible en constatant la parfaite indifférence avec laquelle les grandes puissances considéraient le sort malheureux de leurs pays.

Les historiens albanais S. Pollo et A. Puto brossent le tableau suivant de l'état d'esprit de leurs compatriotes à la veille de la guerre : « L'Albanie ne pouvait pas rester à l'écart de ces événements ; aussi, assista-t-on, durant toutes ces années, à un regain de l'activité des milieux patriotiques. Les éléments les plus avancés y voient une bonne occasion pour intégrer le mouvement insurrectionnel d'Albanie à l'ensemble du front des nations opprimées en lutte contre l'Empire. En premier lieu, il fallait neutraliser les efforts accrus de la Porte pour susciter parmi la population musulmane albanaise un fanatisme religieux capable d'accroître au maximum l'état de tension de ses rapports avec les populations voisines. Particulièrement fructueuse fut dans ce domaine l'activité de l'écrivain Jef Jubani et de l'abbé Prang Doçi de Shkodra, qui allèrent jusqu'à lancer l'idée d'une coopération entre Albanais et Monténégrins. Cela eut pour résultat qu'à peine un dixième des montagnards appelés par la Porte rejoignit le front monténégrin. De plus, des révoltes antiturques éclatèrent çà et là en Albanie du Nord. Il est intéressant de noter que le consul russe à Shkodra, Shpeyer, écrivait en novembre 1876 : « *Il est difficile de prévoir le résultat de l'insurrection, quoiqu'il en soit, l'Europe aura bientôt, sans aucun doute, une nouvelle question à régler : la question albanaise* »⁸. (Les italiques dans l'original cité — n.a.).

Il convient de mentionner aussi dans le même sens le point de vue des historiens roumains, A. P. Alessi et Massimu Popu, qui dans un ouvrage paru en roumain à Graz, en 1878, intitulé « La Guerre Orientale Illustrée » (*Resbelulu Orientalu Ilustratu*), après avoir décrit avec luxe de détails la situation des Balkans, écrivaient au chapitre consacré à la Turquie : « Le peuplement de la Turquie consiste en : Slaves (Serbes et Bulgares), Grecs, Albanais, Turcs, Roumains, Arméniens, etc. Les Albanais appelés aussi (en roumain) Aınăuți habitent notamment l'Albanie (l'antique Épire), à part ça, en Serbie turque, en Bosnie, etc. Ce sont des soldats innés, c'est pourquoi fort recherchés par les Pachas de même que par le Sultan... »⁹. Plus loin, en parlant des faits de l'insurrection, ils précisaient : « D'entre les troupes turques concentrées à Nevesinje et commandées par le général de division Sélim Pacha quelques bataillons se sont avancés vers l'ouest, mais ils ont été battus par les insurgents. Sélim Pacha et plusieurs officiers d'état major ont été blessés... L'insurrection prenait de dimensions toujours plus grandes. L'aide venait maintenant de Bosnie aussi et même d'Albanie. Tous les peuples chrétiens de la péninsule Balkanique considéraient la cause des Herzégoviniens comme la leur. Les chrétiens d'Épire, d'Albanie et de Thessalie commencèrent à s'agiter. Les Mirdites ou Albanais catholiques jouissaient quelque temps auparavant d'une position proche de l'indépendance, étant tenu à combattre commandés par leur propre duc. Ces jours derniers les sieus de Stamboul

⁸ S. Pollo et A. Puto, *Histoire de l'Albanie des origines à nos jours*, Collection « Histoire des Nations Européennes », Éditions Horvath, Lyon, 1974, p. 137.

⁹ Profes. Dr. A. P. Alessi et profes. Massimu Popu, *Resbelulu Orientalu Ilustratu*, Éd. Paul Cieslar, Librairie, Graz, 1878 (724 p.), p. 115.

commencèrent à les craindre, c'est pourquoi ils ne laissèrent pas le fils de l'ancien duc Bid-Dodo dans son héritage, mais le conduisirent en captivité. Après le commencement de l'insurrection en Herzégovine les Mirdites réclamèrent sa délivrance menaçant, dans le cas contraire, de faire cause commune avec les insurgents »¹⁰.

Particulièrement intéressante nous semble aussi l'information suivante : « En même temps, à Stamboul faisait sensation un projet. . . La Péninsule balkanique. . . prendre l'aspect suivant : Sur les ruines de l'Empire ottoman se dresseront les royaumes suivants : 1) . . . , 2) Le royaume d'Albanie, qui. . . sera donné à un duc autrichien et aura environ 1 1/2 millions d'habitants. . . »¹¹. Si les deux historiens roumains avaient connaissance de ce projet d'un royaume albanais d'un million et demi d'habitants, il va de soi que les patriotes albanais étaient au courant de la nouvelle qui avait produit tant de bruit à Istanbul ; ils devaient donc attendre fébrilement la fin de la guerre qui devait leur apporter gain de cause. Aussi, le désappointement fut-il énorme face aux positions adoptées par les grandes puissances à cet égard. Une fois de plus, les deux historiens roumains susmentionnés notent avec vigueur leurs impressions : « Mais par le traité de S. Stefano et par le Congrès de Berlin, toutes nos croyances se sont transformées en désillusions et tous nos espoirs se sont envolés en fumée »¹².

Il s'ensuit que la Ligue de Prizren est le fruit de toutes une série de tendances convergeant vers le même but : d'une part, la réaction face à l'injustice de la position des puissances signataires du traité de San Stefano vis-à-vis de la question albanaise ; d'autre part, l'impératif de la concentration des efforts de tous les Albanais en vue d'organiser et de conduire une lutte persévérante pour la conquête de leur souveraineté nationale. La conjoncture internationale, de même que les circonstances à l'intérieur du pays — se traduisant par un processus évolutif de soulèvements contre la domination de la Porte — devaient concourir en ce sens. Sur le plan matériel, autant que du point de vue de son prestige, l'Empire ottoman était sorti diminué de la guerre : en dépit des tentatives faites par certains pays occidentaux — notamment l'Angleterre — de prolonger la vie du « grand malade », le démembrement de l'ancien Empire était devenu inévitable.



Bien que le Congrès de Berlin n'ait apporté ni à la Roumanie la complète satisfaction de ses exigences légitimes, par l'acte de courage de la proclamation de sa souveraineté le 9 mai 1877 — acte qu'elle devait bientôt consacrer avec gloire sur le champ de bataille — elle s'était assurée une place prestigieuse, ainsi que certaines possibilités d'intervention ¹³, constituant une sorte d'avant-poste dans le combat des pays du sud-est européen pour leur libération nationale et sociale. Ceci n'était, du reste,

¹⁰ *Ibidem*, p. 136.

¹¹ *Ibidem*, p. 218.

¹² *Ibidem*, p. 690.

¹³ Constantin C. Giurescu, *Istoria Românilor*, Éd. Cugetarea—Georgescu Delafraș, București, p. 465.

que le prolongement, sur un plan supérieur et dans d'autres conditions, de la politique roumaine traditionnelle. Car, c'était à juste titre que, déjà en 1844, Nicolae Bălcescu écrivait : « Les droits sacrés de l'humanité ont toujours trouvé des défenseurs en Roumanie »¹⁴. Toute aussi juste s'avère la remarque : « ... l'appui accordé aux combattants de l'oppression étrangère et des injustices sociales est devenu plus consistant dans la seconde moitié du siècle dernier, au fur et à mesure que le mouvement de libération devenait plus vif au sud du Danube et en Albanie »¹⁵.

Ainsi que nous avons eu déjà l'occasion de le relever¹⁶, les pays roumains ont fourni asile aux peuples balkaniques, parmi lesquels les Albanais étaient en nombre. Là, au nord du Danube, ils trouvaient un soutien et beaucoup de possibilités d'assurer leur existence, sans parler du concours qu'ils recevaient pour le combat mené afin de libérer leur pays. C'est dans cette terre roumaine qu'ils se trouvaient, enfin, à l'abri des sévices ottomans.

Voici ce qu'écrivait l'éminent savant Nicolas Iorga, en peignant l'état d'esprit des Roumains à la veille de la guerre de 1877—1878 et commentant les relations du correspondant de la gazette italienne *Fanfulla* : « ... Calea Mogoșoai, qui est le Corso de Bucarest, est devenue une lanterne magique : on y voit jusqu'à tel capitaine des Albanais en veste sans manches de velours carmin brodée d'or, avec tout un arsenal à ciselures d'argent à la ceinture, fustanelle blanche et les cnémides d'un rouge vif, également cousues d'or... »¹⁷ Naturellement, il s'agit là d'une figure symbolique, mais de fait, le chiffre des Albanais allait augmenter sensiblement en Roumanie après 1878, lorsque son territoire hospitalier s'est ouvert aux diverses sociétés culturelles des émigrés, qui faisaient paraître par leur intermédiaire les livres et brochures si nécessaires à leurs buts éducatifs et politiques.

C'est le lieu de mentionner la manière brillante dont le chef de l'État roumain, le Président Nicolae Ceaușescu, a relevé la contribution roumaine à l'organisation de la lutte de libération nationale des peuples balkaniques — Grecs, Serbes, Albanais, Bulgares¹⁸. « Ces importantes manifestations de solidarité et de fraternité sont une illustration éloquentes des rapports d'étroite amitié, de bon voisinage, de collaboration et de solidarité qui ont existé des siècles durant chez les peuples des Balkans dans leur combat contre l'oppression, pour la liberté, pour une vie en toute dignité »¹⁹.

¹⁴ Alexandru Duju, *Drepturile sfinte ale omenirii au găsit totdeauna apărători în România* (Les droits sacrés de l'humanité ont toujours trouvé des défenseurs en Roumanie), «Magazin istoric», 10, 1976.

¹⁵ *Ibidem*, p. 27.

¹⁶ N. Ciachir, G. Maksutovici, *Orașul București...*, déjà cité.

¹⁷ Nicolae Iorga, *Războiul pentru independență. Acțiuni diplomatice și stări de spirit* (La guerre pour l'indépendance. Activités diplomatiques et états d'esprit), Ed. Cultura Națională, București, 1927, p. 94.

¹⁸ Nicolae Ceaușescu, *Expunere prezentată la Sesiunea solemnă comună a Comitetului Central al Partidului Comunist Român, Marii Adunări Naționale și activului central de partid și de stat consacrată sărbătoririi centenarului proclamării independenței de stat a României* (Exposé présenté à la Session solennelle commune du Comité Central du Parti Communiste Roumain de la Grande Assemblée Nationale et de l'actif central du Parti et de l'Etat, consacrée à l'anniversaire du centenaire de la proclamation de l'indépendance d'Etat de la Roumanie), «Scinteia» no. 10799/10 mai 1977, p. 2.

¹⁹ *Ibidem*.

Ces liens traditionnels d'amitié, dont les Albanais ont été eux aussi les bénéficiaires ont permis le développement des initiatives faites pour aider à l'accomplissement de leur idéal national. Vers la fin de l'année 1880, plusieurs intellectuels de la jeunesse albanaise vivant à Bucarest ont créé une section de la « Société albanaise pour l'écriture », s'inspirant de celle déjà en fonction à Constantinople. Quatre ans plus tard, ce sera le tour de la société culturelle « Drita » (Lumière) d'être fondée, toujours à Bucarest. Ces sociétés se proposaient entre autres de faire imprimer les livres albanais exigés par l'enseignement en langue nationale qui était sur le point d'être introduit en Albanie.

En 1885, l'écrivain Mihal Grameno vient en Roumanie où, en contact avec Nikolla Nacio, il rallie le mouvement patriotique. Il deviendra, en 1889, le secrétaire de la Société « Drita » dirigée par Nacio et qui réunissait les membres les plus démunis de l'émigration albanaise²⁰. L'histoire de la littérature albanaise a enregistré le fait que la première école albanaise a pu ouvrir ses portes à Corcea en 1887 grâce aux livres imprimés par la société bucarestoise et grâce au concours des grands patriotes militant en Roumanie, directement aidés par l'intervention des frères Naïmi et Sami Frashëri auprès de l'administration turque²¹.

Dès ses premiers pas, la Société culturelle « Drita » a bénéficié de la protection de toute une série d'intellectuels roumains en renom. On peut lire, par exemple, dans le numéro du journal « Adevărul » du 23 février 1907 que « La Société culturelle "Dritta" a été fondée en 1884 et soutenue par des personnalités de première main, telles C. A. Rosetti, D. Brătianu, Nic. Ionescu, V. A. Urechia, le poète Vasile Alecsandri, le prince Ion Ghika, Ion Bălăceanu, ancien ministre à Londres, G. Palade, Lascăr Catargiu, I. C. Petrescu, ancien secrétaire honoré du palais, A. Pencovici, N. Kretzulescu, Petre Carp »²².

Comme bon nombre d'Albanais fixés en Roumanie avaient leurs parents au pays ou dans d'autres régions de l'Empire ottoman, ils n'osaient pas mener ouvertement leur politique d'émancipation par rapport à la Porte, de peur des représailles auxquelles les leurs étaient exposés. Ceci explique pourquoi ils ont jugé plus prudent de confier au commencement les postes-clé de la Société « Drita » à quelques personnalités roumaines. La société a eu donc au début pour président l'historien roumain bien connu V. A. Urechia ; son vice-président, D. Butculescu, était également un Roumain, de même que les deux censeurs — le dr Leonte et M. Deşliu²³.

Les imprimeries bucarestoises travaillaient, ainsi que nous l'avons déjà mentionné, pour l'émigration albanaise, en faisant sortir de sous leurs presses maints ouvrages importants de langue albanaise. Il s'agit en tout premier lieu de manuels scolaires, mais aussi des œuvres de quelques Albanais distingués : Naïm et Sami Frashëri, Jani Vretua, K. Kristoforidi, etc. Ces livres étaient diffusés non seulement en Albanie, mais

²⁰ *Historia e letërsisë shqipe*, vol. II, 1959, p. 537.

²¹ *Ibidem*, p. 19.

²² Les Archives d'État de Bucarest, Direction Générale des Archives d'État, fonds Drita, doss. 88.

²³ Th. Capidan, *Contribuția Românilor la renașterea Albaniei* (La contribution des Roumains à la renaissance de l'Albanie), « Graiul Românesc », II/1, p. 6.

partout ailleurs où vivaient les Albanais de la diaspora. Les principaux foyers culturels des Albanais établis en Roumanie se trouvaient à Bucarest, Brăila et Constanța ; de là, ils avaient rayonné dans d'autres villes de l'intérieur du pays — Ploiești, Iași, Craïova, Călărași, Focșani et Brașov. D'une importance égale à celle des livres se sont avérées les gazettes et les revues albanaises publiées en Roumanie ; il y en a eu un bon nombre, à savoir : « Drita » — revue imprimée à Brăila en 1887 ; le journal « Shqipëtar » (l'Albanais) — gazette bilingue (albanais et roumain) paraissant à Bucarest, toujours en 1887, ainsi du reste que : « Shqipëria » (Albanie) — 1897 ; « Përlindja Shqiptare » (La renaissance albanaise) — 1903 ; « Jeta shqiptaro-rumune » (La vie albanoro-maine) — 1909 ; « Zëri i Shqipërisë » (La voix de l'Albanie) — 1910. Une autre gazette à mentionner — sans en épuiser pour autant la liste — est celle publiée en 1912 à Constanța sous le titre de « Ataheu » (La Patrie)²⁴.

Sur l'initiative de N. Nacio, la Société « Drita » a patronné la fondation à Bucarest en 1898 d'une école albanoro-maine. Le but de cette institution était de préparer les cadres enseignants destinés aux futures écoles albanaises, au pays.

Malgré la tenacité des militants albanais, à la fin du XIX^e siècle la question de l'indépendance de l'Albanie n'avait pas encore trouvé une solution. Les documents publiés récemment par une revue roumaine²⁵ montrent qu'en mai 1897 la possibilité de créer un Etat souverain albanais a été discutée lors des traitatives de l'Empire austro-hongrois avec la Russie en vue d'établir « une ligne de conduite commune dans les affaires d'Orient » et d'écarter « le danger d'une concurrence funeste pour la paix de l'Europe sur le terrain brûlant de la péninsule Balkanique. De sorte que, le comte Golouchowski, en énumérant les principaux problèmes susceptibles de fonder un accord entre « les cabinets de Vienne et de Petersbourg » visant « un nouvel ordre des choses dans la péninsule Balkanique » fait une mention intéressante sous ce rapport. En effet, il dit : « la partie comprise entre Jannina au sud et le lac de Skutari au nord, avec une ouverture suffisante de la côte est, formera l'Etat souverain sous le nom de la Principauté d'Albanie, à l'exclusion de toute domination étrangère »²⁶. À ceci, le comte Mouraviev répond par une note de la part du gouvernement russe adressée à l'ambassade austro-hongroise, où il est dit que l'éventuelle fondation d'une Principauté albanaise, ainsi que le partage équitable de tout territoire disponible entre les petits Etats balkaniques sont des questions d'avenir sur lesquelles il était encore prématuré de statuer²⁷. Une fois de plus, la question de l'indépendance du peuple albanais est remise entre ses propres mains, sans espérances de la part des grandes puissances.

²⁴ Pour les détails, voir Gelcu Maksutovici, *Kontribute të reja për njohjen e shtypit shqiptar në Rumani (1887—1938)* (Nouvelles contributions à la connaissance de la presse albanaise en Roumanie), «Gjurmime albanologjike», I, 1971, Prishtinë, 1972, p. 33—64.

²⁵ Le document diplomatique «1897, mai 8 (n. st.). Vienne. Les instructions du Gouvernement Austro-Hongrois au prince de Liechtenstein, ambassadeur à Petersbourg », publié dans une version roumaine par la revue «Anale de Istorie », no. 4, 1976, p. 83—84.

²⁶ *Ibidem*.

²⁷ Le document «1897, mai 5/17. Petersbourg. La note du Gouvernement russe adressée à l'ambassadeur de l'Austro-Hongrie » publié dans une version roumaine par la revue «Anale de istorie », no. 4, 1976, p. 86—87.

Entre les entreprises importantes menées à bonne fin par les sociétés albanaises et les militants vivant en Roumanie, il convient de citer aussi le Congrès convoqué à Bucarest en avril 1905, avec la participation des délégués de toutes les colonies albanaises de l'étranger et en présence d'un certain nombre de personnalités venues d'Albanie. On a décidé à cette occasion de créer un comité destiné à centraliser et à guider le mouvement albanais pour l'indépendance. Ce nouvel organe de l'émigration albanaise a pris le nom de « Kombi » (La Nation)²⁸. Une relation contemporaine raconte l'ouverture du Congrès le 10 avril, au Théâtre Lyrique de Bucarest : À 9 heure sur la scène de cette salle font leur apparition le prince Albert Ghica, entouré du dr Ibraïm Themo, Filip Papaïani étudiant en médecine, Filip Gheza... »²⁹. Plus tard, dans ses mémoires, le prince Albert Ghica écrira que son intention était de faire « tout ce qui sera en son pouvoir pour la libération de l'Albanie... »³⁰.

Bon nombre de patriotes albanais se sont laissés entraîner à prendre part à la révolution des Jeunes Turcs (le dr Themo, par exemple), dans l'espoir que les transformations que l'aboutissement de ce mouvement pourrait réaliser permettront à l'Albanie d'obtenir son indépendance nationale. Trompés, une fois de plus, dans leurs espoirs, les militants albanais vont développer après 1909 une activité encore plus vive dans le cadre des sociétés culturelles. Nos recherches nous ont montrés qu'en 1908, à Bucarest, fonctionnaient trois de ces sociétés : la « Drita » déjà mentionnée, « Dituria » (La Culture) et « Shpres » (L'Espérance), qui ont fini par fusionner sous le nom de « Bashkimi » (L'Union). C'est maintenant l'époque où les Albanais sont décidés de mettre en jeu tous les moyens disponibles afin d'accomplir leur idéal national. Aussi, au cours des années suivantes on assiste à toute une série d'initiatives de la colonie albanaise de Bucarest. Celle-ci devient le centre d'attention de tous les Albanais grâce, aussi, aux conditions particulièrement propices à cette activité patriotique créées par la généreuse hospitalité du peuple roumain. C'est, donc, à juste titre qu'un militant albanais, de passage par Bucarest, notait : « L'Albanie toute entière a ses regards fixés sur la Roumanie... »³¹.

Pendant l'automne de 1912, le chef du mouvement patriotique albanais, Ismaïl Kémali, arrive à Bucarest et, avec ses compatriotes établis dans cette ville, il prépare la proclamation de l'indépendance de l'Albanie. Ensuite, avec quelques compagnons, il rentre au pays, en proclamant l'indépendance d'Etat de l'Albanie, le 28 novembre de la même année (1912), dans la petite ville portuaire Vlora. Ismaïl Kémali devait former le premier cabinet national albanais³².

Il convient de souligner l'appui incessant accordé par la Roumanie au mouvement national albanais. Cet appui s'est manifesté dans maintes occasions durant tout le XIX^e siècle, mais il gagna en force dans l'intervalle des années 1877—1912, couronné par le triomphe de la cause alba-

²⁸ Archives d'État de Bucarest, Archive centrale, fonds historique. Direction de la Police et de la Sûreté Générale, doss. no 12/1904, f. 17.

²⁹ *Ibidem*.

³⁰ *Ibidem* — tiré d'une relation du journal «Adevărul » du 28 juin 1909.

³¹ Archives d'État de Bucarest, Archive centrale, fonds historique, Direction de la Police et de la Sûreté Générale, doss. no 81/1911, f. 334.

³² Pour les détails voir chez Gelcu Maksutovici, *Un secol de lupte pentru un ideal de secol* (Un siècle de luttes pour un idéal séculaire), «Magazin istoric », no. 11, 1972, p. 50—53.

naise en automne 1912. Entre autres précurseurs du mouvement albanais de renaissance nationale on ne saurait oublier celle qui sous le nom de Dora d'Istria a pris la plume pour écrire avec tant d'amertume en faveur des « nations d'Europe orientale, victime de l'oppression séculaire » ; il s'agit de l'écrivain Elena Ghica, roumaine d'origine albanaise, dont l'intéressant ouvrage sur « Les femmes en Orient » parle, dans le chapitre dédié aux Albanaises, de la condition de la femme albanaise, de sa noblesse et de son courage. De la même plume furent tracés les mots célébrant l'antique gloire du peuple albanais : « . . . ce sont sans doute les ancêtres des Shqipëtaris qui ont fourni à Philippe de Macédoine, à Alexandre le Grand, à Pyrrhus, à la reine Teuta et à Skanderbeg les troupes en renom qui conquérèrent la Grèce et l'Empire du "Roi des Rois", qui ont fait trembler d'Italie, ont résisté à Rome triomphante et ont arrêté Mohammed II, le vainqueur de Constantinople, dans sa marche victorieuse vers l'Occident. Les Albanais n'ont pas dégénéré de la bravoure de leurs pères. Aujourd'hui encore ils sont considérés comme les meilleurs soldats d'Orient »³³. Pour ses mérites exceptionnels mis au service de la cause albanaise, qu'elle s'est efforcée de rendre populaire à l'étranger, Elena Ghica a été surnommée par les Albanais « l'Étoile de l'Albanie »³⁴, « la plus brillante étoile du firmament de la malheureuse Albanie »³⁵.

Les patriotes comptaient des personnalités très douées et d'un haut prestige. Ce fut le cas de l'écrivain Naïm Frashëri, à propos duquel D. Shuteriqi nous dit : « Les premiers vers de Naïm, animés par le mouvement de libération nationale "Sqipëria" et écrits pendant les années de la Ligue de Prizren, circulaient de main à main parmi les Albanais d'Istamboul et de Bucarest et enthousiasmaient tous les lecteurs »³⁶. En 1886 apparaissait à Bucarest le poème lyrique intitulé « Les véritables doléances des Albanais », par lequel Naïm Frashëri lance un appel à tous les voisins de son peuple de prendre les armes contre le Turc. Enfin, c'est toujours à Bucarest que devait paraître son ouvrage « *L'Histoire de Scanderbeg* écrite à Istamboul et publiée anonyme à Bucarest », cet ouvrage, devenu « le livre du jour pour chaque Albanais qui était capable de lire »³⁷. Son frère, Sami Frashëri imprimait, de son côté, le volume « *L'Albanie qu'est-ce qu'elle a été, qu'est-ce qu'elle est et qu'est-ce qu'elle sera ?* ». Paru à Bucarest, en 1889, ce fut un véritable manifeste politique du mouvement de libération albanais.

C'est à juste titre que l'historien yougoslave Dimitrije Djordjević remarquait à propos de l'Albanie : « L'historicisme a trouvé son expression aussi dans la renaissance nationale albanaise. Le mouvement albanais après la Paix de San Stefano de 1878, après le développement de la Ligue de Prizren, a été conçu comme un renouvellement de la fédération des

³³ Voir les œuvres de M^{me} Dora d'Istria dans la traduction roumaine de Grigorie G. Peretz, vol. II, București, 1876, p. 237.

³⁴ Pour les détails voir Gelcu Maksutovici, compte rendu du livre de Vehbi Bala, *Jeta e Elena Gjikhës* (Vie d'Hélène Ghica), Tiranë 1967, dans la « Revue Roumaine d'Histoire », no. 5, 1969, p. 931 – 934.

³⁵ Th. Capidan, *loc. cit.*, p. 5.

³⁶ Dhimiter Shuteriqi, *Naïm Frashëri (1846 – 1900)*, « Bulletin de l'Association internationale d'études du sud-est européen », X, 1, Bucarest, 1972, p. 134.

³⁷ *Ibidem*, p. 138.

knèzes albanais de l'époque de Skanderbeg »³⁸. Ce mouvement devait subir une forte impulsion — de même que tous les autres mouvements similaires de la péninsule Balkanique — au moment de la proclamation de la Roumanie en tant que pays souverain, à la suite de la conflagration des années 1877—1878, qui déjà par elle-même contenait un germe stimulant. En synthétisant cet état des choses, l'historien roumain Mircea Mușat note que : « La grande victoire du peuple roumain le 9 mai 1877 a été accueillie avec satisfaction par les forces progressistes internationales, par les peuples qui se trouvaient, à leur tour, engagés dans la lutte de libération nationale. Elle a eu un retentissement tout particulier dans l'espace sud-est européen et balkanique où Serbes, Monténégrins, Croates, Bulgares et autres peuples donnaient durant cette période de grandes batailles afin d'éliminer la domination étrangère. L'indépendance de la Roumanie constituait une composante importante du processus objectif de libération et d'unification des peuples subjugués dans les limites de leurs propres États indépendants qui se développèrent impétueusement au cours de la seconde moitié du siècle dernier dans le continent européen »³⁹. À retenir, encore, la position des socialistes roumains, qui « sur le fondement des traditions de la lutte commune des peuples » ont milité pour « l'édification d'un climat de paix, d'entente et de collaboration dans cette zone », en prouvant de la sorte l'impératif « de la continuation d'une telle politique, spécifique à l'histoire nationale du peuple roumain »⁴⁰.

Fidèle à sa politique de soutien des mouvements de libération nationale organisés par les peuples balkaniques, la Roumanie ne cessa jamais de donner son appui absolument gratuit aux patriotes albanais. De nombreux secours étaient envoyés de Roumanie aux familles albanaises, ainsi qu'aux écoles qui après la fondation de la Ligue de Prizren ont pris un grand développement dans ce pays. Malgré les bons rapports avec le gouvernement ottoman établis par la Roumanie à la fin de la guerre, quand l'administration turque a réclamé l'extradition des patriotes albanais militant en territoire roumain, le cabinet de Bucarest refusa de s'exécuter⁴¹. La loyauté de cette politique suscita chez ses bénéficiaires, les patriotes albanais, des paroles chaleureuses de gratitude pour le soutien accordé par le peuple roumain. Le notable albanais Jani Vretua, dans l'allocution tenue à Bucarest le 13 mai 1896 devant les membres de la société « Dituria », relevait le droit qu'avaient les Albanais en Roumanie

³⁸ Dimitrije Djordjević, l'article sur Le rôle de l'historicisme dans la formation des Etats balkaniques au XIX^e siècle publié par la revue « Zbornik Filozofskogo Fakulteta », Knjiga, X—1, Beograd, 1968, p. 317.

³⁹ Mircea Mușat, *Lupta poporului român pentru libertate, unitate și independență națională — permanență a istoriei patriei* (La lutte du peuple roumain pour la liberté, l'unité et l'indépendance nationale — constante de l'histoire de la patrie), « Anale de istorie », n^o 5—6, 1976, p. 5.

⁴⁰ Ion Mamina, Vasile Nicolae, *Mișcarea muncitorească — factor activ al luptei poporului român pentru independență, unitate și libertate națională (1877—1918)* (Le mouvement ouvrier — facteur actif de la lutte du peuple roumain pour l'indépendance, l'unité et la liberté nationale), « Anale de Istorie », no. 5, 1975, p. 75.

⁴¹ Voir pour les détails N. Ciachir, *Istoria modernă a Albaniei* (Histoire moderne de l'Albanie), Université de Bucarest (ronéographiée), 1974, p. 77—79.

« de travailler au bien de leur nation ». Il écrivait aussi dans une lettre adressée à ses compatriotes : « . . . il y a bon espoir de régler les affaires de notre nation, *le problème jouit du concours et de la bienveillance du gouvernement roumain* »⁴² (les italiques nous appartiennent).

Le consul roumain de Jannina, dans un rapport du mois d'août 1908, où il était question des initiatives des Albanais, écrivait que dans la ville « sont arrivés les frères Bayo et Cercis Topuli, avec leur troupe. La troupe révolutionnaire des frères Topuli, avant de partir du côté de Ghirocastro a fait une manifestation de sympathie au consulat roumain, en défilant drapeaux au vent, en tirant des coups de fusil et en criant Vive la Roumanie »⁴³. De son côté, Nicolla Nacio, l'un des principaux protagonistes du mouvement culturel albanais développé en Roumanie (représentant sa faction gauchiste), écrivait : « Né en Macédoine, je suis venu à Bucarest en 1884 avec la parfaite confiance que seulement dans cette chère Roumanie, que j'ai appris à respecter comme une Mère-Patrie, je pourrai déployer la bannière culturelle de l'opprimé, mais vigoureux, peuple albanais, peuple frère du peuple roumain, lequel n'est et ne peut être qu'une force et un appui roumain dans les Balkans »⁴⁴.

Le document qui proclamait l'indépendance de l'Albanie, lu dans l'Assemblée de Vlora le 28 novembre 1912, fut accueilli à Bucarest avec satisfaction et enthousiasme. D'ailleurs, comme nous venons de le mentionner, à sa rédaction avaient collaboré aussi les Albanais qui se trouvaient à l'époque en Roumanie.

Le publiciste Nik Pemma, l'un des notables de la colonie albanaise de Bucarest, membre du comité de direction de la Société « Bashkimi » et, après 1922, consul d'Albanie à Constanța, se souvient encore de la réception à Bucarest d'Ismaïl Qumali et de Luigji Gurakuqi et du concours prêté par la colonie albanaise de cette ville aux préparatifs en vue de la proclamation de l'indépendance de l'Albanie. Des sommes importantes d'argent ont été réunies à cette occasion (certains membres de la colonie ont contribué alors avec 10—15 napoléons d'or), afin de couvrir les frais de voyage des délégués. Ces derniers ont été accompagnés par plusieurs de leurs compatriotes fixés en Roumanie, tels Dimitrie Berati, Dimitrie Zografî, Pandele Emanoil, Asdreni, etc. À l'annonce de la proclamation de Vlora, la colonie bucarestoise organisa une manifestation de sympathie : une colonne d'Albanais, fanfare en tête, défila depuis le siège de la Communauté albanaise rue Academiei, enfilant la Calea Victoriei pour annoncer à toutes les ambassades l'événement et solliciter leur appui en faveur de la cause de leur pays. Suivant les souvenirs de Nik Pemma et de Temistocli Duro, il semble qu'à cette occasion on ait également chanté l'Internationale — ce qui n'a rien d'impossible compte tenu de ce que le Calendrier ouvrier (*Calendarul muncii*) de l'année 1907 avait publié le texte et la musique de cet hymne, paru pour la première fois dans une version roumaine⁴⁵.

⁴² Ark. Qendr. Shqip (Archive Centrale Albanaise), Tiranë, fond Ilo Mitkë-Qafëzezi, doss. 1, non-organisé par feuillets.

⁴³ Chez N. Ciachir, *op. cit.*, p. 83.

⁴⁴ N. N. Nacio, *Vittorul Romântismului în Balcani* (L'avenir du Roumanisme dans les Balkans), G. A. Lăzăreanu, București, 1905, p. 3.

⁴⁵ Ion Felea, *Cînd s-a cîntat pentru prima oară Internaționala?* (Quand fut chantée pour la première fois l'Internationale?), « Magazin istoric », no. 11, 1974, p. 41.

Les sociétés culturelles albanaises qui avaient fonctionné à Bucarest comptaient dans leurs traditions d'organiser de temps en temps des fêtes champêtres, surtout dans la forêt de Băneasa, avec des programmes de musique populaire et nationale, fêtes auxquelles participaient aussi des invités roumains. C'est dans ces circonstances qu'est née l'idée de l'hymne national du jeune Etat souverain d'Albanie, dont le texte a été confié au poète Asdreni, la mélodie étant empruntée à un chant patriotique roumain, qui commence avec les mots : « Pe-al nostru steag e scris : unire » (Notre drapeau porte écrit le mot : union).

Le gouvernement roumain, qui suivait avec beaucoup d'attention les événements, devait manifester une fois de plus sa volonté d'aider le jeune Etat à consolider sa souveraineté fraîchement acquise. C'est ainsi que sur une disposition de Titu Maiorescu, un diplomate roumain de Londres recevait l'étude fort intéressante élaborée vers la fin de l'an 1912 par I. N. Papiniu (haut fonctionnaire roumain à l'époque) au sujet des zones balkaniques peuplées d'Albanais. Cette étude était destinée à servir de document aux débats des ambassadeurs réunis dans la capitale anglaise⁴⁶. Le roi Charles I^{er} de Roumanie lui-même désirait — c'est Nicolas Iorga qui le note — « la création d'une modeste Albanie »⁴⁷. Particulièrement éloquente en ce sens s'avère, en outre, la position des socialistes roumains. Au Congrès socialiste international de Bâle (en novembre 1912), la délégation roumaine formée par C. Dobrogeanu-Gherea et G. Grigorovici a présenté un Mémoire où il était dit : « Un cas spécial est celui présenté par l'Albanie qui, considérée dans ses limites géographiques, est le pays le plus homogène sous le rapport de la population. De sorte que la demande d'indépendance de l'Albanie se révèle justifiée de tous les points de vue »⁴⁸.

Le 16 décembre 1913, une année à peine de la proclamation de l'indépendance de l'Albanie, Titu Maiorescu demandait au roi l'accord pour un office diplomatique en Albanie. Comme représentant du pays roumain dans ce poste était proposé un diplomate de carrière, M. Burghel. Sa nomination signée par le roi Charles I^{er} est datée du 18 décembre 1913⁴⁹. L'envoyé consulaire de l'Austro-Hongrie dans un rapport adressé à son gouvernement le 14 juillet 1914, soulignait le fait que le représentant roumain à Durrës (capitale de l'Albanie à l'époque), M. Burghel, ainsi que ses deux attachés Ranete et Stourdza, jouissaient d'une grande autorité politique dans ce pays⁵⁰. L'intérêt croissant des Roumains vis-à-vis de l'Albanie est également attesté par le fait que Nicolas Iorga inaugurait en 1914 à l'Université de Bucarest un cours consacré à l'histoire d'Albanie, suivi dans cette voie une année plus tard par le pr A. Candrea, avec son cours de langue albanaise.

⁴⁶ Archives d'Etat de Bucarest, fonds Maison du Roi, doss. 32/1912.

⁴⁷ N. Iorga, *Istoria Românilor* (Histoire des Roumains), vol. X, București, 1939, p. 323.

⁴⁸ «România Muncitoare », no. 89 du 15 novembre 1912, chez dr N. Copoiu, *Mișcarea socialistă și lupta pentru independență națională* (Le mouvement socialiste et la lutte pour l'indépendance nationale), «Lumea », no. 17, du 21 avril 1977, p. 20.

⁴⁹ Constantin Velichi, *Tirana dans Reprezentanțele diplomatice ale României* (Les offices diplomatiques de la Roumanie), vol. II, Ed. Politică, București, 1971, p. 59.

⁵⁰ L'archive de l'Institut d'histoire de Tirana, fonds Vienne, 1914, fasc. XIV, le Télégramme N 50/P. A—D.

Le mouvement de libération nationale des Albanais constitue l'un des problèmes les plus intéressants et les plus disputés aussi de la fin du XIX^e siècle et du commencement de notre siècle. Sa portée dépasse l'histoire moderne et contemporaine de l'Albanie, pour éclairer d'un jour nouveau l'ensemble des événements dont l'espace sud-est européen était le théâtre à l'époque. Il convient de retenir en ce qui le concerne la large gamme des forces sociales qui y ont fourni leur apport, gamme illustrée par l'émigration albanaise en Roumanie. En effet, on constate dans la composition de celle-ci depuis les prolétaires qui travaillaient aux pavages des rues à Bucarest — réunis surtout dans la Société « Drita » de N. Nacio — jusqu'aux marchands et intellectuels, aux représentants de la haute bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. Tous visaient avec la même ardeur la libération de l'Albanie de sous le joug séculaire de l'occupation ottomane.

Bien que s'écartant quelque peu de notre sujet dans la présente étude, il nous faut mentionner le point de vue de l'historien Gazmend Shpuza, parce qu'il relève l'une des conséquences de ce mouvement du renouveau national. Compte tenu des aspirations et surtout de la composition des forces sociales de ce mouvement, compte tenu aussi de son caractère révolutionnaire et anti-féodal, cette lutte contre l'occupation ottomane menée par les protagonistes du renouveau albanais porte en germe la future révolution bourgeoise⁵¹.

Quant à l'appui roumain accordé au mouvement albanais, notamment après 1877, quand la Roumanie s'est acquis l'indépendance et la souveraineté nationale, il s'inscrit dans les traditions progressistes de la politique roumaine d'entente et bon voisinage. L'anniversaire du centenaire de l'indépendance roumaine a été une heureuse occasion d'évoquer le soutien que le peuple roumain a fourni aux autres peuples sud-est européens dans leurs efforts de rejeter le joug étranger, au peuple albanais tout particulièrement touché par les décisions du Congrès de Berlin et du traité de San Stefano, à la suite desquelles il a été obligé de subir la domination ottomane jusqu'en 1912.

⁵¹ Chez Gazmend Shpuza, *Breth trajtimit të Rilindjes Kombëtare në literaturën tonë historike* (À propos de la manière dont on traite de la Renaissance nationale albanaise dans notre littérature historique), «Studime Historikë», no. 3, Tiranë, 1970, p. 175—197.

NASCITA DELL'ITALIA INDUSTRIALE E MONDO BALCANICO DAL 1900 AL 1914

ANGELO TAMBORRA
(Roma)

Quando si volge lo sguardo ai rapporti economici fra il mondo balcanico e l'Italia negli anni immediatamente anteriori alla Rivoluzione dei Giovani Turchi e sino alla prima guerra mondiale, si resta colpiti da alcuni elementi fondamentali, che richiedono una attenta analisi. Questa coinvolge, anzitutto, situazioni di fatto di natura strettamente economica. Ma esse finiscono poi per essere condizionate da un quadro internazionale ben preciso: la posizione dell'Italia da un lato, e della Turchia come degli altri Stati balcanici, ed i loro reciproci rapporti, dall'altro, sono fortemente compromessi dalla rinnovata iniziativa balcanica dell'Austria-Ungheria e, per essa, del ministro degli Esteri conte Aerenthal.

Sul finire del secolo prende l'avvio, in Italia, quella che Rosario Romeo definisce come «la rivoluzione industriale dell'età giolittiana»¹; il periodo cioè che «segna una decisiva trasformazione della vita economica» italiana: incremento, contrassegnato da profonda trasformazione, nel settore industriale, dove tutta la produzione manifatturiera passava — secondo i dati dell'Istituto Centrale di Statistica — dall'indice 29 del 1896 a 54 del 1914; ai primi posti erano le industrie metallurgiche (da 49 milioni a 193 milioni), meccaniche (da 212 a 802 milioni) e chimiche, con loro chiara prevalenza rispetto al settore tessile, delle industrie alimentari e dei tabacchi ecc. Questo «spostamento verso l'industria pesante», che cresce dal 19,8% al 30,6%, è contrassegnato dal sorgere o dal trasformarsi dei grandi complessi siderurgici e meccanici, specie nel settore dei cantieri ecc.: si pensi alla Terni, all'Ansaldo, alla Metallurgica Italiana, all'Elba, alle Ferriere Falk, alla Franco Tosi, alle ben 44 fabbriche di automobili esistenti alla vigilia della guerra e tante altre, solo per fare alcuni nomi.

Per il discorso che qui ci interessa dei rapporti economici e commerciali fra l'Italia e la vicina Penisola balcanica, questo mutamento della fisionomia, cioè del rapporto percentuale, nella industria manifatturiera italiana, possiede un significato particolare: l'industria pesante, meccanica e metallurgica ha necessità di «guardare fuori», sia per l'approvvigionamento di materie prime a basso prezzo, sia per collocare una parte dei prodotti.

¹ R. ROMEO, *Breve storia della grande industria in Italia*, Bologna 1972, pp. 65 e sg.

La ricerca dei mercati di sbocco e di approvvigionamento, caratteristica di tutte le economie in espansione in quell'epoca — si pensi alla Germania guglielmina, alla Francia, alla stessa Russia la cui industrializzazione appena avviata è già fortemente tormentata da sussulti sociali, all'Inghilterra post-vittoriana che punta al recupero di posizioni perdute — preoccupa non poco anche gli Italiani: imprenditori, finanzieri, uomini di governo, pubblica opinione, tutti sono concordi nel sottolineare l'esigenza di uno sforzo vasto e articolato per la conquista dei mercati e per assicurarsi fonti di materie prime.

Senonchè, a vedere bene, dopo la massiccia espansione nel mondo coloniale che caratterizza soprattutto la seconda metà del secolo XIX, zone dove puntare non ne rimanevano poi molte: fra queste, quella più vicina e a portata di mano, era il settore balcanico. Qui materie prime minerarie, tabacchi, tessili e prodotti alimentari potevano essere scambiati con i prodotti dell'industria pesante; un mercato che non presentava, in pratica, limiti di assorbimento, se non quelli segnati dall'arretratezza economica e sociale delle popolazioni, come dalla deficienza di infrastrutture, cioè strade, ferrovie, porti.

Questo collegamento fra l'Italia industriale in divenire ed un mondo balcanico che cerca di elevarsi da una pesante condizione di minorità sociale e civile possedeva del resto un significato storico ben preciso, anche se in molti inconsapevole. Al di là di lontane tradizioni di rapporti, ben valida ed operante nelle coscienze era la più recente esperienza risorgimentale: se allora l'interdipendenza fra Balcani e Italia, fra questioni d'Oriente e problema italiano era stata sentita — prima e dopo Cavour² — quale elemento fondamentale del processo unitario italiano, così adesso in sede economica si avverte che il crescere industriale dell'Italia poteva essere agevolato da un fattivo intervento imprenditoriale nella vicina Penisola balcanica.

Si cercano dunque lì, in Oriente, le soluzioni a certi problemi. Ma anche ai primi del secolo, in sede economica, come due generazioni prima in sede politica e nazionale, il quadro generale politico non è molto diverso, e identico è l'avversario con cui si devono fare i conti: l'Austria asburgica, ieri, l'Impero austro-ungarico, oggi. Organismo ancora forte e agguerrito e ricco, soprattutto, di grandi tradizioni di politica balcanica, come di notevole peso economico e culturale in questo settore, l'allontanamento dalla Germania dopo Sadowa, nel 1866, aveva segnato l'inizio di una più accentuata gravitazione danubiano-balcanica. Il congresso di Berlino, nel 1878, con l'affidamento in amministrazione della Bosnia-Erzegovina, gli aveva riconosciuto questa precisa vocazione e direttrice verso il sud-est: dall'impegno nell'inserire la Bosnia-Erzegovina nel contesto economico e produttivo dell'Impero, anche a mezzo di linee ferroviarie, si passa a delineare tutto un programma ferroviario verso i Balcani che, se attuato, avrebbe condotto l'Impero turco e tutti gli Stati balcanici a gravitare, economicamente e quindi anche in sede politica, verso l'Austria-Ungheria.

Di fronte a questo crescente dinamismo politico ed economico della diplomazia come del ceto dirigente, finanziario ed imprenditoriale del-

² Cfr. A. TAMBORRA, *Cavour e i Balcani*, Torino 1958; id. id., *Imbro I. Tkalac e l'Italia*, Roma 1966.

l'Austria e dell'Ungheria, da parte italiana si avverte un senso di crescente preoccupazione, che i legami della Triplice Alleanza non riusciranno a dissipare. E non è senza significato se una identica preoccupazione avvicini alla Italia sia i giovani Stati balcanici, sia il vetusto Impero ottomano.

Così tutta la politica svolta da Milovan Milovanović — ministro di Serbia in Italia dal 1903 al 1907 e quindi ministro degli Esteri dalla crisi bosniaca del 1908 sino alla morte nel 1912 — fu essenzialmente rivolta ad attirare l'Italia nel settore balcanico: di fronte all'iniziativa dell'Austria ed all'assenza della Russia, era più che mai indispensabile per la Serbia trovare altrove appoggi e « contrappesi ». Questi, in definitiva, non erano molti: l'unico, vicino e a portata di mano, era l'Italia. Così, secondo la sua visione politica, una presenza attiva dell'Italia nei Balcani era un fatto veramente auspicabile: l'Austria poteva essere, per lui, fronteggiata in Oriente della Russia e, in Occidente, dall'Italia. Per questo egli scrive esplicitamente: « Occorre che l'Italia, si irrobustisca per impegnarsi con noi e per rafforzarsi nei Balcani. Non bisogna temere che questa iniziativa sotto la guida dell'Italia rechi con sé soluzioni dannose per le nostre nazioni balcaniche. Il suo interesse è identico al nostro »³.

Milovan Milovanović, con la statura di politico che gli è riconosciuta, guardava sì alle esigenze della Serbia ed agiva in conseguenza, ma interpretava con mano sicura e mente limpida anche quelle di tutti gli altri Stati balcanici, Turchia compresa. La sua influenza sugli orientamenti della classe dirigente italiana dell'epoca doveva essere stata notevole se in Italia — grazie anche alle solidarietà massoniche — egli ebbe accesso agli ambienti più elevati della capitale, sino al re Vittorio Emanuele III, legandosi in amicizia con uomini come Giovanni Giolitti, Tommaso Tittoni, Sidney Sonnino ecc. Come sottolinea il Djordjević, grazie a queste relazioni, il Milovanović « costruì il suo sistema politico, introdusse l'Italia nel labirinto balcanico, convogliò grandi forze politiche, meditando sui veri interessi della Serbia. Egli fu di stimolo alla politica dell'Italia, perchè essa si facesse protettrice dell'intesa fra gli Stati balcanici ».

Identiche attese ed auspici giungono anche dal Montenegro, dove esponenti della classe dirigente come Ramadanović e, soprattutto Mjušković, ministro delle Finanze nel 1905 e poi ministro degli Esteri — secondo quanto riferisce il console di Francia a Scutari A. Alric al ministro degli Esteri Delcassé il 14 marzo 1905 — « rêvent de voir l'Italie entamer résolument, jusque dans le Monténégro, une lutte d'influence contre l'Autriche-Hongrie ». Naturalmente, da parte italiana non si manca di essere preoccupati dall'assenza della Russia dalla scena balcanica, se il console generale italiano a Scutari Leoni « désire depuis quelque temps la prompte cessation de la guerre russo-japonaise. Il me semble craindre que son pays ne soit laissé en tête avec l'Autriche-Hongrie quant au règlement du sort de la moitié occidentale de la Péninsule des Balkans »⁴.

Ma anche dalla parte più direttamente interessata ad un indebolimento della Triplice Alleanza — la Francia degli accordi Visconti Venosta — Barrère e Prinetti — Barrère del 1900 e 1902 — giungono autorevoli

³ D. DJORDJEVIĆ, *Milovan Milovanović*, Beograd 1962, p. 66.

⁴ *Archives du Ministère des Aff. Etrangères*, Parigi, Monténégro, Politique étr., Dossier Général III, 1905—1910.

esortazioni all'Italia perchè essa sia più attiva, anche in campo economico, sulla scena balcanica.

Portavoce di questa spinta è soprattutto Charles Loiseau, un pubblicista francese attento e largamente informato sulle questioni balcaniche, a lui familiari per gli anni trascorsi in gioventù quale segretario del vescovo croato J. J. Strossmayer, come per i legami di parentela con i ragusei Ivo e Lujo Voinović. Solerte informatore, anzi orientatore dell'ambasciatore francese a Roma, Camille Barrère, circa le questioni balcaniche, nel 1901 egli pubblicò a Parigi un saggio che fece notevole sensazione dal titolo significativo: *L'Équilibre adriatique. L'Italie et la Question d'Orient*.

Nel puntare direttamente — in questo come in altri articoli e conferenze — ad indurre l'Italia a «liberarsi» dalla Triplice, per aderire all'intesa con la Francia e con la Russia (e dunque avvicinare il momento della «revanche» contro la Germania), egli parte dalla constatazione che le posizioni italiane in Adriatico sono molto compromesse, tanto che Venezia è scesa al settimo posto fra i porti italiani, dopo Savona e Chiavari. A Brindisi, come a Venezia i quattro quinti del movimento marittimo sono assorbiti dal «Lloyd Austriaco», dall'«Adria» ungherese e dalla «Peninsulare» inglese. Si tratta, come ovvio, di valutazioni esagerate e interessate, fondate su statistiche vecchie, e come tali vengono corrette, ad esempio da un tecnico, l'ing. Jacopo Trochia, nell'articolo del 1901 su *Le Ferrovie dei Balcani e l'avvenire del porto di Venezia* sulla *Rassegna Nazionale* (vol. CXXI, anno XIII, settembre, ottobre 1901).

Tuttavia l'intera argomentazione del Loiseau rimane in piedi là dove suggerisce di potenziare il porto di Venezia collegandolo con una rete fluviale alla Lombardia, quale premessa ad una sua funzione di intermediazione verso la vicina Penisola balcanica. Soprattutto, di fronte al programma ferroviario austriaco (che col tronco da Sarajevo a Mitrovica darà vita ad una continuità di comunicazioni fra Vienna e Salonicco), il Loiseau dà il proprio autorevole appoggio ad un programma di interesse «italiano» o più ampiamente occidentale: una linea ferroviaria trasversale dal Danubio all'Adriatico, cioè da Niš sino a Scutari o a S. Giovanni di Medua o ad Antivari (Bar).

Prontamente, questa idea di una ferrovia transbalcanica viene condivisa, fra gli altri, dall'autorevole *Corriere della Sera* di Luigi Albertini, portavoce degli interessi del ceto imprenditoriale lombardo e, più ampiamente, italiano.

Naturalmente, avviare iniziative così imponenti quali erano richieste dalla mancanza di linee ferroviarie sui Balcani, di porti di approdo adatti e di linee di navigazione regolari, richiedeva una cospicua mobilitazione di risorse finanziarie. Ecco, dunque, le grandi banche italiane presentarsi in prima linea per sostenere questo vasto impegno imprenditoriale.

Come è bene ricordare, in Italia nel ventennio corrispondente alla «rivoluzione industriale dell'età giolittiana», «nuovi rapporti... si vennero stabilendo fra la banca e l'industria». Verso la fine del secolo quattro grandi banche si erano venute formando o trasformando, con iniziative e capitali in parte e per talune prevalentemente tedeschi: la Banca Commerciale Italiana di Milano, il Credito Italiano di Genova, il Banco di Roma, la Società bancaria italiana di Milano.

A queste banche, « costruite sul modello tedesco della banca mista, operanti cioè insieme nel settore del credito ordinario e del credito mobiliare a medio e lungo termine alle imprese », si deve se tutto lo sforzo industriale italiano poté trovare la struttura portante che lo potesse sostenere. « In un paese afflitto da una radicale carenza di capitali disponibili per l'investimento industriale, l'appello su larga scala al risparmio nazionale era infatti una condizione essenziale dello sviluppo . . . L'importanza soverchiante assunta da queste banche nel settore degli investimenti industriali è anzi una delle caratteristiche storicamente più rilevanti dello sviluppo storico italiano, nel quale . . . la necessità di accelerare lo sviluppo costrinse il paese a una mobilitazione del risparmio più intensa e più diretta di quanto non sia avvenuto in Inghilterra . . . »⁵. Ora, questi legami così rilevanti fra banca e industria si possono notare anche nelle iniziative imprenditoriali italiane in Turchia e nei Balcani.

Fra i primi a *guardare ad Oriente*, troviamo un gruppo di appassionati, coraggiosi e intraprendenti veneziani con a capo Giuseppe Volpi. A lui e a Niccolò Papadopoli-Aldobrandini, al conte Girolamo Marcello, a Ruggero Revedin, a Piero Foscari, all'ing. Amedeo Corinaldi, all'ing. Roberto Paganini si deve l'iniziativa, nel 1901, di costituire « una modesta società col capitale di franchi 1.500.000, che denominava *Società per le Miniere d'Oriente* con sede in Salonico, allo scopo immediato di fare studi e ricerche minerarie nell'Impero ottomano, ed allo scopo di avere una ragione positiva di insediare una società italiana in Turchia per studiarne i coefficienti economici e la possibilità di una maggiore espansione ». L'attività mineraria ebbe « felici risultati », la società si fece conoscere e riuscì ad « allargare la sua base di operazione. Cinque anni di pratica del mercato ottomano ce ne fecero conoscere tutti i bisogni e tutto l'utile che ne potrebbero ricavare l'industria ed il commercio nazionale »⁶: un vero e proprio studio di mercato, dunque.

Subito dopo questi primi inizi il Volpi cominciò a interessarsi del Montenegro: uno Stato dalla struttura ancora arcaica e tribale, legata al predominio dei Petrovič-Niegoš su un gruppo ristretto di famiglie e dove l'unica attività considerata degna era quella di portare le armi. Anche in questa zona, ancora ad una economia silvopastorale, tuttavia qualcosa comincia a muoversi: i contatti con l'Europa, grazie anche ai matrimoni delle figlie del principe Nicola; l'insofferenza verso la politica dell'Austria che mira ad assoggettare economicamente il piccolo Stato; la sensazione sempre più radicata di poter contare sempre meno sulla Russia zarista per un aiuto che vada al di là di graziosi doni di danaro a fondo perduto per colmare le casse sempre esauste, tutto questo induce il principe Nicola a sollecitare, o comunque accogliere con favore, l'intervento del Volpi. Nel 1903 si costituì a Venezia il cosiddetto *Sindacato italo-montenegrino* (« fra pochi amici e con modesti mezzi », come ricorderà il Volpi), presieduto da Piero Foscari. Sua prima iniziativa fu l'istituzione nel Montenegro della *Regia cointeressata dei Tabacchi*, nel 1903, società italiana che si trasformò poi in montenegrina con sede, apparente, a Podgorica, ma reale a Venezia, campo San Provolo, palazzo Vianelli.

⁵ R. ROMEO, *op. cit.*, pp. 69-71.

⁶ *Archivio Storico del Ministero degli Esteri* (A.S.M.E.), Roma, Carte Tittoni, Busta 5, fasc. 2.

L'istituzione del monopolio dei Tabacchi rappresentava l'unico mezzo per cominciare a dare alle finanze montenegrine un cespite regolare e il Montenegro otteneva un prestito dalla Società garantito dalla concessione della durata di quindici anni. I risultati economici si videro subito con la costruzione a Podgorica di un tabacchificio con oltre 340 operai, con l'introduzione di campi sperimentali tenuti da coloni italiani provenienti da Lecce, indirizzando alla coltivazione del tabacco ben 7.000 famiglie. Naturalmente l'introduzione del monopolio in un paese dagli usi patriarcali, dove il tabacco si vendeva sulle bancarelle agli angoli delle strade a prezzi minimi, doveva sollevare notevoli reazioni. « Di qui — riferirà più tardi il ministero dell'Interno italiano al ministero degli Esteri il 28 settembre 1909 — l'odio profondo, implacabile contro gli istitutori di questa azienda, che disgraziatamente sono italiani »⁷.

Il governo montenegrino, nonostante le opposizioni ed i malumori mantenne ben fermo il monopolio, la Regia cointeressata dei Tabacchi aumentò il capitale già nel 1905, portandolo a 2.500.000 corone, con un introito che dalle 79.607,07 corone austriache del 1907 passò alle 155.219, 26 del 1910⁸.

Questi risultati, già promettenti sin dall'inizio, suggerirono a Volpi e ai suoi amici di guardare più alto e lontano. Nel partire dalle ormai consolidate posizioni economiche e di prestigio in Montenegro, in Serbia e in Turchia, essi per primi accolsero la « sfida » ferroviaria austriaca nei Balcani e diedero vita ad un programma ambizioso: fare del Montenegro la testa di ponte della penetrazione economica e commerciale italiana nei Balcani, dare vita ad un sistema di comunicazioni che, partendo da Venezia e dall'Italia facesse capo ad Antivari (Bar); di qui una ferrovia — sia pure a scartamento bosniaco di 76 cm. — doveva raggiungere Vir Pazar e il Lago di Scutari, con l'intendimento ultimo, peraltro più ipotetico che reale, di proseguire sino al Danubio. Questo programma non aveva valore esclusivo solo per il Montenegro, ma guardava naturalmente a tutti i Balcani, Turchia compresa, che sarebbero stati avvicinati all'Adriatico da vie di comunicazione in condizioni di funzionare anche durante l'inverno.

Per fare questo occorreva anzitutto rimuovere, o quanto meno eludere, una sorta di diritto di prelazione assicurato all'Austria dall'art. 29 del Trattato di Berlino del 1878 che aveva sancito l'indipendenza del Montenegro. In base a tale articolo il piccolo Stato — cui era riconosciuto lo sbocco al mare ad Antivari e la fortezza di Spizza — si impegnavà a « intendersi con l'Austria-Ungheria sul diritto di costruire e di mantenere, attraverso il nuovo territorio montenegrino, una strada e una ferrovia ». E in questo senso il governo austriaco aveva da tempo insistito per assicurare la concessione della linea ferroviaria da Antivari a Vir Pazar a un imprenditore di propria fiducia. Il Sindacato italo-montenegrino, cioè il Volpi, come poteva dunque « togliere » all'Austria la concessione di una linea ferroviaria che, in mani austriache, avrebbe completato l'asservimento economico del piccolo Stato? In un modo solo: cercare di prendere di contropiede il governo di Vienna, agendo d'accordo con i Montenegrini.

Secondo quanto ebbe a riferire il giornalista francese Charles Loiseau all'incaricato d'affari di Francia a Roma Albert Legrand il 6 agosto 1906

⁷ A. S. M. E., Carte Tittoni, Busta 5, fasc. 3.

⁸ M. DJUROVIĆ, *Crnogorske Financi je 1860 — 1915*, Titograd 1960, p. 387.

(dopo un colloquio rivelatore con l'ing. Paganini), « d'accord avec M. Gavro Vukovitch (Vuković), ministre des Affaires Etrangères du Monténégro, M. Volpi ... imagine la combinaison suivante : » in seguito alle insistenze del ministro d'Austria a Cetinje, barone Kuhn perchè la costruzione della ferrovia fosse affidata ad un gruppo austriaco, « M. Vukovitch feindrait de prendre au sérieux les propositions du baron Kuhn et l'inviterait à les formuler par écrit, de façon à se procurer une preuve écrite de l'assentiment du gouvernement impérial au principe d'une ligne à voie étroite de la baie de Antivari à Vir Bazar. Ce document acquis, le Syndicat italien se découvrirait et formulerait des propositions parallèles, qu'on s'arrangerait ensuite de façon à agréer de préférence à celles du candidat du baron Kuhn.

Cet honorable diplomate tomba dans le piège, présenta un entrepreneur (Koll ou Kolz ?) et mit dans les mains de M. Vukovitch une déclaration qui comportait le consentement de son Gouvernement au principe de la construction de la ligne en question.

Il s'aperçut de son erreur quand le gouvernement se mit à discuter la personnalité, d'ailleurs douteuse, de M. Koll (?) et à entamer des pourparlers avec le syndicat italien. Mais il était un peu tard pour la réparer d'autant plus que M. Vukovitch, à la suggestion du dit Syndicat, fit entrevoir l'éventualité de soumettre le cas au tribunal de La Haye. C'est grâce à cette surprise que les Italiens entrèrent dans la place ».

Questa iniziativa così ardita e spericolata che metteva di fronte un piccolo gruppo di imprenditori veneziani, e più tardi, gran parte della finanza italiana, da un lato, ed un potente Impero come quello austro-ungarico, dall'altro, aveva finalità ben precise. « De l'aveu des fondateurs de la Compagnie du port d'Antivari, leur but a été surtout politique et consiste :

1) à empêcher le Gouvernement austro-hongrois d'installer un de ses ressortissants au Monténégro, comme concessionnaire du port d'Antivari et du chemin de fer ;

2) à s'assurer un débouché maritime et le bénéfice d'un précédent » per ottenere successivamente la concessione di costruire una linea a scartamento normale dall'Adriatico sino a Niš, attraverso la vallata del Timok, sino al Danubio, con sbocchi ad Antivari e a S. Giovanni di Medua⁹.

Come si vede, dunque, la concessione del porto e della ferrovia di Antivari dovevano essere solo il primo inizio di un più lungo e penetrante slancio economico verso il cuore dei Balcani : creare una alternativa di concorrenza al programma ferroviario austriaco da Vienna a Salonico, mediante una ferrovia italiana dall'Adriatico al Danubio e in ulteriore collegamento con la rete ottomana.

Questa prospettiva ambiziosa — prontamente appoggiata e fatta propria dal ministro degli Esteri italiano Tommaso Tittoni che agiva soprattutto a Cetinje tramite il rappresentante italiano Cusani Confalonieri — spiega come la « mobilitazione » della grande finanza ed industria italiane si rivelasse pronta ed efficace : se l'obbiettivo da raggiungere fosse rimasto quello, sia pure valido, ma economicamente limitato, di un porto e di una

⁹ Archives du Ministère des Affaires Etrangères, Parigi, Monténégro, Politique étrangère, N.S. 5, Dossier Général III, 1905-1910 l'incaricato d'affari a Roma A. Legrand al ministro degli Esteri Léon Bourgeois, Roma 6 agosto 1906.

ferrovia a scartamento ridotto al Montenegro, ben pochi si sarebbero mossi; ma quando con prospettive più ambiziose si guardava ad una grande ferrovia transbalcanica che conducesse l'industria italiana sui mercati turchi e balcanici, in concorrenza con la più agguerrita industria austriaca, i finanzieri e gli imprenditori italiani non potevano mancare all'appello del Volpi e dei suoi amici.

Ecco dunque attraverso quali vie e con quali orientamenti si giunge all'attiva presenza del capitale italiano nei Balcani, con la creazione della *Compagnia di Antivari* che prendeva vita fra il 1904 e il 1905. Il capitale iniziale di 4 milioni di corone austriache fu sottoscritto per la metà dalla Banca Commerciale Italiana, guidata da Otto Joel, direttore generale.

Giuridicamente la Compagnia d'Antivari fu costituita il 5 dicembre 1905 con sede a Cetinje, quale società montenegrina, ma con capitale integralmente italiano. Il resto del capitale fu fornito, oltre che dal gruppo veneto della Regia Cointeressata dei Tabacchi (cioè Volpi e i suoi amici), dai maggiori esponenti della finanza e dell'industria italiane.

La Compagnia di Antivari — i cui primi amministratori furono l'ing. Paganini, presidente, Giuseppe Volpi, amministratore delegato, e consiglieri Vico Mantegazza, Piero Foscari, Giuseppe Orlando, Guglielmo Marconi, Ottolenghi, l'ing. Piola Daverio e l'on. Cornaggia Medici — si mise subito all'opera, dopo che sotto la direzione dell'ing. Paganini — noto tecnico ferroviario, di grande esperienza — erano stati svolti approfonditi studi preliminari. Meno di tre anni dalla firma della Convenzione col governo montenegrino del 14 (26) giugno 1906 della durata di 60 anni, il 1° gennaio 1909 prese a funzionare la ferrovia tra Antivari e Vir Pazar, mentre il 23 ottobre 1909 veniva inaugurato il porto, formato di 4.500 m di banchine, con l'attracco della nave *Molfetta* della società di navigazione «Puglia». Da queste iniziative presero a svilupparsi altre: il porto franco, con l'inizio di una embrionale zona industriale; una regolare linea di navigazione sul Lago di Scutari, ecc. Tutto questo complesso di attività non ebbe una vita facile, sia per le difficoltà ambientali, sia per le successive complicazioni balcaniche ed europee e, con lo scoppio della guerra nel giugno 1914 i primi impianti colpiti dall'aviazione austriaca furono proprio quelli della Compagnia e la ferrovia non verrà più ricostruita.

Come si è più volte sottolineato, gli imprenditori italiani tutti, con la «punta di diamante» rappresentata da Giuseppe Volpi e dalla Compagnia di Antivari, puntavano ai Balcani e all'intero Impero ottomano. E questo avviene giusto nel momento in cui l'economia italiana è costretta ad affrontare la grave crisi economica del 1907 che rivelava essenzialmente «una vera e propria crisi di sovrapproduzione» mentre le industrie «nella difficile situazione in cui vennero a trovarsi... furono costrette ad appoggiarsi ancora più largamente alle banche, e ne crebbero i già gravosi vincoli di dipendenza»¹⁰. Spontaneo fu quindi l'impegno, da parte degli operatori veneziani e della Banca Commerciale a intensificare le ricerche di sbocchi nuovi, capaci di assorbire agevolmente la sovrapproduzione industriale. Così, giusto da Venezia alla fine del 1908, la *Rivista Commerciale*

¹⁰ R. ROMEO, op. cit., p. 99; K. E. KIROVA, *Italijanska ja ekspanzija v vostočnom srednjem Zemnomorju (v načale XX v.)* (L'espansione italiana nel Mediterraneo centro-orientale agli inizi del sec. XX), Mosca 1973, pp. 118-232.

d'Oriente — organo del Regio Museo Commerciale creato il 5 marzo 1907 — nell'articolo *Per l'impianto d'industria nell'Impero ottomano* rivolgeva un « caldo appello » agli industriali italiani : perchè « in vista delle condizioni straordinariamente favorevoli allo sviluppo e all'impianto di industrie nell'Impero ottomano vogliono approfittarne del buon momento cercando di non lasciarsi precedere dagli industriali d'altre nazioni che hanno già mandato in Oriente viaggiatori e tecnici per lo studio » ; ed il Museo si metteva a disposizione per ogni informazione ed aiuto ¹¹.

Altra iniziativa del Volpi — amministratore delegato — e del suo gruppo, con le spalle ben sostenute dalla Banca Commerciale Italiana, fu il 19 febbraio 1907, la *Società Commerciale d'Oriente*, con sede a Venezia, col capitale iniziale di 3 milioni di franchi-oro poi portato a cinque milioni. Presidente ne era lo stesso Otto Joel, della Banca Commerciale Italiana e la sede principale era stabilita a Costantinopoli e altri uffici furono aperti a Scutari d'Albania e ad Antivari. Direttori furono l'ing. Bernardino Nogara e Angelo Zannotti.

Questa vera e propria società finanziaria e organismo bancario fu pronta ad assumere partecipazioni finanziarie nell'Impero ottomano, a cominciare dal carbone del bacino di Eraclea ; promosse la costituzione della Società di Navigazione del Corno d'Oro, insieme alla *Deutsche Orient Bank*, finanziando anche l'edilizia pubblica e privata. Più tardi, dopo il 1908, quando sulla scena dell'Impero ottomano compare il Banco di Roma, fra i due organismi finanziari avviene una divisione di compiti : secondo quanto riferisce a Parigi l'incaricato d'Affari francese a Costantinopoli, Boppe, l'11 marzo 1911, la Società Commerciale d'Oriente « se consacrerà désormais uniquement aux affaires commerciales et industrielles, laissant les affaires de Banque proprement dites au Banco di Roma » ¹².

Infine, altra iniziativa finanziaria del Volpi e della Compagnia di Antivari — d'intesa con la Banca Commerciale Italiana — è alla fine del 1906 il *Banco di Scutari* o *Azienda A. Tozzi e Co.* Essa si formò in Società Accomandita italiana fra il sig. Tozzi quale gerente e socio accomandatario (il quale non era altro che un impiegato fornito dalla sede di Venezia della Banca Commerciale) e Giuseppe Volpi, socio accomandante, che aveva fornito il capitale di L. 50.000. In realtà il Tozzi « si riconosce niente altro che un funzionario dipendente dalla Compagnia di Antivari » e per questo « il Banco di Scutari non è che una banca della Compagnia di Antivari, che fornisce anche i mezzi ». Quanto ai rapporti con la Banca Commerciale Italiana, le responsabilità verso di essa saranno assunte dalla Compagnia di Antivari e il Banco poteva agire come semplice corrispondente ordinario ¹³. Questa azienda rimarrà in piedi sino al 1913 quando, a seguito di una convenzione del 25 giugno 1913 fra il capo del governo provvisorio di Albania Ismail Kemal da un lato, Felix Kuranda per la *Wiener Bank Verein* e Otto Joel per la Banca Commerciale Italiana, dall'altro, verrà costituita la Banca d'Albania ¹⁴.

¹¹ *Rivista Commerciale d'Oriente*, nov.-dic. 1908, anno II, n. 17—18, p. 5.

¹² *Archives du Ministère des Aff. Etr.*, Parigi, Italie. Banque, Bourse, etc., II, 1908—1914, Boppe al ministero degli Esteri, Pera II marzo 1911.

¹³ *Archivio Storico della B.C.I.* (Banca Commerciale Italiana), Milano, Antivari, 957—59, la Sede di Venezia al Direttore Generale O. Joel, Venezia 15 dicembre 1906.

¹⁴ *Archivio Joel*, Parigi, fasc. 17, Banca d'Albania (1913).

Intanto, nuove situazioni si determinano in tutto il mondo balcanico e turco, tali da richiamare iniziative di carattere politico ed economico ancora più incisive. Alla fine del 1906 le redini della politica estera austro-ungarica erano state assunte da un uomo di temperamento e di vedute ben diverse dal suo predecessore: al conte Agenor Goluchowski (che per anni aveva collaborato con la diplomazia russa nel «conservare sotto ghiaccio i Balcani», come egli amava dire) era succeduto alla *Ballhausplatz* il conte Alois Aehrenthal. Forte personalità, pieno di fiducia in sé stesso, ambiziose ed arrogante, ma insieme diplomatico abile ed informato, egli sin dall'inizio diresse a fondo i propri sforzi verso la Penisola balcanica: passare dalla occupazione all'annessione della Bosnia-Erzegovina, creare — come ebbe a dire — «una Albania indipendente sotto la nostra egida, un Montenegro che dipenda dal nostro buon volere ed una Grande Bulgaria a noi legata dalla gratitudine», tutto questo si sposava ad un vasto programma di penetrazione economica e commerciale e di comunicazioni ferroviarie. «Grazie ai nostri possedimenti bosniaci — egli ebbe a dichiarare il 27 gennaio 1908 alla Delegazione ungherese — siamo anche noi una potenza balcanica ed è quindi nostro compito di comprendere gli indizi del tempo e di sfruttarli. In tal modo intendo parlare di una oculata politica commerciale». A questo fine l'Aehrenthal delineava un vasto programma ferroviario che avrebbe dato vita ad «una congiunzione diretta Vienna — Budapest — Sarajevo — Atene — Pireo, che costituirebbe pure la via più corta dall'Europa centrale all'Egitto e alle Indie», mentre pensava anche ad una linea da Cattaro sino al litorale montenegrino.

Si può dire infatti che il discorso di Aehrenthal e, più ancora, le iniziative concrete, in sede ferroviaria, già in atto per completare il collegamento fra Vienna e Salonico, trovano immediata risposta. Come ebbe a riepilogare «Una tale politica, concludeva il ministro degli Esteri austro-ungarico, ci renderà più facile il compito di mantenere la nostra posizione commerciale, anche di fronte ad una mutata situazione politico-commerciale, e ci assicurerà inoltre nuove vie di comunicazione nel sud della monarchia»¹⁵.

In presenza di queste prospettive di una rinnovata azione economica e politica dell'Austria nei Balcani, si può dire che proprio in questo settore prende a delinearci — in sede finanziaria, economica, commerciale e delle costruzioni ferroviarie — un chiaro collegamento internazionale che *pre-scinde dalla Triplice Alleanza*. Anzi esso è virtualmente diretto contro l'Austria-Ungheria e la Germania: per l'Italia, rappresenta un altro passo avanti nel processo di alleggerimento dei legami in seno alla Triplice, ed un accostamento deciso e concreto alla Duplice franco-russa; tanto più incisivo in quanto non si trattava di impegni diplomatici, ma di attività che impegnavano le maggiori energie finanziarie dei paesi interessati.

Si può dire infatti che il discorso di Aehrenthal e, più ancora, le iniziative concrete, in sede ferroviaria, già in atto per completare il collegamento fra Vienna e Salonico, trovano immediata risposta. Come ebbe a scrivere il 16 giugno 1908 il direttore generale della Banca d'Italia, Bonaldo Stringhèr, in una riunione finanziaria tenutasi a Milano «Sul consorzio

¹⁵ Testo in V. MANTEGAZZA, *La Turchia liberale e le questioni balcaniche*, Milano 1908 pp. 40 — 42.

finanziario Danubio-Adriatico», a seguito di una concessione, accordata dalla Sublime Porta ad un gruppo austriaco, di un tronco di strada ferrata (destinato a «congiungere Uvacz con Mitrovica, e quindi a rendere più brevi e più rapide le comunicazioni della Monarchia austriaca e dell'Impero germanico col mare Egeo, guardando a Suez e all'Oriente»), altri si fecero innanzi: per intervento del governo serbo, che si sentiva direttamente minacciato da questa iniziativa austriaca, la Banca Imperiale Ottomana — di preminenti capitali francesi e inglesi — tramite la sua filiazione la Società Ferroviaria *Jonction Salonique — Constantinople* — avanzava la richiesta di concessione per una grande ferrovia trasversale Danubio-Adriatico. «Data l'importanza economica e politica di un'altra linea destinata... a congiungere ferroviariamente il Danubio con l'Adriatico, attraverso la Serbia, il Vilajet di Kossovo e l'Albania partendo a Turnu Severin e mettendo capo su quel mare di fronte a Bari, il nostro ministro per gli Affari Esteri vide la necessità che l'Italia non rimanesse estranea all'impresa... e che anzi l'Italia vi prendesse parte efficacemente, operando energicamente in tal senso». Tittoni invitò per questo la Banca d'Italia — e per essa il direttore generale Bonaldo Stringhèr, un friulano solido e austero, di altissime capacità e di grande patriottismo che dal 1900 reggeva con mano ferma i comandi delicati della vita economico-finanziaria italiana — di raccogliere i capitali necessari «a una partecipazione notevole»; insieme, dovevano essere avviate le opportune trattative con il gruppo francese della Banca Imperiale Ottomana «appoggiate diplomaticamente»¹⁶.

L'intervento della Banca d'Italia, gradito dal Governo francese e dalla Banca Imperiale Ottomana, condusse l'Italia a entrare nella combinazione: il 5 giugno 1908 fu stipulato a Parigi l'accordo fra Francia, Italia, Russia e Serbia che diede vita al Consorzio Finanziario denominato «Gruppo Danubio-Adriatico» per la costruzione e l'esercizio di una linea dal confine occidentale serbo a San Giovanni di Medua, nonchè di un porto.

Le partecipazioni furono stabilite come segue:

1) Gruppo francese (Banque Impériale ottomane, Ferrovie dello Stato ecc.) con a capo la Banque Impériale Ottomane, il 45% e 5 membri nel Consiglio di amministrazione;

2) Gruppo italiano, con a capo la Banca d'Italia (e di cui vedremo più avanti la composizione), il 35% e 4 membri nel consiglio;

3) Gruppo russo (Banca Internazionale di Commercio di Pietroburgo, Banca Russa per il Commercio estero, Banca commerciale Volga — Kama, Banca di Sconto di Pietroburgo e Banque du Nord), il 15% con 2 membri;

4) Gruppo serbo, il 5% con 1 membro.

Si rimase d'intesa che il presidente sarebbe stato un francese e il vice-presidente un italiano¹⁷.

Per desiderio degli esponenti della Banca Imperiale Ottomana Rod Hottinguer e G. Boyneau le trattative, prima limitate ai gruppi italiano

¹⁶ *Archivio storico della Banca d'Italia*, Operazioni Fin. 291 VII, «Sul Consorzio finanziario Danubio-Adriatico», comunicazioni riservate di B. Stringhèr.

¹⁷ *Archivio storico B. d'I.*, Roma, Op. Fin. 291 II, Protocolli delle riunioni di Parigi dell'1° e 5 giugno; K. E. KIROVA, op. cit., pp. 233 e sg.

e francese, si estesero a quelli russo e serbo, per togliere all'affare un «aspetto esclusivamente franco-italiano». Quanto al porto, «i signori della Banca ottomana, comunicò Stringhèr a Tittoni, non hanno alcun desiderio d'interessarsi per la questione del porto adriatico, che lasciano volentieri interamente a influenza italiana»¹⁸.

Quanto alla composizione del Gruppo italiano, diretto da Stringhèr, esso dopo un'adesione di massima dell'aprile-giugno 1908, fu definita dalla Banca d'Italia stessa come segue:

Banca Commerciale Italiana	32 %
Credito Italiano	23 %
Banco di Roma	23 %
Società Bancaria Italiana	10 %
Banca Zaccaria Pisa	7 %
Società Commerciale d'Oriente	4 %
Diversi privati	1 %

La presenza della Banca d'Italia, quale elemento organizzativo e direttivo del gruppo italiano e che conduce direttamente le trattative di Parigi, possiede un significato fondamentale che non può sfuggire: colui che ha in mano le leve essenziali dell'economia e della finanza del Paese, Bonaldo Stringhèr, su sollecitazione del ministro degli Esteri Tommaso Tittoni non esita a esporre in *prima fila* il massimo Istituto finanziario italiano in una impresa di grande momento come la Ferrovia Danubio-Adriatico. Ci si attende dunque molto, in Italia, da questa iniziativa, ai fini di un maggiore slancio verso l'esterno, nei Balcani, di tutta l'economia italiana.

Ma gli sviluppi politici — dalla rivoluzione dei Giovani Turchi alle guerre balcaniche e alla prima guerra mondiale — non consentirono all'impresa di realizzarsi. Malgrado tutto questo, nel periodo in esame fra l'Italia e il mondo balcanico si è venuta sviluppando una vasta trama di iniziative imprenditoriali, di rapporti economici, di interventi finanziari. Da tutto questo l'Italia industriale in ascesa si attendeva molto; da taluno, come il geografo Carlo Maranelli non si mancava di guardare ai Balcani ed ai traffici con l'altra sponda adriatica perchè, anche di lì, poteva giungere un contributo alla soluzione della stessa questione meridionale¹⁹.

Ma anche dalla Turchia, dalla Serbia, dal Montenegro, dall'Albania le iniziative italiane sono accolte con sostanziale favore. Non mancano, certo, segni di insofferenza e di malumore per quanto esse recavano di nuovo e di moderno in una vita economica e sociale stagnante. Del resto,

¹⁸ Ibidem, Busta 208 V, Divisa estera acquistata e ceduta, B. Stringhèr al ministro degli Esteri Tommaso Tittoni, Parigi 13 aprile 1908.

¹⁹ C. MARANELLI, *Sui rapporti economici con l'altra sponda dell'Adriatico*, nel vol. *Considerazioni geografiche sulla questione meridionale*, Bari 1946, Relazione al VI° Congresso Geografico Italiano, Venezia 1907.

come aveva sottolineato Milovan Milovanović, in presenza di un minaccioso pericolo di soggezione economica, e dunque politica, a Vienna e a Budapest, non vi era altra scelta. Questa era una sola: accogliere, anzi sollecitare le iniziative finanziarie della Francia (o in minore misura dell'Inghilterra) e quelle finanziarie, ma soprattutto di lavoro, degli Italiani e dell'Italia. Questo nel momento in cui un economista italiano di grande prestigio, indipendente e spregiudicato, Maffeo Pantaleoni, giusto nel 1910 poteva scrivere: «Non esiste al mondo un paese nel quale, come nel nostro, le iniziative degli individui privati abbiano raggiunto così alta quota di rendimento utile, sostanziale, progressivo; non vi è paese in Europa che nell'ultimo decennio abbia dato, come l'Italia, tanta prova di energia individuale nel progresso economico»²⁰.

²⁰ Cit. da R. ROMEO, op. cit., p. 114.

L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS ENTRE LA ROUMANIE ET LA TRIPLE ALLIANCE DURANT LA CRISE BOSNIAQUE

ȘERBAN RĂDULESCU-ZONER

Le fait que dans l'histoire des relations internationales la crise bosniaque a constitué un pas important vers la grande conflagration mondiale des années 1914—1918 est unanimement reconnu¹, ce dont les documents de l'époque en font foi. L'historien William Langer, faisant également une analogie entre les événements de 1908—1909 et ceux qui ont succédé à l'attentat de Sarajevo a intitulé même l'une de ses études, qu'il publia il y a quelques décennies déjà, *The 1908 Prelude of the World War*².

Les causes de la confrontation diplomatique des années 1908—1909 doivent être recherchées dans la modification du rapport de force européen et mondial de la première décennie du XX-ème siècle. On ne peut, en même temps, séparer la crise bosniaque des agitations intérieures, propres aux empires des Habsbourg et des tsars, qui, de fait, avaient provoquée la crise.

Le problème, de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, deux provinces faisant partie de l'Empire Ottoman, mais depuis 1878 sous l'administration austro-hongroise avait fait partie d'un vaste plan de réorganisation de l'empire par le nouveau ministre des Affaires Étrangères de la monarchie des Habsbourg, le baron Alois von Aehrenthal. Ce programme, sous forme de trois mémoires, a été soumis aux chefs des gouvernements de Vienne et de Budapest³ au début de l'année 1907. Suivant les intentions de la diplomatie de Ballplatz, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine aurait dû renforcer le groupe de provinces slaves (Croatie, Slovénie, Dalmatie) dans le cadre du royaume hongrois en vue de consolider le potentiel économique de la Transléitanie. Ceci aurait mis fin aux différends entre Vienne et Budapest en ce qui concerne l'établissement de la cote de dépenses pour les affaires communes⁴.

¹ A. Oșetca, D. Berindei, E. Campus, N. Fotino, C. Mureșan, *La situation internationale et la politique étrangère de l'Autriche-Hongrie pendant les premières années du XX-e siècle*, dans *La désagrégation de la monarchie austro-hongroise (1900—1918)*, Ed. Academiei Bucurest, 1965, p. 219; Dimitrije Djordjević, *Révolutions nationales des peuples balkaniques (1804—1914)*, Beograd, 1965, p. 215; *История дипломатии*, изд. 2-е, под редакцией А. А. Громыко и др., т. 2, Москва, 1965, стр. 673; la même idée se détache aussi de l'ouvrage de P. Renouvin, *La crise européenne et la grande guerre (1904—1918)*, Paris, 1939, p. 82—88.

² «Foreign Affairs», juillet, 1929, p. 635—649.

³ S. Wank, *Aehrenthal's Programme for the Constitutional Transformation of the Habsburgs Monarchy: Three Secret Memoires*, «The Slavonic and East European Review» NLI (1963), no. 97, p. 522—536.

⁴ *Ibidem*, p. 529—530.

Le ministre des Affaires Étrangères de la double monarchie avait essayé, en projetant d'accorder certaines régions maritimes (Dalmatie) à la Hongrie, d'enfreindre l'opposition des cercles gouvernementaux hongrois en présence de l'augmentation des allocations budgétaires en vue du renforcement de la flotte et de l'armée en général. Enfin, le baron Aehrenthal aurait eu en vue, par le renforcement du groupe slave, la transformation future de la monarchie des Habsbourg dans un empire trialiste. Selon ses conceptions, cet empire devait paralyser la force d'attraction de Belgrade pour les Slaves du sud, et même obliger, tôt ou tard, la Serbie « à adhérer à l'union tarifaire austro-hongroise »⁵.

La mise en application de ce plan, initialement considéré un plan de perspective⁶, était devenue aiguë au moment où la révolution victorieuse des jeunes turcs, de Juillet 1908, avait imposé au sultan d'accepter une constitution et la convocation d'un parlement, dans lequel la population de Bosnie et d'Herzégovine enverrait ses représentants.

Un autre élément accélérateur dans la décision des dirigeants de la monarchie des Habsbourg de passer à l'action fut incontestablement la nouvelle politique de la Russie tsariste après l'accession d'Alexandre Petrovici Isvolski au Ministère des Affaires Étrangères.

L'orientation et l'activité politique d'Isvolski, de même que la diplomatie de Ballplatz, étroitement liée aux contradictions intérieures de la monarchie bicéphale, correspondait à la crise du tsarisme durant la période suivant la révolution des années 1905—1907⁷. Les gouvernants de St. Petersbourg, afin de consolider le régime à la suite des coups reçus du dehors et de l'intérieur, ont été obligés de renoncer à leur politique active en Extrême-Orient. En conséquence, ils ne pouvaient s'opposer à l'impérialisme japonais que par la paralysie de ses alliances, ce qui ne devait se réaliser qu'à l'aide d'un rapprochement de la Russie à la Grande-Bretagne⁸, ainsi qu'il arrivât en 1907. Le tsarisme a aussi été contraint, en partie au moins, de protéger les intérêts de la bourgeoisie sur le plan intérieur et extérieur, étant donné que l'autocratie ne pouvait se maintenir au pouvoir sans le soutien de celle-ci⁹. La diplomatie russe ayant en vue les intérêts économiques de la bourgeoisie, mis en péril par la concurrence des marchandises allemandes, tant sur le marché intérieur que mondial¹⁰, a dû tenir compte surtout de la menace que représentait l'expansion de l'Allemagne vers le Moyen-Orient¹¹. Le nouveau ministre des Affaires Étrangères de Russie poursuivait en même temps un succès diplomatique de grande envergure, dans le but de consolider le tsarisme sur le plan

⁵ *Ibidem*.

⁶ Ministerrath für gemeinsame Angelegenheiten, Protokoll vom 1. Dezember 1907, G.M.C.P.U. 464, Magyar Országos Levéltár, microfilm 1051; voir aussi Feldmareschal Conrad, *Aus meiner Dienstzeit, 1906—1918*, vol. 1, Berlin Wien-Leipzig, München, 1921—1922, p. 518—519.

⁷ Voir l'ouvrage de И. В. Бестушев, *Борьба в России по вопросам внешней политики, 1906—1910*, Moscou, 1961.

⁸ Isvolski a fait une telle déclaration, en Octobre 1906, à Berlin : *Die Grosse Politik der Europäischen Kabinette, 1871—1914* (sera cité G.P.), vol. 25, Berlin, 1927, no. 8649.

⁹ И. В. Бестушев, *op. cit.* p. 36.

¹⁰ *Ibidem*, p. 37—39.

¹¹ *История дипломатии...* p. 658; voir aussi A. J. P. Taylor, *The struggle for mastery in Europe 1848—1918*, Oxford, 1954, p. 441—442.

intérieur, remettant ainsi en question, le problème des « Détroits » et celui de Constantinople, « perle précieuse » qui — selon une future expression du prince Troubetskoï — « justifie tous les sacrifices pour sa possession »¹².

En ce temps, les Détroits ont eu une importance économique incontestable pour la Russie, vu que 1/3 du total des marchandises russes pour l'exportation et 3/4 de la quantité de céréales destinées aux marchés étrangers, passaient par le Bosphore et les Dardanelles¹³. Mais les cercles politiques de St. Pétersbourg étaient préoccupés par l'aspect stratégique du problème, d'autant plus que les traités internationaux, en vigueur prévoyaient seulement l'interdiction du passage des bâtiments de guerre par les Détroits¹⁴. Au long des négociations en vue de la conclusion de l'accord anglo-russe du 31 août 1907, étant donné que le refus du gouvernement britannique aux tentatives de St. Pétersbourg pour obtenir l'assentiment de l'Angleterre en vue d'une future révision du régime des Détroits¹⁵ n'a pas été catégorique¹⁶, Isvolski se nourrissait de l'illusion de pouvoir compter sur le soutien de Londres¹⁷, s'il aurait pu obtenir une réponse affirmative de l'Autriche-Hongrie, adversaire principal de la Russie dans cette partie de l'Europe. Malgré la tension des relations russo-austro-hongroises dues au projet bien connu du baron d'Aehrenthal concernant la construction d'un chemin de fer à travers le sandjack de Novibazar¹⁸, Alexandre Isvolski a maintenu sa politique d'ouverture vers Vienne¹⁹, qui, pour finir, a pris la forme de son célèbre mémoire du 2 Juillet 1908 adressé à son homologue de Ballplatz²⁰. Par ce document, où l'on avait posé les jalons d'un compromis russo-austro-hongrois (l'annexion de la Bosnie, de l'Herzégovine et du sandjak de Novibazar par la monarchie des Habsbourg, en échange d'un accord concernant la modification du régime des Détroits dans le sens désiré par la Russie), le ministre des affaires étrangères de St. Pétersbourg, allant au-devant de la diplomatie de Ballplatz, avait entamé, de fait, l'entière question orientale.

Par conséquent, la crise bosnienne a été due à un activisme de la politique de la monarchie des Habsbourg et de l'empire tsariste dans les Balkans. Les Etats du Sud-Est européen, y compris la Roumanie, ont

¹² Apud Baron de Taube *La politique russe d'avant-guerre et la fin de l'empire des tsars (1904—1914)*, Paris, 1928, p. 177.

¹³ Voir, И. В. Бесручев, *op. cit.* p. 40.

¹⁴ S. Goriaïnov, *Le Bosphore et les Dardanelles*, Paris, 1910, p. 381—383.

¹⁵ L'ambassadeur de Russie à Constantinople, I. V. Zinoviev avait rédigé dans ce sens un programme qui devait servir comme base de discussion : voir И. В. Бесручев, *op. cit.*, p. 134.

¹⁶ Memorandum by Sir Edward Grey, 27 Avril 1907, *British Documents on the Origins of the War, 1898—1914* (sera cité B.D.), vol. 4, no. 268.

¹⁷ W. M. Carlgren, *Izvoltski und Aehrenthal vor der bosnischen Krise. Russische und österreichische Balkanpolitik*, Upsala, 1955, p. 179.

¹⁸ Concernant l'évolution de la crise, voir W. M. Carlgren, *op. cit.* p. 195—296.

¹⁹ «Détroits turcs pour Bosnie et Herzégovine » : Taube, *op. cit.*, p. 176. Izvolski avait proposé au baron d'Aehrenthal, au mois de septembre 1907, un accord concernant les Détroits en échange d'une acceptation de l'occupation définitive par la monarchie des Habsbourg du sandjak de Novibazar de la part de Russie : J. Redlich, *Schicksalsjahre Österreich, 1907—1919*, vol. 1, Graz-Köln, 1954, p. III—VI.

²⁰ *Österreich-Ungarns Aussenpolitik von der bosnischen Krise 1908 bis zum Kriegsausbruch 1914* (sera cité Ö.U.A.) vol. 1, Wien-Leipzig, 1930, no. 9. Le document a été rédigé comme réponse au memorandum d'Aehrenthal du 1 Mai. 1907, *ibidem*, no. 3.

été mis en présence de la perspective d'une modification du statu quo dans cette partie de l'Europe par les deux empires, auxquels se sont ralliés de part et d'autre, les autres grandes puissances, étant donné les répercussions que la crise ainsi déclenchée aurait eu sur le rapport de forces dans la vie internationale.

Afin de mener ses plans à ses fins, le baron d'Aehrenthal a essayé d'utiliser comme une diversion les efforts légitimes de la Bulgarie de gagner son indépendance vis-à-vis de la Porte ²¹ et de parachever son unité d'État. Dans les conditions socio-politiques de la principauté bulgare de ce temps ceci ne pouvait avoir lieu que par la voie de consolidation de la construction de l'État existant, en conséquence par la proclamation du royaume et par une politique extérieure ayant pour objectif la solution des divers différends territoriaux à l'aide de l'obtention du soutien de l'un ou l'autre groupe des grandes puissances. Le ministre des Affaires Étrangères austro-hongrois, ayant intérêt à l'établissement de relations étroites avec le prince Ferdinand et le gouvernement de Sofia, n'a pas encouragé seulement les efforts de ceux-ci à proclamer l'indépendance de la Bulgarie ²², mais a essayé en même temps d'attirer ce pays dans ses plans dirigés contre la Serbie ²³:

Le rapprochement entre Sofia et Vienne, ayant comme résultat l'entente entre le prince Ferdinand et les cercles gouvernementaux de la monarchie des Habsbourg, en ce qui concerne la synchronisation de la déclaration d'indépendance de la Bulgarie avec celle d'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie ²⁴, a répondu en même temps, tant aux intérêts d'une partie de la jeune bourgeoisie bulgare liée à l'échange de marchandises avec les puissances centrales ²⁵ qu'aux efforts de pénétration du capital austro-hongrois dans cette partie des Balkans.

La nouvelle de la déclaration d'indépendance de l'État bulgare du 5 Octobre, ainsi que celle du jour suivant concernant l'incorporation de la Bosnie et de l'Herzégovine entre les frontières de l'empire des Habsbourg n'a pas été reçue avec plaisir à Berlin ²⁶, car la prise d'une attitude en faveur de la double monarchie aurait mis la diplomatie de la Wilhelmstrasse dans une position délicate envers la Turquie, où l'Allemagne avait de grands intérêts économiques ²⁷. L'alliance austro-allemande constituait pourtant

²¹ A. Oțetea, D. Berindei... *op. cit.*, p. 219—220; voir aussi Z. Todorova *Über die Politik Österreich-Ungarn gegenüber Bulgarien (1878 bis 1912)* dans *Österreich-Ungarns in der Welt-politik*, Berlin, 1965, p. 220.

²² *Ö.U.A.*, vol. 1, no. 1 et 87.

²³ Surtout Denkschrift Semmering, 9 Août 1908, *ibidem*, no. 32. Concernant l'évolution de la position d'Aehrenthal, voir aussi M. Nintchitch, *La crise bosniaque et les puissances européennes*, vol. 1, Paris, 1937, p. 183—193.

²⁴ La démonstration, dans ce sens, de M. Nintchitch (voir *op. cit.*, vol. 1, p. 267—287) est inattaquable.

²⁵ Concernant le rôle de plus en plus important des puissances centrales dans le commerce extérieur de la Bulgarie, voir V. Paskaleva, *Über den Wirtschaftlichen Einfluss Österreich-Ungarns in Bulgarien, 1878 bis 1918* dans *Österreich-Ungarn in der Weltpolitik*, Berlin, 1965, surtout les pages 188—200 et le tableau III; voir aussi Z. Todorova, *op. cit.* p. 218—219.

²⁶ Bülow au Ministère des Affaires Étrangères (5 et 8 Octobre 1908) et à Jenisch (7 Octobre 1908) et Jenisch au Ministère des Affaires Étrangères, 7 Octobre 1908, *G.P.*, vol. 261 no. 9984, 9998, 9992, 9994.

²⁷ Marschall au Ministère des Affaires Étrangères, 4 Octobre, 1908, *ibidem*, no. 8980. Pour l'attitude de Bülow, voir la note précédente.

le levier de toute la politique extérieure du gouvernement de Berlin ²⁸ ; la chancelier Bülow, par une politique habile, a cherché à soutenir la monarchie des Habsbourg ²⁹ et en même temps à atténuer l'influence négative que cette option aurait eue à Constantinople ³⁰. Par conséquent, la diplomatie de la Wilhelmstrasse a poursuivi d'une part de convaincre le gouvernement turc d'arriver à une entente avec l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie par la voie d'obtention de dommages pécuniaires en échange de la reconnaissance de la nouvelle situation de fait dans les Balkans par la Porte. D'autre part, elle s'est opposée à la révision du statut des Détroits et a refusé de reconnaître le royaume bulgare en tant qu'Etat indépendant jusqu'au moment où le gouvernement de Sofia n'aurait pas dédommagé la Compagnie Orientale de chemins de fer et n'aurait pas solutionné aussi le conflit avec l'Empire Ottoman par la même voie ³¹. Parallèlement, le gouvernement de Berlin a soutenu les efforts du baron d'Aehrenthal pour arriver à une alliance austro-bulgare ³².

Ainsi, les efforts de Vienne et de Berlin d'attirer le gouvernement de Sofia dans une alliance militaire ³³ et contre un bloc balkanique préconisé sous l'égide de l'empire tsariste ³⁴ ont échoué, grâceaux manœuvres habiles d'Isvolski de solutionner le conflit turco-bulgare par un arrangement financier. La proposition que la Russie assume la somme demandée à la Bulgarie par la Porte pour la reconnaissance de son indépendance, au compte des dettes de guerre de 1878 de la Turquie ³⁵, a été immédiatement accepté à Sofia ³⁶.

Ainsi que le soulignait en ce moment aussi l'agent diplomatique britannique de Bulgarie, sir George Buchanan, l'action de St. Pétersbourg, dont la signification a été immédiatement saisie à Vienne ³⁷, fut très claire, permettant à la Russie de regagner à Sofia le terrain temporairement perdu en faveur de la monarchie des Habsbourg ³⁸.

C'est sous cet angle, du jeu d'influence des puissants empires avec des intérêts différents dans les Balkans, que l'on doit considérer et comprendre l'attitude de la diplomatie roumaine au long de la crise bosniaque, vis-à-vis de la Triple Alliance. Celle-ci n'a pas seulement constitué un point nodal dans la cristallisation d'un certain rapport de forces au niveau des grandes puissances sur le plan européen, mais aussi le début d'une nouvelle étape dans l'évolution des relations entre la Roumanie et les partenaires de la Triplice.

²⁸ Bülow au Ministère des Affaires Étrangères, 8 Octobre 1908, *G. P.*, vol. 26₁, no. 9992.

²⁹ *Ibidem*, voir également Bülow à Guillaume II, 5 Octobre, *G. P.*, vol. 26₁, no. 8939.

³⁰ Bülow (7 Octobre 1908) et Marschall (9 Octobre 1908) au Ministère des Affaires Étrangères, *ibidem*, no. 9011 et 9002.

³¹ *G. P.* vol. 26₁, *passim*. Le gouvernement de Berlin a obligé l'Autriche-Hongrie d'adapter une attitude semblable : voir Z. Tudorova, *op. cit.* p. 222.

³² Voir M. Nintchitch, *op. cit.* vol. 2, p. 68—75.

³³ *Ibidem*, p. 70—73.

³⁴ Concernant le bloc balkanique, voir H. B. Бестужев, *op. cit.* p. 278—282.

³⁵ Il s'agit des dédommagements de guerre que la Turquie devait payer encore à la Russie conformément au Traité de Berlin.

³⁶ Tautphoeus (Sofia) au Ministère des Affaires Étrangères, 2 février 1909, *G. P.*, vol. 26₂, no. 9319.

³⁷ Aehrenthal à Thurn, 1 Février 1909, *Ö.U.A.*, vol. 1, no. 954.

³⁸ Buchanan à Grey, 3 Février 1909, *B.D.*, vol. 5, no. 556.

Il est vrai que ce ne sont pas les problèmes liés à la proclamation de l'indépendance de l'Etat bulgare et du potentiel conflit armé entre la Bulgarie et la Turquie qui ont été au centre de la crise bosniaque, mais l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie. La transformation de la rivalité traditionnelle austro-russe dans les Balkans en une situation explosive, déterminée par l'incorporation des deux provinces entre les frontières de la monarchie bicéphale, sans que la diplomatie d'Isvolski puisse obtenir le prix proposé³⁹, pour reconnaître et soutenir cette violation du traité de Berlin, a constitué l'élément principal du déclenchement de la crise.

Le refus du gouvernement serbe, encouragé dans certaines limites par la Russie⁴⁰, de reconnaître le nouvel état de fait aux Balkans, l'intransigeance de la monarchie des Habsbourg en face des demandes de compensations territoriales de Belgrade, où l'on avait parallèlement pris des mesures militaires, comme à Vienne aussi⁴¹, en un mot la crise, qui évoluait vers un conflit armé, aurait pu se transformer au début de l'an 1909 en une conflagration européenne si St. Pétersbourg était intervenu dans l'hypothétique guerre serbo-autrichienne et si le système d'alliances entre les grandes puissances eut été déclenché.

Tous ces faits ont déterminé une certaine prise de position à Bucarest, suffisamment significative pour l'évolution ultérieure des rapports entre la Roumanie et les puissances centrales, partant du fait que l'Etat roumain faisait partie, en ce temps, du système de la Triple Alliance, depuis un quart de siècle.

La création en Europe d'un bloc de grandes puissances opposé à la Triplice a posé depuis déjà quelques années certaines questions aux hommes d'Etat roumains⁴² car, au cas de l'inclination de la balance de forces vers l'Entente, le traité d'alliance existant entre la Roumanie et les puissances centrales aurait perdu son caractère de facteur de stabilité pour la société roumaine. Ainsi disparaissait l'ultima ratio de l'option de 1883, qui, dès le début, avait constitué une entrave dans la voie du parachèvement de l'unité d'Etat des Roumains.

Si dans les dernières décennies du siècle passé, le principal impératif de la politique extérieure roumaine avait été la consolidation de l'indé-

³⁹ La question des Détroits a été de nouveau discutée à l'occasion de l'entrevue Aehrenthal-Izvolski de Buchlau du 16 Septembre 1908. Concernant les notes des deux interlocuteurs, documents contradictoires et rédigés plus tard, voir *Ō.U.A.*, vol. 1, no. 79 et И. Б. Беструшев, *op. cit.*, p. 205—206 (œuvre qui contient la lettre d'Izvolski à Tcharikov du 3/16 Septembre 1908).

⁴⁰ La Russie a soutenu, jusqu'au 1^{er} Mars 1909 la revendication serbe concernant l'obtention des compensations territoriales. Après le conseil du cabinet de St. Pétersbourg on avait demandé au gouvernement de Belgrade (1^{er} Mars 1909) de renoncer à celle-ci: voir И. Б. Беструшев, *op. cit.* p. 281—285.

⁴¹ M. Nintchitch, *op. cit.* vol. 1, p. 380—381 et vol. 2, p. 82, 97—114. Par des rapports diplomatiques arrivés à Bucarest, le gouvernement roumain a été informé du caractère agressif des préparatifs militaires de l'Autriche-Hongrie, en opposition avec les mesures défensives prises par le cabinet de Belgrade: Conțescu (21 Octobre /3 Novembre 1908) et Derussé (1/14, 5/18, 12 25 Novembre, 20 Novembre/3 Décembre 1908 et 8/21 Février 1909) au Ministère des Affaires Étrangères, Archives historiques du Ministère des Affaires Étrangères de la République Socialiste de Roumanie (sera cité A.M.A.E.), fond 71/1900—1919, vol. 111, p. 250, 293, 307—308, 324, 364—365 et vol. 112, p. 46.

⁴² Voir Henry à Delcassé, 10 Juillet 1903, *Documents Diplomatiques Français* (sera cité D.F.), 2-e série, vol. III, no. 343.

pendance de la Roumanie (on peut inscrire dans ce contexte l'option des gouvernants de Bucarest en 1883⁴³), si dans les conditions de domination de la politique du chancelier Bismarck sur la vie internationale, basée en premier lieu sur l'alliance germano-austro-hongroise, l'idéal de parachèvement de l'unité de l'Etat national était impossible à réaliser, les données du problème devenaient tout à fait différentes au début du XX-ème siècle⁴⁴.

En dehors du fait que par la création de l'Entente, de substantielles modifications de forces étaient apparues dans la vie internationale, la crise progressive de la monarchie des Habsbourg avait éveillé l'espoir des hommes politiques de Bucarest en ce qui concerne la possibilité de libération des Roumains d'au-delà des Carpates, se trouvant sous domination austro-hongroise. Les rapports diplomatiques des années 1904—1906 du marquis de Pallavicini, ministre de la double monarchie dans la capitale roumaine, sont, de ce point de vue, plus que concluants⁴⁵.

D'autant plus, au moment de la crise bosniaque, les cercles gouvernementaux de Bucarest ont toutefois continué d'être préoccupés des suites d'une éventuelle modification du statu-quo territorial dans la péninsule Balkanique qui, du point de vue des hommes d'Etat roumains de cette époque, aurait pu devenir une menace pour la sécurité de la Roumanie⁴⁶. Ainsi, le déclenchement de la crise, l'accord intervenu au préalable entre le prince Ferdinand de Bulgarie et les gouvernants de la monarchie des Habsbourg, en vue de coordonner la proclamation d'indépendance de la principauté bulgare avec celle de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, entente au sujet de laquelle aucun doute n'avait existé à Bucarest déjà en ce temps⁴⁷, le danger d'une éventuelle guerre bulgaroturque⁴⁸, enfin les tentatives de la diplomatie de Ballplatz de conclure une alliance avec le nouveau royaume bulgare, tous ces faits ont provoqué une certaine nervosité dans les cercles gouvernementaux de Bucarest. Les rapports diplomatiques austro-hongrois avaient signalé, au sommet de la crise bosniaque, la possibilité d'une demande du gouvernement roumain à la double monarchie d'opter entre la Roumanie et la Bulgarie⁴⁹. De ce point de vue, les craintes du ministre plénipotentiaire de l'Autriche-Hongrie à Bucarest ont été sûrement exagérées, ce qui ressort clairement de la conversation eue par le roi avec le prince Schönburg à l'occasion

⁴³ Voir dans «Revista de istorie» (27 (1974) no. 5, p. 787—790) le résumé de notre communication (*La position internationale de la Roumanie après le Congrès de Berlin. Premises d'une option*), donnée à l'Institut d'histoire «Nicolae Iorga».

⁴⁴ Gh. N. Cazan, *Le traité secret d'alliance entre la Roumanie et l'Autriche Hongrie (1883)*, «Revue roumaine d'études internationales» VII (1973), no. 1 (19), p. 193.

⁴⁵ Pallavicini à Goluchowski, 6 et 17 juin 1904 et 17 février 1906, Bibliothèque de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, Section des manuscrits, fond Correspondance diplomatique autrichienne (sera cité C.D.A.), dossier XLIX/1904 et XLXI/1906.

⁴⁶ Szapary à d'Aehrenthal, 5 Octobre 1908, *Ö.U.A.*, vol. 1, no. 139.

⁴⁷ A. E. Lahovary, *Amintiri diplomatice, Viena (1906—1908)*, București, 1936, p. 37—38 ; aussi N. Cantacuzino à D. A. Sturdza, 22 Septembre/5 Octobre 1908, A.M.A.E., fond 71/1900—1919. vol. III, f. 65—66 et quatre annexes.

⁴⁸ Schönburg à Aehrenthal, 8 octobre 1908 et 5 février 1909, et d'Aehrenthal à Schönburg, 11 Mars 1909, *Ö.U.A.*, vol. 1, no. 184, 973 et vol. 2, no. 1182. Dès le commencement de la crise, le gouvernement a interdit le trafic de munitions vers la Bulgarie : Schönburg à Aehrenthal, 19 Novembre 1908, *ibidem*, vol. 1, no. 605.

⁴⁹ Schönburg à Aehrenthal, 14 février, 23 février et 11 mars 1909, *ibidem*, vol. 1. no. 889, 1041 et vol. 2, no. 1103 ; Aehrenthal à Schönburg, 11 Mars 1909, *ibidem*, no. 1182.

de l'audience du 19 Mars 1909⁵⁰, donc avant la fin de la crise. Il n'en est pas moins vrai qu'à l'occasion des événements des années 1908—1909, la politique extérieure de la Roumanie a suivi sa propre ligne et non celle qu'aurait voulu lui inspirer le gouvernement de Vienne.

La diplomatie roumaine, comme dans les années précédentes, demeurerait fidèle au maintien du statu quo territorial dans les Balkans, s'opposant par conséquent à une effilochement de la Serbie, qui aurait dû être l'objectif final des tentatives des dirigeants de Vienne d'attirer le gouvernement bulgare vers une alliance à laquelle, conformément au même plan, la Roumanie devrait participer⁵¹. Pour les gouvernants de Bucarest, la Serbie avait un rôle très important dans le maintien de l'équilibre du Sud-Est de l'Europe. Dès le début de l'année 1908, ceci a été très clairement expliqué par le roi Charles, tant au général Conrad von Hoetzendorf⁵², l'initiateur principal d'une éventuelle guerre soi-disant préventive de la monarchie des Habsbourg contre Belgrade, qu'aux diplomates austro-hongrois⁵³. L'attitude du monarque, la même que celle des principaux hommes d'Etat roumains, ne s'est pas modifiée au long de la crise bosniaque, au moment où le ministre plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie à Bucarest écrit au baron Aehrenthal, au sommet de la tension serbo-autrichienne (mars 1909) que « l'annexion (Bosnie et Herzégovine) et tout ce qui l'a déterminée ou découle de cette action n'ont pas éloigné [. . .] le roi de cette idée malheureuse⁵⁴ ».

En même temps une certaine irritation dans les relations entre Bucarest et Vienne a été provoquée aussi à cause de l'attitude adoptée par la diplomatie de Ballplatz à l'occasion des négociations pour la conclusion d'une nouvelle convention commerciale entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie. À cette occasion, les cercles agrariens autrichiens, avec une assez grande influence dans la vie politique viennoise, mais surtout les grands propriétaires hongrois⁵⁵, ont essayé de perpétuer une situation qui durait encore depuis 1881, dans les rapports commerciaux entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie : la prohibition d'importation de bétail roumain par tous les points des frontières de la monarchie des Habsbourgs. Les propriétaires de Cisléitanie et de Transléitanie avaient essayé, à l'aide de ces mesures, qui avaient durement frappé le commerce extérieur roumain de viande et de bétail, d'assurer le marché intérieur dans les conditions d'extension sur le plan européen d'un régime vamal protectionniste⁵⁶. Les classes dominantes de la monarchie des Habsbourg avaient essayé, en même temps, d'empêcher le développement normal de l'économie rou-

⁵⁰ Schönburg à Aehrenthal, *ibidem*, no. 1275.

⁵¹ Schönburg à Aehrenthal, 30 Avril 1908, et Aehrenthal à Schönburg, 16 Avril, 14 Mai, 3 Juillet 1908, C.D.A., dossier LI/1908, p. 51—54, 101—103, 173—175; de même les instructions d'Aehrenthal du 11 Mars 1909, *Ö.U.A.*, vol. 2, no. 1182.

⁵² Aehrenthal à Schönburg, 3 Juillet 1908, C.D.A., dossier LI/1908, p. 101—103; voir également Conrad, *op. cit.* vol. 1, nr. 689.

⁵³ « . . . ich trachte mit den Serben immer gute Beziehungen zu unterhalten »: Schönburg à Aehrenthal, 6 Mars 1908, C.D.A., dos. LI/1908, p. 27—30.

⁵⁴ Schönburg à Aehrenthal, 4 Mars 1909, *Ö.U.A.*, vol. 2, nr. 1003.

⁵⁵ C. G. Antonescu, *Die rumänische Handelspolitik von 1875—1910*, Leipzig, 1915, p. 172—175.

⁵⁶ *Ibidem*, p. 172—176.

maine afin de pouvoir étendre plus facilement leur suprématie dans la sphère des pays du Sud-Est européen ⁵⁷.

Si au long de la guerre vamale bien connue roumano-austro-hongroise des années 1886—1893, l'Autriche-Hongrie a été celle qui a souffert davantage, car la Roumanie, utilisant la Danube et la mer Noire comme voies de communication principales, a facilement trouvé d'autres débouchés pour ses produits céréaliers, tandis que les produits industriels autrichiens sur le marché roumain, avaient été remplacés par les produits allemands ⁵⁸, il n'en est pas moins vrai que l'exportation roumaine de bétail avait été presque ruinée ⁵⁹. Cette situation n'a pu être améliorée ni après la conclusion de la convention commerciale roumano-austro-hongroise de 1893, car la monarchie des Habsbourg a continué le maintien de mesures prohibitives pour l'importation du bétail de Roumanie ⁶⁰.

Dans cet état de choses, profitant du fait que les hommes d'affaires autrichiens et hongrois étaient bien plus intéressés que les Roumains à la signature d'une nouvelle convention commerciale entre les deux Etats ⁶¹, surtout depuis qu'on avait pris en Roumanie certaines mesures d'encouragement de l'industrie nationale ⁶², les cercles gouvernants de Bucarest ⁶³ se sont efforcés d'arriver à un arrangement convenable concernant les échanges de marchandises avec la monarchie des Habsbourg et à une réglementation du commerce de bétail ⁶⁴. D'ailleurs, le dr. Victor von Riedl, envoyé spécial du gouvernement de Vienne à Bucarest, constate dans un rapport du 15 Janvier 1908 que « la Roumanie, au fur et à mesure des difficultés imposées à ses produits, surtout zootechniques, est poussée

⁵⁷ L'un des économistes importants du parti libéral, C. I. Băicoianu, a mis en lumière cette tendance dans une série d'articles publiés dans la revue «Economia națională», de l'année 1908.

⁵⁸ Dr. K. Grünberg, *Die handelspolitischen Beziehungen Österreich-Ungarns zu den Ländern an der unteren Donau*, Leipzig, 1902, p. 84.

⁵⁹ La Roumanie n'a pas pu trouver un autre grand débouché à cause de la nature de cette marchandise qui, à ce temps là, avait besoin de marchés proches. La valeur de l'exportation de bétail de Roumanie avait diminué, pendant les années 1880—1906, de 12.093.000 lei (9.869.000 lei représentant la valeur du bétail envoyé en Autriche-Hongrie) à 589.583 lei (205.297 lei en Autriche-Hongrie).

⁶⁰ C. G. Antonescu, *op. cit.*, p. 127—128.

⁶¹ Les rapports de V. von Riedl sont édifiants : Allgemeines Verwaltungssarchiv, Handelsministerium (sera cité : A.V.A.), Handelsministerium, dep. 11 b, P.Z. 3070—908; voir Archives d'Etat de Bucarest (sera cité : A.E.), fond microfilms, Vienne, rouleau 46, cadres 226—245. Le consulat d'Autriche-Hongrie à Bucarest a signalé en même temps, dans un rapport du 30 Juillet 1908, le péril de la concurrence allemande : *ibidem*, P.Z. 25134—908 (A. E., fond cité, rouleau 46, cadres 699—740).

⁶² Correspondance entre le Ministère des Affaires Étrangères de l'Autriche-Hongrie et ceux du Commerce de Vienne et Budapest (1907—1908) tout comme les rapports spéciaux du consulat austro-hongrois de Bucarest : Haus-Hof und Staatsarchiv Wien (sera cité : H.H.S.W.), Administrative Régistratur des k.u.k. Ministeriums des Äussern, F. 95, Gesetze Rumänien, Karton 1 (A.E., fond cité, r. 85).

⁶³ A l'occasion des débats parlementaires de Décembre 1908, A. Marghiloman et T. Maiorescu ont demandé l'interruption des négociations et la dénonciation de l'ancienne convention commerciale : «Dezbaterile Adunării Deputaților» (Les Débats de l'Assemblée des Députés) — sera cité : D.A.D. —, no. 18, 18 Décembre, 1908.

⁶⁴ Mihailovitch, chef de section au Ministère du Commerce de l'Autriche, était d'avis que, sans des concessions accordées à la Roumanie concernant le commerce de bétail, une nouvelle convention ne pourrait être signée : Riedl au Ministère du Commerce, 18 Décembre, 1908, doc. cité.

sur la voie d'une politique d'industrialisation, mutation qui mène en premier lieu, au préjudice les intérêts autrichiens d'exportation »⁶⁵.

Les négociations prolongées, les pressions de la diplomatie de Ballplatz pour maintenir le plus possible l'ancien état de choses dans les rapports commerciaux avec la Roumanie, l'attitude décidée du gouvernement roumain dans la défense de sa position, ne pouvaient que déterminer une vive agitation dans la vie politique et l'opinion publique des deux pays, marquant en même temps aussi une certaine tension des relations diplomatiques. Des nouvelles allarmantes, en ce qui concernait un danger imminent d'un boycottage des marchandises austro-hongroises sur les marchés roumains, étaient arrivés à Vienne⁶⁶. Ainsi qu'il ressort du protocole du conseil des ministres pour les affaires communes de la monarchie austro-hongroise du 28 février 1909, les organes de décision de Vienne et Budapest avaient été mis en face d'une sorte d'ultimatum de la part du gouvernement roumain. Celui-ci était décidé à dénoncer l'ancienne convention commerciale encore en vigueur et, par conséquent, de ne plus accorder aux marchandises de provenance autrichienne et hongroise la clause de la nation la plus favorisée, si l'on n'arrivait pas à un accord convenable jusqu'à la date du 14 Mars de la même année⁶⁷.

Le problème des Roumains de Transylvanie fut un autre motif de durcissement des relations diplomatiques entre Bucarest et Vienne, qui avaient, du reste, un caractère permanent, étant entretenu par les nouvelles mesures répressives des gouvernants de Budapest. L'avant-projet du gouvernement Wekerle pour une nouvelle loi électorale qui aurait affaibli encore davantage la lutte politique des Roumains de Hongrie⁶⁸ a provoqué cette fois une irritation particulière à Bucarest. L'attitude critique des hommes d'Etat de Roumanie, y compris le roi Charles⁶⁹, en présence des mesures préconisées par les gouvernants hongrois, ont déterminé une réaction dure de la part du baron d'Aehrenthal⁷⁰. En même temps le prince Schönburg, ministre plénipotentiaire de la double monarchie, continuait de reprocher au monarque que « La Ligue Culturelle », qui militait sur le plan intérieur et extérieur en faveur de l'unité de tous les Roumains, avait obtenu la qualité de personne morale, grâce à un décret royal de l'année 1907⁷¹.

⁶⁵ Document cité.

⁶⁶ Riedl au Ministère du Commerce, 18 Décembre, 1908, doc. cité.

⁶⁷ Doc. cité. Brătianu avait manifesté d'ailleurs cette intention déjà au mois de Mai 1908 pendant qu'il n'était que ministre des Affaires Intérieures, en provoquant une certaine panique à la légation d'Autriche Hongrie : Schönburg à Aehrenthal, 29 Mai 1908, C.D.A., dossier LI/1908, p. 189.

⁶⁸ Le projet maintenait le scrutin indirect en stipulant l'élection d'un représentant à raison de 10 électeurs analphabètes et contenait également une nouvelle redistribution des circonscriptions électorales, défavorable aux Roumains : voir T. V. Păcățian, *Cartea de aur sau luptele naționale ale românilor sub coroana maghiară (Le livre d'or ou les luttes nationales des Roumains soumis à la couronne hongroise)*, Sibiu, 1915, vol. 8, p. 799—808 et 851.

⁶⁹ Schönburg à Aehrenthal, 19 Novembre et 17 Décembre 1908, *Ō.U.A.*, vol. 1, no. 605, 760.

⁷⁰ Aehrenthal à Schönburg, 4 janvier 1909, *ibidem*, no. 840.

⁷¹ Schönburg à Aehrenthal, 17 décembre 1908, *ibidem*, no. 761 ; également Lahovary à Sturdza, 28 Janvier/10 Février 1908, A.M.A.E., fond 21, vol. 118, p. 44. L'activité de la « Ligue Culturelle » a fait également l'objet d'une interpellation pendant la session de janvier-février 1908 de la Délégation Hongroise : Lahovary à Sturdza, 9 Février 1908, *ibidem*, p. 41.

Toutes ces aspérités dans les relations roumano-austro-hongroises, mais surtout la position des gouvernants roumains en face des problèmes balkaniques, attitude qui contrevenait aux aspects les plus importants de la politique étrangère des Habsbourg, constitue la preuve qu'à Bucarest, le traité secret avec les puissances centrales n'était pas interprété dans le sens d'un conformisme et que la Roumanie suivait sa propre ligne dans les affaires internationales ⁷². Peut-on toutefois parler d'un début de réorientation de la politique étrangère roumaine ? Pas encore. D'ailleurs, le roi Charles I^{er} a essayé de démontrer la durabilité de l'alliance avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne en envoyant, peu de temps après le déclenchement de la crise bosniaque, le prince héritier Ferdinand à Vienne, à l'occasion de la célébration du demi-centenaire du règne de l'empereur François-Joseph. Avec la même intention, mais cette fois avec une certaine teinte anti-hongroise ⁷³, le prince héritier de la monarchie des Habsbourg a été invité en Roumanie déjà en mai 1908, mais à cause des événements, cette visite n'a pu être effectuée qu'à l'été de l'année suivante, trois semaines après la présence du kronprinz allemand à Bucarest, qui avait eu un but similaire.

Quoique le roi Charles I^{er} n'ait pas été enchanté par le déclenchement de la crise, le monarque voyait la solution du problème de la Bosnie et de l'Herzégovine dans la nomination d'un archiduc autrichien, à la tête des deux provinces ⁷⁴.

En même temps, le premier ministre D. A. Stourdza, dont la retraite ultérieure de la vie politique produira une certaine inquiétude à Vienne ⁷⁵ et à Berlin ⁷⁶, avait promis au ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest que la Roumanie n'agira d'aucune manière sans avoir consulté au préalable ses alliés ⁷⁷. Même le nouveau leader des libéraux et premier ministre de Roumanie, Ion I. C. Brătianu, que la diplomatie de Ballplatz ou de Wilhelmstrasse voyait avec une certaine suspicion, étant apprécié comme chef du groupe dit « chauviniste » ⁷⁸, de son parti, avait assuré les représentants des puissances centrales que la diplomatie roumaine ne modifierait pas son cours. Son proche voyage à Vienne et Berlin à l'automne de l'année 1909, constituera la preuve que le premier ministre roumain considérait l'alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie encore nécessaire, essayant, par conséquent, d'obtenir leur soutien pour sa politique balkanique.

Mais cette politique, l'opposition du gouvernement de Bucarest à n'importe quelles éventuelles modifications territoriales au sud du Danube,

⁷² Les documents analysés ne portent pas témoignage en faveur de l'affirmation de N. Iorga que Brătianu aurait déclaré que « si les Serbes prenaient les armes rien ne l'empêcherait de faire son devoir envers l'Autriche-Hongrie » ; voir *Supt trei regi (Sous le règne de trois rois)*, Vălenii de Munte, 1932, p. 55.

⁷³ La visite de Franz Ferdinand, connu pour ses vues antihongroises et fédéralistes, a provoqué une certaine agitation à Budapest : « Pesti Naplo », du 10, 11 et 14 Juillet 1909 ; voir aussi « Pester Lloyd » 13 juillet 1909. Schönburg craignait que les hommes d'Etat roumains tout comme le roi ne mettent en question le problème des Roumains de Transilvanie ; voir le rapport du 11 juillet 1909, *Ö.U.A.*, vol. 2, no. 1671.

⁷⁴ Schönburg à Aehrenthal, 26 Décembre 1908, *Ö.U.A.*, vol. 1, no. 799.

⁷⁵ Aehrenthal à Schönburg, 4 Janvier 1909, *ibidem*, no. 840.

⁷⁶ Bülow à Aehrenthal, 8 Janvier 1909, *G.P.*, vol. 26, no. 9302.

⁷⁷ Szapary à Aehrenthal, 5 Octobre 1908, *Ö.U.A.*, vol. 1, no. 139.

⁷⁸ Bülow à Aehrenthal, 8 Janvier 1909, *G.P.*, vol. cité, no. 9302.

le point de vue différent des gouvernants roumains en présence du conflit austro-serbe, représentaient un non-conformisme qui ne pouvait faire plaisir à Vienne et qui prendra une forme beaucoup plus aiguë dans les années suivantes.

En ce qui concerne la Serbie et ses rapports avec la monarchie des Habsbourg, les facteurs dirigeants de Roumanie ont eu une vision réaliste. Connaissant le développement des événements dans la capitale serbe au temps du déclenchement de la crise⁷⁹ et appréciant justement la balance de force sur le plan européen, quoique n'ayant pas adhéré à la politique austro-hongroise face au royaume serbe, le roi Charles et son premier ministre avaient recommandé à Belgrade la modération⁸⁰. Ils étaient convaincus que la Russie ne pourra pas intervenir à ce moment en faveur de la Serbie et que, par conséquent, une guerre serbo-autrichienne aurait été un désastre pour le peuple serbe, modifiant en même temps, par ses résultats, le statu quo territorial dans le Sud-Est de l'Europe, ce qui ne convenait pas du tout aux gouvernants roumains⁸¹.

Encore dans les premiers jours de janvier 1909, le ministre plénipotentiaire de Roumanie à Berlin, Alexandre Beldiman, avait transmis au roi Charles la nouvelle concernant la conviction de la Wilhelmstrasse que la Russie n'était pas préparée en vue de la participation à un conflit armé, le chancelier von Bülow étant, par conséquent, décidé à faire pression à St. Pétersbourg afin que le gouvernement tsariste renonce à accorder son appui diplomatique à Belgrade⁸². Au moment culminant de la crise, le 19 Mars 1909, le représentant de la Roumanie à Vienne, N. Mișu, avait communiqué, par télégraphe, à son gouvernement l'intention du baron d'Aehrenthal d'attaquer la Serbie, du moment que ce dernier avait reçu toutes les assurances que la Russie demeurera neutre⁸³. Ce même jour, Alexandru Beldiman avait expédié un long rapport confidentiel de Berlin à Bucarest, communiquant tant l'information reçue de la part du chancelier von Bülow, concernant la décision du conseil des ministres secret de St. Pétersbourg de n'accorder aucune espèce d'aide militaire au gouvernement serbe, que la décision du gouvernement allemand d'accorder un soutien armé à la monarchie des Habsbourg, si, toutefois, la guerre potentielle serbo-austro-hongroise ne pourrait pas être localisée⁸⁴.

Dans ce contexte, les dirigeants de la politique étrangère roumaine ont été d'autant plus intéressés à prévenir un conflit armé, car, au cas contraire, le développement des événements aurait imposé à la Roumanie, selon les obligations assumées par le traité d'alliance secret, de se rallier aux puissances centrales. Dans les conditions d'une opinion publique hostile à la monarchie des Habsbourg et désireuse de libérer les Roumains soumis à celle-ci, ceci était une impossibilité et n'aurait fait que déterminer une crise intérieure.

⁷⁹ Conțescu à Stourdza, 23, 26 et 29 septembre/6, 9 et 12 octobre, 1908. A.M.A.E., fond 71/1900-1919, vol. 111, p. 77-78, 110-113, 173-176.

⁸⁰ Ristic au Ministère des Affaires Étrangères, 11/24 Février et 6/19 Mars 1909, M. Boghitchewitch, *Die auswärtige Politik Serbiens, 1903-1914*, vol. 1, Berlin 1928-1931, no. 58, 78 et 79.

⁸¹ Cette opinion a été transmise à Ristić : voir la note précédente.

⁸² Le rapport du 27 décembre /9 Janvier 1909, A.E., fond Maison royale, dossier 4/1909.

⁸³ A.E. fond Maison royale, dossier 13/1909.

⁸⁴ *Ibidem*, dossier 19/1909.

Le roi Charles I^{er} et le premier ministre Ion I. C. Brătianu ont cherché à convaincre les deux parties d'arriver à un *modus vivendi*, en présentant aux diplomates austro-hongrois le danger auquel ils exposeraient la monarchie en cas de guerre, et surtout l'éventualité de soulèvement de tous les peuples slaves de l'empire⁸⁵, en recommandant en même temps aux gouvernants serbes de se contenter de certaines compensations économiques offertes par le baron d'Aehrenthal⁸⁶.

Très significatif est le fait que les deux chefs de la politique étrangère de la Roumanie ont tenu à souligner, d'une manière nuancée, dans leurs déclarations faites au ministre plénipotentiaire serbe à Bucarest que des événements bien plus importants auront lieu très prochainement dans la vie internationale en vue desquelles la Serbie devrait conserver pour le moment toutes ses forces. Mais par rapport au roi qui, dans ses entretiens avec Ristić s'était limité à relever seulement le rôle important qui serait réservé à la Serbie à l'avenir, le premier ministre roumain avait recommandé au gouvernement de Belgrade, par l'intermédiaire de son ministre dans la capitale de la Roumanie, de se contenter maintenant de quelques concessions d'ordre économique pour qu'il puisse se préparer pour un moment bien plus favorable.

Ces deux déclarations sont d'une importance spéciale parce qu'elles désignent les vues des facteurs dirigeants de la politique étrangère de la Roumanie concernant l'évolution de la situation internationale. En même temps la déclaration de Ion I. C. Brătianu, placée dans le contexte de la politique extérieure des années suivantes, prouve que le conseil que le premier ministre roumain avait donné à Ristić le 11/24 Février 1909 était en réalité la voie même qu'il allait suivre dans la conduite des affaires étrangères de la Roumanie.

Si dans la sphère des cercles gouvernementaux et diplomatiques de Bucarest les événements internationaux des années 1908—1909 ont déterminé un certain nonconformisme vis-à-vis des puissances centrales, sans que l'on puisse pour cela constater le commencement d'une réorientation de politique étrangère, l'opinion publique, qui accordait un appui permanent aux Roumains de Transylvanie, a été traversée par une nouvelle vague d'hostilités à l'égard de la monarchie des Habsbourg, atténuée plus tard par la visite de l'archiduc Franz Ferdinand à Sinaia.

L'écho dans l'opinion publique de Roumanie du conflit serbo-autrichien, tenant compte des rapports roumano-austro-hongrois⁸⁷, que nous venons d'analyser, ne pouvait naturellement prendre que la forme d'une manifestation de solidarité avec le peuple serbe et de nouvelles récriminations à l'égard des gouvernements de Vienne et de Budapest. « Maintenant, quand la monarchie voisine tout en s'appropriant deux provinces étrangères veut encore nous humilier, nous, dont les frères souffrent le joug austro-hongrois et gémissent dans les géoles de l'État

⁸⁵ Voir N. Iorga, *Comment la Roumanie s'est détachée de la Triple*, «Revue historique du sud-est européen», IX (1932) no. 7—9, p. 236.

⁸⁶ Voir la note 80.

⁸⁷ Die Gründen dieser Animosität hegen in der Beurteilung die unsere neuste Politik hiergefunden hat sowie in der Unzufriedenheit mit der internen ungarischen Politik (Schulgesetzgebung, Wahlreform, etc.) welcher fortwährend die grösste Unterdrückung «der Brüder» von Transylvanien vorgeworfen wird; Riedl au Ministère du Commerce, 12 Décembre 1908, fond cité.

voisin, nous protestons et voulons que nos cris de protestation soient entendus et écoutés », était-il écrit dans l'appel du comité d'initiative d'un meeting qui avait eu lieu dans la salle Dacia le 19 Octobre/1 Novembre 1908⁸⁸. Pour prévenir toute manifestation violente devant le siège de la légation d'Autriche-Hongrie, le gouvernement s'est vu obligé de prendre de sérieuses mesures de sécurité⁸⁹. Selon un télégramme du ministre de l'Autriche-Hongrie à Bucarest, les étudiants de la capitale de la Roumanie auraient invité à participer à la réunion aussi quelques délégués de la jeunesse universitaire de Belgrade, action empêchée par le Premier Ministre Sturdza⁹⁰.

Une autre réunion de la « Ligue Culturelle » avait eu lieu a peine quelques jours plus tôt, toujours dans la Salle Dacia, où l'on avait demandé « l'inauguration d'une politique étrangère partant de la conscience de l'unité de la nation et de ses intérêts », une politique qui aurait « cherché un rapprochement des voisins de la Roumanie de la péninsule Balkanique qui sont préjudiciés et menacés par les mêmes grandes puissances »⁹¹.

Des réunions similaires ont eu lieu à Brăila, Bacău, Tirgoviște, Craiova, Turnu-Severin, Buzău et Jassy⁹². Le dr Victor von Riedl, envoyé spécial du gouvernement de Vienne à Bucarest, considérait, dans un rapport envoyé à ses supérieures, que ses manifestations auraient été « soutenues par le courant des jeunes libéraux du parti au pouvoir, par les brătianistes »⁹³. Selon le même document, le groupe dirigé par I. I. C. Brătianu aurait cherché par cette manœuvre d'exercer d'une part, des pressions pour obtenir quelques concessions d'ordre économique de l'Autriche-Hongrie et d'autre part de faire exclure du Gouvernement D. A. Stourdza qui était trop favorable à la double monarchie. Les événements qui ont suivi et les documents dont nous disposons prouvent que l'expert autrichien avait compris certaines réalités de la vie politique roumaine.

La presse avait entrepris en même temps une vraie campagne contre l'Autriche-Hongrie. Si les journaux gouvernementaux, pour des motifs explicables étaient assez réservés, quoique les commentaires sur le projet de la loi électorale du gouvernement Wekerle, publiés par l'officieux « Voința Națională » aient été significatifs, tout comme les articles « Către frații mei » (A mes frères) du dr Vasile Lucai et « Criza din Balcani » (La crise des Balcans) signés par I. G. Duca⁹⁴, par contre les journaux de l'opposition attaquaient directement et avec fermeté la monarchie des Habsbourg en manifestant leur sympathie pour le peuple serbe et demandant en même temps une nouvelles orientation à la politique étrangère de la Roumanie. Si les articles en ce sens du quotidien « Conservatorul »⁹⁵

⁸⁸ «Voința Națională » XXV, no. 7004, 18/31 Octobre 1908. La publication de cet appel dans le quotidien gouvernemental est significative.

⁸⁹ Voir «Conservatorul », VIII, no. 520, 21 Octobre 1908, ancien style.

⁹⁰ Schönburg à Aehrenthal, 30 Octobre 1908, H.H.S.W., Politisches Archiw XII, Turkei, Liasse XXXIX (A.E. fond Xerographies Vienne, rouleau 97).

⁹¹ «Voința Națională », XXV, no. 7002, 16/29 octobre 1908.

⁹² *Ibidem*, no. 6996, 7004, 7029 de 7/20, 18/31 novembre et 18 novembre/1 Décembre 1908.

⁹³ Le rapport du 12 décembre 1908, doc. cité, fond cité.

⁹⁴ «L'Indépendance Roumaine », 32, no. 9957, 30 Octobre/13 novembre 1908, et «Voința Națională » XXV, no. 7009 et 7020, 24 octobre/6 novembre et 6/23 novembre 1908.

⁹⁵ Voir les numéros du 30 septembre et du 2, 11, 31 octobre 1908, ancien style.

contenaient une certaine dose de démagogie, saisissant cette occasion pour dépêcher la chute des libéraux du pouvoir⁹⁶, la campagne menée par les journaux ayant une orientation bourgeoise-démocratique de gauche est significative⁹⁷. « En Roumanie l'attitude de l'Autriche est vivement critiquée, vu que depuis quelques temps la politique de Vienne a été de plus en plus hostile aux Roumains de partout... », écrivait « *Adevărul* » du 2/15 Octobre 1908. « Même si ces graves raisons d'irritation n'existaient pas — était-il souligné dans le numéro du 15/28 Mars 1908 du même quotidien — nous serions toujours du côté de la Serbie dans le conflit avec l'Autriche-Hongrie [...]; nous sommes du côté de la Serbie, parce que nous sommes pour la justice ». Relativement à ce même événement, se situant sur une position théorique quant au problème de la paix et de la guerre, le journal socialiste « *România muncitoare* » du 28 Septembre/11 Octobre 1908 écrivait : « L'Autriche ne peut avoir aucun droit sur les deux provinces, la Bosnie et l'Herzégovine. Les Serbes représentent la population majoritaire de celles-ci et elles ont été détachées du corps de la Serbie, lorsque, après avoir fait partie de l'empire turc elles ont été annexées par le cabinet de Vienne [...]. Si fort que nous les socialistes haïrions la guerre, si décidés que nous serions de tout attendre des bienfaits de la paix, nous ne pouvons pourtant ne pas comprendre et ne pas approuver le désespoir du peuple serbe qui se voit dépossédé par l'empire autrichien et qui essaiera peut-être noyer son désespoir sur le champ de bataille ».

D'une importance spéciale est le fait que, différemment du passé, la politique austro-hongroise était attaquée maintenant avec violence dans les assemblées publiques et même dans le parlement à l'occasion des discussions en marge de l'adresse concernant la réponse au message du trône, de l'automne de 1908. Des 18 participants au débats, 5 ont discuté strictement des problèmes d'ordre intérieur et 13 ont débattu la politique étrangère du gouvernement, desquels 5 (de la majorité du gouvernement 4) ont attaqué avec violence la monarchie des Habsbourg en demandant en même temps aussi une nouvelle orientation à la politique étrangère roumaine⁹⁸. Quatre députés, tous les quatre membres importants du parti conservateur, ont demandé au gouvernement d'être ferme vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie dans le problème du Danube ou dans celui des épineux négociations regardant le renouvellement de la convention commerciale roumano-austro-hongroise⁹⁹. Seulement quatre des participants aux discussions¹⁰⁰, parmi lesquels Ion I. C. Brătianu, gérant du fait de la présidence du conseil des ministres, n'ont pas critiqué la diplomatie de Ballplatz. Ce dernier avait fait, au nom du gouvernement, une déclaration volontairement ambiguë qui lui laissait une certaine liberté d'action sans que cela irrite les gouvernements de Vienne ou de Berlin avec lesquels les facteurs dirigeants de Bucarest considéraient qu'il était nécessaire de maintenir encore l'ancienne alliance.

⁹⁶ Plusieurs dirigeants conservateurs étaient des germanophiles convaincus; la teinte démagogique des articles et commentaires parus dans leur journal ne peut-être négligée.

⁹⁷ « *Adevărul* » XXI, no. 7210, 7211, 7216 du 1, 2 et 7 Octobre 1908, ancien style.

⁹⁸ Calculé par nous d'après D.A.D., session 1908—1909, no. 7—16. Les 5 députés ont été : N. Iorga, G. Diamandi, I. Vrăbiescu, N.T. Pop, N. Botez (les quatre derniers faisant partie de la majorité gouvernementale).

⁹⁹ I. Lahovary, A. Marghiloman, N. Filipescu, Take Ionescu.

¹⁰⁰ C. Stere, C. Alimănișteanu, Vintilă et Ion I. C. Brătianu.

Ion I. C. Brătianu avait déclaré donc à la Chambre des Députés, après avoir salué le régime des jeunes Turcs de Constantinople, tout comme l'indépendance de la Bulgarie, que l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine n'offensait aucun intérêt direct du royaume parce que la Roumanie « n'est pas un Etat balkanique du point de vue géographique ni de celui politique ». Le futur président du gouvernement roumain a immédiatement ajouté que, en ce qui concernaient les événements de la péninsule Balkanique, le gouvernement était intéressé surtout « à sa paix et son équilibre » sur « la base du statu quo territorial » et qu'il militait par conséquent pour le développement pacifique des Etats de cette zone de l'Europe « sans qu'aucun intérêt au droit légitime de la Roumanie soit offensé ». C'est pourquoi — a déclaré le porte parole de la diplomatie roumaine, en concluant — « nous continuerons à veiller avec grande attention à ce que ces intérêts du royaume et ces droits qui nous appartiennent soient protégés de toute atteinte, et à donner notre concours, selon nos forces, mais avec une ferme décision, à ceux qui assureront, à la fois, nos intérêts et la paix du monde »¹⁰¹.

Ces paroles du futur chef du gouvernement roumain¹⁰² ont déterminé l'historien Nicolae Iorga, contemporain de ces événements, de tirer la conclusion que Brătianu s'était prononcé en faveur du traité d'alliance entre la Roumanie et l'Autriche-Hongrie dans l'éventualité d'un conflit armé serbo-autrichien¹⁰³, thèse adoptée généralement aussi par notre historiographie contemporaine¹⁰⁴.

L'étude comparée des différents documents, nous incite de nuancer cette thèse. La déclaration de Brătianu est certainement ambiguë. La diplomatie de Ballplatz, qui soutenait que c'était le gouvernement de Belgrade qui troublait la paix dans les Balcons, ne pouvait faire aucun reproche au ministre roumain. Les conséquences d'une guerre serbo-autrichienne auraient apporté cependant un changement dans le statu quo territorial au sud du Danube, changement qui, selon les paroles prononcés au parlement par le futur premier ministre, le gouvernement de Bucarest n'aurait pas aimé.

Le cabinet de Vienne avait l'intention de supprimer l'Etat serbe ou de lui réduire au moins la force pendant que les facteurs dirigeants de la capitale de la Roumanie s'étaient clairement exprimés, comme nous venons de le montrer en faveur d'une Serbie capable de maintenir l'équilibre balkanique.

Nous ne pouvons conclure, par conséquent, que les cercles gouvernants de Roumanie auraient été décidés à accorder une aide militaire

¹⁰¹ D.A.D. no. 15, p. 142.

¹⁰² A cause de l'état grave de santé de D. A. Stourdza, I.I.C. Brătianu avait pris la direction intérimaire du gouvernement, en décembre 1908, et a été officiellement nommé président du conseil des ministres le 4 Janvier 1909.

¹⁰³ N. Iorga, *Supt trei regi*, p. 55.

¹⁰⁴ A. Oțetea, D. Berindei. . . *op. cit.*, p. 197. Les mêmes vues se dégagent, avec certaines nuances, aussi de l'article de I. Gheorghiu, *Relațiile dintre România și Austro-Ungaria în anii 1908—1914 (Les relations de la Roumanie avec l'Autriche-Hongrie pendant les années 1908—1914)*, «Studii și articole de istorie», XI, 1968.

à l'Autriche-Hongrie en cas de guerre. Une telle décision aurait déclenché l'opposition de l'opinion publique tout comme celle d'un grand nombre de députés au Parlement. « Alle Redner ergehen sich in Angriffen gegen uns », avait télégraphié à Vienne le prince Schönburg relativement aux débats mentionnés¹⁰⁵. Parmi ceux auxquels le diplomate autrichien faisait allusion, Nicolae Iorga, protestant énergiquement contre l'asservissement des Roumains de l'autre côté des Carpates, avait demandé au gouvernement de renoncer à la politique traditionnelle vu que les anciens facteurs qui l'imposait avaient disparu, de nouvelles mutations ayant apparu sur la scène internationale au début du XX-ème siècle¹⁰⁶.

Nicolae Iorga avait parfaitement raison. La situation internationale des années 1908—1909 était tout autre que celle de 1883, l'année de la signature du traité secret entre la Roumanie et les Puissances Centrales ou de celle de 1892 quand cette alliance avait été renouvelée. L'Etat roumain une fois consolidé à l'intérieur et à l'extérieur et la monarchie austro-hongroise en crise progressive, le traité secret entre la Roumanie et la Triple Alliance était devenu anachronique dans le contexte des rapports de forces existant en Europe, dans les premières années du nouveau siècle, et contraire aux intérêts fondamentaux de la société roumaine face à l'impératif du parachèvement de son unité d'Etat, imposé par un processus social-politique objectif.

Il est aisé de comprendre que la solution des classes dirigeantes concernant ce problème n'était pas la révolution preconisée par les socialistes¹⁰⁷ mais celle d'une guerre de libération tout en gardant la forme d'Etat existante.

Mais cette dernière solution demandait une réorientation des alliances de la Roumanie. Faisant abstraction du roi Charles, convaincu jusqu'à sa mort de la supériorité des forces armées des puissances centrales, les facteurs dirigeants du gouvernement de Bucarest considéraient également irréalisable, en ce moment, un changement d'orientation de la politique étrangère roumaine, vu que pendant la crise bosniaque l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient eu recours à une démonstration réussie de forces et que la diplomatie d'Izvolski posait des problèmes au gouvernement roumain.

La solution de la crise bosniaque est connue. Sans avoir pu obtenir le changement tellement désiré du régime des Détroits en faveur de la Russie, le cabinet de St. Pétersbourg, ayant perdu l'appui de ses alliés

¹⁰⁵ Schönburg à Aehrenthal, 19 décembre 1908, C.D.A., dossier LI/1908, p. 162.

¹⁰⁶ D.A.D. session 1908—1909, no. 10, p. 42.

¹⁰⁷ I. Gheorghiu, *Acțiunt pentru unirea Transilvaniei, inainte de intrarea României în primul război mondial (Actions en vue de l'union de la Transylvanie à la Roumanie avant l'entrée de la Roumanie dans la première guerre mondiale)*, dans le volume *Desăvîrșirea uniificării statului național român (Le parachèvement de l'union de l'Etat national roumain)*, Bucarest, 1968, p. 151.

de Paris et de Londres, s'est vu obligé, après avoir reçu la note ultimative allemande du 21 mars 1909, de reconnaître l'acte d'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par la monarchie des Habsbourg, pendant que le gouvernement de Belgrade a dû déclarer que la Serbie n'avait pas été atteinte dans ses droits par l'état de fait créé dans les deux provinces mentionnées¹⁰⁸.

Pour les contemporains, qui ne pouvaient connaître le déroulement des événements futurs, la crise bosniaque a représenté, selon l'avis aussi d'André Tardieu, exprimé dans un ouvrage paru à la fin de 1909, un succès de la Triple Alliance¹⁰⁹. C'était aussi l'avis du gouvernement de Bucarest¹¹⁰, ce qui n'a pas empêché cependant la diplomatie roumaine de ne plus se rallier pendant les années suivantes à la politique sud-est européenne de Vienne, quoique la Roumanie ait continué à faire partie, encore pour quelque temps, de la Triplice.

¹⁰⁸ M. Bogitschewitsch, *op. cit.*, vol. 2, doc. no. 482.

¹⁰⁹ A. Tardieu, *Le prince de Bîlow*, Paris, 1909, p. 205.

¹¹⁰ Schönburg, à Aehrenthal, 28 Mai 1909, *Ö.U.A.*, vol. 2, no. 1618; également Kiderlen à Bethmann-Hollweg, 7 Août 1909, *G.P.*, vol. 27, no. 9758.

**ÉCHOS DE L'INSTITUT DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
DE BUCAREST**
(juillet 1976 — juin 1977)

I. Études et recherches achevées en 1976

1. *Antologia gândirii social-politice sud-est europene. Studii și texte (1453—1878)* (Anthologie de la pensée socio-politique sud-est européenne. Études et textes — 1453—1878); sous la direction de : Eugen Stănescu et Vlad Georgescu; auteurs : Eugen Stănescu, Vlad Georgescu, Mustafa Mehmet, Tudor Teoteoi, Nicolae Ciachir, Gh. Zbucnea, Irina Ionescu, Gelcu Maksutovici; 2. *Istoria sud-estului european în date* (Chronologie de l'histoire du sud-est européen); sous la direction de : Ion Matei; auteurs : Ion Matei, Constantin Iordan Sima, Ștefan Vilcu, Cristina Bulgaru, Eugenia Ioan, Atanasie Papapanu; 3. *Formarea intelectualității balcanice în Țările Române în sec. XVII^e—XIX^e secole* (La formation de l'intellectualité balkanique dans les Pays Roumains aux XVII^e—XIX^e siècles); sous la direction de : Elena Siupiur; auteurs : Cornelia Papacostea-Danielopolu, Olga Cicanci, Elena Siupiur, Cătălina Vătășescu; 4. *Études byzantines et postbyzantines*; sous la direction de : Eugen Stănescu et N. S. Tanașoacă (recueil d'études); 5. A. Petre, *Repertoriul arheologic al descoperirilor de la Beroe* (Répertoire archéologique des découvertes de Beroe); 6. N. S. Tanașoacă, *Români, bulgari și bizantini după căderea Constantinopolului sub latini (1204)* (Roumains, Bulgares et Byzantins après la chute de Constantinople sous les Latins — 1204); 7. Maria Alexandrescu, *Romanitate și elenism în arta din Moesia Inferior* (Romanité et Hellénisme dans l'art de la Mésie Inférieure); 8. Elena Scărlătoriu, *Influențe lexicale slave în dialectul megleno-român* (Influences lexicales slaves dans le dialecte mégléno-roumain); 9. Zamfira Mihail, *Terminologia meșteșugurilor în limbile sud-est europene* (La terminologie artisanale dans les langues sud-est européennes); 10. Anca Ghiață, *Dobrogea în perioada premergătoare Unirii* (La Dobrogea dans la période précédant l'Union des Principautés roumaines); 11. Val. Al. Georgescu et Emanuela Popescu, *Organizarea de stat (domnia, marile dregătorii). Cartea I-a a Manualului de legi al lui M. Fotino (1777)* (L'organisation d'Etat — le pouvoir princier, les hautes dignités. 1^{er} Livre du Manuel de lois de M. Fotino, 1777), édition critique; 12. Andrei Pippidi, *Ideea de « creștere și decădere a Imperiului otoman » în Istoriografia occidentală din secolele XVI—XVIII* (L'idée de « progrès et déclin de l'Empire ottoman » dans l'historiographie occidentale des XVI^e — XVIII^e siècles); 13. Lidia Démeny, *Actele vămii de la Turnu Roșu și legăturile comerciale ale Transilvaniei cu sud-estul european (a doua jumătate a secolului al XVII-lea)* (Les actes de la douane de Turnu Roșu et les liens commerciaux de la Transylvanie avec le sud-est européen — seconde moitié du XVII^e siècle); 14. idem, *Relații culturale româno-iugoslave în prima jumătate a secolului al XIX-lea* (Relations culturelles roumano-yougoslaves de la première moitié du XIX^e siècle); 15. Anca Iancu, *Mișcările de eliberare ale slavilor de sud (1683—1718)* (Les mouvements de libération chez les Slaves du sud — 1683—1718); 16. idem, *Bibliografia relațiilor româno-iugoslave. Partea I-a. Istoriografia românească contemporană (1944—1975)* (La bibliographie des relations roumano-yougoslaves. 1^{ère} Partie. L'historiographie roumaine contemporaine (1944—1975)); 17. Liviu Marcu, *Ideile politico-juridice ale Republicii de la Krușevo și răsunetul lor* (Les idées politico-juridiques de la République de Krușevo et leur écho); 18. Dan Ionescu, *Premise ale barocului în sud-estul Europei* (Prémises du baroque dans le Sud-Est de l'Europe).

II. Séances de communications

Șerban Papacostea, *De la Vicina la Chilia. Geneze și bizantini la Dunărea de jos în secolul al XIV-lea* (De Vicina à Chilia. Génés et Byzantins au Bas-Danube au XIV^e siècle); O. Iliescu, *Date noi privitoare la localizarea Chiliei bizantine* (Nouvelles données relatives à la localisation de la Chilia byzantine); Radu Lăzărescu, *Un document privind relațiile Raguzei cu Țara Românească la începutul secolului al XV-lea* (Un document concernant les relations de Raguse avec la Valachie au début du XV^e siècle); Andrei Pippidi, *Date noi asupra relațiilor Raguzet cu țările*

române (Nouvelles données sur les relations de Raguse avec les pays roumains); Cornelia Papacostca-Danielopolu, *Ecourt ale războiului de independență (1877) în presa greacă din România* (Échos de la guerre d'indépendance — 1877 — dans la presse grecque de Roumanie).

À ces communications s'ajoute le débat particulièrement intéressant consacré au *Problème de la domination bulgare au nord du Danube au Moyen-Age*. Les discussions ont trouvé leur point de départ dans les exposés présentés par : E. Stănescu, *L'historiographie et les sources du problème de la domination du premier Empire bulgare au nord du Danube*; N. Ș. Tanașoca, *Le problème de la domination de l'État des Asens au nord du Danube*; Petre Diaconu, de l'Institut d'Archéologie, *Données archéologiques relatives à la domination du premier Empire bulgare au nord du Danube*.

III. Participations aux réunions scientifiques internationales organisées en Roumanie

a) *II^e Congrès International des Études de Thracologie* (Bucarest, septembre 1976). Mentionnons la contribution à cette importante rencontre scientifique fournie par notre collègue, Cătălina Vătășescu, *Les mots illyriens hérités en albanais et les éléments de substratum du roumain*.

b) Le colloque sur le thème « *Nation—Société—Langue et Culture dans les pays roumains aux XVIII^e—XIX^e* », organisé par l'Université de Bucarest (Faculté des langues romanes, classiques et orientales et Faculté de la langue roumaine), en collaboration avec l'Université « Karl Marx » de Leipzig (République Démocratique Allemande), à Bucarest les 6—8 septembre 1976. Entre autres contributions présentées, citons celles de : Alexandru Dușu, *Évolutions de la culture écrite roumaine (1780—1830)*; Zamfira Mihail, *La contributions de Samuel Micu à la formation de la terminologie socio-politique roumaine*; Vlad Georgescu, *Les méthodes mathématiques appliquées à l'analyse de la terminologie des Lumères dans les pays roumains*.

c) Le Symposium des *Relations roumano-yougoslaves* organisé par la Faculté des langues slaves de Bucarest en octobre 1976. Les membres de notre Institut ont été présents à ces travaux avec les communications suivantes : *Les mots d'origine serbo-croate du vocabulaire aroumain* Elena Scărlătoiu; *Considérations sémantiques sur les éléments serbes de la langue roumaine*—Zamfira Mihail; *L'intérêt porté par certains lettrés roumains et yougoslaves du XVI^e siècle à l'introduction de la langue vivante dans la littérature*—Eugenia Ioan; *Portraits de militants pour la libération de la Macédoine dans la littérature des Vlaques balkaniques*—L. Marcu; *Les relations roumano-yougoslaves dans l'historiographie roumaine contemporaine (1944—1975). Résultats et directions de recherche*—Anca Iancu.

d) *II^e Colloque de la Commission « Les Balkans à l'époque contemporaine »* de l'Association internationale d'études du sud-est européen (AIÉSEE), sur le thème « *Les structures agraires dans les pays sud-est européens au cours de la période 1919—1933* ». Aux travaux du colloque (Bucarest, novembre 1976), a pris part avec des interventions C. Iordan-Sima.

e) Le Symposium sur le thème *Indépendance nationale et culture autochtone dans l'histoire des peuples européens. Le centenaire de la conquête de la Roumanie de sa pleine souveraineté* organisé en collaboration par l'Université « Al. I. Cuza » de Iași, l'Université « Albert Ludwig » et la Société « Mihai Eminescu » de Freiburg i Br., à Iași et Tg. Neamț du 10 au 13 avril, a eu pour participants de la part de notre Institut : Alexandru Dușu, *La modernisation de la culture roumaine* et Constantin Iordan Sima, *La lutte pour l'indépendance nationale des peuples balkaniques : les hommes de lettres et leur rôle dans l'action politiques du XIX^e siècle*.

IV. Activités à l'étranger

a. *XV^e Congrès international des études byzantines* (Athènes, 5—11 septembre 1976). Notre Institut y fut représenté par le pr Mihai Berza, vice-président de l'Association internationale des études byzantines, élu à cette occasion, vice-président d'honneur, le pr Eugen Stănescu, rapporteur pour le deuxième thème figurant au programme du Congrès avec une contribution consacrée aux *Vlaques de l'Empire byzantin aux X^e—XIII^e siècles*; le pr Val. Al. Georgescu, qui a présenté la communication *L'adaptation créatrice et modernisatrice de certaines traditions juridiques byzantines (IX^e—XIII^e siècles) dans le projet de Code Urbain de Michel Pholētopoulos (Fotino), pour la Valachie en 1717*; le pr H. Mihăescu, avec une communication sur *La survivance de la langue latine dans la littérature byzantine et en néo-grec*, Tudor Teoteoi, qui a examiné *Le travail manuel dans les « Typika » des XI^e—XIII^e siècles* et Maria Ana Musicescu, qui a participé aux discussions de la section d'histoire de l'Art.

b. Dans sa qualité de membre du Bureau du Comité international des sciences historiques (CISH), le pr Mihai Berza a participé à la réunion de ce forum international tenue à Ankara en septembre 1976.

c. Le directeur de l'Institut des études sud-est européennes de Bucarest a pris part à la célébration du centenaire de la naissance de l'historien géorgien I. A. Djavakhischvili (Tbilisi, les 7—9 octobre 1976). Les détails de cet anniversaire se trouvent dans la notice du pr Mihai Berza, publiée dans cette revue (R.E.S.E.E. XV, 1977, 2).

d. La réunion de la *Commission mixte des historiens roumains et yougoslaves* tenue à Belgrade les 22–26 novembre 1976 a bénéficié de la participation du pr Mihai Berza, en tant que président de la partie roumaine. Parmi les communications présentées à cette occasion par les spécialistes roumains, mentionnons celle de Anca Iancu, membre de la Commission.

e. Le *Colloque international d'histoire maritime* tenu à Varna les 6–12 mai 1976 a eu parmi ses participants le pr Mihai Berza, qui présenta à cette occasion au Centre d'histoire de l'Académie Bulgare des Sciences une conférence sur *L'indépendance de la Roumanie et ses antécédents*.

f. A la réunion du *Comité international de l'AIÉSEE*, tenu à Athènes, en mai 1977, le pr Mihai Berza a participé dans sa double qualité de membre de ce Comité et de président de la Commission d'histoire des idées de cette Association. Parallèlement, aux travaux du Comité international, l'Association a organisé – suivant une coutume devenue traditionnelle – un colloque international de sa Commission pour les Balkans à l'époque contemporaine, sur le thème « Les progrès de l'enseignement dans les pays balkaniques pendant l'entre-deux guerres », auquel le pr Mihai Berza a également pris part.

g. Le *Centre d'études historiques italo-roumain* inauguré à Milan au mois de juin 1977 a élu comme vice-président le pr Mihai Berza.

h. À la *Première réunion des historiens roumains et autrichiens* (Vienne, novembre 1976), le pr Eugen Stănescu a parlé de *La Maison d'Autriche et l'union des Pays roumain sous Michel le Brave*.

i. Le pr Eugen Stănescu, à l'occasion d'un voyage en Angleterre (octobre 1976) a donné une conférence à la Société pour l'Europe orientale de l'Université d'Oxford sur *La structure idéologique de la société roumaine ancienne*, ainsi qu'une autre conférence à l'Université de Norwich sur *L'Idéologie politique roumaine au moyen-âge*. Durant le même voyage, le professeur Eugen Stănescu a présenté des exposés succincts relatifs au développement actuel des études byzantines et médiévales en Roumanie au King's College (de l'Université de Londres) et au Département d'histoire de l'Université d'Edimbourg.

j. Le pr Valentin Al. Georgescu, membre de notre Institut, docteur honoris causa de l'Université de Clermont-Ferrand et membre titulaire de l'Académie des sciences sociales et politiques, a été élu membre correspondant de l'Académie d'Athènes lors de l'Assemblée générale de celle-ci tenue le 11 novembre 1976. D'autre part, le pr Val. Al. Georgescu, en sa qualité de membre de la direction de la Société d'histoire du droit de Paris a participé à l'assemblée générale de cette société, tenue en novembre 1976.

k. Au *VIII^e Congrès de l'Association internationale de littérature comparée* (Budapest, août 1976), Alexandru Duțu a donné une contribution intitulée *Le modèle d'humanité dans les cultures européennes modernes*. Les détails sur ce Congrès, dans le compte rendu qu'il signe dans la *RÉSEE* (XV, 1977, 1).

l. Lors d'un voyage aux États-Unis entrepris pendant l'automne de 1976, pour visiter plusieurs universités américaines, Alexandru Duțu a donné des conférences sur les thèmes : *L'Indépendance de la Roumanie et l'Indépendance américaine* et *Confluences de la culture roumaine moderne*.

m. Au Symposium de Dortmund dédié aux *100 années d'indépendance roumaine*, tenu en juin 1977, Alexandru Duțu a présenté un exposé sur *Le développement de la conscience nationale roumaine dans la seconde moitié du XIX^e siècle*. Poursuivant ensuite son voyage dans la République Fédérale d'Allemagne Alexandru Duțu a donné une série de conférences dans plusieurs universités.

n. Le *II^e Congrès international de turcologie* tenu à Istanbul les 4–10 octobre 1976 a enregistré entre autres la contribution de Ion Matei, qui a parlé des *Textes roumano-turcs d'intérêt didactique aux XVIII^e – XIX^e siècles*.

o. Au *XVIII^e Congrès national d'histoire turque* convoqué à Ankara les 11–15 octobre 1976, Ion Matei a participé avec une communication intitulée *Nouveaux documents concernant les relations d'Ahmed Refik avec les Roumains*.

V. Voyages d'études à l'étranger

Cette année encore l'exploration par nos collègues des archives ragusaines et de la capitale yougoslave (Andreï Pippidi), des bibliothèques macédoniennes (Liviu Marcu, qui les a visitées pendant son séjour comme invité du Musée d'histoire macédonienne), des bibliothèques bulgares et des Archives historiques centrales de Sofia (Cornelia Papacostea-Danielopolu et C. Jordan Sima), des musées de Moscou et Leningrad (Maria Alexandrescu), des archives tchécoslovaques (Cristina Bulgaru) s'est révélée des plus fructueuses.

Anca Iancu

DIMITRIE CANTEMIR. *Sistemul sau intocmirea religiei muhammedane*. Besorgt von Virgil Cădea. Serie Scriitori români, Editura Minerva București 1977, 687 Seiten

Als Frucht jahrelanger Arbeit erschließt Virgil Cădea den Lesern im vorliegenden Band ein wenig bekanntes Werk Cantemirs, dessen Titel in rumänischer Übersetzung *Sistemul sau intocmirea religiei muhammedane* lautet. Es gliedert sich in sechs Kapitel: Über den Pseudopropheten Mohammed, Über den Koran, Über die Apokalypse, Über die mohammedanische Theologie, Über die mohammedanische Religion, Über andere mohammedanische religiöse Bräuche.

Die umfassende Einleitung Prof. Cădeas, die auf minutiösem Studium der Quellen basiert und gleichzeitig die Fachliteratur berücksichtigt, konnte nur einem Historiker gelingen, der mit der komplexen Materie vertraut ist und sie in souveräner Art zu gestalten weiß. Hier erläutert Cădea den Plan Cantemirs, eine islamische Trilogie zu verfassen, die aus der bekannten *Incrementa atque decrementa Aulae othomanicae* (1716) der hier rezensierten Abhandlung über den Islam (*De... regimine*, 1722) und ein nur geplantes Werk *Über die osmanische Staatsführung* bestehen sollte.

„Dieser Entwurf“, schreibt Cădea, „verfügte über Ausmaße, die es ermöglichten, eine für jene Zeit ungewöhnliche Gelchrsamkeit und Erfahrung zu verwerten, die hohen wissenschaftlichen Verdienste des Verfassers unter Beweis zu stellen und auf die Verwirklichung eines politischen Programms — die Zerstörung der türkischen Macht — hinzuwirken. Die Impulse, die Cantemir nötigten, dieses Werk aus dem Bereich der Orientalistik zu verfassen, waren demnach vielfältig. Sie werden — wie auch bei seinen anderen in Rußland verfaßten wissenschaftlichen Werken — dem Leitgedanken des Fürsten subsummiert: der Befreiung seines Volkes von der türkischen Fremdherrschaft zu dienen“.

Die Untersuchung der Quellen des Systems durch Cădea besticht durch eine äußerst scharfsinnige Analyse des Schrifttums über den Islam, die zur Schlußfolgerung führt, daß Cantemir in Rußland — wo er das Werk von 1718—1721 verfaßte — die ihm bekannten türkischen, persischen und arabischen Handschriften und auch abendländischen Werke fehlten. So sah er sich genötigt, Koranübersetzungen, wie auch Stellen aus der bekannten *Muhammedteye* und anderen türkischen Werken über den Islam nach dem Gedächtnis zu zitieren. Von abendländischen Autoren vermutet Cădea mit Recht, daß Cantemir Lodovico Marracci *Refutto Alcorant* (1698) und Paul Rycauts Werk in italienischer Übersetzung des Constantin Belli (*Storia dello stato presente dell' Imperio Ottomano*, 1672) kannte.

Cantemir zitiert auch die Schrift eines christlichen Autors der in der Schlacht von Varna gefangen wurde und später dem Sultan diente. Eine solche Schrift ist nicht bekannt. Johann Schiltberger, dessen *Wunderlich und kurzweilige History* zu den Standardwerken des 16. und 17. Jahrhunderts gehörten, geriet nach der Schlacht von Nicopolis (1396) in Gefangenschaft und hatte im Heer des Sultans in der verhängnisvollen Schlacht von Angora gekämpft; Konstantin von Ostrovica, der Autor der im Jahr 1975 neu veröffentlichten *Kronika turecka* wurde 1455 bei der Eroberung der Stadt Novo Brdo gefangen genommen; als Janitschar nahm er an der Belagerung von Belgrad (1456) teil. Die ebenfalls zitierte Arbeit *Über die Anfänge der Sarazenen und Türken* könnte Caelius Augustinus *Sarracenicarum historiae libri tres... in quibus Sarraceno-rum, Turcarum gentium origines... continentur* sein, das ebenfalls in mehreren Auflagen im 16. und 17. Jahrhundert erschien.

Dem Überlieferungsstrom Cantemirs zu folgen, wird durch die Tatsache erschwert, daß er wie viele Gelehrte seiner Zeit auch auf Handschriften und Werke verwies, ohne genaue Auskunft über ihre Autoren zu geben. Andere Literaten prahlten nur mit der Erwähnung vieler Autoren die irgendwelche Aufzeichnungen über das islamische Reich hinterlassen haben.

Eine besondere Beachtung verdienen Căndeas Erwägungen zur geschichtlichen Bedeutung des „Systems“, die auf verschiedene autobiographische Texte des Werkes hinweisen: Man erfährt hier Einzelheiten über den Wiederhall der mißglückten Belagerung von Wien und von reichen Geschenken rumänischer Wojewoden zu osmanischen Festtagen.

Eine hohe Einschätzung erfährt auch der literarische Wert des „Systems“.

Einen beachtlichen Platz verdient Cantemirs „Sistemul“ im Kontext der Islampolemik, die bereits von byzantinischen Apologeten eröffnet wurde, die in ihren haßgefärbten Streitschriften gegen Lateiner, Monophysiten, Monoleten und andere Sekten auch den Islam einbezogen. Im Abendland wurde die Islampolemik durch eine Aversion gespeist, die auf Kreuzzugserinnerungen fußte. Man darf dabei nicht vergessen, daß im Mittelalter die Geistlichkeit sich allein im Besitz der vollkommenen Wahrheit glaubte, jede fremde Religion ablehnte und wenn sie ihren Blick dem Islam zuwandte, erfolgte dies keineswegs um ihn zu studieren, sondern nur um ihn zu widerlegen. Diese Tendenz entsprach der Stellungnahme des mittelalterlich-kirchlich geprägten Menschen einer fremden Kultur gegenüber. „Das Bild, welches die Christen des Abendlandes sich von Mohammed und dem Koran machten“, vermerkt H. Pritz, wurde dadurch „je länger, je mehr getrübt durch die ärgsten Fabeln und schließlich völlig entstellt durch die törichten Wahnvorstellungen und die gehässigsten Verläumdungen“.

Von diesen verworrenen Sagen und den Islam entstellenden Schriften unterscheidet sich vorteilhaft bereits das *Libellus de ritu et moribus Turcorum* des 1438 von den Türken bei Sebeş gefangenen „Captivus Septemestrensis“ (Frater Georgius), das sich durch die genaue Kenntnis des Islams und einen sachlichen Stil auszeichnet. Kennzeichnend für das „Siebenbürgertum“ des Autors ist sein Bestreben — wie Cantemirs —, im Gegensatz zu seinen Zeitgenossen die Türken nicht nur als „infideli“ sondern als Menschen zu schildern.

Antoine Geuffroy, der ebenfalls ein Buch über türkische Sitten und Bräuehe verfaßt hatte (*Estat de la court du Grant Turc*, 1542), übergab das Manuskript einem Jugendfreund mit der Bedingung, es nicht zu veröffentlichen, weil er fürchtete, wegen seines nonkonformistischen Inhalts verfolgt zu werden. Um sich vor solchen Verdächtigungen zu schützen, sah sich selbst der gelehrte Lewenkau (1588) genötigt, seiner toleranten Abhandlung über der Türken Sitten und Glauben eine politisch rechtfertigende Vorrede voranzusetzen, die den Druck des Werkes ermöglichen sollte.

So ging auch Cantemir vor, dessen Vorwort zum „Sistemul“ sachlich vom Text des Werkes distanziert. So erläutert er im Vorwort (Preeuvintare), daß er *Das System der mohammedanischen Religion* geschrieben habe, um diesen „falschen Glauben“ kritisch zu durchleuchten, „diesen unbederten und leichtfertigen Glauben“, der Lehre, daß „das wahre Glück in der fleischlichen Begierde, in den ungestillten Wünschen, im zügellosen Genießen und in der uneingeschränkten Erlaubnis zur Sünde“ liege. Denn das Buch des Fürsten — vermerkt mit Recht V. Cădea — sollte in einem Staat erscheinen, in dem trotz eines umfassenden Programms moderner Reformen — das streng aufgefaßte orthodoxe Christentum herrschte, wie es von der Heiligen Synode der russischen Kirche verfochten wurde, die gleichzeitig auch den Buchdruck überwachte und das erforderliche *imprimatur* zu erteilen hatte. Cantemir gelang es indes, wie wir sehen werden, sich über die Einwände der kirchlichen Zensoren hinwegzusetzen, ohne genötigt zu sein, Eingriffe am Manuskript vorzunehmen. Seine Unnahgiebigkeit, der kluge Hinweis auf das ihm von Zaren entgegengebrachte Wohlwollen wie auch, daß er eine günstige Konjunktur auszunützen verstand, ermöglichten ihm dies durchzusetzen. Dieses ist die Antwort auf folgende berechnete Frage von Prof. Cădea: „Wie läßt sich jedoch die Abgeklärtheit des Wissenschaftlers mit dem polemischen Eifer vereinbaren, den dieser Gegner des Islams entwickelte?“

Offensichtlich war Cantemir bestrebt, den Islam nicht allein als Doktrin darzustellen, wie sie sich im Koran und in den Schriften der mohammedanischen Theologen herauskristallisiert hatte, sondern er versuchte den Islam vielmehr als eine gesellschaftliche und historische Erscheinung zu deuten, das heißt, wie diese Lehre im Denken und in der Haltung der Moslems sich widerspiegelte. Dieses erklärt auch die wiederholten Hinweise auf mangelnde Übereinstimmung zwischen dem Text des Koran und dem Verhalten seiner Gläubigen.

Abschließend: Das einzige was man dem Band wünschen möchte wäre seine Übersetzung in eine Sprache des Westens, damit diesem bedeutenden Werk seinen gebührenden Platz im historischen Schrifttum gesichert wird.

C. Güllner

ION PETRICĂ, *Confluente literare româno-polone (a doua jumătate a secolului al XIX-lea)*, (Confluences littéraires roumano-polonaises — deuxième moitié du XIX^e siècle), Bucarest, Editions « Meridiane », 1976, 365 p.

Voici un petit livre qui est appelé à rendre de grands services à l'histoire des relations politiques et littéraires entre Polonais et Roumains. Une très riche information permet à l'auteur d'approfondir la connaissance d'une période où les contacts des deux peuples ont été particulièrement fréquents, celle qui suit l'insurrection de novembre 1831 et précède la restauration de l'Etat polonais.

Le rôle de l'émigration polonaise dans le Sud-Est de l'Europe est relevé dans un premier chapitre qui n'omet aucune des contradictions qui opposaient le parti de l'Hôtel Lambert (plutôt libéral que conservateur), groupé autour du vieux prince Czartoryski, aux radicaux de la Société Démocratique Polonaise. L'échec successif des différents agents envoyés d'un camp et de l'autre pour gagner à leur cause les Roumains ainsi que toutes les tentatives malheureuses de préparer un soulèvement en Galicie fournissent matière à une étude très poussée, au cours de laquelle, souvent, une date est rectifiée (par exemple, celle de la « note pour le prince Adam Czartoryski », qui serait de 1831) ou une nouvelle source est signalée.

On examine d'ailleurs près l'activité des militants pour la liberté polonaise pendant la révolution de 1848 en Valachie, en Moldavie et surtout en Transylvanie, où Bem, aux prises avec les Roumains jusqu'aux dernières semaines de sa résistance contre les troupes austro-russes, a fini par se réconcilier avec eux. A ce propos, une remarque curieuse : la Marche de Bem et celle des paysans qui combattaient sous les ordres du chef roumain Avram Iancu ne sont que les variantes d'une poésie de l'écrivain roumain Constantin Negruzzi, publiée dès 1842. Cette conclusion rejoint celle d'une récente étude de V. Netea, *Pe drumul unității naționale*, Cluj-Napoca, 1975 (p. 139).

La collaboration des révolutionnaires roumains et polonais continuera dans les dix années suivantes, aidée par l'espérance d'armer des détachements de volontaires qui puissent participer, sous l'égide du gouvernement ottoman, aux combats de Crimée contre leur ennemi commun. Après l'Union des Principautés, les émigrés polonais réfugiés en terre roumaine ont été étroitement mêlés à la vie politique du nouvel Etat, bénéficiant de l'indulgence spéciale du prince-régnant Alexandru Ioan Cuza, même lorsqu'ils se trouvaient impliqués dans des complots contre sa personne ou qu'ils narguaient ouvertement les lois, comme dans le cas de l'échauffourée de Costangalia, épisode grandi à des dimensions épiques dans les souvenirs de Z. Milkowski (en littérature T. T. Jeż), mais qui sera facilement tourné en ridicule dans un roman de M. Czajkowski.

Cette émigration dont les idéaux généreux pouvaient exécuter la turbulence n'a résisté à l'assimilation que pendant une seule génération. Par ses manifestations culturelles, qui gravitaient autour des bibliothèques publiques fondées dans plusieurs villes et bourgs de Moldavie, elle a eu une certaine influence sur la culture roumaine, notamment en contribuant à la diffusion des idées socialistes. Mais déjà en 1888, au moment de sa fondation, l'association d'entraide des Polonais de Roumanie, affiliée à la Ligne Polonaise, ne comptait que 118 membres, dont 56 à Bucarest, centre où ils ont fait paraître un journal en 1894—1895. Or, dix ans plus tard, on appréciait encore à 3000 le chiffre total des Polonais établis en Roumanie. Donc, une question se pose : cette faiblesse du mouvement nationaliste parmi les exilés était-elle un effet de leur assimilation ou seulement la conséquence de la dépression qui avait saisi l'intelligentsia polonaise après la défaite de 1863 ?

La seconde moitié du livre traite des échanges culturels roumano-polonais, dont les aspects essentiels sont la popularité des écrivains polonais en Roumanie, la diffusion de la littérature roumaine en Pologne (grâce à de nombreuses traductions) et l'emprunt de sujets historiques roumains par la littérature polonaise. C'est ainsi qu'on saisit l'importance que l'œuvre et l'esprit de Mickiewicz ont eu pour ses lecteurs roumains, tandis que le plus représentatif des auteurs roumains traduits en Pologne s'avère être V. Alesandri. Celui-ci, avec Assaki, Negruzzi et Bolintineanu, a célébré l'héroïsme déployé par les Moldaves dans leurs anciens conflits avec les Polonais. A leur tour, les écrivains polonais ont choisi les mêmes épisodes des relations entre les deux peuples aux XVI^e et XVII^e siècles pour broser de grands tableaux historiques, parfois assez exacts. Evidemment, la sympathie pour les Roumains modernes modelait le jugement favorable porté sur leurs ancêtres.

Il n'y aurait à ajouter que peu d'observations, pour compléter l'abondante information de ce livre. En ce qui concerne le grand nombre de Polonais accueillis en Moldavie après la défaite de Kosciuszko ou réhabillés de la légion d'Italie, leurs agissements, surtout ceux du

fameux Denisko, alias Granval, et la correspondance d'Adam Czartoryski avec Constantin Hypsilanti, les rapports diplomatiques russes de 1797—1806 sont une source de premier ordre (*Documente privind istoria României. Colecția Eudoxiu de Hurmuzaki. IV, Seria noua*, Bucarest, 1974). Pour l'écho de la révolte de Galicie après 1846, il faudrait voir l'article de M. Kogălniceanu, *Les Rulhéntens*, dans la «Revue d'Orient, de l'Algérie et des colonies», V, Paris, 1849, pp. 273—280. A propos de Kogălniceanu, qu'on se rappelle qu'en 1838 il avait découvert à Lwow, dans les archives de l'église uniata fondée par les princes de Moldavie au XVI^e siècle, nombre de documents roumains (*Alăuta românească*, éd. Cornelia Oprișanu, Bucarest, 1970, pp. 173—174). Quant à son journal de voyage de 1844, où il a noté ses impressions de Lwow, on doit désormais citer l'édition Dan Simonescu (M. Kogălniceanu, *Scrisori. Note de călătorie*, Bucarest, 1967, pp. 195—196). Au sujet de Wladyslaw Dunin, voir le récent article de T. Ioncsu-Nișcov, *Cazul Dunin*, «Studii», 26, 1973, 1, pp. 65—79. On s'étonne de ne pas voir employée l'étude de G. Zane et Elena G. Zane, *N. Bălcescu la Biblioteca Poloneză din Paris* (Bucarest, 1973), où se trouvent tous les renseignements possibles sur les fréquentes visites de l'historien roumain à la vénérable institution de l'île Saint-Louis, en 1847—1851.

Ensuite, comment s'expliquer l'absence d'un chapitre consacré à Armand Lévy, publiciste entièrement acquis à la cause des Polonais et des Roumains? C'est lui qui écrit en 1855 à Ion Brătianu : «Les Polonais se faisaient tuer à Somo-Sierra sous les yeux de Napoléon pour lui prouver la vitalité de leur nation. C'est en demandant à combattre et en faisant entendre le ton d'un bon Roumain que vous forcerez ceux de qui votre sort dépend aujourd'hui à songer à votre nation» (D. Rosenzweig, *Din istoria relațiilor româno-franceze*, «Analele Universității București, Seria științe sociale. Istorie», XV, 1966, p. 190). Outre la biographie de Lévy, par Jerzy W. Borejsza (Varsovie, 1970), il y aurait profit à utiliser les matériaux fournis par P. Cornea, *Documente și manuscrise literare*, II (Bucarest, 1969) et Marin Bucur, *Documente inedite din arhivele franceze privitoare la românii în sec. al XIX-lea*, I (Bucarest, 1969). Les contacts de I. Brătianu avec les révolutionnaires polonais ont été déjà étudiés par N. P. Smochină, *Sur les émigrés roumains à Paris*, «Mélanges de l'École roumaine en France», XI, 1933. Il convient aussi de souligner les rapports de Wladyslaw Zamojski avec les lords Russell et Palmerston, prouvés par des lettres écrites après son séjour à Bucarest (Gavin B. Henderson, *Aspirations polonaises en 1855*, «Revue des questions historiques», 133, 1939, pp. 103—109).

Enfin, l'auteur ayant enregistré les relations des savants roumains Papiu-Ilarian, Hasdeu, Bianu et Bogdan avec les milieux scientifiques polonais, il est étrange qu'il n'ait pas retenu l'exemple encore plus significatif de N. Iorga, ami dévoué de la Pologne. Du reste, une recherche à ce sujet avait déjà été entreprise par V. Jeglinski, *Contribuția lui Nicolae Iorga la cunoașterea istoriei, culturii polone și a relațiilor româno-polone*, «Analele Universității București. Literatură universală și comparată», XVIII, 1969, 1. Depuis, la correspondance des érudits A. Czolowski, E. Barwinski et B. Biskupski avec Iorga en 1899—1900 a été hâtivement transcrite et publiée par B. Theodorescu, *Scrisori către N. Iorga*, I, Bucarest, 1972. N'oublions pas, non plus, l'admiration de l'historien roumain pour la littérature polonaise, déclarée dans les pages sur Mickiewicz (*Oameni cari au fost*, II, Bucarest, 1935, pp. 442—445), Sienkiewicz (*ibid.*, p. 199, et III, Bucarest, 1936, pp. 152—163) et Reymont («Cuget clar», II, 1938, pp. 178—179; voir dans la même revue, III, 1939, pp. 1—2, le jugement de Iorga sur une traduction en roumain des grands écrivains polonais).

Un dernier mot à propos du traitement des sujets historiques par les romantiques polonais. A côté des romans et des drames peuplés de conspirateurs pathétiques comme des jacobites de Walter Scott, ou de femmes fatales, mais qui ne manquent pas d'allusions aux événements contemporains, la peinture de cette époque est représentée par Jan Matcjko, qui a eu des imitateurs en Roumanie. Parmi eux, on serait tenté de citer Th. Aman.

Une comparaison avec les conditions de développement de l'émigration bulgare en Roumanie pourrait conduire à des conclusions intéressantes. Elle permettrait de dégager du livre que nous avons commenté ici une leçon de portée plus générale. Une question de périodisation : le progrès des nationalismes balkaniques coïncide-t-il avec le rythme du mouvement polonais? Et une autre, d'interprétation : jusqu'à quel point les voies adoptées pour approcher du même but final diffèrent-elles? Nous ne sommes qu'au début d'une interrogation systématique. Mais déjà on peut noter que, à différence de l'émigration bulgare, à caractère politique et économique, plus nombreuse et mieux implantée, comptant un grand nombre d'ouvriers agricoles et d'artisans, l'émigration polonaise présente un aspect plus uniformément politique. Quand elle n'est pas venue grossir le prolétariat des villes, celle-ci semble s'être limitée à l'exercice des professions libérales. Plusieurs de ses membres sont entrés dans l'enseignement roumain. Il n'était pas rare de voir un officier démobilisé devenir entrepreneur des travaux publics. Mais les journalistes (Adamski, Uchrinowski) ou les illustrateurs de revues (Dembicki, Piekarski) ont collaboré à la presse roumaine et se sont rapidement identifiés au peuple qui leur offrait l'hospitalité. Les

moyens de défendre leur conscience nationale ont été, pour Polonais et Bulgares, les mêmes (les bibliothèques publiques, par exemple), mais les ressources des premiers n'ont pu y suffire : ils n'ont pas eu leur propre typographie, le nombre des publications polonaises étant donc de beaucoup inférieur aux livres et périodiques bulgares imprimés en Roumanie. Pourtant, dans les deux cas, l'accueil réservé par les Roumains (leur gouvernement et leurs intellectuels, tout premièrement) aux militants polonais et bulgares engagés dans l'activité clandestine pour la libération de leurs territoires nationaux a contribué à porter ces pays au rang d'États indépendants.

Andrei Pippidi

La littérature des peuples slaves et balkaniques de la fin du XIX^e siècle — début du XX^e. Le réalisme et les autres courants. Éditions Nauka, Moscou 1976, 372 p. (Académie des Sciences de l'U.R.S.S. Institut d'Études slaves et balkaniques)

Le livre réunit des études appartenant à des chercheurs spécialisés dans la littérature des peuples slaves ; parmi ces études deux se rapportent à la littérature roumaine et grecque dans la période envisagée.

Dans l'introduction au volume, le collectif de rédaction formé de L. N. Budagova, V. V. Vitt, G. S. Ilijna, S. B. Ilijnskaja et D. F. Markov indique qu'il a été conçu dans l'intention de répondre au vif intérêt, manifesté par les cercles spécialisés, pour l'évolution du phénomène littéraire dans les pays slaves durant la période mentionnée. Le réalisme du XX^e siècle se distingue nettement du réalisme de l'époque précédente par l'appel toujours plus fréquent qu'il fait au conventionnalisme fantastique et symbolique, par l'accent qu'il met sur la teneur intellectuelle et philosophique, par la négation des relations sociales bourgeoises, etc. Les auteurs soulignent l'importance du réalisme pour la littérature, en général, à un moment où celle-ci abondait en toute sorte de «-ismes» — particulièrement la signification du phénomène littéraire respectif dans le cadre des littératures slaves et balkaniques, moins étudiées jusqu'à présent dans le cadre des débats théoriques fondés principalement sur le phénomène russe et ouest-européen.

Sans se proposer d'élaborer une monographie en ce sens, les auteurs du volume veulent apporter leur contribution au complètement du tableau du réalisme littéraire européen. Au début de notre siècle, étant concurrencé par une série d'autres orientations, il s'est différencié, ce qui est dû à l'affirmation de nouvelles relations sociales, ainsi qu'à l'entrée du prolétariat dans l'arène internationale politique. Les auteurs des études comprises dans le volume traitent de la typologie du réalisme dans les diverses littératures slaves, des formes variées de l'humanisme et de la perspective sociale, le rapprochement du socialisme sur la base de l'œuvre de leurs écrivains les plus représentatifs (Petr Bezruč pour la littérature tchèque ; D. Kirkov et D. Poljakov pour la littérature bulgare, etc.). L'investigation du caractère réaliste des œuvres de ces écrivains facilite aussi la mise en évidence des aspects contradictoires de l'influence exercée par la crise de l'époque bourgeoise sur les écrivains. Les littératures des peuples balkaniques jouissent de l'attention spéciale des auteurs car pendant cette étape ils subissaient l'influence de l'indépendance nationale récemment acquise. Sont également analysées les interférences du réalisme et des diverses orientations, tels le romantisme, le naturalisme (surtout dans les littératures polonaise et croate), le modernisme (que les auteurs n'ont pas convenu de nommer un apogée de l'art du XX^e siècle). Un aspect important de la recherche est l'étude de l'influence du réalisme sur le modernisme et les autres orientations contemporaines.

Dans son étude intitulée *Le réalisme et les autres orientations dans la littérature bulgare de la fin du XIX^e siècle — début du XX^e*, D. Markov aborde le problème du réalisme dans le contexte de ses relations avec les autres méthodes de création, en montrant que l'orientation fondamentale et en même temps la plus vigoureuse reste toujours celle qui avait été initiée par les écrivains démocrates vers l'étape de la conquête de l'indépendance d'État de la Bulgarie. Le réalisme de cette période n'est pourtant pas dépourvu de certaines déficiences, surtout en ce qui concerne la description des nouveaux idéaux sociaux pour lesquels il ne trouve plus des procédés artistiques convaincants en nombre suffisant. Les limites du réalisme critique devenant distinctes, un nouveau phénomène littéraire se fait jour — le réalisme socialiste, en tant qu'une orientation bien distincte, empruntant et s'appropriant bien nombre de conquêtes des écrivains démocrates de la génération antérieure (H. Smirnenski, N. Vapcarov, etc.), ainsi que l'expérience des écrivains romantiques et symbolistes.

Trois articles visent les problèmes du réalisme littéraire chez les peuples de Yougoslavie. Ainsi R. F. Dronina écrit *Sur quelques aspects typologiques du réalisme serbe de la fin du XIX^e siècle — début du XX^e* (pp. 91—122), en faisant remarquer notamment qu'en ce qui concerne la littérature serbe on ne saurait parler de réalisme que dans l'œuvre des prosateurs, puisque la poésie a fait route à part. L'auteur exprime son désaccord en ce qui concerne la théorie de D. Živković sur la crise et la désintégration du réalisme serbe. Parmi les traits distinctifs du réalisme serbe sont mentionnées la tendance à dépasser les frontières nationales, la réception de quelques-unes des caractéristiques du réalisme russe, etc. Une orientation en quelque sorte à part est celle initiée par S. Ranković qui met au centre de sa création la personnalité humaine avec ses inquiétudes et ses recherches sans fin. Dans l'étude intitulée *Le roman croate de la fin du XIX^e siècle — début du XX^e* (pp. 152—186), G. I. Ilijina s'occupe des diverses orientations qui se sont fait jour dans la littérature croate à la limite des deux siècles, connues, en général, sous le nom de modernisme croate. L'auteur s'interroge à juste raison sur le rapport qu'il y a entre le réalisme et les autres courants de la littérature croate, en passant en revue les œuvres de plusieurs écrivains, tels V. Novak, le premier artiste qu'a produit la classe ouvrière, J. Lesković, S. S. Krančević, etc. On trouve aussi exposée l'activité des écrivains croates de Prague et de Vienne, où l'on a imprimé pour la première fois «Hrvatska misao» (L'idée croate) et «Mladost» (La jeunesse). Dans ce qui suit, on souligne le mérite remarquable des écrivains de la période mentionnée d'avoir introduit dans leur création le thème de l'homme affligé et humilié, la compassion pour le paysan et le travailleur, qui tentent de trouver une sortie de la situation où ils se trouvent par une action collective.

E. I. Rjabova analyse quelques problèmes spécifiques de la littérature slovène de la période envisagée, dans son étude intitulée *I. Cankar et les courants littéraires dans la littérature slovène de la fin du XIX^e siècle — début du XX^e* (pp. 225—261): L'auteur analyse surtout la création du prosateur I. Cankar et celle des poètes I. Župančič, D. Kette et I. Murn, qui ont constitué le noyau de ce qu'on a appelé le modernisme slovène. Dirigé au début par le journaliste F. Hovekar, il a subi l'influence du positivisme français et celle du naturalisme allemand. On fait ensuite l'exposé de la contribution théorique de I. Cankar et la défense de la nouvelle orientation qui se prononçait contre toute tentative d'idéalisation de la réalité. Dans sa propre création littéraire, Cankar s'est manifesté comme un écrivain ancré dans la problématique sociale pour tout ce qui concerne la société contemporaine; on surprend le moment où sous l'influence du symbolisme français et autrichien, Cankar s'est penché vers une perspective en quelques sorte objective-idéaliste.

Dans son étude portant le titre «L'année Sadoveanu» et les problèmes du réalisme dans la littérature roumaine du début du XX^e siècle (p. 262—282), M. V. Fridman essaie de surprendre les principaux moments du réalisme dans la littérature roumaine. Partant du fait que la Roumanie a fêté en 1974, 70 ans depuis la parution des quatre premiers livres de Mihail Sadoveanu, dont trois ont reçu le prix de l'Académie en 1904 et 1906, l'auteur cite les paroles du grand historien N. Iorga, selon lequel l'année 1904 aurait été «l'année Sadoveanu». En repoussant l'opinion de quelques théoriciens des années '50, selon lesquels le courant littéraire du «sămănătorism» (ensemencement) aurait été une orientation diversionniste visant à atténuer la lutte des classes en milieu rural, l'auteur se rallie à l'opinion de certains critiques littéraires tels Al. Piru, E. Simion, D. Păcurariu, V. Râpeanu etc, selon lesquels le «sămănătorism», inspiré des idées de Iorga s'est manifesté comme la principale orientation culturelle à tendance nationale, antiosmopolite, en tant qu'un élément puissant, qui a contribué au réveil de la conscience nationale à l'époque donnée. M. V. Fridman soutient que Mihail Sadoveanu se distinguait radicalement des autres représentants du «sămănătorism» du fait qu'il s'intéressait à la population villageoise avec le désir de la changer, tandis que les autres confrères le faisait en désirant maintenir les relations patriarcales. Dans les romans qu'il écrivit pendant sa jeunesse, Mihail Sadoveanu — est-il souligné dans l'étude — n'a jamais idéalisé les boyards, ses héros sont des révoltés luttant contre les oppresseurs. M. Sadoveanu n'a pas idéalisé le village roumain mais il l'a présenté d'une manière réaliste, lui qui comprenait bien les paysans et qui «refusait de descendre» vers eux, tel que le conseillait N. Iorga, mais allait à leur rencontre poussé par le mouvement sincère de son cœur.

Les problèmes de la littérature grecque de la fin du XIX^e siècle — début du XX^e sont abordés par S. B. Ilijnskaia dans son étude *Konstantinos Kavafis. Le problème de la formation de la méthode* (p. 302—330); l'auteur passe en revue les principales orientations ayant influé sur la création de Kavafis, en faisant ressortir l'adhésion de celui-ci, en dernière instance, au réalisme. On souligne l'emploi de la langue grecque populaire, le *demotiki*, ce qui prouve une certaine attitude et une certaine compréhension du rôle de la littérature dans la société. Puisant aux données offertes par le volume posthume édité en 1968 par G. Savvidis, l'auteur essaie d'éta-

blir le chemin parcouru par Kavafis vers la méthode réaliste, chemin qui l'a conduit à travers le labyrinthe du parnassiannisme, du symbolisme et du romantisme.

Outre les études que nous venons de mentionner, le livre comprend aussi des articles qui se réfèrent aux autres littératures slaves, à savoir : V. V. Vitt, *La prose polonaise à la fin du XIX^e — début du XX^e siècle ; sur la typologie de réalisme* ; O. P. Lapatuhina, *Sur le problème du naturalisme dans la littérature polonaise (le naturalisme et Reymont)* ; N. A. Bogomolova, *Du rêve à la réalité. La poésie de L. Staff pendant la deuxième décennie du XX^e s.)* ; L. N. Budagova, *La révolte de la génération des années '90 et la poésie de J. Machar, O. Březina, A. Sova* ; A. P. Solovieva, *La poétique des «Chants silésiens» de P. Bezruč* ; I. A. Bogdanova, *Le chemin parcouru par la littérature slovaque vers la méthode réaliste.*

Ce recueil d'études où l'analyse pertinente s'allie aux vues d'ensemble — parfois restreintes par l'absence d'une perspective comparatiste plus accentuée — s'avère très utile aux chercheurs et à tous ceux qui voudraient mieux connaître le réalisme européen.

Anca Irina Ionescu

SUB SEMNUL PRIETENIEI FRĂȚEȘTI ROMÂNNO-BULGARE (Sous le signe de l'amitié fraternelle roumano-bulgare). Bucarest, Ed. Politică, 1977, 296 p.

SUB SEMNUL PRIETENIEI FRĂȚEȘTI ROMÂNNO-IUGOSLAVE (Sous le signe de l'amitié fraternelle roumano-yougoslave). Bucarest, Ed. Politică, 1977, 302 p.

Paru au courant de cette année même, l'ouvrage *Sub semnul prieteniei frățești româno-bulgare* est le recueil des documents officiels et des coupures de presse publiés en Roumanie à la suite des entretiens au sommet des deux chefs d'Etat, Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du Parti Communiste Roumain et président de la République Socialiste de Roumanie et Todor Jivkov, premier secrétaire du Comité central du Parti Communiste Bulgare et président du Conseil d'Etat de la République Populaire de Bulgarie, lors de leurs différentes rencontres pendant la période comprise entre le 11 mai 1974 et le 10 décembre 1976. L'édition de ce volume coïncide avec le centenaire de deux grands événements historiques, à savoir : l'indépendance de la Roumanie et la libération de sous la domination ottomane de la Bulgarie. Une amitié pluriséculaire, consolidée par tout un passé de lutte commune contre l'oppression étrangère, trouve expression dans les nouveaux rapports établis par le processus d'édification de la société socialiste. Devenues traditionnelles, les rencontres au sommet roumano-bulgares devaient donner une forte impulsion au développement un de des rapports bilatéraux des pays respectifs, en posant les bases d'une collaboration soutenue, de longue durée et témoignant hautement des liens fraternels entre les peuples roumain et bulgare, entre les partis communistes des deux pays. En formulant sa satisfaction quant au rôle particulier de ces rencontres amicales au sein des relations roumano-bulgares, le président Nicolae Ceaușescu affirmait : « Je voudrais exprimer ma certitude que nos rencontres, les sujets de collaboration entre nos partis et nos peuples vont fournir un apport à la mise en œuvre avec succès des décisions de nos partis, vont contribuer à l'épanouissement de la collaboration avec les autres pays socialistes, au profit de la cause du socialisme, de la paix et de la coopération internationale » (p. 183). Présentés dans leur ordre chronologique de manière à offrir un tout unitaire et précédés d'une ébauche succincte mais étoffée de la situation géographique, économique et historique de la Bulgarie, ces documents offrent une image complète de la collaboration bilatérale sur plans multiples réalisée par deux pays appartenant au même système social. Pour illustrer cette collaboration, le volume fait une ample mention des accords technico-scientifiques et culturels conclus au cours de la période concernée, accords parmi lesquels une toute première place revient à ceux du 20 juin 1975 (p. 113—115). Grâce à ces documents, des possibilités ont été créées pour l'élargissement de la coopération dans le domaine des formes supérieures de production, ainsi qu'un système réciproquement avantageux pour l'économie des deux pays. Ces possibilités se sont concrétisées dans l'accord relatif à l'ensemble hydro-technique de Turnu Măgurele-Nicopolis (« un nouveau pont de l'amitié » — comme il a été caractérisé) ou encore dans la convention concernant l'Entreprise commune de machines et outillages lourds de Giurgiu-Roussé, objectif économique d'importance majeure dont la construction a été inaugurée le 10 décembre 1976 en présence des deux chefs d'Etat (p. 227—256). À cette occasion, les deux chefs d'Etat ont précisé dans leurs allocutions que la nouvelle forme de collaboration bilatérale avancée, se traduisant par la coopération directe dans le domaine industriel, est appelée à représenter environ 25% du total des relations économiques roumano-bulgares prévues pour l'actuel quinquennat.

En ce qui concerne leur politique étrangère, les deux parties ont affirmé chaque fois la ferme volonté d'agir en vue de l'épanouissement incessant de l'amitié et de la collaboration avec tous les pays socialistes, auxquels la Roumanie et la Bulgarie sont attachées par l'objectif commun de l'édification du socialisme et du communisme, de l'instauration des rapports d'un nouveau type entre les États, rapports fondés sur le principe de la non-immixtion dans les affaires intérieures de chaque pays et de l'avantage mutuel, afin de transformer les Balkans en une zone de la paix et de la coopération. Telles étant les choses, on peut considérer les rapports roumano-bulgares d'amitié et de bon voisinage comme un véritable modèle de collaboration, d'estime et de respect mutuel entre deux pays.

★

Réalisé sur le modèle du précédent ouvrage, ce volume reprend dans ses pages la série intégrale des documents officiels, ainsi que des reportages de l'Agence roumaine «Agerpres» et des articles de l'organe officiel roumain, «*Seinteia*», suscités par les rencontres des deux chefs d'Etat, Nicolae Ceaușescu, le secrétaire général du Parti Communiste Roumain, président de la République Socialiste de Roumanie, et Josip Broz Tito, président de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie et président de la Ligue des Communistes de Yougoslavie. Il s'agit des rencontres organisées dans l'intervalle 15 juillet 1973 — 11 septembre 1976.

Le rude combat mené à travers les siècles par le peuple roumain, autant que par les peuples yougoslaves pour la sauvegarde de leur liberté et de leur souveraineté devait faire naître des liens de solide amitié, consolidés par le besoin commun de faire face aux vicissitudes des temps. L'histoire contemporaine continua, et elle ne cessera de continuer sous l'impulsion des nouvelles coordonnées de la société socialiste, l'épanouissement de ces liens traditionnels par la pratique des dialogues au sommet, si riches en résultats et marquant autant de pages éloquentes du développement des relations bilatérales, qui jalonnent l'évolution ascendante des rapports roumano-yougoslaves. Notons, à ce propos, la remarque du président roumain, Nicolae Ceaușescu : «Il me faut mentionner que pour le développement d'une collaboration de plus en plus fructueuse entre nos partis et nos peuples, le rôle important a été toujours tenu par les rencontres et les entretiens avec le camarade Tito, par l'entente à laquelle nous avons abouti chaque fois — en vue d'étendre nos relations à tous les domaines d'activité» (p. 183). Ainsi que les différentes allocutions des deux chefs d'Etat l'ont souligné, le trait caractéristique des relations roumano-yougoslaves réside dans leur établissement sur la parfaite égalité des droits, sur le respect mutuel de ce qu'il y a de spécifique dans les voies adoptées par chacun des deux pays pour l'édification du socialisme, sur le principe de l'avantage réciproque. Ces principes se sont concrétisés dans l'ampleur sans précédent de la coopération dans le domaine économique. Dans l'intervalle des années 1971 — 1975, le volume des échanges économiques bilatéraux a augmenté 3,7 fois, avec de réelles perspectives pour que ce volume monte jusqu'en 1980 à environ un milliard de dollars. L'accord à long terme concernant la collaboration économique, technique et scientifique signé le 11 juillet 1974 (p. 110—111), de même que celui relatif au développement de la collaboration en vue de l'utilisation du potentiel hydro-énergétique du Danube (p. 185—187) sont des documents qui ont élevé à un échelon supérieur la collaboration des deux pays. Par ailleurs, les entretiens des deux chefs d'Etat ont également mis en lumière les positions constructives de la Roumanie et de la Yougoslavie face aux problèmes complexes du monde contemporain. L'un et l'autre de ces pays ont milité activement pour la réussite de la Conférence générale européenne de Helsinki, soulignant le rôle de cette rencontre internationale pour l'instauration d'un climat de paix et de collaboration dans notre continent. Dans cet ordre d'idées, les deux pays ont affirmé à chaque occasion leur attachement à une politique faite pour promouvoir les rapports d'étroite coopération et de bon voisinage dans les Balkans, pour la transformation de cette région en une contrée de la paix, sans armement nucléaire. C'est dans ce même esprit que l'on a abordé les autres desiderata majeurs, à savoir le désarmement général — le désarmement nucléaire en tout premier lieu —, la liquidation du colonialisme et du néo-colonialisme, le concours fourni aux mouvements de libération nationale, l'impératif de rendre de plus en plus efficace le rôle de l'O.N.U. dans la vie internationale, ainsi que le rôle des pays petits et moyens pour l'instauration à l'échelle mondiale du nouvel ordre international, d'un nouveau climat de paix et de sécurité.

S'inscrivant dans la collection des recueils de textes relatifs à la politique étrangère de la Roumanie, imprimés par les Éditions Politiques, ces deux ouvrages soulignent les larges perspectives ouvertes aux relations bilatérales roumano-bulgares et roumano-yougoslaves grâce aux rencontres au sommet du président Nicolae Ceaușescu avec les chefs d'Etat de ces pays. Ces jalons de l'histoire contemporaine posés par la Roumanie socialiste s'avèrent d'une portée toute particulière pour la promotion des relations internationales d'un nouveau type.

Ștefan Vilcu

LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBÉRATION NATIONALE DU PEUPLE ALBANAIS.
DOCUMENTS PRINCIPAUX (1941—1944), Tirana, Editions « 8 Nëntori », 1975, 558 p.

Le volume réunit les plus importants documents du Parti Communiste d'Albanie (actuellement le Parti du Travail d'Albanie), des organes supérieurs du Pouvoir Révolutionnaire de Libération Nationale ainsi que de l'Etat Major Général de l'Armée de Libération Nationale, qui reflètent clairement la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais, depuis le moment de la constitution du Parti Communiste (novembre 1941) jusqu'à la libération du pays de l'occupation étrangère (28 novembre 1944). La lecture des documents réunis dans le volume offre une image d'ensemble de la lutte du peuple albanais, dirigé par le Parti Communiste d'Albanie, contre les occupants étrangers et les collaborationnistes, de même que les efforts du parti communiste de résoudre les problèmes fondamentaux de la lutte de libération nationale et de la révolution populaire, principalement de la création de l'Etat de démocratie populaire.

Les 157 documents réunis dans le volume sont tirés d'autres recueils, notamment : *Documents principaux du Parti du Travail d'Albanie*, deuxième édition, tome I, 1941—1948, Tirana, 1971 ; *Documents des Organes supérieurs du Pouvoir Révolutionnaire de Libération Nationale (1942—1944)*, Tirana, 1962 ; *Documents de l'Etat-Major Général et du Haut Commandement de l'Armée de Libération Nationale Albanaise* (5 juillet 1943—10 juillet 1945), tomes I—II, Tirana, 1965.

La première partie du volume (p. 9—120) réunit 10 documents qui reflètent la tactique et la stratégie du Parti Communiste d'Albanie, depuis le moment de la création du Parti jusqu'au mois de décembre 1944, au feu de la lutte antifasciste de libération nationale qui a contribué, en même temps, à jeter les bases du régime de démocratie populaire, par l'organisation de l'Armée de Libération Nationale et du nouvel Etat de démocratie populaire. On y présente également les préoccupations du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie visant à assurer et à renforcer l'unité du parti, sa base de masse.

Du 8 au 14 novembre 1941 à Tirana se sont réunis les groupes communistes qui ont fondé le Parti Communiste d'Albanie et élu un Comité Central provisoire, composé de 7 membres, ayant à leur tête Enver Hodja. Dans le même temps fut adoptée une résolution (p. 11—29) où l'on analysait la situation internationale et interne, le mouvement ouvrier et communiste du pays et l'on définissait les bases idéologiques et organisationnelles du Parti Communiste d'Albanie, étant formulés la tactique révolutionnaire et le programme minimal du parti.

Après le Congrès de constitution du P.C.A., le Comité Central adressa un appel au peuple albanais (p. 30—35) où, après la présentation de la situation qui s'était créée dans le pays par suite de l'invasion étrangère, on soulignait : « face à une telle situation, nous ne saurions demeurer les bras croisés. C'est pourquoi, nous faisons appel à tous les Albanais honnêtes qui aiment vraiment l'Albanie, à joindre leurs forces pour les mettre au service de notre lutte de libération nationale. La lutte est la seule attitude à adopter contre l'occupant. Chaque fils du peuple de ce pays doit être un soldat de la lutte de libération nationale » (p. 33). En vue d'organiser la lutte antifasciste, le Comité Central du P.C.A. élabora en mars 1942 les directives concernant les actions et la lutte armée contre les occupants et les traîtres (p. 36—43).

En dépit de la guerre, le C.C. du P.C.A. initia une série de réunions du parti : la première conférence consultative des cadres actifs du P.C.A. (8—10 avril 1942, p. 44—60) ; la conférence extraordinaire du P.C.A. de juin 1942 (p. 66—74) et la dernière conférence nationale du P.C.A. de mars 1943 (p. 75—106), à l'occasion desquelles furent débattus des problèmes concernant la vie du parti et la ligne politico-militaire interne.

Etroitement lié à la solution des tâches posées par l'étape historique, le P.C.A. a initié des mesures visant à la création d'un large front de toutes les forces démocratiques du pays ainsi qu'à la constitution des embryons des organes d'Etat de type nouveau. Ainsi, dès le mois de juin 1942 furent adoptées les Directives du Comité Central du Parti Communiste d'Albanie concernant la création du Front de Libération Nationale, la formation des conseils de libération nationale, l'organisation de la guérilla et des unités de partisans (p. 61—65) pour que le 10 avril 1943 soit adoptée la décision de constitution de l'Armée de Libération Nationale (p. 113—115).

Un dernier document inclut dans la première partie du volume porte sur les Instructions du C.C. du P.C.A. relatives à la création des commissions chargées de découvrir les criminels de guerre, des commissions d'assistance sociale, des commissions pour l'estimation des profits de guerre des commerçants ainsi qu'aux attributions de ces commissions (p. 116—120), instructions adoptées le 28 décembre 1944.

Les principaux documents concernant les étapes qui ont précédé la création de l'Etat démocratique-populaire en Albanie, soit les années 1942—1944, sont présentés dans la II^e partie du volume (p. 121—229). Le 16 septembre 1942 a eu lieu à Peza une conférence, organisée

par le Parti Communiste d'Albanie qui a approuvé le programme de la lutte de libération nationale du peuple albanais, présenté par le Parti Communiste, a décidé la création des conseils de libération nationale de toute l'Albanie, en tant qu'organes de la lutte des masses populaires contre l'occupant et en tant qu'organes d'autoadministration populaire et surtout du Conseil Général de Libération Nationale composé de 8 membres, dont aussi Enver Hodja (p. 124—129).

Le Conseil Général de Libération Nationale s'est réuni le 4 juillet 1943 pour analyser la situation intérieure et internationale. Dans ce contexte, l'on a discuté et approuvé les statuts des conseils de libération nationale et décidé la création de l'Etat Major Général de l'Armée de Libération Nationale. La première réunion du nouvel organisme militaire composé de 12 membres a eu lieu le 10 juillet 1943 lorsqu'on a élu le commandant de l'Etat Major Général — Spiro Mojsik — et le commissaire politique — Enver Hodja (p. 135—142).

En septembre 1943 a eu lieu la deuxième conférence de libération nationale (p. 143—162) et lors de la capitulation de l'Italie fasciste, le Conseil Général de Libération Nationale et l'Etat Major Général ont adressé au peuple albanais un appel où il était souligné : « L'insurrection générale pour la libération de toute l'Albanie, pour prendre le pouvoir et créer une Albanie démocratique et populaire est à l'ordre du jour » (p. 163).

Le 15 avril 1944, la présidence du Conseil Général de Libération Nationale prit la décision de convoquer le premier Congrès antifasciste de libération nationale (p. 176—179), lequel se réunit le 24 mai 1944 ; celui-ci adopta une série de décisions et lança le 28 mai un appel au peuple albanais à resserrer ses rangs dans la lutte contre l'occupant (p. 188—195).

L'été 1944 a constitué pour l'Albanie aussi l'instauration du nouveau régime de démocratie populaire. Dès le 26 mai 1944, le Conseil Général Antifasciste déclara son opposition au retour du roi Zogu dans le pays, le peuple devant décider du caractère du nouveau régime après la libération du pays (p. 182—183). Quelques mois plus tard, à savoir le 22 octobre 1944, le Conseil Général prit la décision de constituer le Comité Antifasciste de Libération Nationale dans le cadre du gouvernement démocratique (p. 203—204). Les sept documents suivants représentent les premières lois adoptées par le gouvernement pour la normalisation de la vie du pays (p. 205—229).

La plupart des documents inclus dans ce recueil sélectif (les III^e et IV^e parties) ont été émis par l'Etat Major Général et le Haut Commandement de l'Armée Albanaise de Libération Nationale, reflétant la lutte armée du peuple albanais, sous la direction du Parti Communiste d'Albanie, contre les troupes italiennes et allemandes. 122 documents réunis dans les deux dernières parties du volume (p. 233—543) reflètent la lutte armée contre les occupants et les traîtres, le souci du parti communiste de créer une armée populaire autour de l'Etat Major Général. Cet organisme a élaboré une stratégie adéquate à la guerre de partisans. Dans les divers ordres et instructions adressés aux unités combattantes on souligne la nécessité d'attaquer sans interruption les troupes ennemies et les voies de communication de celles-ci. L'esprit offensif de la tactique adoptée est facile à saisir, entre autres, dans l'ordre adressé par l'Etat Major Général aux commandements des diverses régions et de la 1^{ère} brigade, le 30 juillet 1943 : «... on vous a donné l'ordre d'attaquer sans interruption et impitoyablement les troupes de l'occupant, de couper ses voies de communication, d'assaillir les convois ennemis, de sorte qu'on lui produise de grandes pertes, de le harceler et de l'obliger de capituler. N'attendez pas qu'il nous attaque. Nous devons être constamment en offensive... » (p. 234).

D'autres ordres portent sur l'organisation de l'Armée de Libération Nationale, la dotation en armement et équipement de celle-ci, la création des cadres de commande. En outre, une partie des documents font état des rapports des troupes de partisans avec les missions militaires alliées, notamment britanniques, et avec le Haut Commandement des Forces Alliées de la Méditerranée.

Ce volume constitue une illustration véridique de la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais. Les documents reflètent de manière convaincante l'ampleur de la lutte du peuple albanais contre les occupants et font ressortir le rôle dirigeant du Parti Communiste Albanais qui s'est forgé au feu de ces luttes.

Nicolae Dascălu

Notices bibliographiques

Rédigées par : ALEXANDRU DUȚU (A.D.); CĂTĂLINA VELCULESCU (C. V.)
CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU (C.P.-D.); JOHANNES IRMSCHER
— Berlin DDR (Irm.); ELENA SCĂRLĂTOIU (E.S.); H. MIHĂESCU (H.M.);
TUDOR TEOTEOI (T.T.); KLAUS STEINKE (K.S.); MIRCEA ANGHELESCU
(M.A.); PAUL MIHAIL (P.M.)

Pour l'histoire des idées sud-est européennes, le livre d'ADOLF ARMBRUSTER, *La romanité des Roumains. Histoire d'une idée*, Editura Academiei, Bucarest, 1977 (Bibliotheca Historica Romaniae, Monographies, XVII) s'avère d'un intérêt incontestable. En partant de toutes sortes de témoignages concernant l'affirmation à l'échelle internationale de la romanité orientale et en accordant une attention justifiée à l'union de la Valachie, la Transylvanie et la Moldavie sous Michel le Brave, l'auteur analyse ensuite les œuvres dans lesquelles la conscience de la romanité s'est affirmée nettement, pour présenter à la fin de son incursion la «politisation nationale de l'idée de romanité». Une riche bibliographie clôt ce beau livre publié en roumain en 1972. Très précieuses sont les références faites à l'historiographie saxonne de Transylvanie qui a avancé des thèses solidement fondées aux siècles étudiés par l'auteur. Un livre d'érudition qui évite les déclarations sans preuves à l'appui et qui sera lu par tous ceux qui désirent mieux connaître l'image que les Roumains se sont faite d'eux-mêmes à l'époque moderne; une image qui a joué un rôle de premier ordre dans les actions politiques et culturelles. «Adolf Armbruster, écrit le regretté académicien Andrei Oțetea dans la préface, a mis au service de la tâche qu'il a assumée une passion qui ne trouve son égal que dans l'esprit de méthode et la force de reconstruction qui lui ont permis de maîtriser la masse impressionnante des informations recueillies. De cette rencontre entre un grand thème et un historien de marque est né un livre destiné à faire date dans la science historique roumaine et qui, après avoir fait ses preuves en langue roumaine, est mis à présent, en version française, à la portée de tous ceux qui en Europe ou ailleurs s'intéressent à l'histoire de ce rejeton de Rome qu'est la Romanité orientale». Mentionnons l'élégance de la version française due à Cireașa Grecescu.

A. D.

Pour mieux connaître le destin et la diffusion des «livres populaires» qui ont joué un rôle insigne dans les cultures écrites sud-est européennes, il faut partir de quelques instruments de travail indispensables, notamment des répertoires et bibliographies qui puissent refléter d'une manière convaincante le trajet parcouru par ces livres à identité énigmatique. Saluons ici la parution du premier volume de la bibliographie roumaine: MIHAI MORARU, CĂTĂLINA VELCULESCU, *Bibliografia analitică a cărților populare laice*. Partea I. Editura Academiei, Bucarest, 1976. Dirigé par le pr. I. C. Chițimia, ce travail a essayé de surprendre tous les aspects: les manuscrits sont présentés avec tous les détails, et aussi avec les notes faites par les lecteurs; suivent les éditions et la bibliographie. Dans ce premier volume, on rencontre le *Roman d'Alexandre*, l'*Histoire d'Alcidalis et de Zélde*, l'*Histoire d'Ahkar le philosophe*, *Arghir et Hélène*, *Bertoldo*, l'*Erotokritos*, l'*Esopie*, *Filerot et Anthusa*. Comme on le voit, livres de prévenance et de caractère très différents; on ne pourrait les classer, selon la suggestion du pr. Chițimia, dans une catégorie un peu hétéroclite qui annoncerait quand même les belles-lettres modernes. L'homogénéité de cette catégorie de livres disparaît dès que l'historien accorde attention non seulement à la translation mais aussi à la réception sociale de ces textes, et non pas seulement à la filiation des manuscrits, mais aussi à l'outillage mental des traduc-

teurs, des adaptateurs et des copistes. L'évolution du goût et des mentalités jette une nouvelle lumière sur la structure des cultures écrites aux époques antérieures au Romantisme, que celle mise en vedette par la critique philologique.

Pour avancer dans cette direction, il faut adopter le critère suggéré par le professeur Felix Karlinger : « die Volksbücher haben einerseits einen anderen Bewußtseinsgrad als die Volksliteratur (Volkserzählung und Volkslied) und andererseits eine andere Gesetzmäßigkeit als die Kunstliteratur » — préface au volume *Berichte im Auftrag der Internationalen Arbeitsgemeinschaft für Forschung zum romanischen Volksbuch*, Seekirchen, 1974, dans lequel plusieurs contributions essaient de définir « la letteratura del volgo », « literatura tradicional portuguesa » ou les relations entre « Volksbuch » et « Trivialliteratur ». Très utile et précise la contribution d'IRMGARD LACKNER, *Volksbuch und Volksbuchforschung in Rumänien*. Deux autres volumes se sont ajoutés depuis à ce recueil, les contributions portant sur des thèmes plus restreintes : le dernier, paru toujours à Seekirchen, en 1976, sous le même titre de *Berichte*, évoque l'image de la femme dans les livres populaires. En tout cas, il faut tenir compte de cette série de contributions érudites parue par les soins du pr FELIX KARLINGER.

Comme il s'agit d'une littérature traditionnelle, il est évident qu'il faut remonter aux sources. Dans ce sens, le volume paru à Dumbarton Oaks, en 1975 : *Byzantine Books and Bookmen. A Dumbarton Oaks Colloquium* offre des données et des interprétations de premier ordre. NIGEL G. WILSON s'occupe de la production et du commerce des livres, aussi bien que des lecteurs, copistes et auteurs (*Books and Readers in Byzantium*), quoiqu'il ne passe pas outre les préjugés consacrés ; évidemment, la littérature antique a ouvert de nouvelles perspectives à la pensée, mais pour mieux connaître « la tradition », il faut, de toute évidence, lire les textes. JEAN IRIGOIN s'occupe des *Centres de copie et bibliothèques* et constate le progrès du goût pour florilèges et anthologies ; mais si la liberté des copistes s'avérait assez grande dans le cas des anthologies de textes byzantins, les œuvres de l'Antiquité restaient entourées d'un respect évident. CYRIL MANGO passe en revue les témoignages fournis par les actes des conciles œcuméniques pour refaire *The availability of books in the Byzantine Empire, A.D. 750—850*. Le dernier article est signé par KURT WEITZMANN, *The Selection of Texts for Cyclic Illustration in Byzantine Manuscripts*. Mais l'étude qui est directement liée au thème que nous poursuivons ici est celle de HANS-GEORG BECK, *Der Leserkreis der byzantinischen « Volksliteratur » im Licht der handschriftlichen Überlieferung*. Les constatations du professeur allemand sont instructives et elles nous font avancer dans la direction ouverte par les remarques du pr Jean Irigoïn : « Da, wo es sich eindeutig um gelehrte Literatur handelt, etwa bei den Werken eines Photios oder bei den Historikern und Philologen, arbeiten die Kopisten mit ähnlicher Sorgfalt wie bei den Klassikern der antiken griechischen Literatur. Sie respektieren den Text, der ihnen vorliegt, soweit sie dazu imstande sind. Der gute Wille lässt sich jedenfalls nicht bestreiten, wenn die Kopisten aber an der Literatur, die man mit einigem Recht a priori als Volksliteratur bezeichnen kann, ausser der Bezahlung ihrer Arbeitsstunden überhaupt noch Interessen verraten, dann eher am Inhalt, an einer unterhaltsamen Lektüre, als an einer einwandfreien Textform, an Grammatik und Stilistik, an Glanzlichtern oder raffinierten klassischen Anspielungen. Es gibt für sie kein copyright... Zusammenfassend lässt sich zunächst wohl sagen, dass die Fahrlässigkeit der Überlieferung hypothetisch als ein Kriterium der Unterscheidung, zwischen volkstümlicher Literatur und Literatur für die Gebildeten — der Ausdruck sei hier ganz global verwendet — unterstellt werden kann » (p. 48, 50).

Dans la culture roumaine des XVII^e—XVIII^e siècles, une nette séparation de la littérature destinée aux gens sans instruction de la littérature goûtée par les gens de lettres se laisse difficilement saisir, car dans la société roumaine une culture cléricale et une culture aristocratique ne s'étaient pas détachées de la culture populaire. Il s'agit, bien entendu, du clivage entre niveaux culturels, et non pas de la distinction qu'il faut faire entre les lectures de Miron Costin, par exemple, et d'un prêtre de village. S'il n'y a pas eu un clivage, alors on peut parler du caractère homogène de la culture roumaine jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. A la suite de la mutation provoquée par le Romantisme dans le schéma traditionnel de la pensée, l'imaginaire a occupé une place privilégiée dans la culture. « Les livres populaires » ont reçu l'identité que nous connaissons comme une conséquence des interprétations romantiques, prêtes à découvrir partout la présence du génie créateur et de la fantaisie ; les romantiques ont considéré ces livres des produits de l'imagination pure et ont confondu la littérature populaire avec la littérature pour le peuple. Ces livres qui s'étaient transformés au long des siècles de « l'histoire immobile », enregistrant tout le temps des données de la réalité en mouvement, ne se sont plus adaptés au rythme très vif de l'existence moderne. Au Moyen Age, « les livres populaires » avaient été goûtés par tous les hommes, dans tous les milieux, et avaient formulé des solutions aux questions posées par la vie, en partant du « moment-vérité », toujours actuel grâce aux activités d'une pensée unifiante qui faisait appel à l'art de la mémoire. Pendant la

période humaniste, entre la Renaissance et les Lumières, on a commencé à regarder ces livres comme appartenant à un même groupe, surtout du moment où la pensée distinctive s'est orientée vers le monde sensible, en organisant les données à l'aide de l'art de la classification. A l'époque de la grande mutation romantique, tous les livres qui avaient été refoulés dans un même groupe ont reçu une identité commune. Il nous semble, donc, que pour reconstituer la destinée des « livres populaires » et les relations littéraires favorisées par eux, il faudrait mesurer l'impact de la mutation romantique sur cette catégorie de livres et les transformations subies par les structures mentales au début de l'âge industriel. Mais le phénomène troublant des « livres populaires » exige de nouvelles approches, fondées sur des instruments de travail qui nous redonnent les trajets de ces livres dans les sociétés d'antan, aussi bien que sur une perspective plus profonde, telle qu'elle nous est restituée par les recherches dans l'histoire de la civilisation byzantine.

A. D.

Book subscription lists contain data on which those engaged in the study of the social-cultural history of different peoples have been focussing their ever increasing attention.

In working out a well-documented monograph on the Greek printing office and publishing house "Glikis" of Venice, Georg Veloudis¹ has investigated, among other financing methods, the subscription way, assessing its specific merit. The Glikis publishing house, specialized in the publication of popular books (Volksbuchausgaben) and "functional" church books, seldom appealed to subscribers: It issued only 12 (at most 15) books out of the 1190 book titles.

Nevertheless, from the lists that have been preserved one can gather useful information on the dissemination of Greek culture throughout a wide area, both in Greece and in the great cultural centres of the diaspora, in Venice, Munich, Vienna, Moscow, etc.²

And it was also from the lists of subscribers to certain Greek books that Manyo Stoyanov³ gathered important information on the participation of numerous Bulgarians from Plovdiv and neighbouring places in the cultural life of the 19th century's early years.⁴ As they could not afford to have books printed in their national language until rather late — due to adverse historical developments — the Bulgarians supported the publication of Greek books, as a prelude to their own cultural revival.

The importance and necessity of a thorough investigation of subscribers lists, studying not only each Balkan nation's publications separately but considering also their interdependent relationships, is obvious.

We think we have found a model of exhaustive survey of book subscription lists in a recent British work, which has enlisted on a nation-wide scale the aid of all specialists interested in this problem, resorting to modern means of investigation.

The University of Newcastle upon Tyne has launched a Historical Bibliography Project (PHIBB). Within the framework of this project an *Author Union Catalogue* and a *Unified Bibliographical Dictionary* are to be worked out by 1979 using the University computer Laboratory.

¹ Georg Veloudis, *Das griechische Druck- und Verlagshaus "Glikis" in Venedig (1670—1854)*, Wiesbaden, 1974. The work was briefly reviewed by Alexandru Dușu in RESEE, XIII, 1975, p. 635.

² We were rather astonished to find in G. Veloudis' book — on page 41 — the name of Ienăcliță Văcărescu, the well known poet and intellectual, entered, without any special mention, on a list of book editors and proof-readers. Indeed in 1771 (when the Romanian boyar resided in Brașov as a refugee) was issued: „ΑΚΟΛΟΥΘΙΑ... Νυν δὲ τυπωθεῖσα σπουδῇ καὶ ἐπιμελείᾳ τοῦ τιμιωτάτου καὶ Ἐὐγενεστάτου ἀρχοντος ἐξ Βλαχίας Κυρίου Ἰωάννου Βαχαρεσχοῦλου μεγάλου Βεσιτάρη..."

³ Manyo Stoyanov, *Gemeinsame Kulturelle Zusammenarbeit zwischen Bulgaren und Griechen in Plovdiv während der ersten Hälfte des XIX Jahrhunderts*, Cyrillomethodianum, III, p. 139—148, Thessaloniki, 1975.

⁴ We think it is worth pointing out these subscription lists to Romanian researchers, seeing that besides Greek and Bulgarian subscribers, they may contain also names of Romanians from those lands lying south of the Danube.

As early as 1972 researchers started studying the lists of subscribers to books published in Britain or in other parts of the world if they are relevant to English culture. P. J. Wallis, Reader in Historical Bibliography at the School of Education, The University of Newcastle upon Tyne (Director of this Project) and Dr. F. J. G. Robinson, Senior Research Associate in the same department (Executant of the Project) asked all those engaged in similar pursuits to collaborate.

From 1972 to December 1975 more than 80 contributions (articles, papers, books) containing the partial results achieved in this field of activity were issued. One of these articles: *Book Subscription Lists* (a revised version of a paper read before the Bibliographical Society in 1972) was published by P. J. Wallis in "The Library", 1974, No 3, p. 255-286. In this preliminary survey, partly intended to provide the background to the Project, the author groups his matter into four parts, viz.: A. Description of lists of subscribers; B. Enumeration of fields where information gathered might be used; C. Relationships with existing bibliographies or bibliographies to be published; D. Different stages (of the Project) in turning to account these lists. Four appendices are added to the paper: 1. Some eighteenth-century books with more than a thousand subscribers; 2. Multiple subscribers to Bell's 1773-4 edition of Shakespeare's plays; 3. Subscription by Newton, Folkes, Rawlinson, and Sloane; 4. Details of lists referred to by indicator.

P. J. Wallis proposes a *minute description of the lists of subscribers* each detail offering interesting suggestions for the study of an epoch. Indeed besides the name the lists sometimes supply information about the social position, occupation and address of the subscribers. There is often an indication of the number of copies subscribed. When such information lacks it has to be sought elsewhere.

The common arrangement of names is alphabetical (though not always strictly observed), topographical (by provinces or places), social (the names of members of nobility are put first) but there are examples in which the names are at random. The location of the lists appended to various books vary; some of them are hand-corrected and sometimes they are not even bound in the book.

Books with a number of subscribers below 100 have been published in England but on the other hand books with almost 12000 subscribers have been issued.

Sometimes special announcements indicated that the book would only be issued when the number of subscribers reached a definite total.

While some buyers were eager to see their name printed, others insisted that their names should not be inserted in the list. And some others simply wanted the book being quite indifferent to the entry or omission of their name. Sometimes subscriptions were carried on while the book was in the press.

There are also buyers who subscribe for more than one copy, for various reasons. Particular attention should be paid to the behaviour of booksellers (professional or occasional) towards authors seeking subscribers.

Information gathered from the study of lists of subscribers can be used by historians of book trade or by those who study the cultural relations with other countries. Numerous sociological analyses based on the profession of subscribers and on their preference for certain writings can be conducted.

Such research has shown that there is a popular tradition in Mathematics and Science and the history of these disciplines is not a mere selection of biographies of great personalities. History of education, religion, geography and of local cultural centres assumes a new shape. The lists supply new details to biographies of men of culture, enabling to characterize them when other sources are rather scant.

In order to discover books with subscription lists it is necessary to consult a wide number of bibliographies and library and bookshop catalogues but unfortunately the existence of subscription lists is not always mentioned. Bibliographies that are being edited now should provide thorough information in this regard. The study of a subscription list may help to fix the place and date of issue of a book, which are not always those printed on the cover.

The Book Subscription Lists Project includes several working stages. The first stage of the project was to trace the extant lists with British subscribers, whatever language was used or wherever the book was published. Over the 1617-1974 span more than 4000 books with subscription lists have been identified, the number of names amounting to more than one million. Out of these only 100,000 are likely to be different individuals.

These books are to be classified using different criteria; a catalogue will supply succinct information on each of them; a general list of all subscribers will be established. The editing of such a wealth of information can be achieved only using a computer, the main computing problem being the transferring of information from the lists into the computer.

It is worth mentioning that at least for the 18th century no other historical source offers such a wide picture of the book purchasers' situation.

In the first stage of Book Subscription Lists Project — tracing books with subscription lists — a *Preliminary Guide* was issued by F. J. G. Robinson and P. J. Wallis in 1972. In 1975 the same authors published *Book Subscription Lists. A Revised Guide* (Newcastle upon Tyne), 135 p., which includes the titles and description of the 4500 writings identified so far (issued in the 1617—1974 period).

For the volumes issued before 1761 a more complete description has been supplied (including full imprint from the title page or colophon, format, abbreviated Dewey number, prices). The number of subscribers, of lists and books has also been established. This Revised Guide provides three highly important indices, viz. : of authors, of provincial imprint and for the period previous to 1761 an index of publishers, printers and booksellers.

All the data are to be processed by computer using the filed records. One must add that the very content of the books offers a wealth of valuable data to researchers in various branches of the History of English Culture and working suggestions to those who study the process of publication of books based on subscription in the history of other literatures.*

C. V.

KLAUS HENNING SCHROEDER, *FRANZÖSISCH — SPRACHIGE BERICHTE ÜBER RUMÄNIEN UM 1850, «ÖSTERREICHISCHE OSTHEFTE» (ÖSTERREICHISCHES OST-UND SÜDOSTEUROPA-INSTITUT), XIX, 1977, p. 12—20*

L'auteur rassemble sous ce titre quelques œuvres imprimées en français vers l'année 1850, concernant les Principautés Danubiennes, fréquemment appelées en ces temps là « La Roumanie ».

Les textes ont un intérêt littéraire grâce à leur valeur pamphlétaire et à la circulation européenne de quelques épisodes d'histoire roumaine, transformées au cours des siècles en véritables motifs littéraires.

Les titres compris (on pouvait en citer encore d'autres) sont assez connus, à moins quelques exceptions, et utilisés par les spécialistes roumains. Pourtant, le groupage est éloquent pour l'intérêt qu'a réveillé à Paris le destin des Principautés Roumaines pendant la révolution de 1848, ainsi que plus tard, durant la guerre de Crimée.

En manœuvrant un matériel hétérogène, inspiré par des inclinations personnelles ou par des intérêts politiques des plus contradictoires, l'auteur de l'article a la possibilité d'évidencier et de souligner les idées fondamentales : la tendance vers l'indépendance dans la politique extérieure et la nécessité de profondes changements sociales à l'intérieur.

C. V.

FILIPPOS ILIOU, *Βιβλία με συνδρομητές I. Τα χρόνια του Διαφωτισμού (1749—1821)*, dans «Ο Έρασιστής», 12, 1975, p. 101—179.

Ce n'est pas pour la première fois que Ph. Iliou nous entretient des livres imprimés à l'aide de souscripteurs. Plus de dix ans se sont écoulés depuis sa communication au I^{er} Congrès International des Études Balkaniques de Sofia, qui nous attirait l'attention sur cette question en termes convaincants.

En effet, en dépit des apparences, il ne s'agit pas là uniquement d'une étude bibliographique, mais aussi d'une enquête sociologique sur ce « mécénat collectif » qui assurait l'im-

* P. J. Wallis was as kind as to provide these works in May 1976 when he read the article of C. Velculescu and V. G. Velculescu : *Livres roumains à listes de souscripteurs*, in RESEE, XII 1974, No 2, p. 205—220. We must add that other two parts of the same article have been published since : "Synthesis", 1975, No 2, p. 85—96 ; RESEE, XIII, 1975, No 4, p. 539—548.

pression des livres grecs, aux XVIII^e et XIX^e siècles et de l'application des méthodes quantitatives que cette source rend possible. Grâce aux listes de prénumérants (« συνδρομητές ») qui indiquent les noms des lecteurs, l'endroit où ils se trouvent, le pays d'origine, leur profession et le nombre d'exemplaires qu'ils commandent, ces « syndromites » deviennent pour nous un public de lecteurs connus, donc un excellent document de sociologie culturelle. C'est un sondage des préférences et même du niveau culturel du monde grec « aux années des Lumières », nous donnant — comme le remarque l'auteur — d'une part le tableau général de l'intérêt éveillé par le livre grec et, d'autre part, l'attitude des différentes classes et catégories sociales envers ce dernier. Evidemment, il s'en détache aussi la possibilité d'apprécier avec quelque précision l'apport des différents groupes sociaux à la diffusion et à la lecture des imprimés. Nous avons également devant les yeux ce qui fut l'une des armes les plus efficaces de la lutte pour la liberté et les Lumières. A partir de 1800, ces chiffres élevés exprimant le grand nombre des livres imprimés, ainsi que celui des « syndromites » et des exemplaires commandés, deviennent représentatifs pour l'ensemble du public des lecteurs. En termes d'histoire quantitative, cette source cesse « d'être un simple témoignage, pour devenir l'indice objectif d'un phénomène, historique ». Aussi l'auteur invite-t-il le chercheur de l'histoire spirituelle grecque d'abandonner le domaine de la recherche descriptive ou événementielle, auquel le contraint le manque de sources constituées en « séries » et d'éviter également l'histoire anecdotique, trop solidement ancrée dans la tradition.

Nous tenons à remarquer que dans cette géographie du livre grec au temps des Lumières — qu'une excellente carte rend admirablement — la place des « prénumérants » roumains et grecs des Principautés est des plus importantes. Les capitales roumaines — Bucarest et Jassy — sont représentées, ensemble, par 4028 « prénumérants », payant 7343 exemplaires, ce qui signifie que les pays roumains ont rivalisé dans ce domaine avec les centres les plus productifs du livre grec, Vicne (2437 prénumérants et 7495 exemplaires) et Constantinople (2964 prénum. et 5971 exempl.). Citons, parmi les auteurs et les traducteurs les plus recherchés par les lecteurs des Principautés : Etienne Kommitas, Néofit Doukas, Basile Papa Eftimiou, C. Vardalachos, M. Partzoula, Anthime Gazis, Michel Perdicaris, Theoklitis Farmakidis, Démètre Govdelas, Dionisios Pothinos, K. M. Koumas, Athanase Stagyrites et G. Ghennadios. Quant aux catégories sociales représentées par ces lecteurs, elles reflètent l'accès progressif à la culture des commerçants, la présence massive des professeurs et des médecins (des « iatrophilosophes » aussi), mais surtout celle des hauts dignitaires, des boyards et des grands prélats, qui gardent encore (nous sommes avant 1821) une position dominante dans la vie intellectuelle.

Nous espérons voir prochainement la seconde partie de cette intéressante étude que nous considérons aussi un instrument de travail indispensable pour l'histoire culturelle.

C. P. — D.

NIKOS G. SVORONOS, 'Επισκόπηση τῆς νεοελληνικῆς ἱστορίας, Μετάφραση ΑΙΚΑΤΕΡΙΝΙ ΑΣΔΡΑΗΑ, Βιβλ. *Spyros I. Asdrahas*. Athènes, Ed. «THEMELIO», II^e édition, 1976, 338 p.

Cette vue d'ensemble de l'histoire néo-grecque — dont nous connaissons la première édition française — a moins pour but, ainsi que le déclare son auteur, d'ajouter encore une monographie à celles qui existent déjà dans l'historiographie grecque, que surtout d'offrir — ne fût-ce que de manière provisoire — une sorte de bilan des problèmes qu'elle pose.

Appliquant, comme toujours, les principes de la pensée marxiste, N. Svoronos s'attache à retrouver des structures, à découvrir les facteurs déterminants de l'évolution historique néo-grecque, à en établir la fonction et la hiérarchie. Il procède à cette enquête en partant du présent et avec un permanent souci des réalités contemporaines, condition indispensable — déclare-t-il — pour un historien qui n'oublie pas son devoir de citoyen, ayant toujours en vue l'importance de l'histoire en tant que prémisses de « tout programmatisme politique sérieux ». Un intéressant Avant-propos de cette édition grecque nous fait part des principales questions qui préoccupent l'auteur tout au long du livre.

Il est évident que l'auteur s'est penché surtout sur les questions économiques et sociales, sur la composition des classes sociales et leur attitude dans les luttes nationales, ainsi que sur leurs limites. Une intéressante analyse de la bourgeoisie néo-grecque, adonnée au commerce et à la banque et de son caractère à demi urbanisé et dépendant des puissantes colonies grecques d'Europe, nous montre aussi le rôle qu'elle joua en tant que première classe bourgeoise des Balkans. Dans une étude plus poussée, ce dernier point gagnerait à être développé et

même nuancé, en tenant compte des progrès rapides des Roumains et des Bulgares dans cette voie.

L'initiative de la bourgeoisie dans les principales étapes de la politique grecque, les causes d'une apparition tardive des partis socialisants et des premiers mouvements politiques autonomes de la classe ouvrière, le rôle de l'armée et des mouvements militaires, sont les aspects essentiels de cette question complexe qu'est la composition sociale du peuple grec.

Enfin, un dernier problème sur lequel nous attire l'attention N. Svoronos, est la difficulté d'élucider les lignes confuses de la vie spirituelle du peuple grec, dans les conditions de l'héritage classique et byzantin et de la tradition orthodoxe. C'est l'un des buts de ce livre que d'en détacher les lignes essentielles, en analysant les efforts de l'intelligentsia grecque pour définir les éléments qui forment la civilisation néo-hellénique dans le cadre de la spiritualité européenne.

Mais l'auteur garde aussi le contact avec un exposé de l'histoire pragmatique, à partir de 1821 surtout, jusqu'à nos jours, en marquant les grandes étapes de la vie du peuple grec : L'Etat libre grec, le développement de l'Hellade moderne, l'Etat grec contemporain. Les sous-titres nous indiquent l'optique de l'analyse politique. Ainsi, le chapitre « L'Etat libre grec (1833—1856) » a une première partie traitant de la monarchie absolue (1833—1843), avec ses aspects de politique intérieure et extérieure et une seconde partie concernant l'apparition de la monarchie constitutionnelle (1843—1856). Le chapitre intitulé « Le développement de l'Hellade moderne » est divisé de la même manière, une première partie traitant des transformations de la société néo-hellénique (1856—1875) sur le plan socio-économique, des nouvelles orientations spirituelles, du mouvement libéral et de la révolution de 1862, une seconde partie étant consacrée à la *Victoire de la bourgeoisie*.

Le texte de N. Svoronos trouve un complément précieux dans le guide bibliographique, rédigé par Spyros Asdrachas, qui représente presque la moitié du livre. Procédant à un choix sélectif des plus judicieux, l'auteur du guide indique d'abord les sources principales (archives et sources archivistiques, relations de voyageurs, bibliographies), en signalant ensuite les ouvrages fondamentaux de chaque domaine, tant pour la géographie, que pour l'ethnographie, l'histoire locale et la démographie.

En tenant compte des grandes étapes de l'histoire néo-hellénique, Sp. Asdrachas a groupé les ouvrages concernant la Francocratie, la Turcocratie, la Vénétocratie, pour passer ensuite aux moments et aux courants décisifs de la libération du peuple grec, c'est-à-dire l'Hétairie amicale, la révolution (1821—1832) et le philhellénisme, ensuite l'histoire de l'Etat grec moderne, envisagée par périodes également. Mais là aussi l'efficacité de ce guide se fait voir, car il ne s'agit pas de simples compartiments chronologiques, des indications thématiques groupant les informations bibliographiques par problèmes. C'est ainsi que nous trouverons tous les ouvrages ayant trait à la Question Crétoise, au problème macédonien, aux guerres balkaniques, à la première et à la seconde guerre mondiale, à la Guerre civile de 1946—1949, à la Démocratie militaire (1967—1974), à la question chypriote ou aux partis politiques. Deux grands compartiments de cette bibliographie ont pour objet l'histoire économique de l'Etat grec, sa culture et son enseignement. Nous avons là une mise à jour de la bibliographie de l'histoire néo-hellénique des plus utiles, puisqu'elle cite aussi les parutions les plus récentes (1976), tant pour les ouvrages grecs que pour ceux dus à des néo-hellénistes étrangers.

C. P. — D.

DAVID COHEN, *Des relations commerciales entre les Principautés Roumaines et les terres bulgares au cours des années 40—70 du XIX^e siècle*, dans « Bulgarian Historical Review », 1974, 3, p. 70—93 ; David Cohen, *La circulation monétaire entre les Principautés Roumaines et les terres bulgares (1840—1878)*, dans « Bulgarian Historical Review », 1976, 2, p. 55—71*

Vivement intéressé par les relations économiques entre les terres bulgares et roumaines durant les quatre décennies qui ont précédé la libération de la Bulgarie, D. Cohen se propose de les analyser, en considérant aussi que cet aspect de l'activité des émigrants roumains a été

* V. aussi une troisième étude du chercheur bulgare, intitulée *Банкерската дейност на къщата «Евлоги и Христо Георгиеви» в българските земи до Освобождението*, dans « Исторически преглед », 1975, 6, с. 63—64.

jusqu'ici plutôt négligé, en faveur des aspects politique et culturel. Il emploie dans ce but les riches Archives des frères Evlogi et Hristo Georgiev, des frères Puliev et de Najden Gerov, particulièrement intéressantes pour le sujet traité.

Dans son premier article, l'auteur fait une brève esquisse des conditions économiques des Principautés Roumaines y favorisant l'importation des matières premières bulgares provenant surtout de l'élevage et s'arrête longuement à l'organisation proprement dite de cette importation. Maîtres incontestés des opérations commerciales et financières que réalisait cette importation de proportions considérables, les frères Georgiev et Puliev exerçaient une véritable politique économique impliquant des innovations dans la technique même de l'organisation de ce commerce. Si l'on pense que, de Bucarest, Galatz et Karlovo, où siégeaient leurs comptoirs, ces entreprenants commerçants dirigeaient le mouvement commercial d'environ 40 villes et de nombreux villages bulgares, procurant les matières premières de l'exportation vers la Valachie, nous réalisons l'importance de cette activité et le dynamisme de ces hommes d'affaires. En effet, ils avaient mis en marche tout un réseau d'intermédiaires (quelque 200 commerçants et commissionnaires), dressé un système destiné à faciliter le recrutement de la main d'œuvre, trouvé de nouvelles formes de salaire, appliqué une politique des prix, amélioré les conditions du voiturage, c'est-à-dire ils avaient « modernisé » ce commerce balkanique qu'entravait la vénalité des autorités ottomanes. Si l'on ne craignait pas d'abuser des termes, on pourrait même dire qu'ils employaient une sorte d'officine de renseignements et de pronostics sur les perspectives des récoltes (pluies, sécheresse, fléaux naturels, etc.), sur la conjoncture économique des différents marchés. Rappelons aussi les affaires conclues sur échantillons, système qui contribuait à l'accélération du chiffre d'affaires des frères Georgiev, en évitant les retards des marchandises entreposées. Les conséquences de ces progrès du marché intérieur bulgare pour le développement des activités artisanales sont évidentes, contribuant aussi à la différenciation entre l'activité commerciale et l'activité artisanale. Il s'ensuit également un remplacement progressif des marchés hebdomadaires et des foires par le commerce stable, ainsi que la pratique fréquente des associations temporaires entre les commerçants.

Chapitre des relations économiques roumano-bulgares, cette étude suggère aussi d'intéressants aspects des rapports de production capitalistes de cette période, comme par exemple la question des conditions des rapports d'embauche et des corvées imposées par l'Etat ottoman féodal, afin de détourner la main d'œuvre libérée, question que l'auteur se propose de traiter à l'avenir.

... Le second article dont nous traitons ici prouve l'importance des opérations monétaires dans l'activité des frères Georgiev et Puliev, l'argent formant pour ces habiles hommes d'affaires « l'objet d'un commerce à part et d'accumulation de profits ». Changeurs de monnaies au début, ils développèrent ce commerce monétaire jusqu'à en faire une véritable activité bancaire, qui en l'absence d'un système bancaire centralisé suppléait à des nécessités financières toujours plus pressantes. Une minutieuse liste des monnaies ayant cours à cette époque et des commentaires techniques compétents concernant les tendances de leurs cours par rapport au *kurus* turc et en général les fluctuations du prix des monnaies dans les terres bulgares expliquent la politique des frères Georgiev en la matière, en tenant compte également des circonstances politiques qui l'influençaient.

La clarté de l'exposé et la richesse des données font de ces études une contribution importante à l'histoire des relations économiques roumano-bulgares, qu'on ne saurait ignorer en abordant ce chapitre essentiel de l'histoire moderne balkanique.

C. P. — D.

С. Б. ИЛЬИНСКАЯ, К. Кавафис и гуманистическая традиция в греческой поэзии XX века. Москва, 1974 (Доклады и сообщения советской делегации III Международного съезда по изучению стран Юго-Восточной Европы (Бухарест 4—10 сентября 1974])

Konstantinos Kavaphis (1863—1933) entwickelte in seinem poetischen Oeuvre einen Humanismus der gesellschaftlichen Moral und persönlichen Verantwortlichkeit. Sein Menschenbild verliert seine ursprünglich romantisch gefärbten Züge in Richtung auf eine Art Stoizismus. Kavaphis' Kritizismus wurde in den dreißiger Jahren in der neugriechischen Literatur rezipiert, zu voller Wirksamkeit gelangte der Dichter jedoch gegen Ausgang der fünfziger und zu Anfang der sechziger Jahre.

Irm.

II. ROSENTHAL-KAMARINEA, Die Volkskundlerin Hedwig Lüdeke und ihr Werk. „Hellenika“, 1975, 32–34

Hedwig Lüdeke (1879–1961) hat in bereits vorgerücktem Alter in den dreißiger Jahren ein umfassendes Material an griechischem Volksliedgut gesammelt. Von diesem erschienen 1948 in Berlin Auszüge unter dem Titel „Im Paradies der Volksdichtung“, während eine umfassende Herausgabe durch die Athener Akademie vorbereitet wird. Im Anhang zu dem Aufsatz erscheinen S. 35 ff. Auszüge aus dem genannten Werk sowie eine Ballade „Der Tod des Digenis Akritas“, 1935 auf Zypern aufgezeichnet.

Irm.

Академия Наук СССР. Институт славяноведения и балканистики. Символизм по структуре балканского текста. Тезисы и доклады сообщений, Москва, 1976, 66 p.

Le colloque sur le thème *Structure du texte balkanique*, organisé en 1976 par l'Institut des études slaves et balkaniques de Moscou, dans le cadre d'un séminaire de caractère permanent, a abordé l'un des problèmes essentiels de la linguistique balkanique et de la balkanologie en général. Il s'agit, en effet, du problème du texte en tant que principal objet de la recherche scientifique qui se propose de suivre, dans leur devenir et leurs interférences, les diverses étapes de l'ethnogenèse des peuples balkaniques.

Les communications présentées au colloque et comprises dans ce volume sous la forme de résumés-synthèses sont autant de contributions intéressantes fournies à la connaissance, l'étude et la valorisation des différents aspects de l'héritage littéraire légué par le monde antique et médiéval à la zone balkanique, ainsi qu'aux zones limitrophes.

Академия Наук СССР. Институт славяноведения и балканистики. Балканский лингвистический сборник, Москва, 1977, 323 p.

Ce volume, conçu en deux grandes sections — la première intitulée « Balkanologie antique » (p. 3–207) et la seconde « La typologie de l'union linguistique balkanique » (p. 208–321) — a été consacré aux problèmes issus du besoin d'approfondir la connaissance des langues et des cultures antiques de la région des Balkans, afin de mieux saisir ses contacts ethniques à travers les âges. C'est ainsi que l'on y traite des antiques liens culturels et linguistiques de la zone méridionale de la péninsule Balkanique avec les zones égéenne et anatolienne, ainsi que des relations antiques relevées dans les Balkans en ce qui concerne la langue ou la mythologie, ou encore des parallèles balkano-balto-slavo-caucasiennes, sans oublier les commentaires linguistiques au sujet de la mention dans l'Iliade de quelques tribus thraces, etc.

D'autre part, quelques problèmes actuels trouvent également leur place dans le présent volume. Il s'agit des influences réciproques, des liens culturels et linguistiques, des tendances convergentes et divergentes manifestes dans l'évolution des langues balkaniques ou des langues parlées dans les aires limitrophes. On y trouve, par exemple, l'étude du problème de la manière d'aborder d'un point de vue structural-typologique la catégorie « défini » dans les langues balkaniques, ainsi que des enquêtes portant sur la catégorie « défini-indéfini » de ses langues. Les antinomies traditionnelles de la détermination de l'infinitif et la possibilité de les écarter partant de l'étude du matériel linguistique balkano-roman sont elles aussi envisagées de même que la construction syntaxique de la grammaire de l'union linguistique balkanique, etc.

À part les données et les informations inédites fournies par le présent volume, ce qui nous semble remarquable c'est son caractère équilibré, né du parfait accord entre les méthodes modernes et celles de la recherche traditionnelle.

E.S.

ALEKS BUDA, *L'ethnographie albanaise et quelques-uns de ses problèmes*, « *Studia Albanica* » XIII, 2, (1976) p. 11—36

Le rapport tenu à la Conférence Nationale des Études Ethnographiques (28—30 juin 1976) par le professeur Aleks Buda, président de l'Académie des Sciences de la R. P. d'Albanie, met en lumière le caractère original de la culture populaire albanaise : avec la langue albanaise, elle forme le trésor inestimable d'un héritage millénaire. Étudiée jusqu'il y a encore quelques décennies de manière fragmentaire et surtout par des étrangers, cette culture n'a pas été toujours bien comprise, elle n'a pu révéler au monde scientifique tous ses côtés inédits et créateurs. C'est la culture matérielle et spirituelle, telle qu'elle se dégage des données de l'ethnographie, du folklore et de la linguistique, qui permet la reconstitution de l'histoire du peuple albanais, en ce qu'il a de plus authentique : « il s'agit d'un matériel de premier plan, que les ethnologues et les historiens de la culture connaissent dans leurs expéditions et leurs enquêtes dans les collections de musées et la documentation écrite » (p. 15). Légitime et pleinement justifié, l'intérêt vis-à-vis de ce domaine d'activité est d'autant plus vif quand il s'agit de l'Albanie où l'œuvre créatrice du passé a pu se conserver mieux que dans d'autres régions, de sorte que l'albanologie met à la disposition de la recherche un matériel spécifique et génuinc, apte de promouvoir l'investigation scientifique. Par conséquent, la tâche la plus pressante à l'heure actuelle est d'enregistrer de manière aussi systématique que complète les valeurs qui composent ce trésor (en les décrivant et les interprétant suivant les méthodes les plus modernes) et de les intégrer ainsi dans le circuit scientifique, à la disposition de tous les spécialistes. À la tête de cette campagne d'intérêt national se place l'Académie des Sciences, qui édite deux périodiques spécialisés (« *Ethnographie albanaise* » et « *Les monuments* ») ; sous peu, elle se propose d'inaugurer également un bulletin consacré à la création poétique orale, ainsi qu'à la musique et aux danses paysannes. Les tâches majeures, exigeant un travail scientifique complexe et synthétique, sont à l'heure actuelle la rédaction d'un Atlas ethnographique et celle d'un vaste Corpus du folklore albanais (dont ont déjà paru jusqu'à présent dix volumes).

H.M.

JORGJI GJINARI, *La structure dialectale de l'albanais et son rapport avec l'histoire du peuple* « *Studia Albanica* », XIII, 2 (1976), p. 151—171

La bonne connaissance des dialectes et des parlars albanais unie à une solide information dans le domaine de l'histoire culturelle et des relations extra-linguistiques, auxquelles viennent s'ajouter des jugements de valeur intelligents, font de la présente étude une lecture aussi agréable qu'intéressante. Si pressantes que soient de nos jours les recommandations formulées par certaines méthodes de recherche en vue de réduire la linguistique à une simple étude structurelle de la langue, on ne saurait négliger le fait que la langue (à part le fait qu'elle consiste dans un système de signes permettant aux hommes de s'entendre entre eux) est un miroir de la vie, car elle reflète la culture matérielle, les relations sociales, la mentalité, la sensibilité et la conception du monde d'un peuple donné. L'ethnographie, le folklore, la géographie éclairent au mieux certains phénomènes linguistiques et l'inverse est tout aussi valable, en ce sens que les résultats obtenus par la linguistique sont à même de faire avancer la recherche des disciplines susmentionnées. Par ailleurs, les activités interdisciplinaires, ainsi que les échanges de vues entre les spécialistes des domaines différents sont toujours les bienvenus.

Pour notre part, nous pensons qu'un certain rôle a été tenu dans le processus de différenciation dialectale de l'albanais par le mouvement à la recherche de la nourriture et des moyens d'existence en général. Le montagnard (c'est-à-dire le pasteur) rendait souvent visite au laboureur des vallées ou recherchait le contact avec la mer ; de son côté, l'habitant des vallées regardait vers la montagne et y faisait descendre une partie des choses nécessaires à la vie. Il s'ensuit que la montagne et la plaine étaient complémentaires, déterminant un va-et-vient incessant entre eux. À vol d'oiseau, l'Albanie est un immense amphithéâtre ouvert du côté de l'Adriatique, ce qui fait que ce mouvement s'accomplissait surtout sur l'horizontale (autre-

ment dit de l'est vers l'ouest et vice versa), que sur la verticale (nord-sud et sud-nord). De là le fait que les deux dialectes albanais, délimités par le cours du Shkumbin, répondent aux principales directions du mouvement économique enregistré par le peuple albanais le long de son histoire. À l'heure actuelle, son évolution tend, de même que dans le reste du monde, vers la convergence et l'unité.

H.M.

EQREM ÇABEJ, *Storia linguistica e struttura dialettale dell'albanese d'Italia*. « Problemi di morfosintassi dialettale. Atti del XI Convegno per gli studi dialettali italiani (Cosenza — Reggio Calabria, 1—4 Aprile 1975) », Pacini, Napoli, 1976, p. 5—30

Fixés en Italie depuis environ trois siècles, à partir du milieu du XV^e siècle, les colonies albanaises gardent de nos jours encore certains de leurs traits archaïques, permettant l'étude de l'histoire de la langue albanaise en son ensemble. C'est pourquoi ces traits spécifiques sont dignes d'une étude méthodique. Ils représentent des formes d'expression propres à l'albanais méridional, c'est-à-dire aux parlers compris sous le nom général de toskes. La masse dominante des fondateurs des colonies albanaises d'Italie est originaire du littoral méridional, d'une zone délimitée à peu près par Vlorë (Valona) d'une part et Prevesa d'autre part. Les parlers albanais d'Italie sont utilisés par environ 100 000 habitants des régions Abruzzo, Molise, Capitanata, Basilicata, Puglia, Calabria, ainsi que dans d'autres centres. Ceux qui les parlent se nomment eux-mêmes Arbresh, nom albanais antique, antérieur à l'actuel Shqiptar. À mentionner parmi les traits conservateurs des parlers albanais du sud de l'Italie : le maintien des groupes de consonnes *kl*, *gl*, ainsi que du genre neutre, la présence du système vicésimal dans le cas des adjectifs numéraux (njëzet = 20, dizet = 40, treset = 60, katërzet = 80), la possibilité de créer des substantifs abstraits au moyen des suffixes *-im* et *-esë* (*shkrim* « écriture », *martesë* « mariage »), la prépondérance des formes du futur de type *kam* « j'ai » suivi du conjonctif (*kam të la jpetka* « j'ai à laver le linge », *kam të boj drekë* « j'ai à préparer le repas »), la construction spécifique de type *tshit e flë*, it. *sta dormendo*; *isht e shkruaj*, it. *stava scrivendo*, etc. Et à l'auteur de conclure : « Come sistema linguistico trasportato in un sistema di genere diverso, questa forma di lingua presenta dei tratti ereditari dalla madrepatria intrecciati e fusi con dei tratti acquisiti nella nuova patria ove prese dimora » (p. 30).

H.M.

EQREM ÇABEJ, *Iberoromantshtja dhe shqtpja, tzoglosat e tyre latine* (Ibëroroman et albanais, leurs isoglosses latines), « Studime Filologjike », XXX (XIII), 4, 1976, p. 69—72

L'article offre quelques précisions utiles relatives à 14 mots albanais d'origine latine, avec des correspondants dans les aires latérales (les domaines ibëroroman, sarde ou roumain). Rapportées aux éléments latins du roumain, les différences sont plus nombreuses que les similitudes : *angustus*, gardé par l'albanais et les langues ibériques avec le sens d'« avare », devient en roumain *ingust*, c'est-à-dire « étroit » ; *clupea* — espèce de poisson —, «*fornicium* „adultère”», «*gruilla* « petite grue », «*sacrare* « sacrer », «*spartum* « jonc » et «*turpis* « turpitude », mots qui n'entrent pas dans le vocabulaire roumain ; à *solanum* (avec des survivances en albanais et dans les langues ibériques) correspond en roumain un présumé «*soltnus* — surin avec le sens d'« endroit exposé au soleil ». Quand au mot roumain *ajuna* « jeûner » il dériverait d'un présumé «*adjunare*, alors que l'albanais *ngjntot* ne saurait s'expliquer à partir de cette forme. *Rarus* a donné *rar* en roumain, cependant qu'en albanais c'est *rallë*, avec une dissimilation spontanée et indépendante. Du latin *lucrum* le roumain a fait *lucru* « travail, chose », alors que l'albanais a créé le mot *lukër*, *lukrë* « bétail, animaux ». Si l'albanais a gardé la survivance latine *turpis*, le roumain use du dérivé de *rostonem* — rușine « pudeur ».

L'auteur en conclut : « La position géographique de l'élément latin de l'albanais, ainsi que sa pénétration en partie à une période historique assez reculée dans la langue, ont fait prendre à cet élément une position linguistique aussi bien centrale que périphérique ».

H.M.

GYULA MORAVCSIK, *Einführung in die Byzantinologie*. Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt, 1976, 186 pp. (avec 11 reproductions de manuscrits)

Le distingué savant (1892 — 1972) a concentré dans ce manuel les notions essentielles en ce qui concerne l'état et la culture byzantine, les faisant accompagner de la bibliographie requise. Rédigé en original en hongrois, l'ouvrage représente son cours à l'université, étant traduit en allemand après la mort de son auteur. Ses divers chapitres portent sur la notion de « byzantinologie », l'historique de la recherche, la composition ethnique de l'État byzantin, sa langue, ses écrits, les sources, la société et l'économie de l'État byzantin, ainsi que son histoire politique, la culture byzantine et son héritage. Le manuel foisonne de faits cueillis directement aux sources, traités d'une manière aussi suggestive que personnelle, de sorte que sa lecture s'avère très attirante même pour les spécialistes les mieux informés. Sans aucun doute, ce manuel est l'une des meilleures introductions aux études byzantines et mérite d'être mis entre les mains de tout débutant dans ce domaine. En tant qu'excellent éditeur de la littérature byzantine et de chercheur des sources relatives aux peuples turcs, Gyula Moravcsik a fréquenté les bibliothèques de renommée européenne ; sa parfaite maîtrise des secrets de la paléographie, de la diplomatique, de la métrologie et quelques autres auxiliaires de l'histoire lui ont facilité la lecture de quantité de manuscrits grecs.

Le chapitre consacré aux recherches byzantines développées dans différents pays révèle l'impartialité avec laquelle il a su enregistrer les progrès réalisés, son application à maintenir l'équilibre de la balance de l'impartialité scientifique. Ses rapports personnels avec les collègues ressortissants des autres pays ont été toujours marqués par une affabilité particulière, toujours prompt à servir, à se rendre utile, charmeur, à la manière des véritables grands savants. Ce petit manuel, traduit en allemand par Géza Engli et édité avec le concours de l'Académie Kiadó de Budapest, représente une contribution utile à l'enseignement supérieur, tout en étant aussi un hommage à la mémoire de l'illustre disparu.

H.M.

NIKEPHOROS GREGORAS, *Antirrhelika I. Einleitung, Textausgabe, Übersetzung und Anmerkungen* von Hans-Veit. Beyer. Österreichische Akademie der Wissenschaften, Wien, 1976, 493 pp.
(Wiener Byzantinische Studien, 12)

Né à Héraclée Pontique (Eregli) en Paphlagonie et instruit soigneusement par son oncle, le métropolite de cette ville, Nicéphore Grégoras (1290—1360) est sans doute l'une des personnalités les plus marquantes de la littérature byzantine du XIV^e siècle. Des savants éclairés ont été ses guides — un Ioannes Glykys et un Théodore Métochite. Ambassadeur pendant quelque temps à la cour du souverain serbe, il devait consacrer par la suite toute son énergie à l'activité intellectuelle, se plaçant au premier rang des protagonistes des idées avancées de son temps.

Nicéphore Grégoras cumulait la parfaite connaissance de la Bible et des dogmes chrétiens avec la fréquentation des classiques et des philosophes de l'Antiquité. Il était passionné de géographie et d'astronomie, suivait ardemment les progrès de la science et ses découvertes, manifestant une soif de savoir peu commune, qui rappelait les humanistes de la Renaissance. Sa fréquentation des grandes œuvres philosophiques, de même que sa confiance dans la force de la raison humaine et la priorité qu'il accordait à l'intellect l'opposaient nécessairement au mysticisme professé par Grégoire Palamas (1296—1359), le militant de l'hésychasme athonite. Celui-ci proclamait que la véritable énergie humaine siègeait dans le cœur de l'homme et non dans son cerveau : « Il y a eu une controverse dans le problème de savoir lequel de nos organes internes détient la première place ; car les uns estimaient que le cerveau était une forteresse, alors que les autres donnaient la préséance au cœur et à sa compagne immédiate, c'est-à-dire l'âme. Cette dernière n'habite ni au-dedans, comme dans un récipient, puisqu'elle est incorporelle, ni au-dehors, puisqu'elle est liée au corps ; mais nous savons très bien que notre raison jaillit du cœur, son véritable organe » (Palamas, *Pro sacrum in modum quiescentibus*, I, 1, 15). L'alternative cœur-cerveau caractérise de manière frappante les deux courants antagoniques : l'intellectualisme laïque avec Nicéphore Grégoras en tête, d'une part, le mysticisme ardemment défendu par le remarquable talent de Grégoire Palamas, d'autre part. Grégoras considérait le combat qu'il menait contre Palamas comme « une guerre juste et importante entre toutes, un devoir sacré en premier lieu pour la défense de la véritable foi » (*Antirrhel.* I, 3, 5, 13).

Il taxait ses adversaires d'ignorants, les accusant de verbosité, d'imposture, d'être assoifés de gloire et animés du désir de susciter une nouvelle hérésie au sein de l'Église. De son côté, le camp adverse faisait remarquer que le milieu intellectuel qui gravitait autour de Grégoras s'adonnait par trop à des lectures extra-bibliques, à des débats philosophiques, à des recherches concernant seulement le milieu environnant et la condition humaine, sans s'élever plus haut. Quelques mots mémorables pourraient servir de conclusion à l'ouvrage de Nicéphore Grégoras publié par la présente édition, à savoir : « C'est pourquoi il nous faut écarter toute crainte et résister avec fermeté, en sachant fort bien à qui nous avons affaire, car la richesse, la gloire et tous les biens de cette vie se distinguent fort peu ou même du tout des rêves de la nuit, en revanche, la foi révélée, le bon renom et le bonheur qu'ils fournissent sont éternels » (*Antirrhēt.* I, 3, 5, 15).

Le centre d'activité de Grégoire Palamas se trouvait au mont Athos. Aussi, n'est-ce point par hasard que le présent ouvrage de Nicéphore Grégoras débute par une très belle description de la Montagne Sainte — description censée mettre en évidence le contraste entre la beauté du site, le gazouillis des oiseaux, la pureté de l'air, l'ardeur au travail des abeilles et l'obscurantisme de la pensée de Palamas, l'ignorance et la paresse de ses adeptes. C'est comme s'il voulait dissocier le fanatisme, sombre et intolérant, qui avait trouvé refuge par là, de la clarté, l'optimisme et la confiance faite à la science par la raison dont se prévalait le mouvement laïque de l'époque.

Rédigé vers 1347, l'ouvrage de Nicéphore Grégoras comporte une analyse rigoureuse de la doctrine chrétienne, susceptible d'intéresser les théologiens en tout premier lieu. Mais, par la même occasion, l'écrivain expose sa propre conception du monde et de l'homme — issue de sa propre expérience et de ses lectures. Les philosophes cités le plus souvent sont Aristote, Platon, Héraclite, les Stoïciens et Plotin. Parmi les poètes, Homère, Pindare, Eschyle et Aristophane, cependant que la prose est représentée par Hérodote, Thucydide, Démosthène, Diodore de Sicile, Dionysios de Halicarnasse, Lucien, Synesios et Anne Comnène. À retenir aussi comme intéressants les renseignements concernant Barlaam de Calabre, pas toujours agréé par Grégoras et qui devait se montrer en fin de compte un allié plein de fermeté dans sa lutte contre l'hésychasme athonite. D'une valeur exceptionnelle en tout premier lieu s'avèrent toutefois, les données sur la situation à l'intérieur de l'Empire byzantin, sur les confrontations, de la course au pouvoir, sur ses rapports avec l'Occident. C'est pourquoi il convient de saluer la parution de cette édition princeps, si utile à la recherche scientifique de nos jours. L'ouvrage repose sur le manuscrit *Genovensis graecus 35(148)* du XVI^e siècle ; il s'accompagne d'un appareil critique succinct, ainsi que d'un commentaire des sources employés par Nicéphore. Notons aussi l'exactitude de la traduction, qui s'attache à rendre au mieux les idées de l'auteur tout en revêtant une forme choisie. Très utiles pour l'entente du texte sont les notes bibliographiques de la version allemande : toujours détaillées, elles permettent au lecteur de se retrouver au milieu des événements dramatiques du XIV^e siècle byzantin. Les index comptent quatre rubriques, à savoir : mots grecs, noms de personnes et de lieux, sources et parallélismes, écrivains modernes. On constate, en outre, l'investigation judicieuse des contributions antérieures d'un H. G. Beck, St. Bezdechi, J. L. Van Dieten, R. Guillard, A. Jahn, K. Krumbacher, P. Leone, J. Meyendorff, M. Pappozzi, D. L. Polenius et G. Schiró.

Grâce à cet ouvrage, l'image de Nicéphore Grégoras se dégage pleine de lumière et optimiste, sans ternir, ni jeter le discrédit sur la personnalité de son adversaire, polémiste redoutable. Ce qui est clair, c'est qu'il s'agit du confrontation de deux natures différentes, d'un côté le rationalisme nourri de lectures variées et prenant appui sur les traditions progressistes de l'Antiquité, mais faisant confiance au futur ; de l'autre côté, l'aspiration à la perfection morale, se méfiant de la science, sceptique vis-à-vis du monde et intransigeante. Le premier de ces deux courants de pensées comptait peu d'adeptes et, dans leur majeure partie, dispersés, alors que Grégoire Palamas était parvenu à mettre en mouvement bon nombre de forces latentes de l'âme populaire, à un moment crucial de l'histoire byzantine, inscrivant une victoire à son actif et une page inédite de l'évolution de l'Église orientale. Néanmoins, ces deux courants s'enchaînent d'une manière dialectique et on ne saurait les bien comprendre l'un sans l'autre, ce qui fait de la présente édition une contribution méritoire et digne de toute notre attention pour l'étude du XIV^e siècle byzantin.

H.M.

OTTO KRESTEN, *Eine Sammlung von Konzilsakten aus dem Besitze des Kardinals Isidoros von Kiev*, mit 12 Abbildungen auf 6 Tafeln, Vienne, Verlag der österreichischen Akademie der Wissenschaften, 1976, 127 p. + VI tables (Österreichische Akademie der Wissenschaften, Philosophisch-historische Klasse, Denkschriften, 123. Band)

Ayant comme titre « Das Konzil von Ferrara-Florenz und die griechische Handschriftenproduktion um die Mitte des 15. Jahrhunderts » (p. 17—26), le premier chapitre met en évidence le fait que la lutte entre unionistes et antiunionistes a fortement influencé la production des manuscrits à Byzance dans la période comprise entre 1439—1453. Dans cette atmosphère ont été rédigés les Mémoires de Sylvestre Syropoulos sur le concile Florentin, en partant du désir de justifier ceux qui, de même que lui, avaient signé, bon gré mal gré, le décret d'union (Kresten se sert ici de la démonstration faite par V. Laurent dans l'introduction à l'édition critique de ces Mémoires, publiée par le feu savant en 1971).

Au moment où Syropoulos rédigeait ses Mémoires, un autre personnage de marque — il s'agit d'Isidore de Kiev, dans les milieux humanistes occidentaux connu sous le nom de « cardinalis Ruthenus » — se donnait pour tâche la rédaction d'une collection d'actes conciliaires. Contrairement à Syropoulos, le but poursuivi par cette collection était celui de plaider la cause unioniste.

Il suffit de rappeler que cette entreprise d'Isidore a déjà formé l'objet d'une attention spéciale de la part de G. Mercati, *Scritti d'Isidoro, il cardinale Rutheno, e codici a ut appartennut, che si conservano nella Biblioteca Apostolica Vaticana*, Rome, 1926 (Studi e Testi, 46), qui l'a étudiée en se penchant sur deux manuscrits de Vatican — *Vaticani graeci 830* et *831*. Kresten introduit ici un troisième manuscrit, le numéro 186 de la Bayerische Staatsbibliothek de Munich.

Les détails circonstanciés qui ont poussé Isidore dans cette entreprise sont analysés de plus près dans le second chapitre — « Die Entstehung der Konzilaktensammlung des Isidoros von Kiev » (p. 27—38) : il s'agit des pourparlers menés entre unionistes et antiunionistes à Constantinople, immédiatement après la croisade de Varna, c'est-à-dire en 1445. Vu que le parti antiunioniste, ayant à sa tête G. Scholarios après la mort de Marc d'Ephèse, disposait d'une collection conciliaire pour soutenir ses positions, l'action d'Isidore envisageait d'offrir la même chose aux antiunionistes.

Le troisième et le plus important chapitre du livre — « Die Konzilaktensammlung des Isidoros von Kiev » (p. 39—108) — s'adonne avant tout à l'étude codicologique de cette collection conciliaire. On y arrive à la précision de certains détails biographiques d'Isidore, par exemple sa présence à Constantinople aux mois d'octobre 1445 et de mars 1446 (p. 39—41 et 101—104 ; à ce point, Kresten porte à la connaissance du lecteur deux notices autographes trouvées par lui dans le manuscrit de Munich et qui élargissent de façon heureuse les conclusions de Mercati sur la présence du personnage dans la capitale de l'empire aux mois de mai et d'octobre 1446).

La même précision caractérise l'étude des sources de la collection d'Isidore, c'est-à-dire les bibliothèques des monastères de Chora, tou Prodromou tes Petras et Stoudios, ainsi que la bibliothèque patriarcale de la Sainte-Sophie, toutes les quatre situées dans la capitale. Si nous avons en vue la disparition des manuscrits qui se trouvaient dans ces bibliothèques, par suite de la conquête ottomane, manuscrits servant de fondement pour la collection d'Isidore, nous sommes mieux à même de saisir la valeur de cette collection pour l'histoire et la restitution des textes conciliaires.

L'écriture des trois manuscrits de la collection représente l'œuvre de six ou sept copistes, y compris Isidore (= la main B dans la classification du livre). Un autre copiste (la main C) est identifié dans la personne du diacre Andronikos Alethinos. Kresten se sert ici (p. 99—100) du travail bien récent de D. Harlfinger, *Specimina griechischer Kopisten der Renaissance. I: Griechen des 15. Jahrhunderts*, Berlin, 1974 ; de la même façon (ayant en vue des recherches tout aussi récentes de E. Gamillscheg), la main F du livre paraît être celle du moine Athanasios qu'on trouve dans Vogel — Gardthausen, *Die griechischen Schreiber des Mittelalters und der Renaissance*, Leipzig, 1909, 11.

La dernière partie du III^{ème} chapitre s'occupe de la circulation des trois manuscrits dans l'Europe Occidentale après 1448, année durant laquelle Isidore les a amenés avec lui en Italie (p. 105—108).

Après un court résumé (p. 109—110, où on fait une comparaison entre Isidore et Bessarion) et une description en appendice du manuscrit *Monacensis gr. 186* (p. 111—113), le livre

de Kresten s'achève par trois index (de manuscrits cités, de noms propres et d'auteurs modernes) et six reproductions d'après les trois manuscrits de la collection d'actes conciliaires d'Isidore.

Modèle d'érudition et de modernité dans l'étude de l'histoire, ce travail constitue en même temps une preuve éloquente des possibilités dont dispose la codicologie pour l'éclaircissement de certains grands chapitres du passé.

T. T.

Е. Н. ШИПОВА, *Словарь тюркизмов в русском языке*, Nauka, Alma Ata 1976, 444 S.

Wenn man, wie es S. K. Kenesbaev im Vorwort zur vorliegenden Arbeit tut, die Kontakte des Russischen mit den Turksprachen zurückverfolgt und gleichzeitig eine Periodisierung vornimmt, so muß man die Anfänge korrekterweise als ostslawisch-türkische Sprachkontakte bezeichnen. Denn lange vor der Aufspaltung der ostslawischen Sprachen und vor der Gründung des Kiewer Reichs haben bereits Kontakte zu den Chasaren, Protobulgaren usw. bestanden. Es folgen zur Zeit der Kiewer Rus' die Kontakte mit Petschenegen, Kumanen usw., dann später zur Zeit des Mongolensturms mit den Tartaren, und selbst heute ist der enge Kontakt des Russischen mit den Turksprachen nicht abgerissen, wenn man nur an die staatliche Gemeinschaft mit den in der Sowjetunion lebenden Turkvölkern denkt. Die wechselvollen Kontakte haben sich unter anderem auch im Wortschatz der russischen Sprache deutlich niedergeschlagen, und die Turzismen gehören aufgrund ihrer Anzahl sicherlich zu den wichtigeren Einflüssen auf die russische Lexik. Allerdings ist ein großer Teil der Turzismen nicht in die Literatursprache eingedrungen, sondern in erster Linie in den Dialekten verbreitet.

Das vorliegende Wörterbuch von E. N. Šipova bietet mit etwa 2 000 Beispielen die bisher umfangreichste Sammlung von Turzismen in der russischen Sprache. Der Terminus „Turzismus“ wird hierbei von der Autorin, wie indes durchaus üblich, extensiv ausgelegt, d.h. es werden nicht nur ursprüngliche Turkwörter, die in erster Linie durch die Vokalharmonie kenntlich sind, aufgenommen, sondern auch die durch die Turksprachen während der verschiedenen Epochen vermittelten Wörter fremder Herkunft. Dieses Verfahren ist nicht zu beanstanden, zumal da in der etymologischen Erklärung auf den nichttürkischen Ursprung hingewiesen wird. Der größte Teil der Turzismen ist nicht schriftsprachlich, sondern stammt aus der Umgangssprache oder ist meist sogar nur dialektal (60%), und zwar vor allem in den ostgroßrussischen Dialekten anzutreffen.

In der ausführlichen Beschreibung zu den einzelnen alphabetisch angeordneten Beispielen werden Angaben zur Etymologie, soweit diese einwandfrei zu klären ist, zur Geschichte und zur Verbreitung des Turzismus gemacht. Die Materialsammlung berücksichtigt sowohl die ältesten russischen Denkmäler als auch die heutigen Dialektwörterbücher. Trotzdem ist der Anteil der Archaismen verhältnismäßig begrenzt.

K.S.

NICOARĂ BELDICEANU, *Le monde ottoman des Balkans (1402–1566)*, London, Variorum Reprints, 1976, 340 p.

La maison d'édition Variorum Reprints de Londres, à laquelle nous sommes redevables d'importantes collections d'études orientales parues les dernières années (par G. v. Grönebaum, Charles Pellat, Oleg Grabar et autres) et qui a réédité également l'ancienne et la bonne étude de N. Iorga sur Philippe de Mézières, vient de publier un volume du professeur Nicoară Beldiceanu, représentatif pour ses recherches. Ces études, publiées le long des années dans des revues spécialisées, telles *Südost-Forschungen* de Munich, *Turcica*, *Revue des études byzantines*, *Revue des études roumaines* de Paris, *Byzantion* de Bruxelles, etc., souvent difficiles à trouver, reconstituent divers aspects de la vie militaire, administrative ou économique des Balkans pendant le XV^e et le XVI^e siècles sous la domination ottomane; la plupart de ces études, qui mettent en valeur de nombreux documents inédits (provenant du riche fonds de la Bibliothèque Nationale de Paris ainsi que des archives privées ou publiques de Turquie), concerne les relations de la Porte avec les Pays Roumains, ou bien les rapports spéciaux de l'Empire avec les Valaques des

régions sud-danubiennes, organisés militairement et jouissant à ce titre d'un régime fiscal à part.

À ce problème est consacré d'ailleurs la première partie du livre, *Organisations militaires dans les Balkans*. Il s'agit, d'abord, d'une ancienne controverse concernant la participation des « Valaques » à la bataille d'Ankara en 1402, dans les rangs de l'armée turque, attestée par des chroniqueurs comme Enwerî et Urûğ, mais contestée par Iorga, qui démontre l'état de belligérance existant entre Bayezid et Mircea l'Ancien à cette époque. L'auteur, s'étayant sur d'autres exemples connus, rappelle que les Valaques de Thessalie étaient organisés militairement auparavant et qu'ils ont fait acte de soumission au Turcs au temps de Bayezid; il est donc fort probable qu'il faut accorder foi aux vieilles chroniques ottomanes et que les Valaques en question ont été des spahis chrétiens de la région de Thessalie (*Les Roumains à la bataille d'Ankara*). Trois documents de Mehmed II, publiés en 1954 par Halil Inalcik, et le *qanunname* de Sélim I^{er}, délivré le 15 mars 1516, inédit de la Bibliothèque Nationale de Paris, apportent plus de lumière sur la question des régions peuplées par des Valaques et organisées militairement (*La région de Timok Morava dans les documents de Mehmed II et de Sélim I*). Cette organisation militaire des Valaques, qui est probablement un héritage byzantin utilisé aussi par les despotes serbes, protégeait en une mesure quelconque la situation des paysans, en prévenant toute exaction ou abus des chefs administratifs en échange du service en qualité de *vojnuq*. Les documents turcs mentionnent aussi le *adet-i eflakî*, le *jus valachicum* attesté également chez les Valaques de Pologne, de l'ancienne Lituanie et de la Hongrie, « où celui-ci fut reconnu comme ayant force de loi dans les affaires civiles et pénales ». De même, les *Quatre actes de Mehmed II concernant les Valaques des Balkans slaves* (inédits dans une collection privée de Konya) concernent les taxes payées par les Valaques de Braničevci, de Smederevo, de Vidine et de Herzégovine entre 1467 et 1477. Une seule remarque à propos du mot *fulurt* que le pr Beldiceanu démontre avoir aussi un autre sens que ceux de « florin » (monnaie) et de « maison en tant qu'unité fiscale », c'est-à-dire de la fête du dimanche des Rameaux; le mot roumain n'est pas *flort* (fleurs), mais *Florit*, nom populaire de la fête qui conserve probablement un étymon latin populaire **florilia* (pour *floralia*).

Les autres sections du livre concernent *Deux cités marchandes du Pont Euxin* (sur les préparatifs et la conquête de Kilia et de Cetatea Albă par Bayezid II), *Fiscalité et institutions de plusieurs échelles danubiennes* (comprenant l'étude sur le *vozarlık* sur laquelle nous avons rendu compte dans cette revue même), *Mines* (actes du Suleyman le Législateur) et *Monnaie. Terre, dont il est à remarquer spécialement l'étude sur La crise monétaire ottomane au XVI^e siècle et son influence sur les principautés roumaines*.

Quoique le sujet de ces études soit d'habitude volontairement limité à un aspect concret, éclairci par l'intermédiaire de maintes sources documentaires inédites, scrupuleusement corroborées avec une riche bibliographie, les recherches du pr Beldiceanu¹ ont une portée que seule la lecture intégrale du volume nous permet d'apprécier. Les nombreuses relations entre les mesures fiscales, les réformes administratives et, généralement parlant, entre la vie à l'intérieur de l'Empire turc et les mouvements politiques et les attitudes des princes régnants des Pays Roumains envers la Porte ont le don d'inviter à une plus large et plus compréhensive considération de leur histoire à cette époque, car les initiatives antiottomanes de divers princes, à divers moments, ne sont pas seulement le résultat des conditions locales, ou de la seule volonté du prince — comme l'ancienne histoire événementielle avait tendance à considérer — mais étaient aussi des réponses à des faits concrets, ayant souvent une base économique précise, dont la justification se trouve plus d'une fois dans les archives d'Istanbul.

Pour les historiens de cette époque, dans les Balkans comme dans les Pays Roumains, le livre du pr Beldiceanu est un ouvrage indispensable.

M. A.

Art and Archaeology Research Papers, 9 (1976)

Dedicated to art and archaeology researches in the East, from the Mediterranean to the Far East, AARP publishes in each issue a group of studies dwelling on a special topic. Volume 9 is thus dedicated to the Islamic heritage in the area of the Indian Ocean and of the Balkans.

¹ Dont quatre en collaboration avec Mme Irène Beldiceanu-Steinherr.

Opened by a remarkable essay of professor Oleg Grabar, the review groups the articles into two parts : the first, dedicated to Islam in the Balkans, is introduced by Jennifer Scarce's study *Islam in the Balkans — Historical Introduction*, an excellent historical synthesis of the problems raised by the Ottoman heritage in the South East European countries. A good specialist in these problems, marking the historical stages of the Ottomans' penetration in the Balkans, the author dwells in particular on their contribution in the domain of arts (architecture, ceramics, carpets, tissues), traditions (linguistics, food), less in literature (folklore). Islamic architecture in the Balkans, the aspects of 18th Century Turkish baroque are studied in the article *Ottoman Architecture in the Balkans* by Godfrey Goodwin, emphasizing the main characteristics of Ottoman architecture in Greece, Bulgaria and Yugoslavia. The fact that monuments of Ottoman architecture are not to be met with in the Romanian Principalities is accounted for by the strictly observed interdiction to the Ottomans to raise or to buy any building. Yet there are certain Ottoman influences in the Romanian civic architecture, especially at the end of the 18th Century. They are mentioned in the survey of late Corina Nicolescu on *L'art islamique en Roumanie*, an ample review of the Ottoman and generally Oriental heritage in Romanian art. The author points out to the existence of a trade with goods of Ottoman origin, required by the court fashion as early as the middle of the 16th century (tissues, embroidery). In architecture the author mentions the very interesting Persian elements in the decoration of some buildings at the end of the 17th and at the beginning of the 18th centuries (the church Fundeni Doamnei near Bucharest and the princely palace of Potlogi, both of them built at the end of the 17th century, the princely palace of Mogoșoaia, built in 1702 etc.).

This group also includes rich studies on the traditions of Islamic art in different Balkan countries : *Albania — the Legacy of Turkish Islam* by Richard I. Lawless, *Les monuments islamiques sur les terres bulgares* by St. Stamov, *Skopje after the Earthquake of 1963* by Janja Lap and *The Ottoman Hamam and the Balkans* by Machiel Kiel. In this matter we can add that a Turkish bath was built in Jassy by the Prince Vasile Lupu, at the middle of the 17th century ; this *hamam* is mentioned by the Romanian chronicler Miron Costin and by the Syrian traveller Paul of Aleppo.

M. A.

M. MATEJIĆ, *Hilandar Slavic Codices*, Columbus — Ohio, 1976, 156 p.

The Ohio State University in Columbus has established a microfilm archive of all the Slavic manuscripts held by Hilandar monastery on Mount Athos in Greece. The Hilandar Microfilm Project was actually initiated late in the autumn of 1969. In addition to photographic Slavic manuscripts at Hilandar monastery and elsewhere, the Hilandar Microfilm Project included the work of preparing a catalogue of all the Hilandar Slavic manuscripts. The first catalogue which only contained information concerning the 139 Slavic codices photographed in the summer of 1970 was prepared and published by the Ohio State Universities Publication Committee in 1971. In the summer of the same year an additional 663 Slavic codices of Hilandar were photographed and the need arose to prepare another catalogue which would contain basic information about all the Slavic manuscripts at Hilandar. Thus, in the spring of 1972, Profesor Mjodrag Matejić and Predrag Matejić prepared *Hilandar Slavonic Manuscripts*, a catalogue containing basic information about all Hilandar Slavic codices and hundreds of Bulgarian, Byzantine, Russian, Serbian, Turkish and Romanian edicts. This catalogue was published in the summer of 1972.

Due to the fact that these two already published catalogues were prepared rather in haste and contained a number of errors it was decided to publish the present catalogue.

The purpose of this catalogue is to inform scholarly institutions, libraries, scholars and students of the existence and content of this unique and complete photographic archive of Hilandar Slavic manuscripts in the world and to encourage them to make use of this virtually untapped source of medieval Slavic documents. This photographic archive of Hilandar Slavic

manuscripts established at Ohio State University is of great importance because it is the first time that this material is truly accessible to the scholarly world. Thus as is pointed out in the introduction "the realization of the Hilandar Microfilm Project has truly been a manifestation of the friendly cooperation of a number of individuals and institutions in the United States and Europe".

The catalogue established by M. Matejić has also brought to light a new stock of Romanian manuscripts which can be found in the library of Hilandar monastery. There are 8 manuscripts written in Romanian from the 18th and 19th centuries. The oldest manuscript in Romanian, no. 738, is an Epistolary from 1716. Manuscript no. 539 (537) *Instructions of St. Simeon, the New Theologian*, 156 folia, dates from 1760. From the 19th century the following manuscripts have been preserved, here mentioned in chronological order: no. 370 (442) *Eucho-logion*, I + 70 folia, from 1802; no. 542 (540) *Miracles of Theotokos*, VII + 241 folia, from 1832; no. 737 *Dream of Theotokos*, 8 folia, from 1849; no. 771 *Akathistos to the all-venerable Cross*, III + 5 + 1 folia, c. 1861; no. 541 (539) *Religious Instructions*, I + 237 folia, from 1861 and no. 736 *Mtssal (Leiturgikon)*, 7 folia, considered as belonging to the 19th century.

P. M.

TABLE DES MATIÈRES

TOME XV (1977)

ÉTUDES

Le XXX^e anniversaire de la République

IONIȚĂ, I. GHEORGHE, L'instauration du régime républicain en Roumanie et son écho international, 4	603—632
PETREANU, ELISABETA, La Roumanie et les relations interbalkaniques dans la période d'après-guerre, 4	643—667
POPIȘTEANU, CRISTIAN, Permanent Features of Romanian Diplomacy, 4	633—641

Le Centenaire de l'Indépendance de la Roumanie

ANDREESCU, ȘTEFAN, L'action de Vlad Țepeș dans le sud-est de l'Europe en 1476, 2	259—272
BODEA, CORNELIA, « The New York Times » about Romania's Struggle for Independence, 3	413—429
CASTELLAN, GEORGES (Paris), Peuples et nations des Balkans à la veille du Congrès de Berlin (1878) d'après Elisée Reclus, 2	279—293
DICULESCU, VLADIMIR, The Romanians of Transylvania and the 1877—1878 War, 1	5—23
DUȚU ALEXANDRU, Die Entwicklung der rumänischen Kultur in der zweiten Hälfte des 19. Jhr., 4	669—679
FĂGET, DOINA ELENA, Bibliographies historiques roumaines et étrangères des pays sud-est européens concernant les années 1875—1878, 4	725—736
JELAVICH, BARBARA (Bloomington), The Great Power Protectorate and Romanian National Development 1856—1877, 4	681—694
FRÂNCU, VICTORIA, La participation de la Roumanie et de la Serbie à la guerre de 1877 reflétée dans le roman de Sofia Nădejde : « La tragédie des Obrenovitch », 4	719—723
HOPE, TREVOR J. (London), British Medical Relief Operations in Romania During the War of Independence (1877—78), 2	295—314
MATEESCU, TUDOR, Dobruja According to Michael the Brave's Plan, 2	273—278
MATEI, ION, CONSTANTIN IORDAN-SIMA, EUGENIA IOAN, Repères chronologiques : le Sud-Est européen en 1875—1878, 2	315—324
MAXIM, MIHAI, L'autonomie de la Moldavie et de la Valachie dans les actes officiels de la Porte, au cours de la seconde moitié du XVI ^e siècle, 2	207—230
<u>NICOLESCU, CORINA</u> , Les insignes du pouvoir. Contribution à l'histoire du cérémonial de cour roumain, 2	233—258
PĂIUȘANU, R., L'opinion publique européenne et l'héroïsme des soldats roumains pendant la guerre de 1877—1878, 1	25—35
PRICOP, CONSTANTIN, 1977, Événement historique — réalité littéraire, 4	707—717
TAFTA, LUCIA, Les Roumains et la lutte pour la libération nationale des peuples balkaniques, 4	695—706

Economie et politique au XX^e siècle

MAKSUTOVICI, GELCU, La solidarité du peuple roumain avec la lutte du peuple albanais pour l'indépendance (1877—1912), 4	737—750
RĂDULESCU-ZONER, ȘERBAN, L'évolution des rapports entre la Roumanie et la Triple Alliance durant la crise bosniaque, 4	765—782
TAMBORRA, ANGELO (Roma), Nascità dell'Italia industriale e mondo balcanico dal 1900 al 1914, 4	751—763

Problèmes de l'historiographie contemporaine

BERZA, M., Vlad Țepeș, ses règnes et sa légende en marge de deux livres récents, 2	325—354
--	---------

Etapas du développement historique

PETRESCU-DÎMBOVIȚA, M., Données relatives au début de l'âge du bronze dans l'espace carpatobalkanique, 3	521—534
--	---------

Contacts culturels et politiques

ANGHELESCU, MIRCEA, Lamennais et les Roumains, 3	515—520
CAMARIANO-CIORAN, ARIADNA, Contributions aux relations roumanochypriotes, 3	493—508
CORBEA, ANDREI, Der rumänische Stoff eines deutschen Barockromans, 3	479—492
DELETANT, DENNIS (London), The Sunday Legend, 3	431—451
GÜNDISCH, GUSTAV, Die Bibliothek des Superintendenten der Evangelischen Kirche Siebenbürgens Matthias Schiffbaumer (1547—1611), 3	463—478
MIHĂESCU, H., Trois documents athonites du XIV ^e siècle comportant des références à la Valachie, 3	453—462
SIUPIUR, ELENA, Quelques documents militaires autrichiens relatifs à la fondation de la typographie grecque de Iassy (1812), 3	509—514

Œuvres littéraires et relations culturelles

CÂNDEA, VIRGIL, Quatre hypostases d'Ovide dans la culture roumaine, 1	93—99
DUJČEV, IVAN (Sofia), Quelques traits spécifiques de la civilisation bulgare aux IX ^e —X ^e siècles, 1	63—73
GÖLLNER, CARL, Legenden von der skythischen, trojanischen und kaukasischen Abstammung der Türken im 15.- und 16. Jahrhundert, 1	49—61
IONESCU, ANCA IRINA, Considérations sur la traduction du <i>Livre sur le système de la religion des Musulmans</i> de Cantemir par Sofronie Vračanski, 1	101—112
PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, CORNELIA, La satire sociale-politique dans la littérature dramatique en langue grecque des Principautés (1774—1830), 1	75—92
VORNICESCU-SEVERINEANUL, NESTOR, <i>Le chant d'Adam</i> dans un manuscrit psaltique de Striharetz, 1	37—47

Relations linguistiques

DJAMO-DIACONIȚĂ, LUCIA, Pronoms et adverbes formés avec le verbe « vouloir » en roumain et en albanais, 3	553—560
SCĂRLĂTOIU, ELENA, Nouvelles contributions à l'étude des emprunts slaves dans le lexique aroumain, 3	535—551

Documents et témoignages

GHIĂȚĂ, ANCA, Les Roumains en Dobroudja au milieu du XIX ^e siècle d'après les informations de Ion Ionescu de la Brad, 1	131—157.
ILIESCU, OCTAVIAN, La monnaie vénitienne dans les Pays Roumains de 1202 à 1500, 2	355—361
ILIESCU, OCTAVIAN, Nouvelles éditions d'actes notariés instrumentés au XIV ^e siècle dans les colonies génoises des bouches du Danube — Actes de Kilia et de Licostomo, 1	113—129

Discussions

DINEKOV, PETAR (Sofia), Nouvelles recherches sur la vie et l'œuvre de Christo Botev, 1	159—162
MUTHU, MIRCEA, Sur le roman historique balkanique et sud-est européen, 1	165—167
PIPPIDI, ANDREI, À propos du professeur de français de Constantin Negruzzi, 1	163—164

Notes brèves

BINDER, PAUL, Ein siebenbürgischer Freund des rumänischen Humanisten Constantin Cantacuzino-Stolnicul: Arzt Martin Hermann aus Braşov, 2	365—367
PIPPIDI, ANDREI, L'écho en Hainaut du premier siège de Constantinople par les Turcs (1394), 2	363—364

Chronique

Le centenaire L. A. Djavakhischvili à Tbilissi (<i>M. Berza</i>), 2	371
Le VIII ^e Congrès de l'Association Internationale de Littérature Comparée (Budapest, 12—17 août 1976) (<i>Alexandru Dujă</i>), 1	169
Le XIII ^e Congrès International des Sciences Généalogiques et Héraldiques (Londres, 31 août—7 septembre 1976) (<i>Maria Dogaru</i>), 1	170
XV ^e Congrès International d'Études Byzantines (Athènes, 5—11 septembre 1976) (<i>Maria Ana Musicescu et Tudor Teoteoi</i>), 3	561—565
Échos de l'Institut des Études Sud-Est Européennes de Bucarest (juillet 1976—juin 1977) (<i>Anca Iancu</i>), 4	783—785
Internationales Kolloquium in Varna 1976 (<i>Klaus Steinke</i>), 2.	370—371
Manifestations consacrées au Centenaire de la mort du poète et révolutionnaire bulgare Christo Botev, organisées à Bucarest (<i>Elena Siupiu</i>), 2	369—370
[Aurel Decei] (<i>M. M. Alexandrescu-Dersca Bulgaru</i>), 2	372—373
[Corina Nicolescu] (<i>Maria Ana Musicescu</i>), 3	566—568
[Tache Papahagi] (<i>H. Mihăescu</i>), 3	565—566

Comptes rendus

BIRKFELLNER, GERHARD, Glagolitische und kyrillische Handschriften in Österreich (<i>Paul Mihail</i>), 3	574—576
CANTEMIR, DIMITRIE, Sistemul sau întocmirea religiei muhammedane (<i>G. Gölner</i>), 4	787—788
CORESI, Psaltirea slavo-română 1557 (<i>Zamfira Mihail</i>), 1	171—173
Cronaca dei Tocco di Cefalonia di Anonimo (<i>H. Mihăescu</i>), 3	572—574
DESPALATOVIC, E. M., Ljudevit Gaj and the Illyrian Movement (<i>Anca Irina Ionescu</i>), 3	578—580
DUCELLIER, ALAIN, Le drame de Byzance. Idéal et échec d'une société chrétienne (<i>Tudor Teoteoi</i>), 2	375—377
GANEV, TODOR, N., Relations scientifiques et culturelles bulgare-roumaines, 1869—1944. Documents (<i>Doïna Elena Făget</i>), 3	580—582
GAVRILOVIĆ, SLAVKO, Vojvodina i Srbija u vreme prvog ustanka (<i>D. Mloc</i>), 2	380—383
GEORGESCU, VALENTIN AL. et EMANUELA POPESCU, Legislația urbană a Țării Românești (1765—1782) (<i>Jaqueline Rosenblum — Nice</i>), 1	180—183
JANC, ZAGORKA, Кожни повези српске Кирилске књиге (<i>Paul Mihail</i>), 1	175—177
KARATHANASIS, ATHANASIOS E., 'Η Φλαγγινεός σχολή τῆς Βενετίας (<i>Olga Cicanci</i>), 3	577—578
KRIARAS, EMMANOUIL, Λεξικό τῆς μεσαιωνικῆς Ἑλληνικῆς δημόδιου γραμματείας 1100—1669, Τ. Δ' (<i>H. Mihăescu</i>), 1	173—175
La littérature des peuples slaves et balkaniques de la fin du XIX ^e siècle — début du XX ^e . Le réalisme et les autres courants (<i>Anca Irina Ionescu</i>), 4	791—793
La lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais. Documents principaux (1941—1944) (<i>Nicolae Dascălu</i>), 4	795—796
Peregrinatores Francogalici de terris Haemo a diacentibus narrantes (<i>Elena Siupjur</i>), 1	177—179
PETRICĂ, ION, Confluente româno-polone (a doua jumătate a secolului al XIX-lea) (<i>Andrei Pippidi</i>), 4	789—791
POPILIAN, GH., Ceramica romană din Oltenia (<i>Al. Suceveanu</i>), 3	569—572
SCHALLER, HELMUT WILHELM, Die Balkansprachen. Eine Einführung in die Balkanologie (<i>H. Mihăescu</i>), 2	383—386
Sub semnul prieteniei frățești româno-bulgare. Sub semnul prieteniei frățești româno-jugoslave (<i>Ștefan Vilcu</i>), 4	793—794
Wissenschaftspolitik in Mittel- und Osteuropa. Wissenschaftliche Gesellschaften Akademien und Hochschulen im 18. und beginnenden 19. Jahrhundert (<i>Cristina Bulgaru</i>), 2	377—380

Notices bibliographiques

- Act. Albaniae Veneta Saeculorum XIV et XV, pars tertia, tomus XXI et XXII (*H. Mihăescu*), 3, 590. Академия Наук СССР. Институт Славяноведения и балканистики. Балканский лингвистический сборник (*Elena Scărlătoiu*), 4, 805. Академия Наук СССР. Институт Славяноведения и Балканистики. Симпозиум по структуре балканского текста. Тезисы и доклады сообщений (*Elena Scărlătoiu*), 4, 805. ANASTASELLIS, STRATIS P., Βλοτινά Γιαπρακάδινα. Σατιρικά. Μυτιλήνη (J. Irmscher — Berlin DDR), 2, 394. ARMBRUSTER, ADOLF, Lă romănită des Roumains. Histoire d'une idée (*Alexandru Duju*), 4, 797. Art and Archaeology Research Papers, 9(1976) (*Mircea Angheltescu*), 4, 812—813. Author Union Catalogue and a Unified Biographical Dictionary (*Cătălina Velculescu*), 4, 799—801. AUTY, ROBERT, The Importanc of the Aesthetic Factor in East-European Language Revivals (*Zamfira Mihail*), 2, 399—400.
- Balkanii zonă a păcii, cooperării și bunei vecinătăți (*C. Jordan-Sima*), 1, 199. BASTA, MILAN, Agonija i slovo nezavisne države Hrvatske (*Ștefan Vilcu*), 2, 403—405. BELDICEANU, NICOARĂ, Le monde ottoman des Balkans (1402—1566) (*Mircea Angheltescu*), 4, 811—812. BUDA,

- ALEKS, L'ethnographie albanaise et quelques-uns de ses problèmes (*H. Mihăescu*), 4, 806. Burime tregimtare bizantine p r historin  e Shqipërisë shek. X–XV pregatitur p r botim nga (*H. Mihăescu*), 1, 191. BUŐE, CONSTANTIN, Comer ul exterior prin Gala i sub regimul de port franc (1837–1883) (*C. Papacostea-Danielopolu*), 1, 194–196. Byzantium. Revue internationale des études byzantines. Index. Tome I(1924)–XXX(1960) (*Tudor Teoteoi*), 3, 597–598.
- CABEJ, EQREM, Iberoromanishtja dhe Shqipja, izoglosat e tyre latine (*H. Mihăescu*), 4, 807.  ABEJ, EQREM, Storia linguistica s struttura dialettale dell'albanese d'Italia (*H. Mihăescu*), 4, 807. C NDEA, VIRGIL, An Outline of Romanian History (*Alexandru Dufu*), 3, 587. CARAGIU-MARIO EANU, MATILDA, Compendiu de dialectologie rom n  (nord-  i sud-dun rean ) (*C t lina V t şescu*), 2, 390–391. CERNAT, ALEXANDRU, Memorit,  ampania 1877–1878 (*Alexandru Dufu*), 3, 586–587. COHEN, DAVID, Des relations commerciales entre les Principautés Roumaines et les terres bulgares au cours des années 40–70 du XIX-e siècle (*C. Papacostea-Danielopolu*), 4, 803–804. Conférence nationale des études sur la lutte antifasciste de libération nationale du peuple albanais (*Liviu P. Marcu*), 1, 198–199. Corpus mosaicorum vetustiorum pavimentorum graecorum. I: Graecia insularis (*J. Armscher – Berlin DDR*), 2, 393. Cronica di Monemvasia [ed. Ivan Duj ev], (*H. Mihăescu*), 3, 589–590.
- DAKA, POLAK, Bibliografi e Studimeve dhe artikujve p r gjuh n shqipe (1945–1974) (*H. Mihăescu*), 2, 389–390. DANOVA, NADEJDA, La géographie contemporaine de Gr. Konstandas et D. Philippides et les Bulgares (*C. Papacostea-Danielopolu*), 3, 594–595. DONTA, DOMNA,  H  Ell s kai ai Dυν μεις kat  t n Kριματικ n p leimon (*C. Papacostea-Danielopolu*), 2, 400–402. DURIDANOV, IVAN,  зикъ на траките (*H. Mihăescu*), 2, 388.
- EDROIU, NICOLAE, Răsunetul european al răscoalei lui Horea (*Alexandru Dufu*), 2, 392. EIDELBERG, P. G., The Great Rumanian Peasant Revolt of 1907. Origins of a Modern Jacquerie (*Alan S. Milward – University of Manchester*), 1, 196–197. EMINESCU, MIHAI, Ylli i drit s (*H. Mihăescu*), 2, 387.
- FISCHETTI, GIUSEPPE, Ugo Foscolo e il Corsaro Greco (Niccol  Kefal s) (*Andrei P ppidi*), 1, 194. FLAVII CRESCONII CORIPPI, In laudem Iustini Augusti minoris libri IV (*H. Mihăescu*), 2, 388–389. FOCHI ADRIAN, Datini  i cresuri populare de la sfir itul secolului al XIX-lea. Răspunsurile la chestionarele lui Nicolae DensuŐianu (*Mihai Berza*), 3, 585–586.
- GAUGER, HANS-MARTIN, Sprechbewusstsein und Sprachwissenschaft (*H. Mihăescu*), 2, 387–388. GJINARI, JORGJI, La structure dialectale de l'albanais et son rapport avec l'histoire du peuple (*H. Mihăescu*), 4, 806–807. GIOCHALAS, TITOS P.,   Γεωργιος Καστρι της – Σκευτεμπ κης εις τ ν νεοελληνικ ν ιστοριογραφικ ν και λογοτεχνικ ν (*J. Armscher – Berlin DDR*), 3, 593–594. GLAVINAS, APOSTOLOS ATH.,    πι  λεξίου Κομνηνού (1081–1118) περ  ιερ ν σκευ ν, Κεμηλιων και  γιων εικ νων  ρις (1081–1095) (*J. Armscher – Berlin DDR*), 1, 192. G LLNER, CARL, Die siebenb rgische Militärgrenze. Ein Beitrag zur Sozial- und Wirtschaftsgeschichte, 1762–1851 (*T. Vodogae*), 1, 193. Грамматический строй балканских языков, Исследования по семантике грамматических форм (*H. Mihăescu*), 1, 190–191. GRAUR, AL,   Carcanele   limbii rom ne (*H. Mihăescu*), 3, 588. GREGORAS, NIKEPHOROS, Antirrhethika I (*H. Mihăescu*), 4, 808–809.
- HITCHINS, K. (ed.), The Nationality Problem in Austria-Hungary. The Reports of Alexander Vaida to Archduke Franz Ferdinand's Chancellery, in Studien zur Geschichte Osteuropas, vol. XVIII (*Alan Milward – Manchester – GB*), 2, 402–403.

- [ILIADOU, DÉMOCRATIE], Les Balkans, joué de la politique des puissances européennes pendant les XVIII^e et XIX^e siècles (*Andrei Pipidi*), 2, 395–397. ILIEVSKI, P. HR., Der Anteil des Griechischen und des Lateinischen an der Entwicklung der grammatischen Struktur der slawischen Balkansprachen (*H. Mihăescu*), 3, 588–589. ILINSKAJA S. B., Кавафис и гуманистическая традиция в греческой поэзии XX века (*J. Irmischer* – Berlin DDR), 4, 804. ILIOU, FILIPPOS, Βιβλία με Ξυδρόμητες Ι. Τα χρόνια του Διαφωτισμού (*C. Papacostea-Danielopolu*), 4, 801–802. Inscriptiile grecești și latine din secolele IV–XIII descoperite în România (*H. Mihăescu*), 1, 189. ISMAJLI, REXHEP, Shenjë e ide (*H. Mihăescu*), 1, 190.
- JOCHALAS, TITOS P., Sulla problematica dei prestiti bizantini e neogreci nei dialetti italo-albanesi (*H. Mihăescu*), 1, 190.
- KADACH, DOROTHEA, Ein Aufklärer des Balkan, Dr. Atanas Bogoridi (*Andrei Pipidi*), 2, 397–398. KININI, KATERINA, Le Discours à Niccolès par Misiodax (*Alexandru Dufu*), 3, 587. KRESTEN, OTTO, Eine Sammlung von Konzilsakten aus dem Besitze des Kardinals Isidros von Kiev (*Tudor Teoteol*), 4, 810–811.
- MACARIE IEROMONAHUL, Opere. I. Theoriticon [Ed. Titus Moisescu] (*Alexandru Dufu*), 3, 588. MACKENDRICK, PAUL, The Dacian Stones Speak (*Richard E. Allen* – Columbia University), 1, 188–189. MANTOUVALOU, MARIA, 'Η ελληνική „θεματογραφία” στη δύση και οι κώδικες Vat. Gr. 1733, 1826, 1890 (*J. Irmischer* – Berlin DDR), 1, 192. MAREȘ, F. V., Die Anfänge des slawischen Schrifttums und die byzantinisch-griechische Literatur (*Paul Mihail*), 3, 592. MATEJIĆ, M., Hilandar Slavic Codices (*Paul Mihail*), 4, 17–18. Il Mediterraneo nella seconda metà del '500 alla luce di Lepanto [a cura di Gino Benzoni] (*Mihal Berza*), 1, 185–187. Mémorial Jan Reychman (*Mircea Anghelescu*), 2, 391–392. MORARU, MIHAI et CĂTĂLINA VELCULESCU, Bibliografia analitică a cărților populare laice. Partea I (*Alexandru Dufu*), 4, 797–799. MORAVCSIK, GYULA, Einführung in die Byzantinologie (*H. Mihăescu*), 4, 808.
- NIKOLOVA, SNEJINA, Ion Luca Caragiale (à l'occasion du 125^{ème} anniversaire de sa naissance), (*Elena Stupțur*), 3, 592–593. Nouvelles études d'histoire, 1975 (*Alexandru Dufu*), 2, 392.
- PATRINELIS, CH. G., Δημοσεύματα Μανουήλ Γεδεών 'Αναλυτική ἀναγράφη (*Andrei Pipidi*), 2, 394–395. Les pays roumains à l'âge des lumières (1770–1830). Structures sociales et conscience nationale (*Elena Stupțur*), 2, 398–399. PERTUSI, AGOSTINO, La caduta di Constantinopoli (I. Le testimonianze dei contemporanei; II. L'eco nel mondo) (*Mihal Berza*), 3, 583–585. Prezențe musulmane în România (*Geleu Maksutovici*), 3, 596–597. Проблемы социальной структуры и идеологии средневекового общества. Выпуск 1 (*J. Irmischer* – Berlin DDR), 2, 393. Rečnik na bálgarskata literatura (*Elena Stupțur*), 1, 191–192. RÖHLING, HORST, Unterstützung für die Griechen in deutschen Zeitschriften der 20er Jahre des 19. Jahrhunderts (*J. Irmischer* – Berlin DDR), 1, 193. ROSENTHAL-KAMARINEA, I., Die Volkskundlerin Hedwig Lüdeke und ihr Werk (*J. Irmischer* – Berlin, DDR), 4, 805. ROSETTI, VINTILĂ C. A., Scrisori de pe frontul războiului din '77 (*Alexandru Dufu*), 3, 586–587.
- SADIKU, ZE QIR, Sur l'opposition du passé indéfini aoriste en albanais (en albanais avec un résumé français) (*Cătălina Vătășescu*), 3, 590–592. SCHROEDER, KLAUS HENNING, Französische-Sprachige Berichte über Rumänien um 1850 (*Cătălina Velculescu*), 4, 801. ŠIPOVA, E. N., Словарь тюркизмов в русском языке (*Klaus Steinke*), 4, 811. STOJANOV, MANIO, Die ersten Übersetzungen aus dem Deutschen in Bulgarien (*C. Papacostea-Danielopolu*), 3, 595.

- SVORONOS, NIKOS, G., 'Επισκόπηση τῆς νεοελληνικῆς ἱστορίας [Μετάφραση Aikaterini Asdrahas, Βιβλιογραφικὸς ὁδηγὸς Spyros I. Asdrahas] (*C. Papacostea-Danielopolu*), 4, 802—803. SYMEONIDIS, CHARALAMBOS, Der Vokalismus der griechischen Lehnwörter im Türkischen (*H. Mihăescu*), 2, 389.
- TSIRPANLIS, ZACHARIAS N., I libri greci publicati dalla „Sacra Congregatio de Propaganda Fide” (XVII sec.) (*Alexandru Dufu*), 2, 392—393.
- Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen, Fünfter Band, 1438—1457 (*Mihai Berza*), 1, 187—188.
- VAKALOPOULOS, KONSTANTINOS, AP., Τρία ἀνέκδοτα ἱστορικὰ δοκίμια τοῦ φιλικοῦ Γεωργίου Λασσάνη (*J. Irmsher — Berlin DDR*), 2, 394.

MARIA GRIGORAŞ

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- STOICESCU, NICOLAE, **Vlad Țepeș (Vlad l'Empaleur)**, 1976, 238 p.
- BUȘE, CONSTANTIN, **Comerțul exterior prin Galați sub regimul de port franc (1837—1883)** (Le commerce extérieur par Galați et la clause de port franc — 1837—1883). Collection « Biblioteca Istorică », XLV, 1976, 202 p.
- * * * **Documente turcești privind istoria României. 1455—1774** (Documents turcs concernant l'histoire de la Roumanie, 1455—1774), Vol. I, sous la direction de MUSTAFA A. MEHMED. 1976, 415 p.
- POPESCU, EMILIAN, **Inscripțiile grecești și latine din sec. IV—XIII** (Inscriptions grecques et latines des IV^e—XIII^e siècles), collection « Inscriptiones Daciae et Scythiae Minoris », 1976, 439 p. + 42 pl.
- PROTASE, D., **Un cimitir dacic din epoca romană la Soporul de Cîmpie** (Un cimetière dace remontant à l'époque romaine, découvert à Soporul de Cîmpie), 1976, 112 p. + 24 pl.
- Traco-Dacia**, Recueil d'études à l'occasion du II^e Congrès international de thracologie (4—12 septembre 1976), 351 p.
- VULPE, RADU, **Studia Tracologica**, 1976, 336 p.
- Assimilation et résistance à la culture gréco-romaine dans le monde ancien**. Travaux du VI^e Congrès international d'études classiques (Madrid, septembre 1974), réunis et présentés par D. M. Pippidi, Coédition avec la Société d'Éditions « Les Belles Lettres », Paris, 1976, 550 p.
- CORFUS, ILIE, **L'agriculture de Valachie depuis la Révolution de 1848 jusqu'à la Réforme de 1864**, collection « Bibliotheca Historica Romaniae », Section d'Histoire Economique, Etudes 53 (8), 1976, 216 p.
- ODOBESCU, ALEXANDRU, **Opere IV, Tezaurul de la Pietroasa** (Le trésor de Pietroasa), publié par les soins de Mircea Babeș, études archéologiques par Radu Harhoiu et Gh. Diaconu, 1976, 1079 p.
- Documente privind marea răscoală a țăranilor din 1907** (Documents concernant la grande révolte paysanne de 1907), vol. I, sous la direction de ION POPESCU-PUȚURI, ANDREI OȚETEA, DAMIAN HUREZEANU e.a., 1977, 573 p.
- CERNOVODEANU, PAUL et STANCIU, ION, **Imaginea Lumii Noi în Țările Române și primele lor relații cu Statele Unite ale Americii până în 1859** (L'image du Nouveau Monde dans les Pays Roumains et leurs premières relations avec les Etats-Unis d'Amérique jusqu'en 1859), collection « Istorie și civilizație », n^o 8, 1977, 176 p.
- Independența României** (L'indépendance de la Roumanie), volume publié par les soins de Șt. Pascu, C. C. Giurescu, I. Ceterchi, Șt. Ștefănescu et Const. Olteanu, 1977, 526 p. + pl.
- Independența României. Documente**. Vol. I (L'indépendance de la Roumanie. Documents. 1^{er} volume), par les soins de ȘTEFAN HURMUZACHE, IOANA BURLACU et IOANA ALEXANDRA NEGREANU, 1977, 388 p. + pl.
- ARMBRUSTER, ADOLF, **La Romanité des Roumains**. Histoire d'une idée, collection « Bibliotheca Historica Romaniae », Monographies XVII, 1977, 279 p.
- Arta și literatura în slujba independenței naționale** (L'art et la littérature au service de l'indépendance nationale), sous la direction de Ion Frunzetti et George Muntean, 1977, 238 p.
- Lucrările Comisiei mixte de istorie româno-ungară. Sesiunile I și a II-a** (Les travaux de la Commission mixte roumano-hongroise), publiés par les soins de Dan Berindei, 1977, 161 p.
- PETRESCU-DÎMBOVIȚA, M., **Depozitele de bronzuri din România** (Les dépôts de bronze de Roumanie), 1977, 390 p.
- L'Indépendance de la Roumanie**. Publié par les soins de Ștefan Pascu, 273 p.
- The Independence of Romania**. Edited by Ștefan Pascu, 263 p.
- REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., XV, 4, P. 601—822, BUCAREST, 1977

